

# VIGIE

BULLETIN  
D'ANALYSE  
STRATÉGIQUE  
ET PROSPECTIVE



E-mail: [baspvigie@gmail.com](mailto:baspvigie@gmail.com)

N° 008 et 009 - 1<sup>er</sup> & 2<sup>ème</sup> Trim. 2020



**Le DDR**  
**au service de l'Unité,**  
**de la Paix et de la Stabilité**



E-mail: [baspvigie@gmail.com](mailto:baspvigie@gmail.com)

Une publication de l'École Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES)

**Directeur de la Publication :**

**GB BITOTE André Patrice**, Directeur Général - EIFORCES

**Directeur Adjoint de la Publication :**

**CD OYONO née THOM Cécile**, DGA - EIFORCES

**Directeur de la Rédaction, Coordonnateur Scientifique et Technique :**

**Pr Wullson Mvomo Ela**, Chef du Centre de Recherche et de Documentation, EIFORCES

**Coordination Technique :**

**CD Elie PASSO SONGBANG**, Chef des Laboratoires de Recherches du Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES ;

**LCL Auguste ONGOLO**, Chef de la Cellule de la Documentation du Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES ;

**Comité National du Désarmement- Démobilisation – Réintégration.**

**Comité de relecture et de traduction**

**Dr NGOBO Olive;**

**Dr FOUMANE Désiré;**

**Maréchal de Logis Marcellin ELANGA;**

**Annick NGOBO ATEMENGUE epse TAYOU KAYO ;**

**Marcel ABANDA ;**

**NENENGA Driscôle ;**

**ANDEGA Bertrand ;**

**Eleonore FODJO epse BOUOPDA;**

**Bertin ALIMA;**

**IP2 ENGOULOU MBITA Guy.**

**Crédit photos:**

Centre de Recherche et de Documentation/EIFORCES

Google Images - ISS Today

Studio Photo Moulion

**Design et impression:**

e2c Sarl: Tél: 699 82 41 90

e2csarl@yahoo.fr

# SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Editorial.....	8
Propos introductif au dossier.....	10
EIFORCES en bref.....	12
Types de formations.....	13

## Actualité de L'EIFORCES : 04/2018 - 05/2020 ..... 14

L'EIFORCES en mission d'études intérieure dans la région du sud (Cameroun).....	14
TICAD 7 : l'EIFORCES honorée.....	16
Stage de planification de niveau opératif au KAIPTC à ACCRA.....	16
Mission du Général de Brigade Directeur Général de l'EIFORCES au Maroc.....	17
Bilan des activités de formation en 2019.....	18
Bilan des activités du Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES.....	21
Coopération et rayonnement institutionnel.....	22
Participation de l'EIFORCES aux travaux de la 25ème Conférence annuelle et l'Association des Centres de Formation au Maintien de la Paix à Lima au Pérou.....	24
EIFORCES-JAPON : Une coopération multidimensionnelle au service de la Paix et de la Sécurité Internationale.....	25
Participation de la délégation de l'EIFORCES à la 21e édition de "MILIPOL PARIS 2019".....	26

## DOSSIER : LE DDR, AU SERVICE DE L'UNITÉ, DE LA PAIX ET DE LA STABILITÉ..... 27

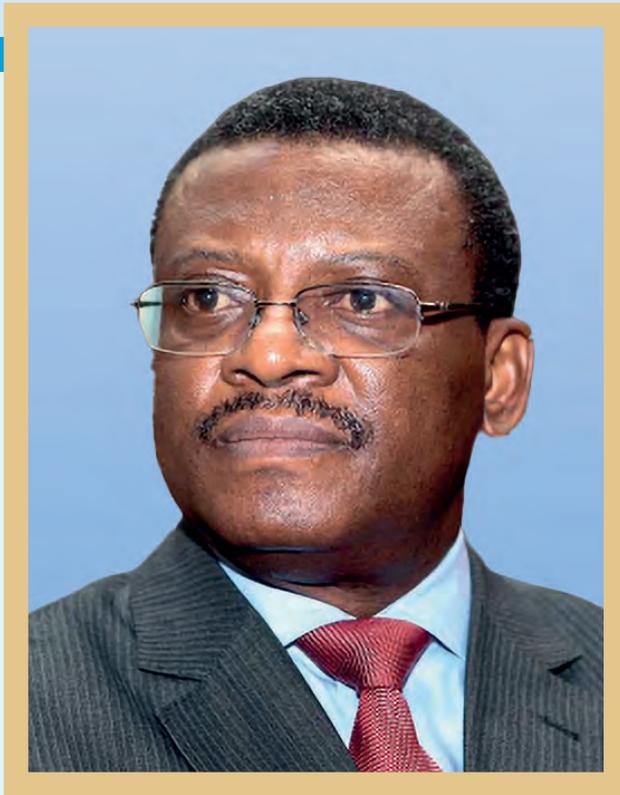
Francis FAI YENGO: " Le CNDDR remplit ses missions avec détermination, objectivité et professionnalisme " <i>Propos recueillis par : LCL Auguste ONGOLO &amp; M. Driscôle NENENGA</i> .....	29
Le programme de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (DDR) Pour une paix durable au Cameroun : Contexte, cadre et défis. <i>Par Pr. Alain Didier OLINGA</i> .....	33
Sortir des crises par la forclusion des armes en Côte d'Ivoire et au Cameroun : Analyse des Hypothèses et des facteurs conducteurs du DDR à un retour à la paix et à la stabilité <i>Par Pr Yves Paul MANDJEM</i> .....	39
Appropriations et expériences nationales, sous-régionales et régionales en matière de désarmement-Démobilisation-Réintégration. <i>Par Lasconi MOUNGUI MEDI</i> .....	57
Revue du DDR en tant que concept importé : Conceptualisation et mise en œuvre au Cameroun <i>Par LCL JING Emmanuel ACHU</i> .....	65
Gardiennage de la paix, la Police camerounaise, Un acteur incontournable du DDR initié par le Président de la République. <i>Par CD Founa Hector Marcial</i> .....	75
Désarmement démobilisation et réintégration (DDR) : un paradigme structurant dans la résolution de la crise anglophone en cours au Cameroun. <i>Par René Ngek MONTEH, PhD</i> .....	83
La politique du DDR : défis des réalités locales et perspectives dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. <i>Par Stephen NGAI NGONG, PhD</i> .....	97
Domestiquer la violence armée dans la région agitée du nord-ouest du Cameroun: ordre du jour du comité national de désarmement, démobilisation et réintégration. <i>Par Nixon KAHJUM TAKOR, PhD</i> .....	109
Evaluation de la réponse du comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration du Cameroun au conflit dans la région du sud-ouest: expérimenter une approche pays spécifique à la paix et la sécurité durables <i>Par Rose FRIL-MANYI ANJOH, PhD</i> .....	119
Le DDR contre Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun : Contexte, Concept et Défis <i>Par Dr Mbarkoutou Mahamat Henri</i> .....	131
Construire des mesures de confiance pour un DDR optimal dans le Bassin du Lac Tchad <i>Par Dr Pierre Claver OYONO AFANE</i> .....	141
Evaluation prospective du DDR dans l'Extrême-Nord du Cameroun <i>Par Professeur SAÏBOU Issa</i> .....	149
Les perspectives du DDR dans la gouvernance publique décentralisée au Cameroun : pour une synergie agissante entre l'état et les collectivités territoriales décentralisées <i>Par Pr Jean Claude TCHEUWA</i> .....	157





**S. E. Paul BIYA**

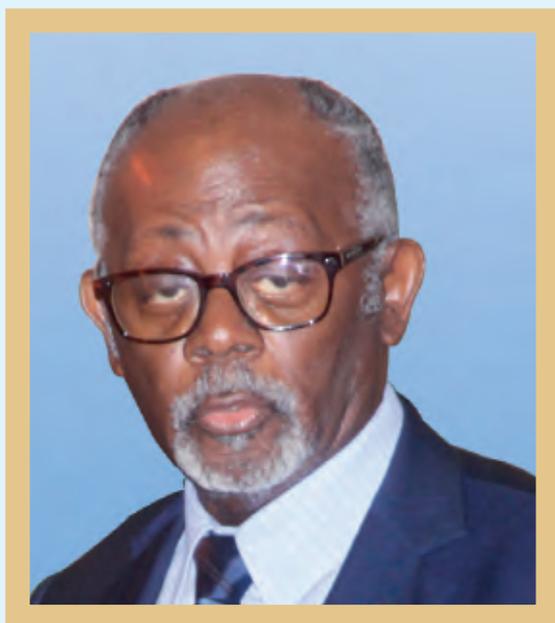
Président de la République du Cameroun  
Chef des Forces Armées  
Chef Suprême des Forces de Police



**M. DION NGUTE Joseph**  
Premier Ministre, Chef du Gouvernement



**M. BETI ASSOMO Joseph**  
Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense  
Président du Conseil d'Administration - EIFORCES



**M. MBELLA MBELLA Lejeune**  
Ministre des Relations Extérieures  
Membre du Conseil d'Administration - EIFORCES



**M. MOTAZE Louis Paul**  
Ministre des Finances  
Tutelle Financière - EIFORCES



**M. ETOGA Galax Yves Landry**  
Secrétaire d'Etat chargé de la Gendarmerie  
Co-tutelle Technique - EIFORCES



**M. MBARGA NGUELE Martin**  
Délégué Général à la Sûreté Nationale  
Co-tutelle Technique - EIFORCES



**GB BITOTE André Patrice**  
Directeur Général - EIFORCES



**CD THOM Cécile Epse OYONO**  
Directeur Général Adjoint - EIFORCES

## EDITORIAL

### VICTOIRES DU VIVRE ENSEMBLE



*Attentive à l'évolution de la géopolitique interne et externe du Cameroun, en général, et à l'évolution complexe des menaces contemporaines, en particulier, le Bulletin d'Analyse Stratégique et Prospective VIGIE de l'EIFORCES, outil de la politique publique de sécurité du Cameroun, trouve son articulation thématique centrale dans la problématique du Désarmement-Démobilisation-Réintégration (DDR) en cours dans le pays.*

**GB BITOTE André Patrice,  
Directeur Général - EIFORCES**

*Ceci, tel que voulu et conçu par le Président de la République et son Gouvernement, comme l'un des paradigmes structurants du renforcement de l'unité, du retour à la paix et à la stabilité du pays, remises en question par les crises sécuritaires qui secouent les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Il s'agit ici, à travers une approche résolument didactique, d'en simplifier et amplifier la compréhension, tant en théorie qu'en praxis. Compréhension indispensable à une appropriation collective, gage d'efficacité stratégique et opérationnelle.*

*Paraissant dans un contexte dominé, au surplus, par la pandémie du Coronavirus, crise sanitaire mondiale et globale, dont l'impact au Cameroun devient de plus en plus préoccupant, et à laquelle le Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES pourrait consacrer une analyse spécifique, cette édition double (1<sup>er</sup> - 2<sup>ème</sup> trimestres de l'exercice 2020), insiste sur l'unité, la paix et la stabilité. Elle fait ainsi écho à l'appel du Président Paul Biya, Chef de l'Etat, Chef des Forces Armées et Chef Suprême des Forces de Police qui, lors de son adresse à la Nation, le 19 mai 2020, invitait ses compatriotes, à rester un "peuple uni, solidaire et discipliné" et à l'"union sacrée" contre la pandémie du Coronavirus. Et, comme Il le faisait observer, dans un tout autre contexte, "rien ne [peut] arrêter le Cameroun ! Ensemble, nous relèverons tous les défis et continuerons à aller de l'avant, vers de nouvelles victoires". Victoires du Vivre Ensemble.*

# PROPOS INTRODUCTIF AU DOSSIER

## TOUS, DES “MENDIANTS DE LA PAIX”

Le 22 septembre 2017 à New-York, du haut de la tribune des Nations Unies, en marge de la 72e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) placée sous le thème : "Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée", le Président camerounais Paul Biya, rappelait à l'ensemble de la communauté internationale que, "pour le Cameroun, comme pour la plupart de nos États, la paix est une condition sine qua non de la survie de l'humanité et de tout développement durable. Cette paix demeure dangereusement menacée, notamment par le terrorisme, les conflits, la pauvreté et les dérèglements climatiques. Aujourd'hui nous sommes tous, je dirais "mendiants de la paix". Et ces menaces persistantes nous interpellent tous au plus haut niveau."



**Pr Wullson MVOMO ELA**  
Chef du Centre de Recherche et de Documentation EIFORCES

À travers cette interpellation, le Chef de l'Etat faisait écho à un contexte mondial perturbé par la multiplication des foyers de tensions, notamment de l'extrémisme violent et du terrorisme, dont les conséquences dramatiques n'épargnent aucun continent, aucun pays. En effet, et s'agissant de la géopolitique du Cameroun, elle est marquée dans sa dimension sécuritaire, au cours de ces dernières années, par la coalescence du terrorisme djihadiste de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord, située dans la zone interlope et critique du Bassin du Lac Tchad ; et du terrorisme insurrectionnel et séparatiste, dans les régions d'expression anglaise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Lesquels, constituent une menace tangible à la stabilité du Cameroun, et de la Sous-Région.

Pivot de la géopolitique régionale de l'Afrique Centrale-Golfe de Guinée, le Cameroun est en effet identifié et

reconnu, autant par son histoire de pupille de la communauté internationale (SDN : 1919-1945 ; ONU : 1945-1960) à travers l'International Trusteeship, que par ses capacités et dispositifs d'action et de formation stratégiques et opérationnelles, comme un pôle de paix, de sécurité et de stabilité.

La création, par Décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 du Chef de l'Etat, d'un Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR), constitue des mesures fortes de sortie des crises évoquées plus haut, qui vient s'ajouter à d'autres. Elle traduit, à n'en point douter, la volonté et l'engagement politiques du Cameroun et de son Chef en faveur de la paix, "bien public" national, régional et international. Cette initiative souveraine du Gouvernement camerounais vise par conséquent, dans une approche républicaine et transitionnelle, sans attendre une résolution ad hoc du Conseil de Sécurité des Nations Unies, à "encadrer et à gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants du Boko Haram et des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest désireux de répondre favorablement à l'offre de paix du Chef de l'Etat en déposant les armes".

En s'inscrivant dans un continuum politique-stratégique-opérationnel holistique, l'efficacité du processus de DDR en cours, repose sur l'impératif catégorique que constitue, pour l'efficacité de cette option, l'adhésion et l'appropriation par les populations et les collectivités locales. Ce d'autant plus que ladite option objective la satisfaction des besoins politiques, socio-économiques, humains pour un retour à la civilité républicaine, à la cohésion sociale et nationale et à une paix durable au Cameroun. Le renforcement en cours du lien Armée-Nation et du partenariat Police-Population, est une des constances de la politique camerounaise de défense et de sécurité.

Située à l'intersection des politiques publiques, désormais sous la houlette des collectivités locales décentralisées, cette approche transitionnelle de retour à la paix sociale, à la cohésion nationale, donc à la stabilité, impose aux différents segments de l'action étatique, les contraintes de coordination, de complémentarité et de cohérence, indispensables à la gouvernance publique responsable.

C'est en effet de l'efficacité conceptuelle, stratégique et opérationnelle du DDR que dépend sa crédibilité, sa capacité incitative à amener les irrédentistes vers la voie salutaire du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Et de leur retour à la civilité républicaine, de leur engagement au service de l'unité, de la paix et de la stabilité, impératifs catégoriques et socio-historiques de la consolidation d'un Cameroun prospère et souverain, acteur incontournable de la scène régionale et internationale.

Pour en rendre compte, le dossier que propose cette édition double de VIGIE (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres de l'exercice 2020), respectueux du caractère cumulatif des sciences sociales, de la perspective théorique et praxéologique des *Area Studies*, dont la sécurité classique et humaine s'affirme comme un domaine des plus pertinents, associe des universitaires d'obédiences académiques diverses, des acteurs institutionnels concernés, notamment du Comité National du DDR, de Yaoundé, Bamenda, Buea et de Mora, dans une optique collective d'évaluation-prospective, s'agissant des efforts accomplis et des efforts à accomplir. L'idée étant de faire de tous les Camerounais, des "mendiants de la paix".



Cameroun

# EIFORCES EN BREF



**EIFORCES**

L'EIFORCES est un établissement public administratif de droit camerounais doté d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière.

**Localisation**

Siège social: Yaoundé/Ngoussou

**Textes organiques**

Décret n°2008/179 du 22 mai 2008 portant création de l'EIFORCES;

Décret n° 2012/307 du 25 juin 2012 portant organisation et fonctionnement de l'EIFORCES.

**Missions**

**Formation et recherche** dans les domaines du Soutien à la Paix et de la Sécurité.

**Structure**

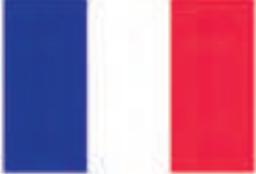
**Un Conseil d'Administration présidé par le Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense.**

**Membres:** le Ministre des Relations Extérieures, le Secrétaire d'Etat à la Défense Chargé de la Gendarmerie Nationale, le Délégué Général à la Sûreté Nationale, le Ministre des Finances, le Ministre de l'Economie, le Préfet de la Mefou et Afamba, les Représentants des pays (la Chine, les Etats-Unis, la France et le Japon) et organisations (ONU, Union Européenne, Union Africaine, CEEAC) partenaires.

**Une Direction Générale.** Elle a à sa tête un Directeur Général assisté d'un Adjoint, des Conseillers Techniques, des Directeurs, des Chefs de Divisions...

**Des organes consultatifs.**

## PARTENAIRES STRATÉGIQUES

<b>Pays</b>	 Chine	 Etats-Unis	 France	 Japon
<b>Organisations</b>	 Nations Unies	 Union Africaine	 Union Européenne	 CEEAC
<b>Autres</b>				

# TYPES DE FORMATIONS

## Formations Spécifiques au Maintien de la Paix

- Les policiers individuels de l'ONU ;
  - La protection des civils ;
- La protection des couches vulnérables ;
  - La négociation et la médiation ;
- La formation sur le genre ;
- La lutte contre les abus sexuels ;
- La lutte contre le terrorisme.

## Formations Fondamentales de Sécurité

### Pôle Ordre Public

- Formation des Unités de Police Constituées ;
- Formation des Formateurs de Formateurs en Ordre Public ;
  - Perfectionnement des Commandants Opérationnels ;
  - Protection des Hautes personnalités ;
- Neutralisation/Destruction des Engins Explosifs ;
- Stage de Commandant d'Unité de Sécurité (SCUS).

### Pôle Police Judiciaire

- Equipes projetables d'Experts en Investigation ;
  - Commandement d'Unités Opérationnelles ;
- Police d'Accompagnement ;
- Stage de Commandant d'Unité de Sécurité (SCUS).

## Formations Supérieures de Sécurité

### Niveau opératif :

Diplôme d'Etat-major des Forces de Sécurité (DEMFS)

### Niveau stratégique :

Brevet d'Etudes Supérieures de Sécurité (BESS)  
+  
Master option Sécurité Internationale

**EIFORCES:** *"Un outil au service de la Paix et la Sécurité du Continent Africain"*

## L'EIFORCES EN MISSION D'ÉTUDES INTÉRIEURE DANS LA RÉGION DU SUD (CAMEROUN)

*Inscrit initialement dans le cadre du programme d'instruction de l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité, le voyage d'études effectué par ces auditeurs du 6ème Brevet d'Etudes Supérieures de Sécurité (BESS) dans la région du Sud, avait pour but de permettre aux officiers élèves et hauts fonctionnaires de Police issus de 6 nationalités africaines, de découvrir le Cameroun, pays hôte, tant ses réalités et spécificités politiques, économiques et culturelles que de ses structures sécuritaires, en vue d'en tirer le meilleur profit.*

Composée d'une cinquantaine de participants et organisée autour du thème : "la gestion interministérielle de crise", cette mission d'études visait le triple objectif pédagogique ci-après :

- Permettre aux stagiaires d'avoir une bonne vision des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité camerounaises et partant confronter les connaissances théoriques acquises avec les réalités de terrain ;
- Connaître les enjeux et opportunités majeures des entreprises camerounaises concourant à la fonction "sécurité" pour mesurer leur impact économique et leurs vulnérabilités du point de vue stratégique, politique et opérationnel ;
- Découvrir et apprécier la diversité culturelle de la région du Sud.

Diverses rencontres avec les autorités administratives civiles et militaires locales ont été initiées, allant de simples visites de courtoisie qu'à celles étroitement liées aux activités pédagogiques proprement dites.

Dans cet ordre :

Le Gouverneur de la Région du Sud a entretenu les auditeurs sur le "rôle de l'autorité administrative dans la gestion de crise" ;

- Le Procureur Général de séant a délivré une communication sur le "rôle du Parquet en temps de paix et de crise" ;
- Le Délégué régional de l'Administration pénitentiaire du Sud s'est penché sur le "rôle de la Délégation de l'Administration pénitentiaire de la Région du Sud dans le cadre de la sécurité intérieure" ;
- Madame le Délégué régional du Ministère des Forêts et de la Faune quant à elle s'est évertuée à présenter la stratégie de gestion des Forêts et de la Faune pour un développement durable ;

- Les Chefs Secteurs des Douanes Sud 1 (Ebolowa) et Sud 2 (Kribi) ont entretenu les auditeurs sur les actions et activités de la douane qui font des Forces de Douanes l'un des acteurs privilégiés de la sécurité intérieure et extérieure.

Après une halte à l'hôtel de la Préfecture du Département de la Vallée du NTEM à Ambam et à la Sous-préfecture de l'Arrondissement de Ma'an , la délégation de l'EIFORCES a rencontré le Sous-préfet de l'Arrondissement de Kyé-ossi pour faire connaissance des spécificités de la ville cosmopolite de Kyé-ossi en matière de gestion des frontières et notamment des contradictions qu'elle charrie au quotidien.

Sur tout un autre plan, les visites des structures des forces de défense et de sécurité locales ont constitué le cœur de la mission d'études dans la mesure où il a été nécessairement question d'interroger globalement les contributions de chaque force au maintien de l'ordre, en matière de paix et de sécurité dans cette Région. Ont été visitées tour à tour :

- La Délégation régionale de la Sûreté Nationale du Sud (DRSN) présentée par son responsable comme étant une structure de coordination, d'animation, de gestion et de commandement des services de la Sûreté Nationale implantés au sein de la Région ;
- La Onzième Brigade d'Infanterie Motorisée (11<sup>ème</sup> BRIM) mise sur pied pour répondre aux nouvelles menaces et faire face aux divers soucis de sécurisation des trois frontières, des projets structurants et activités économiques de la région ;
- La Légion de Gendarmerie du Sud dont le rôle dans le dispositif sécuritaire de la région concourt à la grande mission de sécurité de l'Etat ;
- Le Secteur Militaire numéro 7 (SM7) qui assure le rôle de soutien aux formations et unités implantées dans la Région ;

## Actualité de l'EIFORCES

Avril 2018 - Avril 2020

- Le Poste de Commandement du 13<sup>ème</sup> Bataillon d'Infanterie Motorisée a été visité et ses visées opérationnelles en zone d'action de surveillance en zone frontalière ;
- La Base Navale de Kribi a particulièrement retenu l'attention des auditeurs du 6<sup>ème</sup> Brevet de l'EIFORCES en ce qu'elle assure la souveraineté de l'Etat en mer dans sa zone de compétence, aux moyens des équipements techniques et technologiques de pointe tels le Dock Flottant et le Centre des Opérations Maritimes (AIS quick filter, Time Zero et Marine Traffic) ;
- La Force BIR Côte de Kribi qui constitue une Force de sécurisation des projets économiques structurants et des activités commerciales dans les eaux camerounaises a été passée au peigne fin.

Ce voyage d'études d'une durée d'une semaine, a permis de visiter d'autres structures locales stratégiques. Ont été ainsi visités des grands projets structurants en cours d'achèvement et d'autres structures économiques de première importance. Relativement aux projets stratégiques structurants, les auditeurs ont été autant conduits à visiter :

- Le site du Barrage Hydroélectrique de MEMVE'ELE dont le projet de construction, débuté le 31 décembre 2012 s'est achevé le 30 juin 2017, est en mesure de produire 211 mégawatts ;
- Le site du barrage de Mékin qui constitue stratégiquement une réserve d'intervention d'énergie au Cameroun, avec une capacité de production de 15 mégawatts, est en mesure de couvrir toute l'étendue de la région du Grand Sud-Cameroun.

Quant aux structures économiques de la Région, les auditeurs ont eu droit à la visite des entreprises parapubliques ci-après:

- Le Port autonome de Kribi, port de transbordement et

de transit, mis en œuvre depuis 2016, impressionnant par ses données techniques : 16 mètres de profondeur, 26000 hectares, 03 grands concessionnaires de nationalités diverses (chinoise, française...), 03 terminaux à conteurs, 03 terminaux polyvalents gérés en régie, des terminaux spécialisés (pétrolières, minières et aurifères), des casernes pour Sapeurs-pompiers, une Base navale (Kribi), un parc à bois ;

- La visite de l'entreprise de production de caoutchouc, HEVECAM à Niété-Kribesse a été d'une intéressante curiosité à l'idée d'apprendre qu'elle s'est engagée dans une politique de régénération des plantations de la concession de Niété, ainsi que l'extension de celles-ci sur les sites de Bissiang et Elogbtinti, pour une réalisation depuis 2018 de 16013 tonnes en plantation et 20340 tonnes à l'usine ;
- Le passage à HEVECAM-SUD (Mékin-Meyomessala), filiale d'HEVECAM Kribi, a donné à voir cette autre structure en pleine croissance.

Conduite par le GB, DG/EIFORCES, la mission d'études intérieure du BESS 6 dans la Région du Sud au Cameroun a effectivement permis aux auditeurs d'allier les connaissances théoriques apprises en salle avec celles présentées sur le terrain.



Un visite au Gouverneur de la Région du Sud à Ebolowa

## STAGE DE PLANIFICATION DE NIVEAU OPÉRATIF AU KAIPTC À ACCRA

*Du 09 au 20 mars 2020, le Lieutenant-colonel SAME NKELLE Auguste Piccard, Directeur Technique et Logistique de l'École Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES), a suivi, parmi Dix-huit (18) officiers issus de quinze (15) nationalités africaines, la formation organisée par le KAIPTC à ACCRA au Ghana sous le thème "stage de planification de niveau opératif".*

Ce stage avait pour objectif de donner aux participants des outils nécessaires pour pouvoir

organiser un poste de commandement de la force opérationnelle, utiliser la Méthode Globale de Planification Opérationnelle (MGPO) dans un processus de prise de décisions, démontrer une connaissance plus approfondie de la planification opérative par le biais de 2 exercices d'application et améliorer leurs capacités de planification en temps contraint.

Les subtilités de planification de niveau opératif ayant été mieux appréhendées par les stagiaires ayant pris part à cette formation, il ne leur reste qu'à participer à la vulgarisation des connaissances acquises dans leurs pays respectifs.

## TICAD 7 : L'EIFORCES HONORÉE

*En prenant part, au sein de la délégation camerounaise, à 7ème Tokyo International Conference for African Development, l'EIFORCES s'est vue honorée au cours de ce grand rendez-vous de manifestation de l'amitié nippo-africaine.*

**D**u 28 au 30 août 2019, le Général de Brigade, André Patrice BITOTE Directeur Général de l'EIFORCES qu'accompagnait le Lieutenant-colonel NJOYA MOUTAPBEMO Mannoni Thierry, a joint sa voix à celle de la délégation du Cameroun pour faire l'écho de notre pays dans cette importante assise

internationale. L'une des retombées immédiates de cette grande rencontre entre le Japon et les pays africains pour des questions de développement, a été l'annonce du financement par le Japon d'un projet de formation et de développement infrastructurel à hauteur de USD 230.000 dont l'exécution est comprise entre mai 2020 et avril 2021.



Une participation de haut niveau à la TICAD 2019 à Yokohama au Japon

Une attention de plus du Japon, ce partenaire privilégié qui siège au Conseil d'Administration de l'EIFORCES et qui s'est distingué par le passé par de significatives contributions à l'accomplissement des missions statutaires de formation et de recherche, ainsi qu'au développement infrastructurel de cette école internationale des forces de sécurité. A ce jour, trois conventions de partenariat et des projets ad hoc ont permis de former plus d'un millier de Civils, Policiers et Gendarmes dans le domaine du maintien de la paix ; mais aussi de soutenir la recherche en plus de l'équipement de l'École en matériels et outils didactiques et pédagogiques de dernière génération.

# MISSION DU GÉNÉRAL DE BRIGADE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'EIFORCES AU MAROC

*Du 16 au 29 février 2020, le Général de Brigade Directeur Général de l'EIFORCES, qu'accompagnait son collaborateur du service coopération, a effectué une importante mission au Royaume du Maroc. Cette mission articulée en 3 étapes à connotations pédagogiques et d'échanges de meilleures pratiques, s'est déroulée sous la préparation et l'accompagnement protocolaire du capitaine de Vaisseau, attaché de défense près l'Ambassade du Cameroun au Royaume du Maroc.*

La première étape de cette tournée consacrée à la 2<sup>ème</sup> session de l'Académie panafricaine pour la coopération Interrégionale (APACI) organisée par le Centre Africain de Formation et de recherche administrative pour le développement (CAFRAD), a permis au Directeur Général de l'EIFORCES d'y intervenir en qualité de conférencier sur le thème "Gouvernance sécuritaire et mondialisation". Cette intervention visait essentiellement une mise en exergue du lien qui existe étroitement entre la gouvernance sécuritaire et la mondialisation. Dans une approche interactive, les participants issus de plusieurs nationalités ont montré un réel intérêt à cette thématique à travers de nombreuses questions et contributions.

La deuxième étape réservée à la visite de l'Académie Royale de MEKNES, le 26 février 2020, a permis au Général de brigade Directeur Général de l'EIFORCES d'apprécier le dispositif de formation des officiers en usage au sein de cette Académie militaire de grande renommée. A l'issue d'une séance de travail avec le Général de Division ETTAIK, Commandant l'ARM et ses proches collaborateurs, une visite des lieux a permis différentes démonstrations et présentations en ateliers faites par des élèves officiers de première, deuxième et troisième année et parmi lesquels des camerounais. A cette occasion, deux stands de tir d'une technologie de pointe ainsi qu'un complexe sportif de haut niveau ont également été visités.

La présentation de l'EIFORCES par son Directeur Général, n'a pas laissé le Général de Division, Commandant l'ARM, indifférent. Ce dernier a promptement émis le souhait de voir se développer une coopération mutuellement bénéfique axée sur des partenariats divers et d'échanges pédagogiques de programmes entre les deux institutions, notamment en ce qui est de la formation à la lutte contre des engins explosifs improvisés.

Le troisième tableau articulé autour de la visite de l'Ecole Royale des Officiers de Gendarmerie (EROG) a permis des échanges axés sur les opportunités de coopérations entre l'EIFORCES et l'EROG dans le domaine de la formation.

Le Colonel Major BENRANDAM, Directeur de l'EROG entouré de ses proches collaborateurs et le Général de Brigade BITOTE André Patrice, Directeur Général de l'EIFORCES, se sont entretenus autour d'une séance de travail au cours de laquelle une présentation des missions et activités de l'EROG a été faite ainsi qu'une brève présentation de l'EIFORCES. Trois officiers stagiaires de cette école d'Application ont déroulé en l'occasion un exposé sur le thème: "libertés publiques face à l'action des forces de l'ordre" dans une logique de concilier tant les exigences que les nécessités des deux préceptes pour assurer l'ordre public et garantir les droits et libertés fondamentaux reconnus par la législation internationale.

La visite s'est achevée par un échange de cadeaux entre les deux chefs d'institutions et la signature du livre d'or par le Directeur Général de l'EIFORCES, peu après la visite du site de l'école.



Echange de présents entre le Général de Brigade BITOTE DG EIFORCES et le Général de Division ETTAIK Commandant l'ARM

## BILAN DES ACTIVITÉS DE FORMATION EN 2019

*En 2019, les réalisations de la Direction des Etudes s'articulent autour de deux axes : l'enseignement supérieur et l'enseignement fondamental.*

### Enseignement Supérieur :

- La 5<sup>ème</sup> session du Brevet d'Etude Supérieure de Sécurité (5<sup>ème</sup> BESS) a débuté le 12 novembre 2018 avec un effectif de 15 stagiaires, de trois nationalités à savoir, le **Cameroun**, le **Congo** et le **Mali**. Elle a effectué une mission extérieure au Gabon et au Japon, du 24 mai au 10 juin 2019;
- La 8<sup>ème</sup> session du Diplôme d'État-major des Forces de Sécurité (8<sup>ème</sup> DEMFS) a débuté le 18 mars 2019 avec un effectif de 17 stagiaires de quatre nationalités à savoir, le **Cameroun**, le **Congo-Brazzaville**, le **Niger** et le **Togo**. Elle a effectué une mission d'études conjointe au Gabon avec le BESS 5;
- Rentrée effective du 6<sup>ème</sup> BESS a eu lieu le 30 septembre 2019 avec un effectif de 27 stagiaires originaires du **Cameroun**, du **Congo**, de la **Côte d'Ivoire**, du **Mali**, du **Bénin** et du **Niger**. Les activités de formation se déroulent normalement.
- Avec l'appui du Japon/PNUD dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> convention, l'EIFORCES a organisé une formation au pré-déploiement des policiers individuels dans le cadre des opérations de maintien de la paix, du 18 février au 01 mars 2019 au campus de l'EIFORCES à AWAÉ. Cette formation a connu la participation de 50 séminaristes, policiers et gendarmes du **Cameroun**, du **Congo**, du **Gabon**, de la **RCA** et du **Tchad**.
- Un séminaire sur la sensibilisation à la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) à l'intention des stagiaires du 5<sup>ème</sup> BESS, en liaison avec l'Ecole Supérieure Internationale de Guerre (ESIG) de Yaoundé, a été organisé du 12 au 15 février 2019 au campus de l'ESIG à Yaoundé, avec l'appui financier de la France.
- Avec le soutien financier du PBF des Nations Unies, l'EIFORCES a conjointement organisé avec PNUD, l'UNESCO et ONUFEMMES des séminaires de formation des formateurs visant le



## Actualité de l'EIFORCES

Avril 2018 - Mai 2020

renforcement des capacités des acteurs et l'appui aux processus électoraux pacifiques et à la cohésion sociale au Cameroun (notamment les FDS).

### Enseignement Fondamental :

Avec l'appui du **Japon/PNUD**, l'EIFORCES a organisé :

- La formation d'une Unité de Police Constituée mixte Police-Gendarmerie, du 02 janvier au 15 février 2019, avec un effectif de 118 stagiaires tous de nationalité camerounaise.
- Le stage de renforcement des capacités d'un contingent féminin des Forces de Sécurité centrafricaines, avec un effectif constitué de 95 éléments gendarmes et policières en 03 sessions.

L'EIFORCES a également organisé avec l'appui de la **France** :

- Le 3<sup>ème</sup> stage de formation des Moniteurs en Franchissement Opérationnel (MFO 3) du 04 au 29 mars 2019, avec un effectif de 19 stagiaires de 12 nationalités ;

- Le 15<sup>ème</sup> stage de Perfectionnement au Commandement Opérationnel de niveau 2 (PCO 2) s'est déroulé du 08 au 29 avril 2019. Il a connu la participation de 17 stagiaires originaires de 13 pays ;
- Le 16<sup>ème</sup> stage de Perfectionnement au Commandement Opérationnel de niveau 2 (PCO 2) s'est déroulé du 17 juin au 05 juillet 2019. Il a connu la participation de 17 stagiaires originaires de 14 pays ;
- Le 3<sup>ème</sup> stage de recyclage des Formateurs en Ordre Public du 23 septembre au 04 octobre 2019, a connu la participation de 17 stagiaires policiers venant de 11 pays ;
- Les 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> formations des formateurs en Ordre Public, du 21 octobre au 13 décembre 2019, avec la participation de 37 stagiaires originaires de 15 pays.

L'EIFORCES a co-organisé :

- avec la Comité International de la Croix Rouge (CICR) du 07 au 18 octobre 2019, la formation de 19 Formateurs de l'EIFORCES au Droit International Humanitaire (DIH) et au Droit International des Droits de l'Homme (DIDH).



Formation au Droit International Humanitaire et au Droit International des Droits de l'Homme

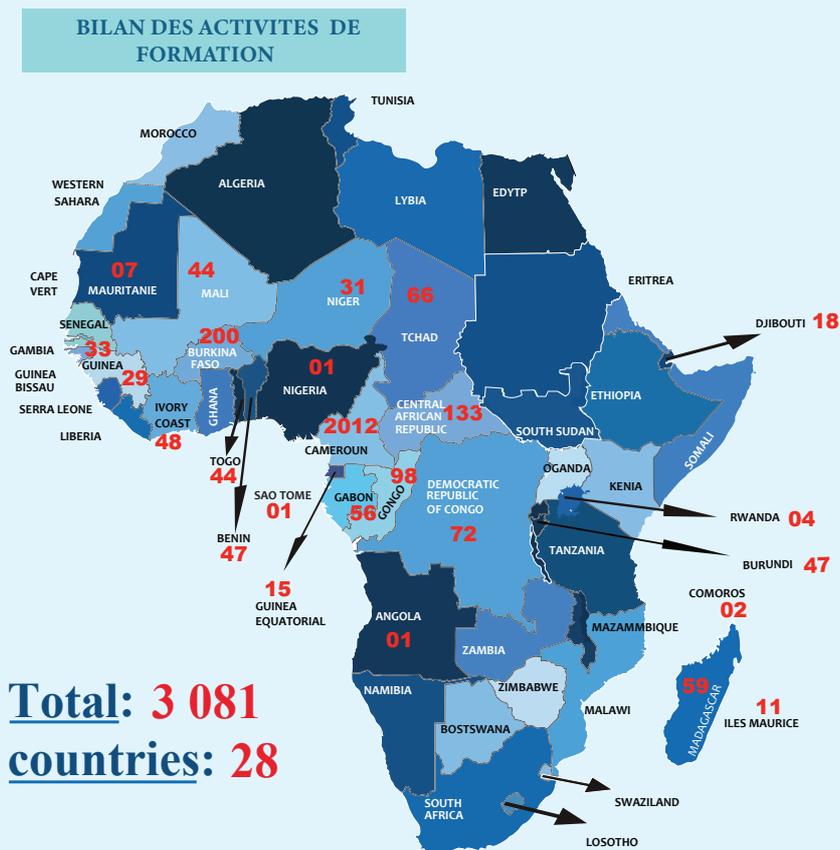
# Actualité de l'EIFORCES

Avril 2018 - Mai 2020



De la création de l'EIFORCES à nos jours, 3081 personnels (civils, gendarmes et policiers) originaires de 28 pays d'Afrique ont été formés.

COUNTRIES	NBR
ANGOLA	1
BENIN	47
B.FASO	200
BURUNDI	47
CAMEROUN	2012
RCA	133
COMORES	2
CONGO	98
DJIBOUTI	18
RDC	72
EQ. GUINEA	15
GABON	56
GUINEE	29
COTE D'IVOIRE	48
MADAGASCAR	59
MALI	44
MAURITANIE	7
MAURICE	11
NIGER	31
NIGERIA	1
RWANDA	04
SAO TOME	1
SENEGAL	33
TCHAD	66
TOGO	44
FRANCE	01
ROUMANIE	01



# BILAN DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION DE L'EIFORCES

*C'est poursuivant ces desseins, qu'en 2019, le Centre de Recherche et de Documentation a organisé du 07-09 Mai 2019, à la Salle des Actes de la Communauté urbaine de Douala, un séminaire de recherche sur le thème "le désordre urbain et les défis sécuritaires au Cameroun". Ce séminaire intervient après celui organisé, en partenariat avec le Japon via le PNUD, sur le thème "Les défis et enjeux de la cyber sécurité et de la lutte contre la cyber criminalité en Afrique Centrale", à Douala du 04-08 Décembre 2018.*

S'agissant des publications, le Centre a réalisé plusieurs notes de conjoncture et une édition de la Revue Africaine de Sécurité Internationale sur le thème **"Les problématiques de sécurité dans le Bassin du Lac Tchad"**, en marge du séminaire de recherche organisé, les 14-15 Septembre 2018, à Maroua, sur la thématique éponyme.

Poursuivant le dessein de renforcer le partenariat et la collaboration avec d'autres institutions dans le champ de la recherche, le Centre de Recherche et de Documentation a représenté l'EIFORCES à la Conférence Régionale sur le thème **"Rwanda's Journey Towards Sustainable Peace-25 Years"**, organisée par son Académie, en partenariat avec le Gouvernement du Japon, et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), à Kigali, au Rwanda, du 19 au 20 septembre 2019. Il est également intervenu sur le sous thème **"Le positionnement des Douanes modernes au sein de la Communauté nationale et internationale de défense et de sécurité"** à la Conférence Mondiale sur le thème : **Perspectives africaines sur les défis sécuritaires**, organisée par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) à Bruxelles, du 11 au 12 Décembre 2019.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Documentation a pris part du 11 au 13 Novembre 2019 à la deuxième édition du Forum de la Paix de Paris, et du 18-19 Novembre 2019, à la sixième édition du Forum International de Dakar, sur le thème **"Paix et Sécurité en Afrique : les défis actuels du multilatéralisme"**.

Sur le plan universitaire, le Chef du CRD, le 24 janvier 2020, a présidé le Jury de Soutenance de thèse de doctorat sur le thème : **"Au-delà du paradigme de la guerre globale contre la terreur - le cas sahélien"**, présentée par Monsieur

Jérôme Pignier, à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), à Paris-Sorbonne.

Au niveau national, les cadres du Centre de Recherche et de la Documentation de l'EIFORCES ont pris part à la Formation des Formateurs pour le Renforcement des capacités dans le cadre du Processus électoral, organisé par l'EIFORCES, en partenariat avec le PNUD, à Mbal Mayo, du 15 au 17 octobre 2019. Le CRD a également pris part à la 74<sup>ème</sup> Journée des Nations Unies au Cameroun, à l'Institut Internationales des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), à Yaoundé à travers une intervention sur le thème **"Le Cameroun dans la géopolitique et la géostratégie des opérations de maintien de la paix, approche rétrospective et prospective"**.



Séminaire de recherche sur les défis et enjeux de la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité en Afrique Centrale organisé par l'EIFORCES avec l'appui du Japon à travers le PNUD, à Douala, du 04- 08 décembre 2018.

## COOPÉRATION ET RAYONNEMENT INSTITUTIONNEL

*Depuis 2012, plusieurs acteurs bilatéraux et multilatéraux soutiennent les programmes de formation, de recherche, et le renforcement des capacités institutionnelles de l'Ecole. En plus des États-Unis qui ont régulièrement appuyé l'EIFORCES dans l'acquisition des équipements de formation, la Chine qui a également apporté son soutien à l'EIFORCES à travers la mise à disposition des moyens roulants et des équipements, en 2019, la coopération bilatérale s'est renforcée.*

En effet, le Japon, via le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a apporté un appui l'EIFORCES dans l'acquisition des équipements, le financement des formations et les activités de recherche à l'instar de la Formation d'une FPU mixte du Cameroun, du 02 janvier au 15 février 2019 ; la Formation des Policiers Individuels des OSP de l'ONU et de l'UA, du 18 février au 01er mars 2019 ; trois sessions de Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Intérieure de République Centrafricaine (PNUD), le 26 mai 2019, du 08 au 26 juillet 2019, et du 28 août au 19 septembre 2019.

La France met un accent particulier sur plusieurs formations effectuées en collaboration avec la division de l'Enseignement Fondamental de l'EIFORCES et une

expertise avec la mise à disposition de deux conseillers techniques permanents et des missions d'expertise ponctuelles.

La coopération avec la Chine s'est traduite par la participation de l'EIFORCES à l'Atelier d'information sur le nouveau manuel des procédures d'évaluation des missions des Policiers Individuels, au Centre de Formation en Maintien de la Paix de LANGFANG en Chine.

S'agissant de la coopération multilatérale, l'installation, le 14 août 2019, de Madame le Commissaire Divisionnaire, Directeur Général Adjoint de l'EIFORCES au poste de Secrétaire Exécutif de l'APSTA, institution à l'échelle continentale regroupant les centres africains dédiés à la formation et la recherche



APSTA du 25 AU 28 NOVEMBRE 2019

## Actualité de l'EIFORCES

Avril 2018 - Mai 2020

pour les opérations de soutien à la paix, demeure un réel succès diplomatique pour le Cameroun.

Dans le cadre de sa coopération avec la CEEAC, l'EIFORCES a pris part au séminaire atelier sur le renforcement de capacité en programmation, budgétisation et Monitoring, organisé à Douala, du 17 au 23 mars 2019. Par ailleurs, dans le cadre de la coopération avec les Nations Unies/PNUD-UNESCO-ONUFEMMES (Peace Building Fund-PBF), l'EIFORCES a pris part au renforcement des capacités des acteurs et appui aux processus électoraux pacifiques et à la cohésion Sociale au Cameroun, à Mbalmayo, Bertoua, Garoua, et Douala.

Dans le cadre du Programme d'appui à la Gouvernance des Infrastructures régionales et nationales en Afrique Centrale (PAGIRN), l'Union Européenne a accompagné l'EIFORCES pour les actions de Formation en matière de Sécurité Routière à l'endroit des civils, policiers et gendarmes. La coopération dans le domaine du Droit International Humanitaire et DIDH, s'est articulée autour d'une formation soutenue par la Comité International de la Croix Rouge.

A l'instar du traditionnel partenariat avec FRANCOPOL et l'APSTA, l'IAPTC, le partenariat avec le Centre of Excellency for Stability Police Units (COESPU) s'est renforcé à travers la participation de l'EIFORCES au 18<sup>ème</sup> Stage sur la Protection des Civiles et au 9<sup>ème</sup> Stage sur la Protection du Genre. Le Centre Africain de Formation et de Recherche Administrative pour le Développement (CAFRAD), quant à lui a accueilli l'EIFORCES dans le cadre de la Formation en vue de l'obtention du Certificat d'Aptitudes en Administration des Affaires Administratives et Internationales(C4AI).

L'EIFORCES, fermement engagée sur la voie de la diversification de ses partenariats a initié diverses missions de visibilité et de recherche de partenariat au niveau national, régional et international. C'est dans ce

cadre que l'Ecole a reçu des responsables de la National Defence University Zimbabwe, le 03 juillet 2019 et la visite avec Madame. IRENE GAGA de l'UNOCA.

Dans ses efforts consentis en vue de l'adaptation aux défis sécuritaires, l'EIFORCES est dimensionnée pour une montée en puissance à la mesure des attentes placées en elle. C'est à ce titre que cette auguste institution situe la paix, la sécurité internationale et nationale au centre de ces préoccupations et s'inscrit ainsi dans un renouvellement constant de ses exigences fonctionnelles en droite ligne avec l'évolution de l'environnement sécuritaire africain et mondial. Dans ce cadre, l'adaptation de l'EIFORCES face aux défis sécuritaires se fonde sur une révision constante de ses curricula de formation qui tiennent compte des retours d'expérience et des analyses stratégiques prospectives notamment en ce qui concerne tous les aspects de la sécurité humaine. C'est pourquoi, la recherche, en appui à la formation, s'oriente vers les problématiques sécuritaires actuelles et évolutives.



Visite de Mme Patrice L. BONDO de AFRICOM



Visite de la Délégation parlementaire ACP-UE

## PARTICIPATION DE L'EIFORCES AUX TRAVAUX DE LA 25<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE ANNUELLE ET L'ASSOCIATION DES CENTRES DE FORMATION AU MAINTIEN DE LA PAIX À LIMA AU PÉROU

*Du 7 au 10 octobre 2019, l'Association Internationale des Centres de Formation au Maintien de la Paix (IAPTC) a organisé, à Lima au Pérou, les travaux de sa 25<sup>ème</sup> Conférence Annuelle sous le thème "Préparer l'efficacité des opérations de maintien de la paix : renouveler l'engagement et renforcer les partenariats".*

L'École Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES) était représentée à ces assises par une délégation conduite par le Directeur Général, le Général de Brigade BITOTE André Patrice qu'accompagnaient le Colonel ENGOLO ELLA Thomas et le Commissaire de Police Principal BESSALA Désiré, respectivement Directeur des Etudes et Chef de Bureau Evaluations à la Division de l'enseignement supérieur.

Aux côtés des plénipotentiaires de l'EIFORCES se trouvaient d'autres participants dont cent trente-neuf originaires d'une soixantaine de pays disséminés à travers le monde que compte l'IAPTC. Cette association, portée sur les fonts baptismaux en 1995 au CANADA, est un regroupement volontaire des centres, institutions et agences chargés de la recherche et de la formation en maintien de la paix. Son objectif principal est l'échange d'expérience entre ses membres en matière de méthodologies, de standards et d'innovations pédagogiques relatives au maintien de la paix.

La séance d'ouverture de la Conférence Annuelle était présidée par le Chef de l'État péruvien, Son Excellence Martin VIZCARRA qu'assistait le Vice-Ministre de la Défense chargé de la Politique de Défense, Hermann FLORES AYALA. Les travaux étaient articulés autour des exposés pléniers, les ateliers, l'exposition et les activités récréatives.

Les interventions en plénière portaient sur la protection des civils, la formation pour le leadership, la performance et la responsabilité, la préparation psychologique, femmes-paix-sécurité, la sûreté et sécurité dans un environnement à hauts risques, les associations régionales de formation en maintien de la paix. Les exposés, animés par les chercheurs, les universitaires ou des professionnels, étaient suivis

des débats.

Les ateliers, subdivisés en sous-thèmes, étaient consacrés, aux autres missions essentielles des opérations de paix, aux groupes fonctionnels, au développement des partenariats à travers l'IAPTC. Ces fora étaient des lieux de brainstorming et d'échanges enrichissants.

Baptisée "idées du bazar", l'exposition de l'IAPTC était une plateforme du donné à voir qui mettait en exergue, les centres de formation en maintien de la paix notamment leur profil, leurs infrastructures, leurs productions scientifiques, leur savoir-faire. Le stand de l'EIFORCES, très couru, a permis à l'institution de faire sa promotion par la distribution de quarante-cinq kilogrammes de gadgets (crayons à billes, clefs USB), de divers numéros du bulletin de recherche VIGIE, des notes conjoncturelles et des prospectus.

Au total, la Conférence Annuelle de l'IAPTC a abouti à l'adoption de diverses résolutions et de bonnes pratiques que les adhérents s'attèleront à mettre en œuvre en les intégrant dans leurs activités quotidiennes.

La cérémonie de clôture, ponctuée par la passation de la présidence de l'IAPTC entre l'institution sortante et l'entrante, le Colonel Helen Cooper de la Nouvelle Zélande et le Lieutenant-Général à la retraite, Herman Felipe FLORES AYALA du Pérou, a été présidée par ce dernier en sa qualité de Vice-Ministre de la Défense représentant le Chef de l'État.

La prochaine conférence aura lieu en 2021, au Bangladesh, au dernier trimestre de l'année, à une date qui reste à fixer.

## EIFORCES-JAPON : UNE COOPÉRATION MULTIDIMENSIONNELLE AU SERVICE DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

*Formation, recherche, équipements et développement infrastructurel sont les principaux axes de la coopération qui lie l'EIFORCES et le Japon depuis 2012, par le biais du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Pour la seule année 2019, l'EIFORCES a par deux fois foulé le sol de l'empire nippon à l'occasion de la Mission d'études internationale du 5ème Brevet d'Etudes Supérieures de Sécurité (BESS) et de la participation à la TICAD 7 (7<sup>th</sup> Tokyo International Conference for African Development).*

### Mission d'Etudes Internationale du BESS 5 au Japon.

Du 1<sup>er</sup> au 9 juin 2019, la délégation de l'EIFORCES forte de vingt-quatre membres, conduite par le Général de Brigade BITOTE André Patrice, Directeur Général de l'EIFORCES, a séjourné au Japon. Belle opportunité d'échanges multiformes en matière de formation et de recherche liés au domaine de la paix et de la sécurité ; occasion aussi de se faire une idée plus précise de la richesse de ce pays membre du G8. Les différentes étapes de cette tournée, ont été axées sur des questions d'ordre administratif, pédagogique, touristique et culturel. Opportunité, s'en était une, pour les auditeurs du 5ème

BESS de se faire une idée précise, chacun selon sa sensibilité et des connaissances acquises au cours de la formation, des enjeux d'une coopération multilatérale tous azimuts, afin d'en tirer le meilleur profit.

La visite guidée du mémorial de la paix d'Hiroshima par l'ensemble de la délégation a constitué une étape majeure de devoir de mémoire replongeant chacun dans le triste souvenir de l'explosion dans cette ville, de la première bombe atomique le 6 août 1945. Un lieu du symbole vivace de la force la plus dévastatrice que l'homme n'ait jamais créée et qui en retour incarne et suscite en même temps l'espoir de paix par l'élimination de toutes les armes nucléaires de la planète terre.



Le GB/DG de l'EIFORCES conduisant la délégation d'étudiants au Japon

## PARTICIPATION DE LA DÉLÉGATION DE L'EIFORCES A LA 21<sup>E</sup> ÉDITION DE "MILIPOL PARIS 2019"

*Sur invitation de Monsieur Michael WEATHERSEED, Directeur de Salon, le Général de Brigade, Directeur Général de l'École Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES), a conduit la délégation de l'EIFORCES forte de quatre membres à la 21<sup>e</sup> édition de "MILIPOL Paris 2019", du 19 au 22 novembre 2019. Cette mission qui visait essentiellement à nouer des contacts professionnels internationaux dans le domaine de la sécurité intérieure des États, avait pour objectif la prospection des entreprises œuvrant dans la réalisation et l'équipement des stands de tirs et dans la production de matériels susceptibles d'accompagner des institutions comme l'EIFORCES dans leur développement*

Cette foire qui s'est tenue au Parc des Expositions de Paris Nord Villepinte, a connu la participation de 1100 exposants opérant dans des domaines aussi variés relevant du champ de la sécurité globale.

La délégation de l'EIFORCES forte de quatre membres, a pu assister tant aux conférences thématiques qu'aux démonstrations dynamiques organisées par des exposants qui présentaient leurs produits et équipements ainsi que des exemples de manœuvres en situations d'interventions. Après la conférence inaugurale sur le thème "continuité entre la sécurité intérieure et extérieure", ont été abordés

d'autres thématiques telles que la Sécurité privée, la Gestion de la sécurité des grands événements (perspectives internationales), la gestion des flux multiples et sécurisés, Identité, contrôle aux frontières, la Lutte contre le terrorisme, La sécurité-cybersécurité : 1 an après l'appel de Paris, l'Intelligence artificielle et analyse prédictive, la Sécurisation des espaces publics, villes et collectivités intelligentes.

En attendant la 22<sup>e</sup> édition de ce salon biennal prévue en 2021, la participation d'une délégation de l'EIFORCES à la 21<sup>e</sup> édition du Salon MILIPOL a permis de rencontrer les acteurs majeurs de la coopération avec

la France, notamment la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN), la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD) tout comme la Direction de la Coopération Internationale (DCI). Sur un autre plan, la diversité des thématiques des conférences suivies a pu enrichir le champ des connaissances des participants et a permis d'identifier en filigrane d'éventuels experts à même d'intervenir dans le cadre des activités de formation et de recherche de l'EIFORCES.



De gauche à droite : LCL CLOUP, CD NYANANG Aristide, GB BITOTE André Patrice et LCL SAME Piccard

# Dossier

**FRANCIS FAI YENGO: " LE CNDDR REMPLIT SES MISSIONS AVEC DÉTERMINATION, OBJECTIVITÉ ET PROFESSIONNALISME "**  
**PROPOS RECUEILLIS PAR : LCL AUGUSTE ONGOLO & M. DRISCOLE NENENGA .....29**

**LE PROGRAMME DE DÉSARMEMENT, DE DÉMOBILISATION ET DE RÉINTÉGRATION (DDR) POUR UNE PAIX DURABLE AU CAMEROUN : CONTEXTE, CADRE ET DÉFIS**  
**PAR PR. ALAIN DIDIER OLINGA .....33**

**SORTIR DES CRISES PAR LA FORCLUSION DES ARMES EN CÔTE D'IVOIRE ET AU CAMEROUN : ANALYSE DES HYPOTHÈSES ET DES FACTEURS CONDUCTEURS DU DDR À UN RETOUR À LA PAIX ET À LA STABILITÉ**  
**PAR PR YVES PAUL MANDJEM .....39**

**APPROPRIATIONS ET EXPÉRIENCES NATIONALES, SOUS-RÉGIONALES ET RÉGIONALES EN MATIÈRE DE DÉSARMEMENT-DÉMOBILISATION-RÉINTÉGRATION**  
**PAR LASCONI MOUNGUI MEDI.....57**

**REVUE DU DDR EN TANT QUE CONCEPT IMPORTÉ : CONCEPTUALISATION ET MISE EN ŒUVRE AU CAMEROUN**  
**PAR LCL JING EMMANUEL ACHU .....65**

**GARDIENNE DE LA PAIX, LA POLICE CAMEROUNAISE, UN ACTEUR INCONTOURNABLE DU DDR INITIÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**  
**PAR CD FOUNA 7 HECTOR MARCIAL .....75**

**DÉSARMEMENT DÉMOBILISATION ET RÉINTÉGRATION (DDR) : UN PARADIGME STRUCTURANT DANS LA RÉOLUTION DE LA CRISE ANGLOPHONE EN COURS AU CAMEROUN**  
**PAR RENÉ NGEK MONTEH, PHD.....83**

**LA POLITIQUE DU DDR : DÉFIS DES RÉALITÉS LOCALES ET PERSPECTIVES DANS LES RÉGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST DU CAMEROUN**  
**PAR STEPHEN NGAI NGONG, PHD.....97**

**DOMESTIQUER LA VIOLENCE ARMÉE DANS LA RÉGION AGITÉE DU NORD-OUEST DU CAMEROUN: ORDRE DU JOUR DU COMITÉ NATIONAL DE DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET RÉINTÉGRATION.**  
**PAR NIXON KAHJUM TAKOR, PHD .....109**

<b>EVALUATION DE LA RÉPONSE DU COMITÉ NATIONAL DE DÉSARMEMENT, DE DÉMOBILISATION ET DE RÉINTÉGRATION DU CAMEROUN AU CONFLIT DANS LA RÉGION DU SUD-OUEST: EXPÉRIMENTER UNE APPROCHE PAYS SPÉCIFIQUE A LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DURABLES</b> <b>PAR ROSE FRII-MANYI ANJOH, PHD.....</b>	<b>119</b>
<b>LE DDR CONTRE BOKO HARAM À L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN : CONTEXTE, CONCEPT ET DÉFIS</b> <b>PAR DR MBARKOUTOU MAHAMAT HENRI.....</b>	<b>131</b>
<b>CONSTRUIRE DES MESURES DE CONFIANCE POUR UN DDR OPTIMAL DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD</b> <b>PAR DR PIERRE CLAVER OYONO AFANE.....</b>	<b>141</b>
<b>EVALUATION PROSPECTIVE DU DDR DANS L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN</b> <b>PAR PROFESSEUR SAÏBOU ISSA.....</b>	<b>149</b>
<b>LES PERSPECTIVES DU DDR DANS LA GOUVERNANCE PUBLIQUE DÉCENTRALISÉE AU CAMEROUN : POUR UNE SYNERGIE AGISSANTE ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES</b> <b>PAR PR JEAN CLAUDE TCHEUWA.....</b>	<b>157</b>

## FRANCIS FAI YENGO: " LE CNDDR REMPLIT SES MISSIONS AVEC DÉTERMINATION, OBJECTIVITÉ ET PROFESSIONNALISME "

*Le Coordonnateur du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration lève un pan de voile sur le fonctionnement quotidien de cette institution, et livre les premiers résultats enregistrés. Il en scrute l'avenir avec optimisme.*

Propos recueillis par : LCL Auguste ONGOLO  
& M. Driscole NENENGA



Fai Yengo Francis, Coordonnateur National du CNDDR

### Quelles sont les finalités politiques du programme de DDR au Cameroun ?

Merci de l'opportunité que vous m'offrez de m'exprimer dans les colonnes du Bulletin d'Analyse Stratégique et Prospective VIGIE, publication de l'École Internationale des Forces de Sécurité.

Avant de répondre à votre question, je tiens tout de suite à rappeler que le Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR) du Cameroun est une structure stratégique, opérationnelle à caractère spécial, très atypique et non conventionnelle. Il se classe parmi les nouvelles générations du DDR. Sa création intervient alors que les groupes armés engagés de manière asymétrique et sous forme de nébuleuse se prolifèrent et restent très actifs. Elle s'inscrit, dans l'intérêt supérieur de l'Etat, parmi les exceptions ou dérogations expresses à la loi N° 2014/028 du 23 Décembre 2014 portant répression des actes de terrorisme au Cameroun, jugée comme des plus rigoureuses de la sous-région.

Pour revenir à votre question, je voudrais préciser que le programme de DDR au Cameroun est une volonté politique et un engagement du Président de la République. Cette volonté est exprimée très clairement dans les documents ci-après :

- La Prestation de serment le 06 Novembre 2018 ;
- Le Communiqué du Ministre Secrétaire Général de la Présidence en date du 30 Novembre 2018, reste un véritable exposé des motifs de la création du CNDDR au Cameroun, à l'endroit de l'opinion publique nationale et internationale ;
- Le Décret 2018/719 du 30 Décembre 2018 portant création du CNDDR ;
- Le Message du Chef de l'Etat à la nation le 31



Cérémonie d'installation du Coordonateur du CNDDR / Cameroon Tribune

Décembre 2018 ;

- Le Discours du Président de la République à la Cérémonie de Triomphe de la 36e promotion de l'EMIA baptisée "Unité et Diversité" le 18 janvier 2019.

### Quelles approches stratégiques et opérationnelles du programme de DDR ?

Une lecture attentive du décret 2018/719 du 30 Novembre 2018 qui crée le CNDDR, permet de décliner sa vision stratégique et son cadre opérationnel. En effet, le CNDDR, dont le siège est implanté à Yaoundé, est placé sous l'autorité du Premier Ministre Chef du gouvernement. Il a pour mission d'organiser, d'encadrer et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants de Boko-Haram et des groupes armés des régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, désireux de répondre favorablement à l'offre de paix du Chef de l'Etat en déposant les armes.

Le CNDDR comprend :

- Le Conseil de Direction, présidé par le Premier Ministre. Il définit les orientations stratégiques et assure le suivi et l'évaluation. Il regroupe une quinzaine de membres dont plusieurs ministres techniques et acteurs sectoriels.
- La Coordination Nationale est placée sous l'autorité d'un Coordonnateur National, assisté d'un adjoint, nommés par décret du Président de la République. Elle est chargée de la mise en œuvre de la gestion opérationnelle du

programme de désarmement, de démobilisation et réintégration des ex-combattants.

- Les Centres Régionaux du DDR sont placés sous la responsabilité de Chef de Centre nommé par arrêté du Premier Ministre. Ces Centres sont chargés de l'exécution au niveau local des missions du Comité.

### Quelle évaluation faites-vous des actions menées dans le cadre du DDR au sein des Centres Régionaux du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord ?

Les Centres Régionaux sont opérationnels depuis la création du CCDDR. Leurs activités, tout comme celles du siège, ont commencé immédiatement dès la publication du décret présidentiel avec occupation immédiate des locaux de fortune provisoires. Les premiers ex-combattants ont été ainsi enregistrés en décembre 2018 et l'effectif actuel cumulé affiche plus de 300 (trois cents) pensionnaires. Certains parmi eux sont déjà en phase de réintégration. Ce qui a permis de désengorger le milieu en cette période de pandémie du coronavirus et de se conformer scrupuleusement aux prescriptions gouvernementales et de l'OMS.

Actuellement, la mise en place des structures se poursuit de manière progressive et proactive. Il faut toutefois rappeler que les trois Centre régionaux (Mora, Bamenda et Buea) font face à des réalités et contraintes spécifiques qui peuvent peu ou prou entraver leur efficacité sur le terrain.

## Quelles hypothèses rencontrez-vous des actions menées dans le cadre du DDR par les Centres Régionaux du Nord-Ouest et du Sud-ouest et de l'Extrême-Nord ?

La mise en œuvre du DDR étant un long processus, aucun délai n'a été fixé pour cela. Aussi, la durée de vie du programme dépend de la conflictualité, et le champ des compétences des responsables en charge du DDR peut être étalé géographiquement à d'autres régions et éventuellement à l'Étranger. En effet, le DDR interpelle à la fois plusieurs acteurs et nécessite beaucoup de tact. C'est pourquoi il a fallu au préalable faire connaître le CNDDR à tous les niveaux par l'apprentissage à travers les échanges, les audiences, les voyages d'études, les séminaires, les formations, bref le renforcement des capacités de l'institution et sa mise à niveau en un temps très court.

Pour y parvenir, toutes les occasions ont été mises à profit afin de se perfectionner et mieux attirer des ex-combattants vers les Centres malgré des résistances et de nombreux détracteurs. Ceci n'est pas facile mais les résultats sont très encourageants et la longue marche vers nos objectifs se poursuit sereinement. Une appréciation a d'ailleurs été donnée à voir lors du Grand Dialogue National à Yaoundé à travers la participation et autres prestations de quelques ex-combattants.

## Comment et dans quel état d'esprit sont accueillis les ex-combattants dans des différents centres et concrètement quels traitements reçoivent-ils ?

Les ex-combattants sont accueillis dans les Centres par des équipes locales appropriées. Ils arrivent généralement au Centre par vagues et parfois dans une situation critique sur le plan moral ou physique. Ils reçoivent des traitements appropriés et sont pris en main, suivis en vue de leur dé-radicalisation par des experts. Ils apprennent en même temps des activités agropastorales et des petits métiers qui pourront les aider lors de la réintégration.

Ces ex-combattants sont presque tous des adolescents dont certains ont été enrôlés de force, ou par l'entremise de personnes fallacieuses. Ils sont la plupart du temps drogués pendant leur séjour au sein de ces groupes armés. On y compte aussi quelques jeunes filles et même des mineurs de moins de cinq ans.

## Quel est l'impact du DDR dans l'amélioration des conditions de vie des ex-combattants ?

Le séjour dans les Centres DDR joue un rôle primordial dans l'amélioration du comportement et la vie des ex-combattants. En effet, certains ex-combattants, même civils, qui abandonnent les groupes armés prenaient l'habitude de se dissimuler parmi les personnes déplacées internes ou les réfugiés et d'autres se faisant prendre par les Forces de Défense et de Sécurité, conformément à la Loi de 2014 sus-évoquée, ils auraient pu faire l'objet des poursuites devant les tribunaux militaires compétents pour juger des actes de terrorisme.

Désormais, le statut et le régime d'un ex-combattant permettent une prise en charge spécifique. Il y a lieu de préciser ici pour plus de clarification, qu'il ne s'agit en aucun cas de promouvoir l'impunité, mais de privilégier les bases d'une main tendue en vue d'un retour à la vie républicaine de ces auteurs de l'extrémisme violent aux conséquences imprévisibles et qui constituent en même temps un frein au développement et un obstacle à une paix durable.

Vu sur cet angle, le CNDDR peut être comparé à un moule dont l'input au départ du processus est un produit "dangereux", mais qui au bout du compte en sort transformé en un output de bonne qualité, capable de discerner, de se prendre en charge, de s'autogérer, et de mener des activités génératrices de revenus pour le bien être des familles, des communautés et partant de la société.

## Quel est l'appui des partenaires au développement et autres bilatéraux dans le processus DDR en cours au Cameroun ?

L'article 09 du décret créant le CNDDR dispose que le Comité coopère, en tant que de besoin, avec les administrations compétentes, les ONG, et les partenaires Nationaux et Internationaux, notamment ceux de l'ONU. Cela sous-entend que le CNDDR ne doit et ne peut évoluer en vase clos. La collaboration est un impératif, gage d'efficacité, donc de réussite.

Toutefois, pour le moment, cet appui se limite de plus en plus à des échanges, visant à améliorer les performances et compétences de l'institution, en conformité avec les normes requises notamment :

Les Conventions des Nations Unies sur le terrorisme, les droits de l'Homme, l'approche genre...  
.. ;

La Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise de Boko-Haram. Une initiative de l'Union Africaine avec la Commission des Etats du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et à laquelle prennent part le Cameroun, le Nigeria, le Niger et le Tchad.

Par ailleurs, de nombreux Partenaires Nationaux comme l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, ou internationaux nous ont offert leurs services pour assister et accompagner les Centres Régionaux.

### Quelle est l'évaluation du niveau de l'efficacité en matière de réinsertion sociale ?

Le CNDDR ne saurait être à la fois juge et partie. C'est toujours mieux de laisser aux observateurs le soin d'apprécier en toute liberté. Qu'à cela ne tienne, nous pensons que le CNDDR remplit ses missions en toute sérénité avec beaucoup de détermination, d'objectivité et de professionnalisme. Il faut tout de même préciser pour s'en féliciter que le Chef de l'Etat, dans un de ses discours avait jugé les premiers résultats très encourageants.

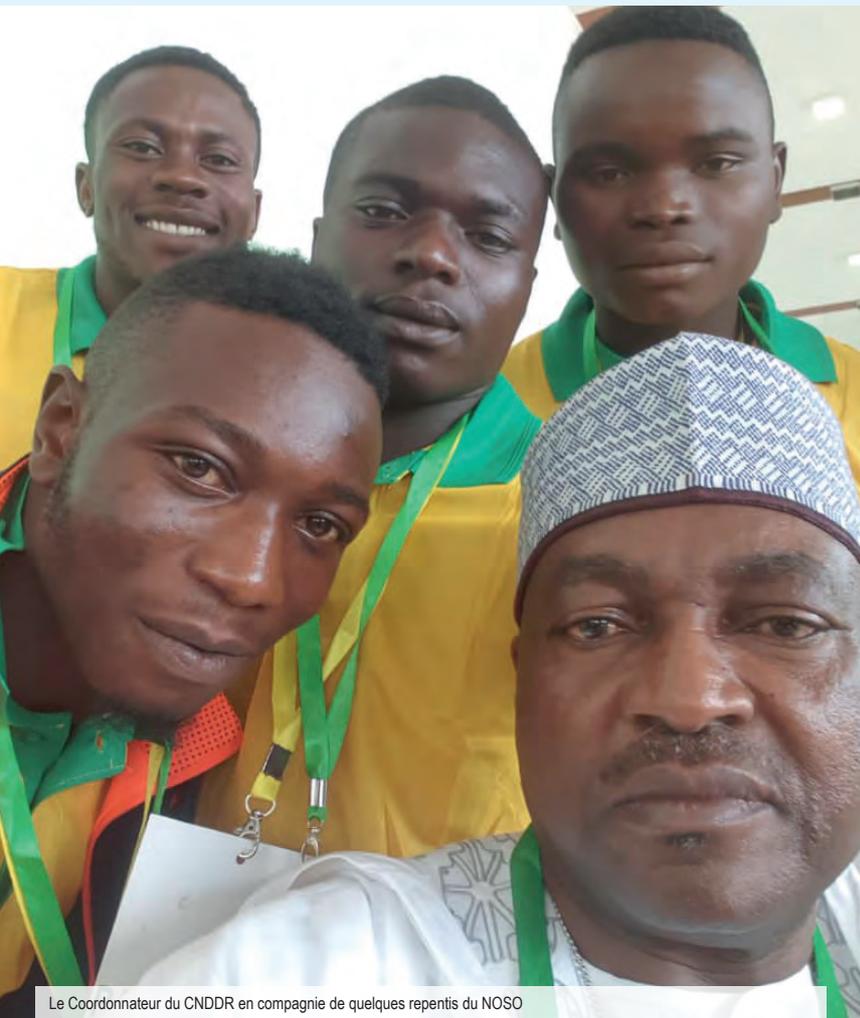
Il faut en outre dire qu'avec les réintégrations déjà effectives et la remise de certains ex-combattants dans la vie active, il est envisagé un suivi de ces catégories sur le terrain. Le CNDDR reste d'ailleurs optimiste et peut affirmer que cette réinsertion est perçue unanimement comme le retour des enfants prodiges en famille.

### Quelles sont les efforts à accomplir pour rendre le programme de DDR plus efficace ?

Le CNDDR fait déjà tout ce qui est en son pouvoir pour être à la hauteur de sa tâche. Néanmoins, il est évident que si certaines conditions sont réunies ou améliorées, le programme sera boosté. Il s'agit notamment des facteurs suivants :

- Le niveau de sécurité ambiant ;
- La fin des opérations de lock-down, des enlèvements et des actes d'intimidation de tous genres ;
- L'acceptation des ex-combattants dans les communautés d'accueil ;
- La cohabitation pacifique et la prise en compte des doléances des victimes des actes de terrorisme ;
- Une perception plus objective du CNDDR qui ne saurait être assimilé à une Armée, à une Institution financière, un piège, une prison, ou un Médiateur.

Pour conclure, je dirais que, le CNDDR est une institution jeune qui continue d'évoluer, de remplir en toute quiétude ses missions avec les opportunités qui lui sont offertes et surtout avec gage et obligation de bons résultats.



Le Coordonnateur du CNDDR en compagnie de quelques repentis du NOSO

# LE PROGRAMME DE DÉSARMEMENT, DE DÉMOBILISATION ET DE RÉINTÉGRATION (DDR) POUR UNE PAIX DURABLE AU CAMEROUN : CONTEXTE, CADRE ET DÉFIS

Par Pr. Alain Didier OLINGA

*Alors que sur le front contre Boko Haram et sur le théâtre du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO), les armes sont loin de s'être tues, et même que l'on peut observer une étrange résilience des violences terroriste et sécessionniste, en dépit des opérations militaires et des mesures socio-politiques, judiciaires, institutionnelles, humanitaires, de reconstruction et de développement prises par les autorités, le Cameroun a décidé d'engager un programme de Désarmement de Démobilisation et de Réintégration (DDR) en direction des combattants de Boko Haram et des groupes armés sécessionnistes du NOSO. Pour les théoriciens et les praticiens habitués des processus de ce type, la démarche peut surprendre et intriguer. Comment, en effet, alors que les armes tonnent, espérer tirer quelque résultat encourageant, d'une technologie généralement mobilisée pour gérer et accompagner les phases de post – conflit, ou les phases de transition négociée du conflit au post- conflit ? Comment engager un programme de DDR dans un contexte où les entrepreneurs privés de la violence, qui s'opposent à l'autorité de l'Etat, n'ont et n'entendent nullement, selon toute apparence, renoncer à la lutte armée, dans une configuration où leur détermination est plutôt de s'armer davantage pour poursuivre, voire intensifier la lutte, soit dans une optique d'insurrection transnationale<sup>1</sup> (Boko Haram), soit dans une logique sécession ?*

*Mais passé l'instant de ces interrogations théoriques, force est de prendre acte de ce que, alors que les options de gestion des crises concernées oscillaient entre fermeté et main tendue, le Chef de l'Etat camerounais, sans renoncer à la première, a néanmoins fait le pari d'une possibilité de ramener les égarés à la raison, de récupérer les fils manipulés de la famille et de les réintégrer dans le chantier de la construction nationale. Pari politique osé, mais courageux. Initiative qui donne au DDR à la camerounaise son originalité mais qui, pour le succès de ce dernier, exige une démarche conséquente, prudente mais cohérente.*

<sup>1</sup> Oyono Afane, P.C. "Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad : analyse d'une insurrection transnationale et perspectives pour une stratégie globale de stabilisation". Thèse, Science Politique, Université de Yaoundé II-IRIC, 2019.

### Considérations générales

Le DDR, en tant que concept ou technologie institutionnelle et opérationnelle est déjà suffisamment vulgarisé dans ses principes de base pour qu'il soit utile d'y revenir dans le cadre de cette brève contribution. Il suffit, pour cela, de se référer aux Normes Intégrées de Désarmement, Démobilisation et Réintégration adoptées par les Nations Unies, et aux pratiques des différents contextes d'expérimentation des programmes DDR. De manière générale, quelques éléments fondamentaux sont à mettre en évidence. D'abord, l'objet même de l'affaire, ce dont il s'agit. Désarmer, c'est récupérer les armes entre les mains des combattants en particulier de ceux qui n'auraient jamais dû les posséder et les utiliser au sein de l'Etat de par leur statut, les stocker de manière sécurisée et, éventuellement, les détruire. Par le désarmement, l'outil de la violence, l'outil de la contestation armée de l'autorité de l'Etat est retiré et neutralisé. Cela signifie que l'on doit avoir une idée, même approximative, du niveau de disponibilité des armes et de la nature des armes entre les mains des acteurs privés de la violence, pour pouvoir apprécier si la récolte éventuelle des armes correspond à un désarmement sincère. Démobiliser, c'est faire des anciens combattants, des personnes engagées dans la vie civile. C'est sortir des personnes des groupes terroristes ou des bandes armées, c'est les libérer d'une allégeance à un tel groupe pour une allégeance de nouveau à l'Etat. Cela suppose que l'on ait une idée de la population à démobiliser au plan quantitatif, de sa structuration sociologique, des trajectoires de basculement dans la violence terroriste ou sécessionniste. On ne démobilise pas de la même manière un "un ex - Général Destroy" du NOSO et un kamikaze de Boko Haram. Quant à la réintégration, souvent distinguée et précédée d'une phase transitoire de réinsertion pour certains, il s'agit d'aider les anciens combattants à redevenir, dans leur famille et leur communauté, des citoyens productifs et autosuffisants qui contribuent au développement de leur nation. Il s'agit de leur permettre de se donner une vie nouvelle après la vie de violence, après la vie par et grâce à la violence. Il s'agit aussi de leur offrir un espace attractif et pertinent d'une socialisation alternative, libératrice, épanouissante et valorisante, en tous cas capable de suppléer la socialisation offerte pour le pire surtout hélas, par les acteurs privés de la violence.

L'objet du DDR resitué, il y a lieu de camper les protagonistes d'un tel programme. Il y a d'abord, ceux qui doivent être désarmés, démobilisés et réintégrés, la cible du DDR. Il y a, ensuite, ceux qui pilotent le processus ou sont impliqués dans ce pilotage, au plan stratégique, institutionnel, opérationnel et financier. Il y

a, enfin, ceux qui doivent accueillir les anciens combattants, les communautés de réintégration. Ce dernier aspect est capital, surtout si les communautés de réintégration sont précisément celles qui ont été marquées au fer rouge par les actions violentes des démobilisés. De fait, "la cible des programmes de DDR ne doit pas être les démobilisés en soi, mais bien le lieu démobilisé/communauté, ce qui nécessite d'agir tant sur les démobilisés que sur la communauté d'accueil, de penser la nature du lien à générer ou à restaurer"<sup>2</sup>.

De manière classique, l'on estime que le cadre de la mise en œuvre d'un programme de DDR suppose un certain nombre d'éléments, à savoir: la signature d'un accord entre protagonistes de la violence prévoyant et organisant le DDR ; la confiance entre les parties et la volonté des acteurs concernés de s'engager dans un processus de DDR ; la garantie d'un niveau minimum de sécurité. Toutefois, il est clairement entendu qu'il n'y a pas un programme standard de DDR prêt à appliquer partout ; il y a autant de programmes possibles de DDR qu'il y a des situations de violence ou de conflit à gérer. Chaque contexte génère son programme, et c'est avec cette logique de contextualisation des pratiques que doit être lue et appréciée la démarche camerounaise. Pour la saisir, il est utile d'en restituer le cadrage politique, le cadrage institutionnel et les défis à relever pour sa réussite.

### Cadrage politique du DDR

Tout programme de DDR étant tributaire d'un contexte, et de la manière dont les protagonistes dudit contexte l'analysent et évaluent les rapports de force en présence, le DDR initié au Cameroun à la fin de l'année 2018 est étroitement lié à la perception de la situation par ses concepteurs. Or, précisément, cette conception, généreuse incontestablement, ne semble pas briller par une grande lisibilité, sans doute du fait même de la volatilité de la situation sur le terrain de la lutte contre Boko Haram et contre les groupes armés sécessionnistes. L'idée d'un DDR a été formulée par le Chef de l'Etat Paul Biya dans son discours de prestation de serment le 06 Novembre 2018, pour "une issue honorable, dans l'intérêt de tous" à la crise du NOSO. Aux "entrepreneurs de guerre, qui mettent à mal notre unité nationale et prônent la sécession", il dit ceci : "je leur lance un appel à déposer les armes et à retrouver le droit chemin. J'en appelle tout particulièrement aux

<sup>2</sup> Voir Rumin, S. « les garanties de non-répétition au carrefour du 'désarmement, de la démobilisation, de la réintégration' (DDR), de la 'réforme du système de sécurité' (RSS) et de la justice transitionnelle ». in Mottet, C. et Pout, C. (Ed.). La justice transitionnelle : une voie vers la réconciliation et la construction d'une paix durable. Yaoundé, 2000, p.119.

jeunes qui se sont laissé entrainer dans une aventure sans lendemain". Dans son message du 31 Décembre 2018 à la Nation, le Chef de l'Etat est revenu longuement sur la question, alors que le 30 Novembre 2018 un décret portant création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration avait été signé, "considérant l'offre de paix formulée dans le discours d'investiture du Président de la République du 06 Novembre 2018". Dans son message à la Nation, donc, le Chef de l'Etat s'exprime ainsi : "si l'appel à déposer les armes que j'ai lancé aux entrepreneurs de guerre reste sans réponse, les forces de défense et de sécurité recevront instruction de les neutraliser. (...) Dans un esprit de concorde nationale, j'ai décidé, pour éviter le recours à des mesures extrêmes, de créer un 'Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration'. Cet organisme, placé sous l'autorité du Premier Ministre, aura pour mission d'organiser, d'encadrer et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex – combattants de Boko Haram et des groupes armés du Nord-Ouest et du Sud-Ouest désireux de répondre favorablement à l'offre de paix qui leur a été faite. Cette initiative, je le souligne, offre une porte de sortie honorable à ces ex – combattants ainsi qu'une perspective de réinsertion sociale". Comme on peut le constater, le discours présidentiel ne cible plus seulement le NOSO, mais aussi la situation créée par Boko Haram. Cette approche holistique induit peut être une économie d'énergie institutionnelle, mais peut complexifier la démarche, les situations en jeu étant différentes et ayant leur propre trajectoire. Du reste, si l'on peut comprendre

une "offre de paix" adressée à des sécessionnistes armés, pour restaurer la concorde nationale, l'on comprend difficilement qu'une telle offre puisse être formulée à l'intention d'un groupe terroriste qui, même s'il comprend des ressortissants d'origine camerounaise dans ses rangs, n'en reste pas moins une nébuleuse transnationale criminelle et terroriste avec laquelle on ne peut transiger. Dans son discours à l'occasion du triomphe de la 36ème promotion de l'EMIA Unité diversité le 18 janvier 2019, le Président de la République, développant la situation des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, déclare : "je réitère mon appel à nos jeunes qui se sont laissés entrainer dans une voie sans issue, à saisir cette opportunité de revenir dans le droit chemin, de reconstruire leurs vies et de participer, aux côtés de leurs frères et sœurs, à l'édification de notre pays. Quant aux criminels qui persisteront à rester sur la voie de la violence, ils savent ce qui les attend. Les forces de défense et de sécurité continueront à faire leur devoir, avec fermeté, détermination et professionnalisme".

Dans son message à la Nation du 10 Septembre 2019 annonçant la tenue d'un Grand Dialogue National, le Chef de l'Etat est abondamment revenu sur la question examinée dans la présente analyse : "j'ai adressé une offre de paix aux membres des groupes armés, en les invitant à déposer les armes et à bénéficier d'un processus de réintégration dans la société". Plus loin : "il est toutefois vrai que dans le cadre d'un dialogue, d'un processus de paix ou de réconciliation nationale, il puisse être envisagé



Des militaires camerounais sur un pont, en direction de Wum, en zone anglophone, le 6 décembre 2018. (VOA/Ministère de la défense)

l'éventualité d'un pardon, dans certaines conditions. Il est tout aussi vrai qu'aux termes de notre Constitution, le Chef de l'Etat est habilité à user d'un droit de grâce. C'est d'ailleurs fort de cette habilitation que j'ai adressé, lors de ma récente prestation de serment, une offre de paix aux membres des groupes armés. Je voudrais solennellement réitérer en ce jour cette offre. Ceux qui volontairement déposent les armes et se mettent à la disposition des centres de Désarmement de Démobilisation et de Réintégration n'ont rien à craindre. (...). En revanche, ceux qui persisteront à commettre des actes criminels et à violer les lois de la République, feront face à nos forces de défense et de sécurité et subiront toute la rigueur de ces mêmes lois. Il en est de même des promoteurs de la haine et de la violence qui, confortablement et impunément installés dans des pays étrangers, continuent à inciter au meurtre et aux destructions. Qu'ils sachent qu'ils devront tôt ou tard rendre des comptes à la justice".

Enfin, dans son message du 10 février 2020 à l'occasion de la 54ème édition de la fête de la Jeunesse, le Chef de l'Etat déclare : "je saisis également l'occasion de cette fête de la jeunesse pour, une fois de plus, lancer un appel à nos jeunes compatriotes du Nord – Ouest et du Sud – Ouest. Ceux qui se sont laissés enrôler dans des bandes armées et qui continuent d'entretenir un climat insécurité dans ces deux régions doivent déposer les armes (...). Je continue de les exhorter à sortir de la brousse et à retrouver leurs autres jeunes concitoyens qui mènent une vie normale au sein de la société".

Ces prises de parole présidentielles, qu'il était absolument utile de rappeler, balisent le champ du DDR camerounais, un DDR sui generis. La diversité des formules atteste de sa particularité, à la fois main tendue et ultimatum, perche pour un rachat honorable sous peine d'écrasement militaire et de répression judiciaire. L'on évoque une "offre de paix", laquelle est tout sauf une offre de négociation ou de dialogue politique avec des interlocuteurs disqualifiés comme "des leaders autoproclamés, d'extrémistes de tout bord essayant d'asseoir leur notoriété par le biais d'injures, de menaces, d'appels à la haine, à la violence et au meurtre" par le Chef de l'Etat. L'on parle d' "appel à déposer les armes", de "grâce" présidentielle, de "pardon dans certaines conditions". Visiblement, la bonne démarche présidentielle est la tentative de synthèse d'approches plurielles de la situation dans le NOSO : l'approche militaire, l'approche politique pour la négociation, l'approche judiciaire, etc. Dans ces conditions, il est difficilement évitable que le montage du programme de DDR s'en ressente. Ce DDR est lancé dans un contexte où l'existence de groupes armés, la reconnaissance d'affrontements armés entre les forces

de défense et ces groupes sont une évidence, sans que pour autant la situation de conflit armé non international soit officiellement reconnue par les autorités, ce qui aurait pour effet, entre autres, de déclencher l'applicabilité du Protocole additionnel II de 1977 aux Conventions de Genève de 1949 auquel le Cameroun est partie, notamment ses dispositions relatives à la sortie du conflit et à la réconciliation<sup>3</sup>. Le DDR est lancé en dehors d'un cadre concerté entre le Gouvernement de l'Etat et les groupes armés. En langage militaire, on dirait que c'est un appel à la reddition ou une incitation faite aux "membres des groupes armés" à les désertir. Il ne faut pas oublier que l'une des revendications des groupes armés et d'une certaine frange de la classe politique était et demeure la "démilitarisation" des régions du Nord – Ouest et du Sud – Ouest, c'est-à-dire en fait le retrait des forces de défense de ces régions. C'est dire que le DDR initié peut être perçu par les groupes armés, en dehors de tout cadre concerté, comme un instrument de combat et de guerre, une stratégie de négation de leur combat, bref tout sauf une porte de sortie honorable, en l'absence d'une démarche formelle de grâce amnistiant, du reste clairement exclue par l'Etat pour les promoteurs de la violence et les auteurs des pires exactions. Or, le DDR ne peut avoir une chance réelle de succès que si la cause de la lutte armée est acceptée comme désormais inutile à entretenir par ses entrepreneurs, et si la structure de commandement ou le noyau central des groupes armés adhère au processus et y entraîne le gros de la troupe. Autrement, l'on risque d'avoir à faire à un DDR cosmétique, symboliques d'acteurs périphériques et marginaux, bref à un faux désarmement et à une fausse démobilisation. Il semble difficile d'échapper à l'alternative suivante : ou le désarmement est forcé du fait des hostilités militaires, ou le désarmement est consécutif à une négociation qui offre aux parties à désarmer une sortie honorable. Si la négociation est exclue et la victoire militaire non acquise parce que, le DDR ne peut apparaître que comme une incongruité.

### Cadrement institutionnel

Pour donner un contenu à son offre de paix, le Chef de l'Etat a mis en place par décret n°2018/719 du 30

<sup>3</sup> Voir article 6 alinéa 5 : "à la cessation des hostilités, les autorités au pouvoir s'efforceront d'accorder la plus large amnistie possible aux personnes qui auront pris part au conflit armé ou qui auront été privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient internées ou détenues ». Comme l'écrit Sylvie Junod "l'objet de cet alinéa est d'encourager un geste de réconciliation qui contribue à rétablir le cours normal de la vie dans un peuple qui a été divisé". Junod, S. "Protocole II. Article 6 Poursuites Pénales". In Sandoz, Y, Swiniarski, C et Zimmermann, B. "Conventions des Protocoles Additionnels du 8 juin 1977 Conventions de Genève du 12 août 1949". CICR, Martinus Nijhoff Publishers, Genève, 1986 ; p.1426.

novembre 2018 un Comité National de Désarmement de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR). Point n'est besoin d'en faire une présentation détaillée ici. Il suffit de relever qu'il s'agit d'une instance de l'Etat supervisée par le Chef du Gouvernement, dédiée au pilotage du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des ex – combattants de Boko Haram et des groupes sécessionnistes, qui acceptent de déposer volontairement les armes. Sa mission est clairement déclinée dans le texte qui l'institue, dans les trois axes de désarmement, démobilisation, réintégration. Le Comité est à composition interministérielle et interservices, avec un Coordonnateur National pour son pilotage opérationnel et des Chefs de Centre régionaux. Le Comité accomplit sa mission "en liaison avec les administrations compétentes". Il y a ainsi un grand enjeu de coordination entre les différents segments de l'Etat impliqués dans la gestion de la situation sur le terrain, notamment l'Administration territoriale, les forces de défense et de sécurité, les justices civile et militaire, segments dont les agendas opérationnels peuvent être divergents. En tout état de cause, le pilotage institutionnel du DDR est contrôlé étroitement par l'Etat, lequel n'entend apparemment pas permettre l'intrusion directe et significative des acteurs extérieurs dans le management de cette activité. Compte tenu du climat hostile entre les protagonistes, on peut se demander si cette maîtrise gouvernementale du processus inspire confiance. Il est vrai que, à cet égard, la parole donnée du Chef de l'Etat lui – même est d'un poids certain et normalement rassurant.

Le CNDDR a été flanqué, par décision 042 du 03 décembre 2019 signée du Secrétaire Général des services du Premier Ministre, d'une équipe Technique Multisectorielle chargée de la coordination et du suivi de l'opérationnalisation du CNDDR. Cette équipe, tout comme le Conseil de Direction du Comité, est placée sous l'autorité du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, sous la coordination technique et opérationnelle du Secrétaire Général des Services du Premier Ministre. Cette équipe est chargée, notamment, de finaliser le plan de suivi de la communication institutionnelle autour des activités opérationnelles du CNDDR, de finaliser le cadre juridique fixant l'organisation et le fonctionnement dudit CNDDR et d'élaborer son Budget Opérationnel de Programme (BOP). S'il n'est point question de discuter de l'opportunité de la mise en place d'une telle structure, il faut espérer qu'elle ne fera pas double emploi avec la Coordination Nationale du Comité, et ne créera pas davantage de dysfonctionnements dans le management de l'ensemble du processus.

Si le projet de DDR à la camerounaise est piloté par

le Gouvernement, il n'en reste pas moins que les partenaires internationaux peuvent coopérer avec le CNDDR, en particulier l'Organisation des Nations Unies. Compte tenu de l'expérience de cette dernière en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de consolidation de la paix, l'on gagnerait à tirer profit de cette expertise, sans préjudice de la maîtrise souveraine du processus, pour éviter qu'il soit dévoyé et instrumentalisé, sous couvert de participation à son financement par exemple.

S'agissant précisément du financement du DDR, si les partenaires nationaux et internationaux peuvent y contribuer, l'Etat est le principal contributeur au budget du CNDDR. Ainsi, dans le cadre du budget 2020, l'Etat a prévu une allocation de cinq milliards pour les activités du Comité, l'espoir étant qu'ils lui soient effectivement servis, à temps, afin de lui permettre de réaliser son programme.

### Les défis d'une expérience de DDR

S'il peut paraître prématuré de porter un jugement sur l'expérience camerounaise de DDR, au stade de montée progressive en puissance ou elle en est, force est de reconnaître que l'entreprise n'est pas aisée, au regard de la persistance des activités armées sur les fronts contre Boko Haram et contre les groupes armés sécessionnistes. L'appel à déposer les armes, sans avoir été rejeté par tous, ne semble pas déjà avoir été entendu par beaucoup. Selon les chiffres compilés au 13 avril 2020, avec la prudence nécessaire, l'on aurait 113 démobilisés dans la région du Sud – Ouest, 112 dans la région du Nord – Ouest et 108 ex – Boko Haram enregistrés à l'antenne du CNDDR de Mora. Chiffres non négligeables mais dont l'analyse est difficile, au regard de l'incertitude qui règne sur le nombre de combattants de Boko Haram et des groupes armés sécessionnistes. Le niveau de délabrement de la confiance entre protagonistes et de diabolisation mutuelle ne facilite pas la mise en œuvre enthousiaste d'un DDR qui, pour les groupes armés, semble revêtir les allures d'un guet-apens.

Dans ces conditions et avec toute la prudence nécessaire, l'on peut estimer qu'au-delà de la spécificité des montages propres à chaque expérience, le retour à certains fondamentaux classiques du DDR est difficilement évitable. Nous en voyons deux. D'abord structurer l'espace du pardon et de la réconciliation, par l'adoption d'un cadre juridique qui en détaille les conditions, pour donner une traduction encore plus concrète à l'offre de paix présidentielle. En l'occurrence l'adoption et la promulgation d'une loi d'amnistie, dont le contenu serait néanmoins conforme à nos

engagements en matière de répression des crimes et infractions graves de droit international, seraient de nature, à côté de la traque militaire des éléments irréductibles, à accélérer la démobilisation de nombreux combattants et, qui sait, le retour à la raison de leaders de ces groupes que le discours officiel de stigmatisation disqualifiante accule, pour ainsi dire, à la radicalité et à la surenchère dans la violence. En somme, il y a lieu d'avancer d'un cran dans la mise en place de mesures de confiance et de pardon. D'un autre côté, il y a lieu de mettre aux cotés de l'Etat, sans l'en exclure du tout, des tiers rassurants, dans le pilotage du DDR, sur le modèle de ce qui vient d'être retenu pour la reconstruction des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, avec le PNUD constitué "partenaire d'exécution", suivant l'arrêté du 03 Avril 2020 du Premier Ministre fixant le cadre organique de la mise en œuvre du plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Tout en gardant la maîtrise des orientations stratégiques, l'Etat pourrait décider de confier le DDR à un tiers perçu par tous comme impartial et neutre, garant de la sécurité des démobilisés et attentif aux intérêts de sécurité vitaux de l'Etat. L'ONU, déjà évoquée dans le décret créant le CNDDR, pourrait utilement contribuer à cet égard, dans un cadre défini et agréé par (et de concert avec) l'Etat.

Si le DDR à la camerounaise doit produire des effets concrets positifs, et être l'alternative résolue à des "mesures extrêmes", dont visiblement ne veut point l'autorité qui incarne l'unité nationale, il lui faudra prendre en compte les deux aspects sus-évoqués. Il en est ainsi car, quoi qu'on dise, le DDR est fondamentalement un outil de consolidation d'une paix déjà résolument engagée, un instrument de justice transitionnelle, bref un instrument destiné à accompagner la sortie du conflit, à gérer l'immédiat post - conflit, à permettre le traitement d'un récent passé traumatisant et douloureux et à ouvrir la voie vers une culture de la non-violence, de la réconciliation, d'une paix durable.

Il lui faudra également s'intégrer dans une approche holistique des interventions de l'Etat. A côté du Plan d'Action Humanitaire d'Urgence, du Plan de Reconstruction et de Développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest le DDR est une composante d'une démarche globale. Piloté comme une monade isolée, il court tout droit vers l'échec. Intégré dans une cohérence stratégique et opérationnelle, il possède des chances sérieuses de succès.

## BIBLIOGRAPHIE

Arrêté du 03 Avril 2020 du Premier Ministre fixant le cadre organique de la mise en œuvre du plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Décision 042 du 03 décembre 2019 du Secrétaire Général des services du Premier Ministre mettant en place une équipe Technique Multisectorielle chargée de la coordination et du suivi de l'opérationnalisation du CNDDR.

Décret n°2018/719 du Chef de l'Etat du 30 novembre 2018 créant un Comité National de Désarmement de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR).

Discours d'investiture du Président de la République du 06 Novembre 2018.

JUNOD, S. "Protocole II. Article 6 Poursuites Pénales". In Sandoz, Y, Swiniarski, C et Zimmermann, B. "Conventions des Protocoles Additionnels du 8 juin 1977 Conventions de Genève du 12 août 1949". CICR, Martinus Nijhoff Publishers, Genève, 1986.

Message à la Nation du Chef de l'Etat Paul Biya, le 10 Septembre 2019 annonçant la tenue d'un Grand Dialogue National.

Message du Chef de l'Etat Paul Biya à la Nation, le 31 Décembre 2018.

Message du Chef de l'Etat Paul Biya à l'occasion de la 54ème édition de la fête de la Jeunesse, le 10 février 2020.

RUMIN, S. "les garanties de non-répétition au carrefour du 'désarmement, de la démobilisation, de la réintégration' (DDR), de la 'réforme du système de sécurité' (RSS) et de la justice transitionnelle". in Mottet, C. et Pout, C. (Ed.). *La justice transitionnelle : une voie vers la réconciliation et la construction d'une paix durable*. Yaoundé, 2000.

OYONO AFANE, Pierre Clavert. *Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad : analyse d'une insurrection transnationale et perspectives pour une stratégie globale de stabilisation*. Thèse, Science Politique, Université de Yaoundé II-IRIC, 2019.

Pr. OLINGA Alain Didier  
Enseignant à l'IRIC  
Conseiller Technique MINDEF



# SORTIR DES CRISES PAR LA FORCLUSION DES ARMES EN CÔTE D'IVOIRE ET AU CAMEROUN : ANALYSE DES HYPOTHÈSES ET DES FACTEURS CONDUCTEURS DU DDR À UN RETOUR À LA PAIX ET À LA STABILITÉ

Par Pr Yves Paul MANDJEM

*La forclusion des armes, et partant la restauration de l'Etat comme un processus de monopole militaire est et demeure l'un des défis contemporains les plus saisissants de la sortie durable de conflit en Afrique et ailleurs<sup>1</sup>. Les Etats et les organisations de sécurité collective majeures intervenant dans les conflits en Afrique ont intégré la forclusion des armes et son autre nom opérationnel, le processus Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), comme un axe saillant de l'agenda de pacification des ordres politiques conflictuels<sup>2</sup>. Les pays affectés par les conflits armés ou le terrorisme comme l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, l'Ethiopie, la Côte d'Ivoire, le Liberia, le Mali, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, la Sierra Leone, la Somalie, le Sud-Soudan, la République Démocratique du Congo, le Cameroun ont expérimenté ou expérimentent avec plus ou moins de succès le DDR.*

<sup>1</sup> Nathalie, Duclos (dir.), "L'adieu aux armes"? *Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010.

<sup>2</sup> Une place importante est accordée au DDR dans les opérations de maintien de la paix depuis 1989. Mais c'est l'Agenda pour la Paix des Nations Unies de 1992 qui en fait une composante essentielle de la reconstruction post-conflit et du relèvement. Sur l'appropriation du DDR par l'Union Africaine, le NEPAD et la CEDEAO, lire Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE, Atelier de mise en place du Groupe régional de travail sur les Programmes DDR et la Gestion post-conflit en Afrique de l'Ouest, Rapport Final, Tome 1, 2006, pp. 7-8.



À l'issue du programme DDR en Côte d'Ivoire en 2015, plus de 45 000 armes et munitions, dont des kalachnikovs, des obus et des grenades, ont été collectées. Sia Kambou, AFP

Érigé en modèle par l'ONU et faisant partie intégrante de la politique libérale de maintien de la paix, le concept de DDR<sup>3</sup> est présenté comme une clé pour construire et maintenir la stabilité et éviter le retour à la violence dans les contextes de sortie de conflit<sup>4</sup>. De son économie dépend l'aptitude de l'Etat en situation de conflit à réaliser sa transition entre la phase de conflit et la sortie de conflit d'une part, et d'autre part à consolider la sortie de conflit via la reconstruction et la relance, tout en évitant d'exposer les populations et les institutions étatiques ou les institutions nouvelles mises en place au risque lié à une reprise des hostilités<sup>5</sup>. Vue sous cet angle, la sortie de conflit<sup>6</sup>, est largement informée par le niveau d'acceptation par les belligérants et le degré de réalisation du calendrier et des opérations du DDR. Les processus DDR en tant que procédé multiforme de forclusion des armes dans les situations de conflit et de sortie de conflit sont une modalité de passage de la guerre comme oligopole de la violence à la paix comme monopole de la violence légitime. En ce sens, ils sont une réforme postulant un ensemble d'opérations complexes qui engagent un Etat en crise ou en voie de sortie de crise sur le sentier fragile et parfois réversible de la paix. Ces opérations visent à transformer d'anciens ennemis de guerre en garantis unis de la sécurité intérieure et extérieure.

Le besoin du DDR continue de se faire ressentir dans une Afrique, théâtre privilégié des transformations de la conflictualité contemporaine autour des référents identitaires, y compris islamistes<sup>7</sup>. Les cas de la Côte d'Ivoire et du Cameroun illustrent à suffisance la dynamique complexe née d'une pluralité des contextes de conflit et de sortie de conflit. Les particularismes politiques et les luttes de pouvoir en jeu - d'une part, en Côte d'Ivoire dans un conflit interne internationalisé qui a duré près de neuf (09) ans (2002-2011) avec la guerre civile et la guerre née de la crise post-électorale de

novembre 2010 compris, - et d'autre part, au Cameroun dans la guerre contre le groupe jihadiste de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad et la région de l'Extrême-Nord contenue par les réponses régionale et nationale ou dans la guerre des groupes "sécessionnistes" dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, sont une variable influente pour l'avenir de ces deux pays et leur société, ce qui confère aux interventions des acteurs des trajectoires contrastées.

L'objectif de cette réflexion est de comparer les approches du DDR en Côte d'Ivoire et au Cameroun afin de dégager les hypothèses et les facteurs conducteurs d'un retour à la paix et à la stabilité au Cameroun. Un tel parti méthodologique indique qu'il s'agit d'une comparaison entre des cas contrastés tant les exceptionnalités des situations ivoirienne et camerounaise de conflit et de sortie de conflit sont particulièrement saisissantes qu'elles éclairent sur l'originalité des processus DDR dans les deux pays à partir des critères tels que le niveau de la crise de l'Etat, la nature des acteurs intervenants (nationaux et internationaux dans le cas ivoirien ou nationaux dans le cas camerounais), la temporalité du DDR. De plus, alors que le processus DDR du Cameroun débuté en 2018 eu égard au caractère résilient du terrorisme jihadiste et de la démultiplication des groupes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest se poursuit, le processus DDR ivoirien est déjà parvenu à son terme. Il est même présenté par de nombreux observateurs internationaux comme "un exemple de réussite pour la sortie de crise"<sup>8</sup>, même si cette success-story ivoirienne est loin d'emporter l'assentiment de tous<sup>9</sup>. Il en découle que l'objectif de la comparaison transnationale des processus DDR est de comprendre<sup>10</sup>, pour "tirer des leçons à travers les frontières nationales"<sup>11</sup> ; si tant est que comme le soulignait le politiste américain Woodrow Wilson "comparer, c'est innover", il s'agit au-delà de l'ouverture au processus DDR ivoirien, de conférer à la recherche comparative une utilité pragmatique dans la mesure où elle cherche à fournir des informations, à identifier des "meilleures pratiques" qui contribueront à préparer des projets de mesures efficaces et réalisables

<sup>3</sup> Sur ce concept, lire Yvan, Conoir et Gérard, Verna (dir.), "DDR, désarmer, démobiliser et réintégrer". *Défis humains-Enjeux globaux*, Laval, PUL, 2006.

<sup>4</sup> Lire le Rapport Brahimi paru en 2000 sur l'amélioration des missions de paix des Nations Unies, UN/A/55/305-S/2000/809, p. 7. En 2017, les normes intégrées de DDR célébraient leur dixième anniversaire, <http://www.unndr.org/iddr.aspx>.

<sup>5</sup> Yves Paul, Mandjem, "Les sorties de crise en Afrique". *Le jeu politique des acteurs*, Tome 2, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2014, p. 330.

<sup>6</sup> Entendue comme « un moment et un processus qui se déroulent entre deux situations, dont l'une est instable et l'autre stable, d'un régime politique avec une possibilité de changement des pratiques et des normes dans le sens de la paix et/ou de la démocratisation, et de la restauration de l'autorité de l'Etat », lire Yves Paul, Mandjem, "Les sorties de crise en Afrique". *Le déterminisme relatif des institutions de sortie de crise en Afrique*, Tome 1, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2014, p. 37.

<sup>7</sup> Pierre de Senarclens, « Théories et pratiques des relations internationales depuis la fin de la guerre froide », *Politique étrangère*, n° 4, 2006, p. 149 ; Yves Paul, Mandjem, « Les groupes jihadistes et les relations internationales : contribution à une sociologie d'un acteur controversé. Le cas de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad (BLT) », *Cahier Thucyde*, n° 27, avril 2020.

<sup>8</sup> Lire les prises de position de l'International Peace Institute et du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce dernier Organe salue les progrès accomplis en matière de réconciliation civile. De même que l'opération de l'ONU en Côte d'Ivoire (ONUCI), présente dans le pays de 2004 à 2017) se retire complètement. Franziska, Ehlert, « Quelle viabilité pour le processus de désarmement, démobilisation et réintégration de la Côte d'Ivoire ? », *Perspectives/FES Côte d'Ivoire*, Friedrich Ebert Stiftung, 2018, p. 2.

<sup>9</sup> Franziska, Ehlert, *Ibidem*, p. 2.

<sup>10</sup> Adam, Przeworski, « Methods of Cross-National Research, 1970-1983: An overview » in Dierckes M. et al. (dir.), *Comparative Policy Research: Learning from Experience*, Aldershot, 1987, p. 35.

<sup>11</sup> Richard, Rose, "Comparing Forms of Comparative Analysis", *Political Studies*, vol. XXXIX, 1991, pp. 458.

en réponse à la contribution du DDR camerounais à la paix et à la réconciliation civile<sup>12</sup>. Parce qu'elle accompagne la mise en œuvre des politiques publiques, l'analyse comparée est une forme de shopping trip pour parler comme Malcom M. Feeley.

L'analyse comparée des approches du DDR en Côte d'Ivoire et au Cameroun permettra d'abord d'éclairer les trajectoires contrastées de la conflictualité et de la genèse des processus DDR dans les deux pays avant de procéder à une intelligibilité des hypothèses et des facteurs conducteurs du DDR à un retour à la paix et à la stabilité.

## I. Les trajectoires contrastées de la conflictualité et de la genèse des processus DDR en Côte d'Ivoire et au Cameroun

Le concept de "trajectoire" mobilisé ici dans la perspective de Barrington Moore<sup>13</sup>, permet de démontrer que comparer les approches du DDR en Côte d'Ivoire et au Cameroun consiste d'abord à dévoiler la pluralité des contextes de conflit et de sortie de conflit (A) avant de nous appesantir sur la genèse variable des processus DDR dans les deux pays (B).

### A. La pluralité des contextes de conflit et de sortie de conflit

L'exégèse des processus DDR et de leurs impacts sur les processus de paix en Côte d'Ivoire et au Cameroun ne peut faire l'économie des contextes de conflit et de sortie de conflit<sup>14</sup> qui ont précédé et présidé à leur mise en place dans les deux pays. Les conflits dont il s'agit naissent dans des circonstances historiques et politiques spécifiques à chacun des deux pays. Les conflits dans les deux pays n'ont pas débuté au même moment et une typologie sommaire de la conflictualité dans les cas dévoile une pluralité de types de conflits, qui renseigne à suffisance sur la pluralité des contextes de forclusion des armes dans les deux pays. L'analyse de la pluralité des contextes de conflit et de sortie de conflit permet d'éclairer d'une part, la trajectoire de sortie de la guerre civile et de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire et

d'autre part, la trajectoire de sortie des guerres contre le terrorisme et les groupes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

### La trajectoire de sortie de la guerre civile et de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire

Le processus de forclusion des armes par le DDR en Côte d'Ivoire est pensé dans l'optique de mettre un terme à la guerre civile consécutive à un processus de démocratisation calamiteux<sup>15</sup>. Invoquée pour expliquer l'entrée en conflit dans ce pays, cette thèse permet de focaliser l'attention sur la compétition politique devenue l'enjeu majeur de la politique à l'ère post-Houphouët et qui dans son aspect concret, rend compte de la volonté politique de révision du rapport à l'altérité politique<sup>16</sup>. La figure de l'ennemi identitaire qui émerge influence les ambitions et les enjeux politiques de l'après-Houphouët, transformant le pays en un champ de compétitions pour le pouvoir d'Etat où tous les coups sont permis. La restriction de l'espace politique, l'exclusion de l'accès au pouvoir politique de certaines élites et communautés et la mutation de la politique en "acte sacrificiel" accélèrent l'affaiblissement de l'Etat ivoirien et engagent le pays sur le sentier de deux décennies de "brutalisation" du champ politique<sup>17</sup>. La guerre civile qui s'en suit, commence par une tentative de coup d'Etat dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, qui se transforme en rébellion armée. La contestation réussie du monopole de la violence physique légitime de l'Etat sur une partie du territoire par trois mouvements armés rebaptisés plus tard sous l'appellation de Forces Nouvelles<sup>18</sup>, allait contribuer à la partition du pays. L'établissement d'une ligne de fracture créée par l'interposition française et onusienne traduisait la structure oligopolistique de la violence sur le territoire. La guerre civile ivoirien va structurer et dévoiler une situation de fait de "deux Etats dans un seul". L'entité étatique de fait contrôlée par la rébellion concurrente de ce qui restait de l'Etat de Côte d'Ivoire (les 48 départements du Sud) avait pour capitale Bouaké et

12 Sur l'utilité pragmatique de la comparaison, Fritz, Scharpf, « Institutions in Comparative Policy Research », *Comparative Political Studies*, vol. 33, n° 6-7, août-septembre, 2000, p. 764.

13 Barrington Moore, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, François Maspero, 1969.

14 Le concept de « sortie de conflit » est préféré à celui de « post-conflit » largement relayé par la littérature. Dans le cas d'espèce, les conflits étudiés se distinguent par deux caractéristiques majeures : leur capacité à échapper à un traitement immédiat et leur capacité soit à se démultiplier, soit à renaître sous d'autres formes ou de leur centre.

15 Yves Paul, Mandjem, « Les Gouvernements de transition comme sites d'institutionnalisation de la politique dans les ordres politiques en voie de sortie de crise en Afrique ? », *African Journal of International Affairs*, Vol. 12, n° 1 & 2, 2009, pp. 81-182.

16 L'ivoirité étant un concept idéologiquement connoté, qui aura permis l'expression outrageuse d'un ethno-nationalisme fort-ancien et devenu ombrageux. Lire Jean-Pierre, Dozon, « La Côte d'Ivoire au péril de l'ivoirité », *Afrique contemporaine*, n° 193, 2000, pp. 13-23.

17 Sur le concept de brutalisation, lire Georges L., Mosse, *De la grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Fayard, 2015 ; Claudine, Vidal, « La brutalisation du champ politique, 1990-2003 », in Jean-Bernard, Ouédraogo, Ebrima Sall, (dir.), *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire, Dakar*, CODESRIA, 2008, p. 169-181.

18 Le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), le Mouvement Populaire Ivoirien du Grand-ouest (MPIGO) et le Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP).

comprendait les dix (10) départements du Nord, du Centre et de l'Ouest (193 000 km<sup>2</sup>) transformés pour les besoins d'administration en dix "zones" placées chacune sous l'autorité d'un commandant (com-zone)<sup>19</sup>. Cette structuration oligopolistique de la violence sur le territoire va perdurer tout au long de la sortie de conflit dans ce pays, malgré quelques tentatives de démantèlement. En effet, en dépit de la mise en place du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Réhabilitation Communautaire (PNDDR/RC), le 20 août 2003, le processus DDR ivoirien a été un processus en dents de scie, maintes fois retardé par les intérêts divergents des parties en conflit, il va être relancé par trois : à la suite du Sommet de Pretoria en avril 2005, de la signature de l'Accord Politique de Ouagadougou le 04 mars 2007 et au lendemain de la crise postélectorale de 2011, avant de connaître une issue favorable en 2015. Dans le cas d'espèce, les élections de sortie de conflit ayant échoué à solder le conflit politique, la victoire militaire va s'imposer comme la façon la plus simple de passer de la guerre à la paix. Le programme DDR ivoirien réanimé dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité engagée en 2011 à la fin du conflit et mis en place entre 2011 et 2015 s'achève bien avant le début de l'expérience camerounaise en la matière.

### ***La trajectoire de sortie des guerres contre le terrorisme et les groupes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun***

Contrairement à l'expérience ivoirienne, la trajectoire camerounaise de forclusion des armes porte sur deux contextes de conflit. Bien qu'étant aussi structurés autour de la lutte pour le pouvoir d'Etat ou d'un hypothétique pouvoir au sein d'un potentiel nouveau Etat, qu'il soit islamiste ou issu de la sécession, les conflits au Cameroun sont informés par une conjoncture d'exacerbation des référents identitaires à des fins politiques se traduisant dans une dynamique transfrontalière et internationale par la guerre contre le terrorisme jihadiste de Boko Haram et dans une dynamique interne internationalisée par la guerre des groupes "séparatistes" des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La forclusion des armes dans le contexte de guerre contre le terrorisme jihadiste s'inscrit dans la dynamique régionale d'éradication d'une mouvance islamique radicale fort-ancienne, composite et ouverte aux influences extérieures au Nigeria qui, après être apparue sous de nombreux noms, va avec l'émergence du groupe jihadiste Boko Haram, affecter la distribution

des ressources et la définition des valeurs dans la région du Bassin du Lac Tchad<sup>20</sup>. Dans un premier temps, le processus DDR du Cameroun tente de démanteler et de réduire les effets projetés ou non d'un groupe jihadiste qui à l'origine avait un agenda nigérian, et qui en devenant transnational avec le temps et en fonction des conjonctures, va étendre ses actions sur le territoire camerounais<sup>21</sup>. Soulignons qu'en dépit du fait que les affrontements entre les forces de défense et de sécurité camerounaises et les éléments du groupe jihadiste aient commencé bien avant<sup>22</sup>, la guerre du Cameroun contre le terrorisme débute officiellement avec la déclaration de guerre du Chef de l'Etat, Paul Biya, le 17 mai 2014 contre Boko Haram au Sommet de Paris sur la Sécurité du Nigeria<sup>23</sup>. Celle-ci a la particularité d'aller au-delà de la guerre "totale" de l'ère industrielle, pour s'étendre au-delà du champ militaire<sup>24</sup>. Elle est, pour reprendre la belle expression de Carl Schmitt, une guerre mondiale discriminatoire non pas de style américain, mais de style jihadiste ; car tout en prenant acte de l'état géopolitique dans lequel l'Etat du Cameroun et les Etats du BLT ont été placés, et d'où ils tentent de sortir et avec un avantage, autre que celui de la défaite militaire provisoire dans le cadre d'une coalition de sécurité endogène et originale mise en place au travers de la Force Multinationale Mixte créée le 30 avril 2012 et les forces nationales, l'on ne peut perdre de vue le fait que Boko Haram a la capacité de dresser une frange de la population de l'Etat camerounais contre son propre gouvernement et de créer ou de perpétuer une guerre civile. L'un des aspects les plus pernicieux de la menace jihadiste pour la société camerounaise est la radicalisation jihadiste<sup>25</sup> et à son élan galvanisateur, la détermination des combattants jusqu'au sacrifice

<sup>20</sup> Yves Paul, Mandjem, « Les groupes jihadistes et les relations internationales, op. cit.

<sup>21</sup> Mis à part la thèse du complot interne évoquée çà et là au Cameroun, plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer un débordement sur le territoire. Outre, la répression du groupe en 2009, les faibles capacités militaires et la géopolitique des religions au Nigeria qui empêchent aux membres de ce groupe de progresser à l'intérieur du pays, il faut prendre au sérieux la recherche de relais externes et le problème de ravitaillement de toute nature.

<sup>22</sup> Les premiers raids meurtriers de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun datent de depuis 2012. Le premier affrontement entre les forces de défense camerounaises et ce groupe a eu lieu le 2 mars 2014 au cours de la bataille de Fotokol, localité située à la frontière Camerouno-Nigériane dans le département de Logone-et-Chari.

<sup>23</sup> Si l'on s'en tient à la théorie du décisionnisme selon laquelle « est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle », lire Carl, Schmitt, Théologie politique I, trad. J.-L. Schlegel, Paris, Gallimard, Coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1988 (1922).

<sup>24</sup> Carl, Schmitt, La Guerre civile mondiale. Essais 1953-1973, Paris, Éditions Ère, 2007, pp. 29-50.

<sup>25</sup> Farhad, Khosrokhavar, Radicalisation, Paris, Editions de la Maison des Sciences Humaines, 2014.

<sup>19</sup> Bouna, Katiola, Bouaké, Mankono, Séguéla, Man, Touba, Odienné, Boundiali et Korhogo.

suprême<sup>26</sup>. Le processus DDR en cours au Cameroun est un processus complexe qui a une double fonction : d'une part, la fonction de déradicalisation qui vise à la fois à neutraliser le soutien ou l'engagement vis-à-vis de l'extrémisme violent et à réintégrer les ex-associés de Boko Haram dans la société<sup>27</sup>, d'autre part une fonction de reconversion à la vie civile renvoyant à un ensemble de procédés cherchant à offrir à ceux qui acceptent de déposer les armes dans la guerre des groupes "séparatistes" dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest de retourner à la vie civile. La guerre qui secoue le Cameroun depuis octobre 2016<sup>28</sup> dans les régions Sud-Ouest et Nord-Ouest est née à la fois d'un glissement d'agenda des revendications corporatistes d'enseignants et d'avocats vers des revendications séparatistes violentes avec des groupes armés qui sèment mort et désolation depuis la fin 2017<sup>29</sup>, et de la volonté des autorités camerounaises de maintenir l'ordre public dans ces régions du Cameroun à l'origine d'une crise humanitaire importante.

L'analyse comparée des processus DDR en Côte d'Ivoire et au Cameroun reste attentive à la fois aux spécificités propres à chaque conflit ou situation de guerre dans chacun de ces pays et aux contextes de conflit qui les génèrent. Dans ce contexte, une démarche DDR doit être de texture suffisamment souple et agile pour répondre efficacement à sa mission, ce qui informe sur la genèse variable de ces processus dans les deux pays.

## B. La genèse variable des processus DDR en Côte d'Ivoire et au Cameroun

L'analyse de la sortie de conflit en Côte d'Ivoire et au Cameroun s'efforce de mettre en exergue la mise

sous agenda et la décision d'engager les acteurs du conflit ou une partie d'entre-eux sur la voie de la forclusion des armes comme des moments fondateurs des processus DDR dans les deux pays. Bien entendu, ces moments procèdent d'une démarche transactionnelle ou discursive au cours de laquelle les acteurs du conflit ou qui comptent dans sa résolution décident de décréter le début de la phase post-conflit, sans que ceux-ci (moments) aient une incidence irréversible et automatique sur la suite des événements. Lesdits moments renseignent sur l'adhésion des acteurs du conflit ou sur le choix et la participation des partenaires au processus DDR. L'effort d'intellection de la genèse variable des processus DDR dans ces pays dévoile les accords de paix comme une modalité consensuelle de création du DDR en Côte d'Ivoire et la décision du DDR au Cameroun comme une offre discrétionnaire et bienveillante d'un nouveau départ.

### **Les accords de paix, une modalité consensuelle de création du DDR en Côte d'Ivoire**

La sortie de conflit en Côte d'Ivoire avait comme enjeu fondamental la parlementarisation des rapports politiques<sup>30</sup>, au sens de l'émasculatation de la violence sauvage issue du conflit, voire son éradication avec à la clé un travail de reconversion des rebelles et autres partisans à la vie civile. Cependant, il faut préciser que la désintégration de l'État dans ce pays s'est également accompagnée de la désintégration des structures de l'armée ; de nombreux éléments issus de l'ancienne armée régulière sont également concernés par le processus DDR<sup>31</sup>. Le travail de civilisation des mœurs guerrières a commencé pendant les négociations politiques, raison pour laquelle le processus de DDR ivoirien trouve sa source dans les accords de paix signés en vue de la sortie de conflit dans ce pays. Il en découle que les accords de paix sont une modalité consensuelle non automatique de création du DDR en Côte d'Ivoire, puis que les différents accords de paix ivoiriens réitèrent l'engagement des acteurs politiques au respect des accords antérieurs de cessation des hostilités (Accord de cessez-le-feu soumis par la CEDEAO à Korhogo le 17 octobre 2002 et Accord de cessez-le-feu de Lomé du 13 janvier 2003 sur la Côte d'Ivoire. Le Chapitre 7 de l'Accord de Linas Marcoussis du 24 janvier 2003 prévoit "le Regroupement, le Désarmement et la Démobilisation des ex-combattants ainsi que la reconstruction des forces de défense et de sécurité". Son application s'est traduite

26 Yann, Mens, *30 Questions pour comprendre les tensions dans le monde musulman*, Paris, Les petits matins, 2016.

27 Issa, Saïbou et Nadine, Machikou, « Réintégration des ex-associés de Boko Haram. Perspectives de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun », *Note Politique*, Global Center on Cooperative Security, Février 2019.

28 Pour certains, ce conflit est d'abord le fruit des réactivations singulières du passé et des logiques d'instrumentalisation des capitaux symboliques que sont l'histoire politique et l'histoire territoriale, Calvin, Minfegue Assouga, « Les frontières camerounaises entre héritages historiques et contestations nouvelles », *Revue des sciences sociales*, n° 60, 2018, pp. 26-35

29 Tels que les Forces de défense d'Ambazonie (FDA). Créées en 2017 et dirigées par Benedict Nwana Kuah, les FDA sont considérées comme la branche armée du Conseil d'administration d'Ambazonie (AGC), le plus grand groupe sécessionniste dirigé par Ayaba Cho Lucas (voir <https://www.agcfreeambazonia.org/>). Selon ses dirigeants, les FDA comptent 350 combattants et opèrent dans tout le Sud du Cameroun. Leurs bastions se trouvent à Bui, Fako, Lebialem, Manyu, Meme, Mezam et Momo. Et d'autres groupes hétérogènes et divisés, agissant souvent au niveau local en l'absence de structure et de leadership politique unifiées et coordonnées. Certains comprennent les Cameroon's Defence Forces (SOCADEF), commandées par Ebenezer Derek Mbongo Kwanga, et les Southern Cameroon's Defence Forces (SCDF), dirigées par Nso Foncha Nkem. Voir : (ICG, 2017).

30 Nobert, Elias et Eric, Dunning, *Sport et civilisation: la violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994.

31 Une grande partie des ex-Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) appartenant à la promotion connue sous l'appellation des « Zinzins, Bahéfoué et des Godobets » ont rejoint les rangs des Forces Armées des Forces Nouvelles (FANF).

par la création du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Réhabilitation Communautaire (PNDDR/RC), le 20 août 2003. Cependant, la mise en œuvre de ce processus n'a pas été une entreprise facile en raison des conflits de sens et d'intérêts entre les acteurs impliqués et la persistance dans les catégories de pensée de ceux-ci du recours à l'option armée comme solution ultime dans la conquête du pouvoir d'État. Il est néanmoins relancé sans grands acquis après le Sommet de Pretoria organisé sous les auspices du Président Thabo Mbeki en avril 2005. A titre d'illustration, le 14 mai 2005, les chefs d'état-major des deux armées rivales de Côte d'Ivoire, le Général Philippe Mangou pour les FANCI et le Colonel Soumaïla Bakayoko pour les FAFN sont parvenus à un accord sur le désarmement à Yamoussoukro ; un accord qui ne fut pas respecté à cause des réticences des acteurs politiques<sup>32</sup>.

Toutefois, le processus du DDR ivoirien est véritablement relancé suite à la signature de l'Accord Politique de Ouagadougou le 04 mars 2007. A la suite de cet accord complété par le Décret n° 2007-82 du 16 mars 2007<sup>33</sup>, le PNDDR/RC est remplacé par le Centre de Commandement Intégré (CCI) et le Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (PNRRC). Le CCI a la particularité d'être une institution de sortie de conflit créée dans le but de cogérer les questions liées à la défense et à la sécurité. Il est chargé de l'intégration des forces armées rivales au sein d'un même corps dans l'optique de sécuriser le processus de sortie de conflit et d'assurer la restructuration des Forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire. Le CCI est un état-major mixte censé déployer 4000 éléments des FANCI et 4000 éléments des FAFN à travers le pays. Présenté comme une "coquille vide", le déploiement des brigades mixtes composées des soldats loyalistes et des éléments issus des ex-rebelles a permis une relative unification militaire du pays et d'améliorer la sécurité des personnes et des biens.

Le processus DDR ivoirien a été le terrain privilégié d'une innovation institutionnelle sans précédent qui s'apparentait à une profusion institutionnelle avec des destins particuliers et une efficacité relative. S'agissant du volet de la réinsertion, l'innovation institutionnelle a généré de nombreuses institutions. Il s'est agi entre autres - du Programme de Service Civique National

(PSCN), créé le 31 mars 2008 et visant à offrir une formation civique et professionnelle à environ 40 000 jeunes ex-combattants, ex-groupes d'auto-défense et jeunes s'étant familiarisés avec le métier des armes ; - du Comité National de Coordination des Activités de Réinsertion des ex-combattants et de Réhabilitation Communautaire (CNCARE-RC), créé en juillet 2009 comme organe de coordination et instrument technique de concertation entre les parties prenantes à la réinsertion des ex-combattants et à la réhabilitation communautaire. En outre, tout au long de la sortie de conflit en Côte d'Ivoire, les différents gouvernements de transition ivoirien ont dédié un Ministère à la réconciliation nationale et/ou aux Victimes de la Guerre, aux Déplacés et Exilés, et à la reconstruction et à la réinsertion sociale, souvent dans l'optique d'accorder plus d'importance à la question de la réinsertion<sup>34</sup>, mais globalement dans l'optique de résoudre au moins partiellement l'épineuse question du financement<sup>35</sup>. A la suite du Second Gouvernement post-Ouagadougou du 23 février complété le 04 mars 2010, le Secrétariat National à la Reconstruction et à la Réinsertion (SNRR) est créé le 25 mars 2010 en substitution du Ministère de la Reconstruction et de la Réinsertion. Cette structure est chargée de la définition et la coordination de la politique nationale de reconstruction et de réinsertion. Elle sera remplacée par un Ministère chargé des Ex-combattants et des Victimes de Guerre créé le 1er juin 2011 dans le gouvernement du nouveau Président ivoirien, Alassane Ouattara.

La guerre civile ivoirienne a été à l'origine de la transnationalisation des ordres politiques conflictuels et post-conflictuels, raison pour laquelle le processus DDR dans ce pays épouse le modèle classique en la matière alliant une étroite collaboration entre l'interne et l'externe. Avec la défaite militaire du régime du Président Laurent Gbagbo en 2011, le gouvernement du Président Alassane Ouattara engage la réforme du secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire entre 2011 et 2015 avec le

32 Il prévoyait un calendrier de désarmement au terme duquel, un total de 48 064 personnes sera concerné dont 5500 soldats gouvernementaux incluant 1500 groupes vulnérables, quelque 42 564 ex-rebelles y compris 3000 enfants combattants et 1650 groupes vulnérables, devront déposer les armes entre la fin de septembre et le 3 octobre 2005.

33 Portant création du Centre de Commandement Intégré.

34 Dans les cinq (05) Gouvernements de transition ivoiriens, les titulaires du Ministère de la Solidarité et des Victimes de Guerre, et du Ministère chargé du Programme de Reconstruction et de la Réinsertion sont les responsables de l'ex-rébellion ivoirienne ; Guillaume Soro, Chef de la rébellion ivoirienne sera même fait Ministre d'Etat, Ministre chargé du Programme de Reconstruction et de la Réinsertion avant de devenir Premier Ministre.

35 Ministère de la Réconciliation nationale et Ministère des Victimes de la Guerre, des Déplacés et Exilés : Gouvernement du 14 mars 2003 ; Ministère de la Réconciliation nationale et des Relations avec les Institutions, Ministère de la Solidarité et des Victimes de Guerre, et Ministère d'Etat, Ministre chargé du Programme de Reconstruction et de la Réinsertion : Gouvernement du 28 décembre 2005 ; Ministère de la Réconciliation nationale et des Relations avec les Institutions, Ministère de la Solidarité et des Victimes de Guerre, et Ministère d'Etat, Ministre chargé du Programme de Reconstruction et de la Réinsertion : Gouvernement du 16 septembre 2006 ; Ministère de la Réconciliation nationale et des Relations avec les Institutions, Ministère de la Solidarité et des Victimes de Guerre, et Ministère de la Reconstruction et de la Réinsertion : Gouvernement du 7 avril 2007.

soutien de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (Division DDR de l'ONUCI), des donateurs internationaux ainsi que le Programme des Nations-Unies pour le Développement (Unité Post-Crise), la Banque mondiale avec son Programme d'Assistance Post-conflit (PAPC), la Banque Africaine de Développement avec le Projet d'Appui Institutionnel et Multisectoriel à la sortie de crise (PALMSC), l'Union Européenne, la Coopération allemande (la GIZ), la Coopération française, des ONG (Care International) et autres structures privées, etc.

### **La décision du DDR au Cameroun, une offre discrétionnaire et bienveillante d'un nouveau départ**

Dans la théorie politique notamment chez Carl Schmitt, les facultés de décider de la guerre et de la paix sont des attributs du souverain. C'est l'un des principaux points de contrastes entre l'approche consensuelle de création du DDR en Côte d'Ivoire et l'approche discrétionnaire et bienveillante du DDR au Cameroun. Contrairement à la trajectoire ivoirienne de désinstitutionnalisation partielle de l'ordre politique du fait du conflit avec à la clé les figures de "Léviathan boiteux" ou de "Gulliver empêtré", la crise politique au Cameroun, bien qu'étant marquée par la corrosion partielle de l'ordre établi et le développement des mobilisations désintégratrices, a la particularité de n'avoir pas atteint le seuil de l'intolérable, freinée soit par la qualité des réponses souverainistes ou concertées relativement efficaces, soit par la faible capacité de séduction et de persuasion des causes et des discours désintégrateurs. Globalement, dans les deux conflits ouverts à l'Extrême-Nord et dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les acteurs rivaux de l'Etat camerounais dans la conflictualité n'ont jamais pu l'amputer avec succès de quelques périmètres de son territoire. C'est là l'un des principaux arguments qui justifie l'offre discrétionnaire du DDR, au grand-dam de l'approche consensuelle de DDR présentée avec enthousiasme par certains analystes comme une panacée<sup>36</sup>. L'expérience ivoirienne de DDR atteste que la signature des accords de paix peut générer des conflits de sens et d'intérêts qui vont bloquer la mise en œuvre de ce processus et que dans le cas d'espèce, il a fallu la défaite militaire du camp du Président Gbagbo,

pour pouvoir mettre enfin en place et avec succès ledit processus entre 2011-2015.

L'approche du DDR camerounais est travaillée par la possibilité donnée de choisir un nouveau départ entendue ici comme une forme de pacifisme réaliste bâtie autour du triptyque : pardon conditionné par le renoncement au métier des armes, défense de l'indivisibilité et de l'intégrité du territoire étatique et souveraineté non négociable. Il en découle que la démarche bienveillante et de réconciliation nationale du Président Paul BIYA n'exclut pas la répression militaire ou judiciaire de ceux et celles qui refuseraient de se saisir de l'opportunité historique de rémission des torts causés à la société et de réhabilitation sociale et communautaire. Cette vision du DDR est déclamée par le discours de circonstance du Président de la République lors de sa prestation de serment le 06 novembre 2018, dans lequel ce dernier s'engageait "non sans préalables", à ramener la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest<sup>37</sup>. Il déclarait alors : "Déposer les armes... et retrouver le droit chemin ; j'en appelle tout particulièrement aux jeunes qui se sont laissés entraîner dans une aventure sans lendemain". Elle est davantage clarifiée dans son message à la Nation le 10 septembre 2019 dans lequel, il explique que les centres régionaux sont "une porte de sortie honorable à ces ex-combattants ainsi qu'une perspective de réinsertion sociale".

L'offre discrétionnaire d'un nouveau départ a fait l'objet de critiques âpres sur la base des quatre préalables (communs et invariables) onusiens sans lesquels il ne peut y avoir de DDR<sup>38</sup>. Toutefois, si ces critiques insistent sur les "préalables dits nécessaires et indispensables" que sont : l'accord de paix ou de cessez-le-feu, le dialogue ouvert et inclusif et les garanties minimales de sécurité, il ressort que celles-ci n'ont pas suffisamment pris en compte le caractère bienveillant de cette offre de paix. L'offre bienveillante d'un nouveau départ est restée attentive à la question du dialogue ouvert et inclusif qu'elle a su organiser de manière innovante, en sortant la crise anglophone de la logique de lutte pour le pouvoir d'Etat dans laquelle certains analystes ont voulu la confiner, pour ramener son traitement au cœur du débat républicain, dans le cadre d'un Grand Dialogue National qui s'est tenu du 30

<sup>36</sup> Cette initiative est présentée comme étant prématurée et relevant de la malice politique. Voir les prises de positions de Monsieur Ayah Ayah Abiné, président de « la fondation Ayah Paul » et Monsieur Cyrille Rolande Béchon, Directrice exécutive de l'ONG « Nouveaux droits de l'homme », in <https://www.voaafrique.com/a/paul-biya-face-au-d%C3%A9fi-du-d%C3%A9sarmement-des-groupes-arm%C3%A9s-en-zone-anglophone/4689774.html>, consulté le 1er mai 2020 ; Hans de Marie Heungoup dans International Crisis Group, "Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers", *Rapport Afrique* n° 272, 2 May 2019.

<sup>37</sup> Paré d'une légitimité électorale écrasante dans les régions du Nord-Ouest (81,74% des suffrages exprimés) et du Sud-Ouest (77,69% des suffrages exprimés), le soutien au Président de la République, même mitigé ou inacceptable pour la minorité extrémiste, reste inchangé au sein de ces communautés où il ne cesse de bénéficier d'une solide base. Il y reste très populaire.

<sup>38</sup> a) La signature d'un Accord de paix ; b) la confiance des acteurs dans le processus de paix ; c) la volonté des acteurs de participer au DDR ; d) les garanties minimales de sécurité.



efficace à un ennemi bien parti pour durer. Elle est perméable à la juxtaposition des opérations militaires ou judiciaires et des redditions qui pose avec acuité la nature des interactions entre le groupe jihadiste Boko Haram et les acteurs dominants de l'espace du Bassin du Lac Tchad, interactions productrices de stigmates et d'étiquettes négatives. La stratégie régionale de DDR fixe le cap d'une offre discrétionnaire et bienveillante d'un nouveau départ aux ex-combattants du groupe Boko Haram et laisse la latitude aux Etats d'en délimiter les contours sans préjudice des mesures sécuritaires et judiciaires qui pourraient accompagner la sortie de conflit. C'est ainsi qu'en signant le décret du 30 novembre 2018 créant un Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR) des ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le Président de la République choisit d'aligner l'approche de DDR du Cameroun sur l'esprit de cette stratégie régionale. L'absence d'un accord signé entre l'État du Cameroun et les groupes auteurs de l'insécurité sur son territoire devant régir le dépôt des armes participe de l'application avec succès sur ceux-ci des étiquettes répulsives. La difficulté de l'établissement d'une approche consensuelle étant justifiée par la nature de l'ennemi, qui engage la négation et la destruction des valeurs de la société moderne dans le cas de Boko Haram et la cause défendue par l'ennemi<sup>43</sup>, la sécession, qui est interdit par le droit international et dont la survenance dans des cas exceptionnels est "une affaire de pure opportunité historique"<sup>44</sup>. Dès lors, le principe du désengagement volontaire de l'ex-combattant ou de la personne associée à Boko Haram est atténué par celui de l'offre bienveillante qu'il serait déraisonnable de ne pas saisir. Celle-ci (cette offre) est porteuse d'une vision rédemptrice de l'engagement volontaire inspirée la conception religieuse du salut éternel qui n'est pas exempt de contraintes. La reconversion est la voie qui conduit au salut et la non-reconversion entraîne l'auto-exclusion et les conséquences inhérentes à un tel choix.

Il en ressort que la conception du DDR appliquée aux ex-combattants des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'a pas dérogé à l'acceptation du nouveau départ gracieusement offert par le Président de la République aux ex-combattants des

groupes armés dans les deux régions. Bien qu'ouvert à tous, le DDR camerounais ne concerne que ceux des ex-combattants du Boko Haram et des groupes armés des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest désireux de répondre favorablement à l'offre de paix du Chef de l'État en déposant les armes. Le DDR est placé sous l'autorité du Premier ministre, Chef du gouvernement, mais dix ministres sont également impliqués : Administration territoriale, Relations Extérieures, Economie, Planification et Aménagement du territoire, Finances, Jeunesse, Enseignements secondaires, Emploi et Formation professionnelle, Agriculture, Elevage et Pêche, Défense, Secrétaire d'Etat chargé de la Gendarmerie Nationale, Délégué Général à la Sécurité Nationale, Directeur Général de la Recherche Extérieure, Président de la Commission Nationale du Bilinguisme et du Multiculturalisme, Chefs de centres régionaux. Le CNDDR dispose de centres régionaux à Bamenda, Buea et Mora. Les responsables du CNDDR ont été désignés dont Monsieur Fai Yengo Francis par décret du Président de la République du 04 décembre 2018 comme Coordonnateur National du CNDDR et les chefs de centres régionaux par arrêté du Premier ministre du 07 décembre 2018<sup>45</sup>. Le destin politique du processus DDR camerounais comme la plupart des processus du genre dans d'autres pays reste incertain et son efficacité dépend de son inscription dans une démarche moins enchanteresse et incrémentale. C'est cette démarche empreinte de beaucoup de lucidité qui est retenue par son concepteur, le Président de la République, lorsque ce dernier affirme que "Les centres régionaux de désarmement accueillent progressivement de nombreux ex-combattants qui acceptent volontairement de déposer les armes. Nous allons continuer à déployer les efforts nécessaires pour que ce processus soit pleinement opérationnel"<sup>46</sup>. Il s'ensuit qu'une analyse des hypothèses et des facteurs conducteurs du DDR au retour à la paix et à la stabilité du Cameroun ne peut être faite que sur la base des leçons apprises de l'expérience ivoirienne et d'ailleurs.

## II. L'intelligibilité des hypothèses et des facteurs conducteurs du DDR au retour à la paix et à la stabilité

L'analyse des hypothèses et facteurs conducteurs du DDR au retour à la paix et à la stabilité ne saurait faire l'économie des effets induits par l'introduction des

<sup>43</sup> La réflexion ici s'appuie sur l'argument du caractère non négociable de la forme de l'Etat invoqué par les autorités camerounaises. Lors de sa tournée en mai 2019 dans la région du Nord-Ouest, le Premier ministre Joseph Dion Nguté affirmera qu'il a été instruit par le Président de la République de venir dans cette région pour porter un message de réconciliation. Les seuls points exclus de la discussion étant « la séparation et la sécession ».

<sup>44</sup> Marie-Claude, Smouts, « Décolonisation et sécession. Double morale à l'ONU ? », *Revue Française de Science Politique*, vol. 2, n° 22, 1972, pp. 832-846.

<sup>45</sup> Monsieur Gabsa Nyagha Sistux, Chef du centre régional dans la région du Nord-Ouest à Bamenda, Monsieur Bernard Fonju Njukang, Chef du centre régional dans la région du Sud-Ouest à Buéa, et Monsieur Oumar Bichaïr, Chef du centre régional de l'Extrême-Nord à Mora.

<sup>46</sup> Message à la Nation du Président de la République du 10 septembre 2019.

processus DDR sur la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Toutefois, elle devra s'appesantir de manière particulière sur les hypothèses et facteurs conducteurs du DDR au retour à la paix et à la stabilité.

### **A. Les effets induits par les processus DDR sur la sortie de conflit en Côte d'Ivoire et au Cameroun**

L'une des plus grandes leçons des expériences de sortie de conflit en Afrique et ailleurs est qu'on ne sort pas d'un conflit comme si on sortait d'un dîner gala, c'est-à-dire dans la parfaite cordialité. Le passage du métier des armes à la vie civile est une entreprise difficile, un chemin sinueux et réversible, justement parce qu'il induit l'abandon d'une culture pour une autre et parce que les incertitudes du nouveau départ envisagé ne sont pas suffisamment maîtrisées y compris par ceux qui l'organisent, que la reconversion devient hésitante, mesurée et parfois imposée. A l'expérience, les trajectoires du DDR en Côte d'Ivoire et au Cameroun dévoilent d'une part, une expérience réussie et d'autre part, une expérience originale et laborieuse entrain de se faire qui ne sont pas incidence sur le retour à la paix et à la stabilité dans les deux pays.

#### ***La Côte d'Ivoire, une expérience réussie de forclusion des armes dans la vie politique***

Présentée l'expérience ivoirienne comme un cas réussi de forclusion des armes dans la vie politique d'un Etat en crise ne veut pas dire que le processus DDR dans ce pays a été un long fleuve tranquille. Les critiques sont

fort nombreuses et ont trait à un certain nombre d'éléments survenus ultérieurement à la fin annoncée du processus DDR (mutineries à répétition de soldats en raison des primes de guerre restées impayées, découverte de cache d'armes d'ampleur, etc.). Ce qui atteste de l'absence de forclusion des armes et fait penser que la paix en Côte d'Ivoire est loin d'être aussi durable. D'autres expliquent la réussite du modèle ivoirien par le fait que l'ONU voulait crédibiliser son modèle prêt-à-porter des processus DDR et redorer son blason largement éprouvés par les bilans mitigés des expériences de forclusion des armes au Libéria, en République Démocratique du Congo ou au Soudan. Le processus DDR est taxé de ne pas être inclusif car les combattants fidèles à l'ancien Président Laurent Gbagbo sont restés en dehors du système, se cachèrent ou se réfugièrent dans les pays voisins (Libéria, Bénin, etc.).

L'objectif du programme DDR ivoirien était de désarmer tous les belligérants qui ne pouvaient être intégrés dans les forces de sécurité et de les réinsérer dans la vie civile. Ce programme constituait à ce titre une première étape dans le processus de la réforme de la sécurité. C'est au cours de ce processus que s'est décidé quels étaient les combattants aptes à rejoindre les forces de sécurité nouvellement créées, et lesquels retourneraient à la vie civile, quels rapports ils entretiendraient avec le reste de la société ainsi que le sérieux de la dissolution des structures de pouvoir et des milices datant des années de guerre au profit d'un nouvel ordre politique et social pacifié. Le processus DDR ivoirien s'est donné à voir comme un processus



Côte d'Ivoire : 74 000 ex-combattants à désarmer en son temps

politique et social, dont l'issue allait bien au-delà d'une influence directe sur la vie d'ex-combattants, mais se répercutait également sur le climat social et la répartition du pouvoir au sein de l'Etat. Dans son orientation générale, les indicateurs de performance ont été clairement définis : le nombre de personnes désarmées, la coordination réussie des donateurs et la mise en œuvre rapide du programme. Il reste que ce dernier critère a été sérieusement éprouvé du fait d'une "connivence supposée" entre les forces d'intervention françaises et les rebelles, une épreuve qui ne va pas tarder à prendre fin avec l'arrivée au pouvoir du Président Alassane Ouattara en 2011, proche des rebelles et la mutation réussie de rôle des Forces Nouvelles aux Forces Républicaines de Côte d'Ivoire<sup>47</sup>. Configuré par les particularités de la guerre civile et de la crise post-électorale qui ont secoué le pays, le processus DDR ivoirien met en lumière deux périodes importantes dans la déclinaison de ses activités : avant et après la crise postélectorale.

S'agissant de la période précédant la guerre civile, le processus a recouru à plusieurs étapes telles que : - le profilage de tous les éléments des FAFN et des Groupes d'Auto Défense (GAD), avec une répartition clairement définie : 32777 ex-combattants des FAFN dont 5000 éléments pour l'Armée Nouvelle, 4000 agents de sécurité, 23777 à démobiliser, et 38033 ex-membres des GAD ; - le regroupement des forces des parties au conflit en voie de traitement qui s'est déroulé à des périodes distinctes pour les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) du 22 décembre 2007 au 24 janvier 2008 au cours de laquelle 12 000 soldats se sont retirés des théâtres d'opérations pour regagner leurs casernes, et pour les FAFN censé commencer le 15 mars 2008, il a effectivement eu lieu entre le 15 juin 2010 et le 27 août 2010, intervalle de temps décalé pendant lequel 5000 Volontaires de l'Armée Nouvelle (VAN) ont tous été encasernés, traduisant la volonté des ex-rebelles de contrôler le processus de sortie de conflit ; - le désarmement et démobilisation ou démantèlement, étape au cours de laquelle 18222 ex-combattants des FAFN ont été désarmés et démobilisés (5555 ex-combattants n'ont pas pu être retrouvés), soit un taux de démobilisés de 76,64%, et 17889 ex-membres des GAD ont été démantelés et 20144 ont refusé d'être démantelés, soit un taux de démantèlement de 47% ; - la réinsertion comporte plusieurs activités allant de la réinsertion d'un effectif de 9020 éléments dont 6031 ex-FAFN et 2989 ex-GAD, la formation par le Programme de Service Civique National (PSCN) de 10459 ex-

combattants et jeunes à risques sur la période 2008-2010<sup>48</sup>, la restauration de la cohésion sociale des différentes communautés vivant en Côte d'Ivoire, en passant par les actions de réhabilitation communautaire entreprises par le Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (PNRRC) et plusieurs organisations internationales<sup>49</sup>.

Concernant la période succédant à la crise post-électorale, le processus DDR se poursuit parce que le "désarmement des esprits" évoqué en décembre 2009 par le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Choi Young-Jin, en l'absence d'un désarmement effectif sur le terrain et l'échec des urnes à pacifier la guerre civile. C'est naturellement par la voie de la victoire militaire que le nouveau Président ivoirien Alassane Ouattara va entamer le processus de reddition des soldats des FDS et GAD fidèles à l'ancien Président Laurent Gbagbo. Ironie du sort car la gaffe faite par le Président Gbagbo lors d'une interview accordée à l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP) le 16 septembre 2009 va se retourner contre les troupes qui lui étaient restées fidèles : "C'est après les élections que nous allons résoudre le problème véritable du désarmement. Nous allons les désarmer par les armes". La compétition guerrière issue de la revendication concurrente de la victoire électorale par les deux candidats aux élections présidentielles des 31 octobre et 28 novembre 2010, a permis de démanteler l'oligopole de la violence en Côte d'Ivoire au profit des Forces Nouvelles ayant auparavant ralliées le président reconnu par la Communauté internationale, Alassane Ouattara. Avec la crise postélectorale, une nouvelle catégorie est apparue et concerne les jeunes associés aux FRCI. En octobre 2011, 33925 jeunes ont été profilés dont 2000 ont été ajoutés aux FRCI ; le reste devant tout simplement intégrer le processus de démobilisation. La réinsertion dans cette seconde phase va faire preuve d'inventivité par la création de nombreux emplois permanents et temporaires : - 30 ex-membres des GAD ont été réinsérés au sein de la Brigade de Salubrité Urbaine de l'Agence Nationale de Salubrité Urbaine le 20 juin 2011 ; 5000 emplois ont été créés pour des ex-combattants, des individus associés aux conflits et des jeunes à risque sur une période d'un an ; 44 kits de réinsertion ont été remis aux ex-combattants à Bouaké de même que 43 autres aux ex-combattants à Ferké le 16 septembre 2011 ; et par la poursuite des actions de réhabilitation communautaire. Au total, le

<sup>48</sup> Une formation administrée grâce au soutien financier de la Banque Mondiale à travers le PAPC.

<sup>49</sup> Ces actions comprennent: la réhabilitation des infrastructures communautaires, le redémarrage des activités génératrices de revenus et la restauration de la cohésion sociale.

<sup>47</sup> M. Fofana, « Des Forces Nouvelles aux Forces Républicaines de Côte d'Ivoire. Comment une rébellion devient républicaine », *Politique africaine*, n° 122, 2011, p. 161-178.

processus DDR ivoirien débuta officiellement en 2012. Son résultat est considéré comme une réussite à l'échelle internationale : d'après le gouvernement 95% de tous les combattants répertoriés ont été réintégrés à la vie civile. Au moins 8 400 rebelles ont été intégrés dans les forces de sécurité nationales. La Côte d'Ivoire a financé 68% du programme elle-même et affichée une volonté incontestée de déployer le projet. Cela a entraîné une coopération efficace entre les nombreux acteurs nationaux et internationaux, un exemple de coordination efficace des donateurs. C'est sans doute pourquoi la communauté internationale a applaudi et salué un modèle de réussite qui contraste pour l'heure avec celui originale et laborieux du Cameroun encore en route.

**Le Cameroun, une expérience originale et laborieuse de forclusion des armes encore en route**

Dès sa création, le processus DDR du Cameroun est gratifié de l'illusion de l'échec programmé de son modèle parce que présenté comme porteur de lacunes congénitales : programme DDR inadapté tentant de traiter à la fois deux situations tout à fait différentes, processus de désarmement créé de façon unilatérale en l'absence de tout dialogue ou accord préalable dans le contexte du conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, structure de gestion composée uniquement des personnes désignées par le gouvernement en place et missions exécutées par les éléments des forces de défense et de sécurité. Ces réserves peuvent elles-mêmes être querellées lorsqu'on

fait nôtre la mise en garde faite par Stathis N. Kalyvas quant à la fétichisation d'un modèle prêt-à-porter de DDR. Ce dernier écrit : "Les approches du one model fits all appliquées à ce type d'enjeux sont assurément condamnées à l'échec, au même titre que les paradigmes simplistes dits des "guerres nouvelles"<sup>50</sup>. Ces réserves sont également querellables au regard des expériences d'ailleurs du DDR qui dévoilent son caractère de processus incrémental. L'expérience camerounaise du DDR est un modèle original qui vient en appui à un certain nombre de mesures gouvernementales édictées avant et après la création et la mise en place du CNDDR pour sceller ou recréer lorsqu'il a été brisé, le lien Etat-population à l'origine de la mobilisation d'une certaine frange de la population dans la guerre du groupe jihadiste Boko Haram et des groupes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. L'analyse des facteurs explicatifs de la conflictualisation des rapports socio-politiques au Cameroun justifie à n'en point douter la palette des mesures de nature diverse prises par le Gouvernement.

Au plan socio-économique, sans prétention à l'exhaustivité, mention peut être faite - du plan d'urgence pour le développement de la partie septentrionale du pays en juin 2014, doté de 78,8 milliards de FCFA (135 millions de dollars) (OEil du Sahel, 2014) ; - du plan d'urgence de 5,3 milliards de FCFA (9 millions de dollars) pour la construction des

<sup>50</sup> Stathis N., Kalyvas, « Préface », in Nathalie, Duclos (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010, p. 8.



écoles et hôpitaux en mars 2015 à l'Extrême-Nord ; - du plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance et de l'emploi de 925 milliards de FCFA (1,7 milliard de dollars), dont 42 milliards de FCFA (75 millions de dollars) destinés à l'Extrême-Nord ; - 45,4 milliards de FCFA (80 millions de dollars) des 1150 milliards de FCFA (2 milliards de dollars) du Budget d'investissement public (BIP) de 2015 sont dédiés à l'Extrême-Nord (Loi des finances 2016) ; - projet présidentiel de 102 milliards de FCFA à destination des jeunes de tout le pays en décembre 2016 ; - l'appui financier de 6,6 milliards de FCFA du Fonds fiduciaire d'urgence (FFU) de l'Union européenne et de l'Agence française de développement (AFD) au Cameroun en destination de la région de l'Extrême-Nord ; - le plan de réponse humanitaire (HRP) 2017-2021, et les nombreux projets sectoriels conduits par les différents ministères ; - le plan d'assistance humanitaire d'urgence pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest créé en juin 2018 et estimé à 12,7 milliards Fcfa, censé palier à la dégradation de la situation humanitaire (160 000 personnes déplacées internes (PDI) dans les deux régions<sup>51</sup>.

S'agissant des mesures prises de décrispation de la tension ou de suture factice d'une Nation délestée provisoirement de l'allégeance d'une partie de sa population dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, elles sont de natures juridiques, restauratrices, techniques et visent en priorité à consolider l'identité nationale camerounaise articulée autour du paradigme de la "diversité dans l'union". Il s'est agi entre autres de - la traduction effective en langue anglaise des textes OHADA ; la création d'une Section de la Common Law à la Cour Suprême, afin de connaître des pourvois formés contre les décisions des juridictions inférieures, dans les affaires relevant de la Common Law ; la création d'une Section de la Common Law à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature pour dorénavant former les Auditeurs de justice et des Greffiers d'expression anglaise ; le recrutement spécial d'Enseignants bilingues dans l'Enseignement secondaire ; la création d'une Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme afin notamment d'examiner en profondeur l'ensemble des sources de frustrations des populations des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; l'arrêt des poursuites ordonnées contre certaines personnes interpellées dans le cadre de la crise dans les deux régions<sup>52</sup> ; la création

d'un Ministère dédié à la Décentralisation et au Développement local.

Le processus DDR camerounais est une modalité de reconversion et de sauvetage des ex-combattants afin qu'ils retrouvent leurs autres frères sur le bateau de la normalisation sociopolitique, économique et identitaire. C'est la raison pour laquelle le DDR est un outil de séduction même relatif allant dans le sens de donner une chance à la paix, fondé sur les redditions volontaires, ou à défaut les redditions forcées. La politique nationale de prise en charge des déserteurs de Boko Haram, catégorie particulière du DDR camerounais, promeut une approche opérationnelle articulée autour d'une stratégie de promotion des défections inspirée des expériences des pays voisins, notamment celle ayant eu cours dans la région de Diffa au Niger. Esquissée le 30 octobre 2017, par le Gouverneur de la région de l'Extrême Nord, Midjiyawa Bakary, cette stratégie dévoile un modèle reposant sur trois piliers : la déradicalisation, la socialisation et une cure contre le lavage de cerveau. Conçue et mise en œuvre non sans difficultés et imperfections, elle reste néanmoins un modèle à même de mieux recréer le lien social, c'est-à-dire à même de mieux préparer les anciens bourreaux et les victimes à revivre ensemble par la mise à contribution sur le long terme des psychologues, des psychiatres et autres médecins. La politique nationale de prise en charge des déserteurs de Boko Haram a produit des résultats encourageants bien qu'encore insignifiants avec la réintégration d'environ 50 ex-associés au groupe jihadiste Boko Haram.

Le processus DDR camerounais impacte sur la forclusion des armes, même si pour l'instant il est loin d'emporter l'adhésion du plus grand nombre de combattants ciblés. Si l'on ne peut se satisfaire du nombre de redditions enregistrées dont les chiffres varient en fonction des sources : 252 ex-combattants selon le bilan dressé par le Coordonnateur National du CDDR, Fai Yengo Francis, un an après la mise en place dudit Comité<sup>53</sup> et une estimation non exhaustive d'entre 2 000 et 3 000 ex-combattants séparatistes des régions anglophones<sup>54</sup>, l'on peut néanmoins se féliciter de cette moisson significative si l'on se réfère aux résultats

trentaine de leaders des groupes dissidents notamment Nkongho Agbor Balla, Fontem Neba et Paul Ayah Abine le 30 août 2017 ; 289 prisonniers le 13 décembre 2018 ; 333 prisonniers le 03 octobre 2019.

53 Selon ce bilan : - 122 ex-combattants sont accueillis à Mora dans l'Extrême-Nord ; - 70 à Buea, capitale du Sud-Ouest ; - 60 à Bamenda dans le Nord-Ouest, <http://www.crtv.cm/2019/12/bilan-cddr-2019-252-repentis-en-un-an/>.

54 Armand, Ougock, « Cameroun: Questions soulevées par les multiples redditions des combattants séparatistes anglophones », in [https://www.koaci.com/article/02020/01/06/cameroun/politique/cameroun-questions-soulevees-par-les-multiples-redditions-des-combattants-separatistes-anglophones\\_138197.html](https://www.koaci.com/article/02020/01/06/cameroun/politique/cameroun-questions-soulevees-par-les-multiples-redditions-des-combattants-separatistes-anglophones_138197.html), consulté le 16 mai 2020.

51 Ce plan a été suivi de la création du Centre de Coordination du Plan d'Assistance Humanitaire d'Urgence pour les deux régions, créé par arrêté du Premier Ministre le 22 novembre 2018 et les représentations régionales installées.

52 La remise en liberté de plus de 700 activistes poursuivis pour des délits commis dans le cadre de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest : une

obtenus sur la même période dans d'autres contextes comme ceux de la Côte d'Ivoire, de la République Centrafricaine, etc. L'analyse du déploiement du processus DDR réveille l'extrême lucidité des autorités camerounaises qui ne ménagent aucun effort pour ponctuer ledit processus des "gages de bonne volonté".

L'opportunité de la tenue du Grand Dialogue National du 30 septembre au 4 octobre 2019 à Yaoundé, perçue comme un outil de concertation et de construction du consensus aidant à surmonter les dissensions internes, n'a pas manqué de conforter l'objectif de réconciliation nationale et de renforcer le camp de la paix. De la demande de pardon par les ex-combattants des groupes armés dans les régions anglophones, à l'exécution en anglais de l'hymne national du Cameroun, en passant par l'invitation à déposer les armes formulée à l'endroit des autres jeunes combattants encore sur le terrain, l'offre de paix est renforcée par la reddition d'une quarantaine d'ex-combattants. Au-delà des réserves que l'on peut formuler, les figures de Success Nkongho, de l'ex-Général Kawa Kawa ont été sensibles à l'offre globale de paix qui, on ne l'a pas suffisamment mis en lumière divise les idéologues et les radicaux de la crise dans les

régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La convocation du Grand Dialogue National et la mise en œuvre progressive de ses recommandations accélèrent la désorganisation des groupes séparatistes et de leurs réseaux politico-propagandistes. La mise en œuvre en cours d'un Statut spécial des régions du Nord-Ouest du Sud-Ouest<sup>55</sup> rendue possible par l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 et le double scrutin législatif et municipal du 9 février 2020 et qui pourrait être accélérer avec la tenue prochaine des élections régionales, met les groupes radicaux sous la pression du retour de la normalisation politico-institutionnelle et de la pacification politique. L'assassinat le 10 mai 2020 du Maire de Mamfé, Prisley Ojong, un jeune opérateur économique prospère de 35 ans dans la région par les éléments des groupes "séparatistes" participe de ces actes de désespoir perpétrés dans l'optique de stopper la machine de la normalisation. De même, la mise en œuvre en cours du Plan présidentiel de Reconstruction et de Développement des régions du Nord-Ouest et du

<sup>55</sup> L'adoption d'un statut spécial pour les régions anglophones du pays a été actée dans la Loi N° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées.



Dialogue national: 9 anciens sécessionnistes du Nord-Ouest déposent les armes et acceptent la main tendue du Président Biya

Sud-Ouest (PPRD-NO/SO) structuré autour de trois principaux objectifs principaux : la réhabilitation et l'aménagement des infrastructures de base, la relance du tissu économique et la promotion de la cohésion sociale<sup>56</sup>, et dont la réalisation est estimée à 90 milliards de FCFA, contribuera à renforcer l'aspect bienveillance de l'offre de paix et à mettre davantage en minorité les radicaux de la crise dans les deux régions anglophones du pays. L'enveloppe de 36 milliards de FCFA mobilisés pour le compte de la première année dans le cadre de l'exécution du PPRD-NO/SO<sup>57</sup> est un puissant outil de pacification sociale tant que l'exemplarité de sa gestion et le caractère persuasif des réalisations permettront de convaincre y compris les plus sceptiques sur le terrain et conserver la confiance des partenaires financiers du Cameroun dans ce projet. Loin de faire échos aux réserves du Groupement Interpatronal du Cameroun (GICAM), qui font état d'une sous-estimation du budget du PPRD-NO/SO eu égard aux pertes économiques qui s'élevaient seulement pour l'année 2019 à plus de 800 milliards de FCFA, il faut préciser que le véritable obstacle à l'expression de la dimension pacificatrice des politiques publiques demeure l'écart qui se creuse généralement entre les espoirs suscités et les réalisations concrètes.

## **B. Les hypothèses et facteurs conducteurs du DDR au retour à la paix et à la stabilité**

L'analyse des hypothèses et facteurs conducteurs du DDR au retour à la paix et à la stabilité au Cameroun doit rester attentive aux leçons apprises de l'expérience ivoirienne d'une part, et d'autre part, à l'instrumentalisation des référents identitaires anglophone et islamiste dans la conflictualité car comme le montre Samuel Huntington quand l'on se bat pour son identité l'on est prêt à se battre à mort ; à la transnationalisation du conflit politique ou la démultiplication des espaces de combat à l'origine de la construction d'un continuum transnational entre les acteurs internes, les éléments séditieux des communautés diasporiques et les acteurs internationaux.

S'agissant des leçons apprises de l'expérience ivoirienne, leçons qui pourraient informer le processus en cours au Cameroun, il est possible de relever quelques axes de réflexion. La sécurité de l'environnement dans lequel se déroule le processus

DDR est un facteur important qui facilite la réussite d'un processus DDR. Par sécurité de l'environnement du DDR, l'on entend l'absence voire la réduction des menaces militaires notamment les représailles émanant des anciens compagnons de lutte, des soldats en charge d'accueillir les repentis et des communautés chargées d'accueillir les anciens bourreaux. C'est d'ailleurs l'une des principaux défis relevés le 30 novembre 2019 à Yaoundé par le Coordonnateur National du CDDR lorsqu'il dressait le bilan de la première année d'activité dudit comité. Il soulignait alors le défi de la sécurité des ex-combattants des éventuelles représailles de leurs ex-compagnons de lutte restés en brousse. Pour la sécurité des ex-combattants, l'approche camerounaise leur donne la possibilité de s'installer en dehors des régions où ils ont combattu. Il ne s'agit pas seulement de déposer les armes, il faut également offrir des opportunités de réinsertion des ex-combattants. La sécurité de l'environnement concerne également la sécurité des sites de cantonnement des ex-combattants, des infrastructures de logement, de manière à ce que lieux ne se transforment ni en citadelles non fortifiées, ni en prison encore moins en centre de détention, mais davantage à des lieux de transition vers la réinsertion sociale. Dans ces conditions, les contextes sécuritaires non pacifiés où persistent des facteurs de vulnérabilité, d'incertitude ou de volatilité de la forclusion des armes ne sont pas favorables au succès d'un processus DDR, surtout lorsque les territoires voisins frontaliers aux régions en proie à l'instabilité sont mobilisés par les groupes armés comme des bases arrières où ils stockent les armes et à partir desquelles les attaques transfrontalières sont menées.

Plus que le désarmement consensuel, le rapport de force est la clé de succès du processus DDR. L'Obsession d'une genèse négociée du processus DDR au Cameroun comme solution au succès dudit processus est le résultat d'un prêt-à-penser devenu hégémonique au plan conceptuel alors son efficacité opérationnelle demeure discutable. L'expérience ivoirienne de DDR est un cas d'école qui atteste du fait que la signature d'un accord de cessez-le-feu ou d'un accord de paix n'est en rien une garantie inéluctable et infaillible de réussite d'un tel processus. A titre d'illustration, il aurait fallu attendre le 19 mai 2007, soit près de cinq (05) ans après la signature de l'Accord de cessez-le-feu de Korhogo en octobre 2002 et plus de quatre (04) ans après la signature de l'Accord de Linas Marcoussis en janvier 2003 pour qu'on assiste à l'achèvement du démantèlement de la zone de confiance qui consacrait la partition du pays depuis 2002. Comme l'attestent les expériences localisées de la RCA, de la RDC, etc., le processus de DDR ivoirien atteint sa vitesse de croisière après la défaite militaire du camp de l'ancien Président

<sup>56</sup> Voir l'arrêté N° 031/CAB/PM du 03 avril 2020 fixant le cadre organique de la mise en œuvre du Plan présidentiel de Reconstruction et de Développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

<sup>57</sup> L'annonce faite lors de la première réunion du comité de pilotage tenue le 13 mai 2020 sous la houlette du Coordonnateur National du PPRD-NO/SO, Paul Tasong.

Gbagbo en 2011 et la volonté de la communauté internationale de légitimer le Nouveau pouvoir et débarrassant le territoire national des foyers de militarisation. C'est à ce niveau qu'il faut relever l'importance des effets de l'interconnexion entre l'interne et l'externe, pour dire que l'un des volets du rapport de force nécessaire réside dans la transformation de l'environnement international en faveur de la paix, car tant que celui-ci demeure hostile comme durant la période avant l'arrivée du Président Alassane Ouattara au pouvoir, le désarmement peut être différé indéfiniment. Dès lors, en dépit de l'attrait suscité par le modèle ivoirien, les critiques s'élèvent pour pointer en creux le diktat des normes des donateurs et des investisseurs internationaux, notamment le programme de développement de l'ONU ou de l'Union européenne sur ce modèle. Ces derniers auraient accepté de bonne grâce l'image d'un désarmement "réussi", ignorant des problèmes fondamentaux comme la méfiance de nombreux ex-combattants dans le nouveau gouvernement, le caractère exclusif du processus et la division des forces de sécurité qui va apparaître au grand jour un peu plus tard<sup>58</sup>.

L'un des facteurs de fragilisation des processus DDR en Afrique reste l'omission d'insérer un chronogramme dans le processus de création et de mise en œuvre dudit processus. Ce chronogramme pourrait renseigner sur le type d'activités à mener, le calendrier de mise en œuvre desdites activités. Cependant, si l'existence d'un chronogramme n'est pas une garantie de célérité dans l'exécution des obligations, la plupart des accords de paix en Côte d'Ivoire depuis celui de Marcoussis ayant prévu expressément un chronogramme, il faut tout de même préciser qu'il reste un outil d'évaluation et de pression qui pèse sur les acteurs en charge du processus DDR. Même perçu sous l'angle de la prudence des concepteurs du DDR au Cameroun, il reste que l'absence d'insertion d'un chronogramme dans le décret camerounais créant le CDDR est une entorse aux principes de la gouvernance moderne qui veulent que la fixation d'un calendrier d'activités participe des exigences d'efficacité. Il en est de même de l'existence d'une structure du programme DDR conçue comme l'organe de coordination et d'animation des activités sur le terrain. L'approche camerounaise met l'accent sur la proximité identitaire des responsables (Coordonnateur National, chefs de centres régionaux) du programme avec les régions en reconstruction, seulement, elle dévoile une structure élitaire qui ne rend pas suffisamment justice à l'administration qui accompagne

un tel processus. Lorsqu'elle est traduite dans les faits, cette approche alimente le sentiment d'abandon que les ex-combattants expriment régulièrement sur les sites de cantonnement.

L'exigence d'une adéquation entre les plans de réintégration et les opportunités, les aptitudes, les préférences et les attentes des ex-combattants est un des facteurs conducteurs du DDR au retour à la paix et à la stabilité. Entendue comme un processus long et complexe, la réintégration semble être l'étape la plus délicate et réversible et de même que le point névralgique des processus DDR en Afrique. Il ressort qu'une réintégration incomplète et inefficace des ex-combattants dans la vie civile présente, à son tour, des risques accrus de criminalité armée. De plus, il faut éviter que les allocations et autres types d'assistance accordés aux ex-combattants ne créent des déséquilibres socio-économiques en faveur de ces derniers, ce qui pourrait constituer une forme de prime à la sédition ou des sources de financement pour groupes armés ou terroristes. D'où l'intérêt de conforter les approches en termes de solutions viables de développement des régions éprouvées par le conflit qui profiteraient

Le financement des activités du processus DDR est l'un des facteurs déterminants de sa réussite. Si l'argent est souvent présenté comme le "nerf de la guerre", on peut valablement affirmer que l'argent est aussi le "nerf de la paix". La paix a un prix et cela transparaît dans le financement des activités du DDR. Plusieurs processus DDR sont voués à l'échec du fait du manque de moyens pour financer les activités prévues ou du financement tardif ou à échéance desdites activités. Les conséquences sont nombreuses : problèmes d'allocations des ex-combattants, défections, criminalité armée, reconversion dans de nouveaux mouvements, création des milices transnationales, etc. Les difficultés opérationnelles des structures en charge du DDR tel que le Centre de Commandement intégré, sont dues aux problèmes logistiques et financiers. Le décret camerounais créant le CDDR évoque simplement des subventions et des contributions internationales. Au-delà de cette disposition, l'on ne dispose aucune information sur la question du financement. Cet état de chose peut être préjudiciable à la confiance que l'on souhaiterait voir s'établir entre les responsables du processus, les destinataires des activités et les communautés concernées, lorsqu'on ne connaît pas l'enveloppe globale allouée, le montant des allocations et des aides destinées à chaque combattant, le montant des contributions des partenaires et des subventions de l'Etat. Surtout qu'en s'abstenant de laisser la conduite des opérations du DDR au Cameroun sous le diktat des

<sup>58</sup> Franziska, Ehlert, *Ibidem*, p. 1.

baillleurs de Fonds et autres partenaires au développement, l'État camerounais est en mesure de s'aliéner des soutiens financiers internationaux importants. L'État du Cameroun est attendu sur le terrain de la transparence dans la mise à disposition des ressources financières au profit du processus DDR, comme l'a fait la Côte d'Ivoire qui a entièrement pris en charge (endossés par le budget 2009), en décaissant la quasi-totalité des fonds pour la sortie de conflit dont 118 milliards de F CFA. Il en est de même des questions de coordination du processus DDR qui ne sont pas sans incidence sur la confiance des partenaires internationaux en ledit processus.

La Communication est un facteur essentiel du succès des processus DDR, à son stade préliminaire ainsi que tout au long de sa mise en œuvre. Le processus, l'accessibilité et les avantages d'une campagne doivent être largement diffusés, souvent par le biais de médias de masse simples tels la radio. En outre vu, l'usage de plus en plus important de la téléphonie mobile sur le continent, des SMS de masse peuvent faciliter l'interaction entre les participants au DDR, les responsables de sa mise en œuvre et les communautés concernées, et il convient d'en tirer pleinement parti. De plus, communautés et combattants auront beaucoup plus de facilité à se défaire de leur scepticisme à l'égard du DDR, et à s'engager vis-à-vis de celui-ci, si ses paramètres et ses avantages sont clairement communiqués et s'ils disposent des moyens de préciser les procédures, de demander de l'aide ou de rester en contact d'autre manière avec les administrateurs du processus.

La cérémonie de la "Flamme de la paix de Tombouctou" en 1995, qui a mis fin à des années de conflit entre Touaregs et forces armées maliennes est la parfaite illustration du rôle symbolique de la destruction des armes comme acte consolidateur de la confiance et de la paix retrouvée. Sa capacité curative a été testée par deux fois en Côte d'Ivoire le 30 juillet 2007 et le 30 juillet 2008 à Bouaké, capitale de la rébellion des Forces Nouvelles, où les FDS et les FAFN faisaient une déclaration conjointe de fin de guerre, le Président Gbagbo et son Premier ministre, Guillaume Soro, faisait répéter à une foule très réactive, "la guerre est finie, la guerre est finie". Sans surestimer sa capacité pacificatrice, ce qu'il faut retenir c'est l'inscription dans la conscience des communautés concernées par la violence des groupes armés que la guerre est terminée, qu'elle est une mauvaise chose, raison pour laquelle on se réunit pour brûler les armes.

L'expérience ivoirienne du DDR montre également l'importance de la mise à contribution des initiatives de réconciliation civile et du Programme de Service Civique

National (PSCN) dans la réussite dudit processus. Une telle voie pourrait être explorée dans la dynamisation du processus camerounais.

## Conclusion

L'approche camerounaise du processus DDR est une approche conçue pour adresser deux situations qui n'ont en commun que le fait d'être deux formes de radicalisation qui engagent la survie de l'Etat en tant qu'entité unitaire et en tant que société moderne. Elle devra néanmoins approfondir et mieux structurer la politique nationale de prise en charge des déserteurs de Boko Haram, catégorie particulière du DDR camerounais inaugurée par le Gouverneur de la région de l'Extrême Nord, Midjiyawa Bakary. D'où la nécessité de caractériser le type de combattant auquel l'on a affaire et de distinguer entre les combattants qui s'auto-démobilisent de leur propre chef lorsque l'opportunité leur est donnée, les combattants vulnérables qui ont besoin d'être encouragés par des solutions viables et progressives de développement pour abandonner la voie de la sédition et les combattants radicalisés terroristes ou séparatistes. Contre cette dernière catégorie, il est important d'appliquer d'autres méthodes pour faire face aux irréductibles, telles que des opérations militaires, des pressions juridiques et diplomatiques et les mesures de lutte contre les revenus illégaux. Par ailleurs, s'il n'y a pas de politique de sortie de crise qui ne s'accompagne de politique de pardon, (à l'instar des accords d'amnistie en Côte d'Ivoire), l'on ne saurait en dire autant des procès criminels à des fins de pacification politique qui se sont ouverts contre Jean-Pierre Bemba au lendemain de la sortie de crise en RDC ou contre l'ancien Président Laurent Gbagbo et le leader des Jeunes Patriotes ivoiriens, Charles Blé Goudé. Au risque d'entamer l'oraison funèbre de l'Etat, l'amnistie inconditionnelle n'est l'apanage d'aucun Etat moderne surtout lorsqu'on s'attaque à sa sûreté, à son identité, et aux valeurs promues par celui-ci.

Les politiques publiques de DDR recommandées, ou mises en œuvre, doivent explicitement prendre en compte les effets du conflit. Cet ensemble de considérations doit également être intégré dans les débats portant sur la réconciliation et la mémoire collective. L'un des leviers envisageables en vue de la réussite d'un processus de désarmement à s'abstenir de moins recourir à des règles strictes et des modèles établis et tenir compte de la dimension locale.

## Bibliographie sélective

CONOIR (Yvan) et VERNA (Gérard) (dir.), *DDR, désarmer, démobiliser et réintégrer. Défis humains-Enjeux globaux*, Laval, PUL, 2006

DE SENARCLENS (Pierre). "Théories et pratiques des relations internationales depuis la fin de la guerre froide". *Politique étrangère*, n°4, 2006, pp. 747-759.

DOZON (Jean-Pierre) "La Côte d'Ivoire au péril de l'Ivoirité", *Afrique contemporaine*, n° 193, 2000, pp. 13-23.

DUCLOS (Nathalie) (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010.

EHLERT (Franziska) "Quelle viabilité pour le processus de désarmement, démobilisation et réintégration de la Côte d'Ivoire ?", *Perspectives/FES Côte d'Ivoire*, Friedrich Ebert Stiftung, 2018.

ELIAS (Norbert) et DUNNING (Eric), *Sport et civilisation: la violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994.

FOFANA (Moussa), "Des Forces Nouvelles aux Forces Républicaines de Côte d'Ivoire. Comment une rébellion devient républicaine", *Politique africaine*, n° 122, 2011, p. 161-178.

HOLEINDRE (Jean-Vincent), "Carl Schmitt penseur des transformations de la guerre", dans Serge, SUR (dir.), *Carl Schmitt. Concepts et usages*, Paris, CNRS Editions, 2014, pp. 73-90.

KALYVAS, (Stathis N.), "Préface", in Nathalie, Duclos (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010.

KHOSROKHAVAR (Farhad), *Radicalisation*, Paris, Editions de la Maison des Sciences Humaines, 2014.

MANDJEM (Yves Paul), "Les Gouvernements de transition comme sites d'institutionnalisation de la politique dans les ordres politiques en voie de sortie de crise en Afrique ?", *African Journal of International Affairs*, Vol. 12, n° 1 & 2, 2009, pp. 81-182.

MANDJEM (Yves Paul), *Les sorties de crise en Afrique. Le jeu politique des acteurs*, Tome 2, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2014.

MANDJEM (Yves Paul), *Le déterminisme relatif des institutions de sortie de crise en Afrique*, Tome 1, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2014.

MANDJEM (Yves Paul), "Les groupes jihadistes et les relations internationales : contribution à une sociologie d'un acteur controversé. Le cas de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad (BLT)", *Cahier Thucydide*, n° 27, avril 2020.

MENS (Yann), *30 Questions pour comprendre les tensions dans le monde musulman*, Paris, Les petits matins, 2016.

MINFEGUE ASSOUGA (Calvin) "Les frontières camerounaises entre héritages historiques et contestations nouvelles", *Revue des sciences sociales*, n° 60, 2018, pp. 26-35

MOORE (Barrington), "Les origines sociales de la dictature et de la démocratie", Paris, François Maspero, 1969.

MOSSE (Georges L.), *De la grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Fayard, 2015.

PRZEWORSKI (Adam), "Methods of Cross-National Research, 1970-1983: An overview" in Dierckes M. et al. (dir.), *Comparative Policy Research: Learning from Experience*, Aldershot, 1987, pp. 31-49.

RICHARD (Rose), "Comparing Forms of Comparative Analysis", *Political Studies*, vol. XXXIX, 1991, pp. 446-462.

SAIBOU (Issa) et MACHIKOU (Nadine), "Réintégration des ex-associés de Boko Haram. Perspectives de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun", *Note Politique*, Global Center on Cooperative Security, Février 2019.

SCHARPF (Fritz), "Institutions in Comparative Policy Research", *Comparative Political Studies*, vol. 33, n° 6-7, août-septembre, 2000, p. 764.

SCHMITT (Carl), *Théologie politique I*, trad. J.-L. Schlegel, Paris, Gallimard, Coll. "Bibliothèque des sciences humaines", 1988 (1922).

SCHMITT (Carl), *La Guerre civile mondiale. Essais 1953-1973*, Paris, Éditions Ére, 2007.

SMOUTS (Marie-Claude), "Décolonisation et sécession. Double morale à l'ONU ?", *Revue Française de Science Politique*, vol. 2, n° 22, 1972, pp. 832-846.

VIDAL (Claudine), "La brutalisation du champ politique, 1990-2003", in Jean-Bernard, OUEDRAOGO, Ebrima SALL, (dir.), *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, 2008, p. 169-181.

Pr. Yves Paul MANDJEM  
Agrégé de science politique,  
Coordonnateur du Département de  
Diplomatie et des Enseignements  
Professionnels de l'IRIC-Université de  
Yaoundé II.



# APPROPRIATIONS ET EXPÉRIENCES NATIONALES, SOUS-RÉGIONALES ET RÉGIONALES EN MATIÈRE DE DÉSARMEMENT-DÉMOBILISATION- RÉINTÉGRATION

Par Lasconi MOUNGUI MEDI

*Depuis la fin de la Guerre Froide, plusieurs pays africains ont implémenté des programmes de Désarmement-Démobilisation-Réinsertion (DDR) pour sortir définitivement d'une guerre ou d'une crise de grande ampleur. A titre illustratif, on peut citer le Libéria, la Sierra-Leone, le Sénégal (Casamance), la Guinée-Bissau, le Mali, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, la Centrafrique, etc. Dans cette longue liste, le Cameroun, longtemps considéré comme un îlot de paix, est depuis quelques années, dans un océan de tourmente. En effet, le pays fait face à la guerre contre la pernicieuse secte terroriste Boko Haram et à la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Autant de menaces sécuritaires qui l'obligent malheureusement à s'inscrire dans la liste des pays du continent ayant recours au DDR pour sortir dans un processus de sortie de crise.*

*Historiquement, le processus de Désarmement, Démobilisation, Réhabilitation, Réinsertion et de Réconciliation (DDR) est considéré comme un processus qui consiste à désarmer les membres des groupes armés, à libérer ces combattants desdits groupes et à les aider à réintégrer la vie civile. Il vise à soutenir les ex-combattants et ceux associés aux groupes armés afin qu'ils puissent devenir des participants actifs au processus de paix. Il constitue en outre une étape essentielle devant aboutir au dénouement pacifique d'un conflit. Le DDR a pour objectif de jeter les bases de la sauvegarde et du maintien des communautés dans lesquelles ces personnes retournent. Ceci, en renforçant les capacités en faveur de la paix, de la sécurité et du développement à long terme. Pour les experts de la question, c'est la seule manière d'établir et de maintenir la paix et la stabilité au niveau national, international, sous-régional ou régional à la suite d'un conflit de grande ampleur.*

*Selon Massaër Diallo, le DDR est un élément indispensable pour le passage de la guerre à la paix lors des conflits armés qui affectent des pays et qui s'opèrent à l'intérieur d'une société donnée. Outil des Nations Unies au service du maintien de la paix, le DDR est universel dans son principe, sa méthode et ses objectifs. Publié en 2006, le Manuel des Nations Unies sur le DDR définit les Normes intégrées de Désarmement, Démobilisation et Réintégration. En effet, il décline substantiellement un certain nombre de conditions préalables et nécessaires à la mise en œuvre d'un processus de DDR. Il s'agit notamment de la signature d'un accord de paix prévoyant le DDR, de la confiance des parties dans le processus de paix et de leur volonté de s'engager dans le processus de DDR, et la garantie d'un niveau de sécurité minimum<sup>1</sup>.*

<sup>1</sup> [Peacekeeping.un.org](http://Peacekeeping.un.org), disarmament-demobilization and reintegration.

Au Cameroun comme dans les autres pays africains qui en ont fait l'expérience, la mise en œuvre des programmes de DDR a donné lieu à des fortunes diverses au regard des spécificités propres de chaque pays. A l'observation des différents programmes de DDR en Afrique, on se rend bien compte que les Normes intégrées classiques des DDR sont de plus en plus remises en cause par la dynamique des sorties de crise en Afrique, les particularités des expériences nationales, etc. Ces défis transformationnels exigent des praticiens du DDR une adaptation de leurs activités aux situations conflictuelles africaines en perpétuelle évolution, y compris celles où le respect de ces conditions préalables n'est pas observé. En Afrique, principal laboratoire d'expérimentation du DDR depuis quelques années, on observe une pluralité d'approches en matière de DDR. Elles sont caractérisées par le délaissement et/ou le dépassement des Normes intégrées du DDR au profit d'une évolution qui s'efforce de s'adapter au contexte conflictuel.

L'analyse de l'appropriation et des expériences nationales, sous régionales et régionales en matière de DDR en Afrique, à travers l'étude du cas du Cameroun, permet d'entrevoir l'évolution doctrinale de cette discipline sur le continent. Il s'agira d'examiner la spécificité de son programme national

DDR (I) au regard de son caractère dual comme mécanisme de sortie de crise et de lutte contre le terrorisme, le rôle que joue le Département<sup>2</sup> dans sa mise en œuvre, ainsi que des défis et de perspectives qu'il présente pour une stabilité durable du Cameroun et de la sous-région (II).

## APPROPRIATION ET EXPERIENCE NATIONALE DU DDR AU CAMEROUN

Le programme de DDR du Cameroun s'inscrit dans ce qui convient d'appeler DDR nouvelle génération ou 2<sup>ème</sup> génération. Il vient confirmer l'évolution de la doctrine qui conditionnait la mise en œuvre d'un DDR classique à la signature préalable d'un accord de paix ou d'un cessez-le-feu entre les différents acteurs ou belligérants. Il résulte d'une mutation du contexte opérationnel caractérisé par une transformation voire complexification des menaces ou crises sécuritaires, la nature spécifique des acteurs belligérants, ainsi que les modalités d'action violente, armée, terroriste et insurrectionnelle qui les caractérisent.

Une lecture rapide de la conflictualité africaine et

<sup>2</sup> Ministère des Relations Extérieures.



17 MAI 2019, Joseph Dion Ngute en visite dans la zone anglophone est porteur de bonnes nouvelles pour ces anciens combattants appelés sécessionnistes / 237infos.net

notamment en Afrique Centrale permet de constater que plusieurs pays ont fait l'expérience de cette nouvelle doctrine, qui présente quelques similarités avec le modèle camerounais. Pour exemple, en République Démocratique du Congo, afin de s'adapter et de suivre l'évolution de la réalité sur le terrain, caractérisée par une forte perpétration de violence contre les civils par des éléments non étatiques et indisciplinés ou par des bandes criminelles peuplées de groupes marginalisés, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de la République Démocratique du Congo (MONUSCO) dont les activités visaient entre autres, le désarmement, la démobilisation, le rapatriement et la réintégration après plus de dix années sur le terrain, a été contrainte de modifier sa stratégie. En réponse, la mission onusienne a adopté le DDR 2ème génération avec une nouvelle stratégie baptisée "réduction de violence communautaire"(CVR) qui vise à réduire les niveaux élevés de violence dans les communautés congolaises et atteindre un objectif de sécurité et de stabilité<sup>3</sup>.

Depuis quelques années, le Cameroun fait face à deux crises majeures. En effet, le pays est engagé dans une lutte contre la secte terroriste djihadiste Boko Haram dans sa région de l'Extrême-Nord ; et depuis fin 2016, dans la résolution de la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Dans son souci de compléter et de renforcer les différentes mesures gouvernementales déjà prises pour réduire la violence armée sur son territoire, le Chef de l'Etat du Cameroun a décidé de créer le 30 novembre 2018, le Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration des ex-combattants du Boko Haram et des groupes armés rebelles des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (CNDDR).

La création de ce Comité vise à offrir un cadre d'accueil et de réinsertion sociale aux repentis de Boko Haram et aux membres des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest désireux de répondre à l'offre de paix formulée par le Président de la République dans son discours d'investiture du 06 novembre 2018. Le Comité est placé sous l'autorité du Premier ministre, chef du Gouvernement et dirigé par un Coordonnateur National nommé par Décret Présidentiel. Il dispose de Centres Régionaux à Bamenda, Buea, et Mora, dans lesquels se déroulent les opérations de désarmement, de démobilisation et de préparation à la réintégration.

A l'instar des autres administrations publiques

concernées par cette question, le Département participe activement à la mise en œuvre du programme national de DDR à travers plusieurs mécanismes. Entre autres, l'une de ses missions premières est d'œuvrer à la mobilisation des partenaires internationaux pour accompagner les efforts du gouvernement pour l'opérationnalité de son programme de DDR, mais aussi toutes les initiatives gouvernementales de réduction de la violence armée au Cameroun et de retour durable à la paix. A titre illustratif, en ce qui concerne le Plan d'Assistance Humanitaire d'Urgence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, il s'est investi pour le rapatriement des réfugiés du Nigéria en liaison avec les organismes internationaux. C'est dans ce cadre qu'on peut aussi inscrire l'Accord Tripartite signé entre le Cameroun, la République Centrafricaine (RCA) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) pour le retour volontaire des réfugiés centrafricains. En tant qu'interface du Cameroun avec les différents partenaires internationaux, il négocie grandement avec les organismes onusiens notamment le HCR, le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), pour la recherche des solutions durables sur un certain nombre de problématiques telles que l'enrôlement forcé des enfants dans les milices, la mise sur pied en collaboration avec les parties prenantes nationales et les partenaires internationaux des programmes de lutte contre la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC), la protection des groupes vulnérables, la gestion des réfugiés.

En matière de désarmement, le Département assure la coordination du groupe de travail interministériel sur la mise œuvre de la Convention de l'Afrique Centrale pour le Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage, dite "Convention de Kinshasa". A cet effet, il accompagne le CNDDR pour l'élaboration des programmes d'éducation et de sensibilisation sur les ALPC, de protection des groupes sociaux vulnérable, de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre sur l'ensemble du territoire et veille au respect par le Cameroun de ses engagements internationaux et/ou conventionnels dans le domaine du désarmement. Les mécanismes de ripostes auxquels participe le Département sont nombreux sur l'ensemble du territoire national et contribuent à enrayer le mal à sa racine. Pour illustration, avec l'appui et la collaboration de l'Office des Nations Unies pour la Droque et le Crime (ONUDC) ou d'autres partenaires au développement, le

<sup>3</sup> Lire l'article « MONUSCO, un changement de paradigme stratégique : du DDR traditionnel au DDR de la 2ème génération, in monusco.unmissions.org

Département organise régulièrement des sessions de formations pour le renforcement des capacités en matière de prévention contre le terrorisme et de lutte contre l'extrémisme violent au profit d'acteurs sociaux (autorités administratives et traditionnelles, locales, comités de vigilance, communautés villageoises, etc.) concernés par la lutte contre le terrorisme dans la région septentrionale.

Sur le plan international, l'action du Département vise à présenter aux différentes instances internationales (ONU, UA, CEEAC, etc.) les mesures prises, à l'instar le programme DDR, par les autorités camerounaises pour résoudre les différentes crises sécuritaires qui secouent actuellement le pays.

L'adoption par le Cameroun du DDR de deuxième génération s'explique par le fait que la grande majorité des auteurs de la violence armée au Cameroun ont très souvent des motivations et des agendas différents, rendant ainsi difficile, l'implémentation des actions des institutions étatiques pour contrecarrer les menaces y afférentes. Il en résulte pour ne prendre que le seul cas de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, une situation de violence prolongée qui s'enlise en détruisant les infrastructures économiques, sociales, de santé, en mettant en mal la paix et la cohésion sociales et nationales, entraînant au passage un déplacement massif forcé des populations civiles. Ce contexte complexe nouveau exige un modèle nouveau de DDR, dynamique, adaptatif d'actions ciblées et spécifiques à la réalité du terrain pour éviter l'institutionnalisation de la violence et créer un espace pour la protection civile par des mesures de stabilisation provisoires<sup>4</sup>. Le DDR initié par les autorités camerounaises apparaît alors comme une politique publique originale, une solution publique dans un contexte sécuritaire très agité dont le but est de réduire la violence armée et un retour à la paix.

A l'instar de tous les DDR 2ème génération, la stratégie du Cameroun vise à accorder une priorité à la protection des civils, au renforcement de la sécurité et de la stabilité, à la réintégration des ex-combattants dans la vie civile après leur désarmement et désengagement à la suite d'une formation ou d'un processus de réinsertion et de réintégration. Cependant, le programme camerounais de DDR obéit à un contexte national propre et complexe, qui tient compte, au niveau de sa planification et de sa mise en œuvre, des facteurs qui ont joué un rôle déterminant dans le déclenchement des crises, tout en prenant en

compte la culture, le développement politique et historique, et les causes profondes des crises qui le secouent. Sur le plan opérationnel, la stratégie du Cameroun s'appuie sur la neutralisation des différents groupes armés, membres des gangs, bandes criminelles, groupes marginalisés, éléments isolés ; le renforcement du dialogue entre les acteurs nationaux et communautaires ; la recherche permanente des solutions aux causes profondes des crises ; la construction d'une cohésion sociale et d'un vivre-ensemble ; la facilitation de la réintégration sociale, économique et socioprofessionnelle des ex-combattants ; le renforcement du rôle des communautés en matière de sensibilisation, de protection ; la mise en place des stratégies de développement et de lutte contre la marginalisation ; la prise en compte de la notion de genre ; etc.

## **SPECIFICITES, EXPERIENCES ET ENJEUX TIRES DU DDR NATIONAL : POUR UNE STABILITE DURABLE DU CAMEROUN ET DE LA SOUS REGION**

Le programme DDR du Cameroun représente une spécificité holistique de par son caractère dual, visant à résoudre deux problèmes distincts. D'une part, la crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; et d'autre part, lutter contre le terrorisme djihadiste de la secte Boko Haram. Si les contrecoups de la crise socio-politique dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont été ressentis au Nigéria à travers les mouvements de personnes (réfugiées), cette crise, de par ses spécificités socio-politiques, historiques, linguistiques, géographiques, culturelles et économiques ne peut être adressée de manière adéquate et efficace que dans le cadre d'une approche nationale et locale comme c'est le cas actuellement à travers les différents mécanismes et plans déjà mis en place par le gouvernement camerounais. Le programme DDR du Cameroun vient compléter et renforcer les différentes mesures gouvernementales pour mettre fin à la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

En ce qui concerne la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les autorités camerounaises ont démontré notamment à travers la diplomatie proactive, leur pleine capacité de gestion de cette crise cela à travers la mise sur pied des différents mécanismes et initiatives dont le Comité National de DDR symbolise la continuité et/ou la poursuite d'une politique publique spécifique de "Paix", de pardon, de réinsertion sociale et de retour pacifique à la vie civile mais aussi de

<sup>4</sup> Op cit

développement. Le programme national de DDR accompagne un vaste plan de reconstruction des régions en crise, présenté le 5 décembre 2019, à la communauté internationale et aux partenaires au développement par le Premier ministre, chef du Gouvernement. Le Plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest que le Département a largement présenté et diffusé aux partenaires internationaux et bilatéraux du Cameroun, placé sous la supervision du Premier ministre, chef du Gouvernement et mis en œuvre par un Coordonnateur National<sup>5</sup> assisté d'un adjoint, devra réhabiliter et aménager les infrastructures de base, œuvrer à la revitalisation économique desdites régions et promouvoir la cohésion sociale. Ce Plan voulu par le Chef de l'Etat s'inscrit dans la liste des recommandations formulées lors du Grand Dialogue National qui s'est tenu du 30 septembre au 4 octobre 2019, devra permettre aux

régions en crise de retrouver le chemin du développement.

Au-delà du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, l'approche nationale du Cameroun en matière de DDR revêt un caractère économique dans le continuum de la paix et du développement. A cet effet, il est important de relever que ce Comité est doté d'importants moyens aussi bien financiers que logistiques pour remplir efficacement ses missions. La tâche du Département consistera à davantage mobiliser les partenaires internationaux au développement afin d'appuyer et d'accompagner les initiatives gouvernementales.

En ce qui concerne la lutte contre Boko Haram, la stratégie du Cameroun dans le cadre du Bassin du Lac Tchad (CBLT) s'inscrit dans un contexte régional à travers la mise sur pied de la Force Multinationale Mixte (FMM). Les différents pays membres de cette coalition ont mis en place des mécanismes permettant de s'attaquer aux racines du problème. Dans ce contexte, il est apparu urgent pour les pays de la région d'assurer un accès durable et équitable aux ressources et aux services ainsi qu'une

<sup>5</sup> La mise en œuvre de cet ambitieux Plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a été confiée à Messieurs Paul TASONG NJUKANG et NJONG Donatus Fonyuy, respectivement Coordonnateur National et Coordonnateur National adjoint dudit Plan.



Remise d'un bâtiment scolaire bâti par des Ex-combattants du programme pré DDR Centrafrique (Sept 2017) / Conf/Press MINUSCA

augmentation durable des moyens d'existence. Mieux, il est devenu impérieux de renforcer la résilience en associant aux actions militaires d'anéantissement de Boko Haram, les interventions d'urgence humanitaire. A terme, les politiques des pays de la CBLT visent à permettre aux populations qui retournent dans les zones autrefois contrôlées par Boko Haram de bénéficier d'un soutien approprié pour redémarrer les activités agricoles, socio-professionnelles, tout en ayant un accès adéquat aux services sociaux et à la protection.

Cette pleine coopération des Etats dans le cadre de la FMM peut être analysée comme l'opérationnalisation de la théorie du "complexe mondial de sécurité" ou "security complex" conceptualisée et développée par Barry Buzan. Le Complexe mondial de sécurité est un ensemble constitué par un groupe d'Etats dont les soucis sécuritaires primaires les lient si étroitement les uns aux autres que la sécurité de l'un d'entre eux ne peut réellement être séparée de celle des autres. Cette notion repose donc sur la reconnaissance des menaces et des peurs communes d'une part, et la construction des alliances basées sur les relations de confiance et d'amitiés, d'autre part. C'est dans ce contexte que pour faire face à la menace commune

que représente le terrorisme, les pays de la CBLT, fermement résolus à sauvegarder et à consolider l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de la sous-région, et conscients de ce que la défense et la sécurité de chaque Etat de la sous-région leur incombent, mais qu'elles seraient plus efficaces encore grâce à la coordination et la mise en œuvre d'une politique, d'une stratégie commune, des moyens logistiques d'assistance mutuelle ont priorisé une approche régionale dans la guerre contre le terrorisme.

Au contexte sécuritaire difficile qui prévaut dans le Bassin du Lac Tchad du fait des exactions de Boko Haram, s'ajoute une situation humanitaire et environnementale particulièrement préoccupante, aux conséquences dévastatrices pour les populations. Pour répondre à cette exigence de paix, les partenaires internationaux se sont engagés aux côtés de la CBLT. C'est dans cette dynamique que s'est inscrite la stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise adoptée le 30 août 2018, à la suite de la résolution 2349 du Conseil de Sécurité des Nations Unies visant à faciliter la transition entre un engagement militaire actif et la lutte contre les causes profondes de la crise dans le



Ancien rebelle du groupe armé 3R, Younouss s'apprête à retourner à la vie civile. Dans le cadre du programme DDR (désarmement, démobilisation et réintégration) / TV5 Monde

Bassin du Lac Tchad. Elaborée dans une approche inclusive, participative, elle pose les jalons d'une paix et d'un développement durables dans la région. C'est dans le cadre de cette coopération que s'est tenu en novembre 2018, à N'Djamena, au Tchad, un Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT). Cette importante assise à laquelle la diplomatie camerounaise a pris une part active, a permis aux Chefs d'Etat de passer en revue la situation sécuritaire dans le Bassin du Lac Tchad, ainsi que des mesures à prendre pour faire face à la recrudescence des attaques des différentes factions de Boko Haram.

A l'image de toute stratégie, pour atteindre ses objectifs, celle-ci requiert que d'importantes ressources institutionnelles, humaines, financières, matérielles soient mobilisées. Autrement dit, l'implémentation réussie de la stratégie pour le redressement du Bassin du Lac Tchad dépend de l'investissement des Etats de la sous-région et de l'engagement des partenaires au développement à l'instar de l'Union Africaine, des Nations Unies et des grandes puissances amis du Bassin du Lac Tchad. Afin de rendre cette stratégie opérationnelle, conformément à la résolution du Conseil de Sécurité, une mission conjointe UNOCA/UNOWAS/UE avait été dépêchée dans la région afin de toucher du doigt les réalités et d'évaluer les besoins. Dans la même foulée, une Conférence internationale à laquelle le Cameroun a pris part, s'était tenue à Berlin, en septembre 2018. Cette Conférence de Haut Niveau sur la région du lac Tchad avait pour objectif d'examiner les mécanismes d'amélioration de l'assistance humanitaire, de protection des civils, de prévention des crises, de stabilisation et de construction menant au développement durable. La rencontre de Berlin, cadre de suivi de la Conférence humanitaire sur la région du lac Tchad qui s'est tenue à Oslo en 2017, avait permis à la communauté internationale de lever des fonds pour financer les activités humanitaires, de développement et de consolidation de la paix dans la région du Bassin du Lac Tchad.

Plus de 2 milliards de dollars de promesses ont été enregistrées provenant principalement des pays européens ainsi que d'organisations régionales et internationales. Les contributions annoncées par 15 pays européens (Allemagne, Royaume-Uni, France, Norvège, Danemark, Belgique, Luxembourg, Suède, Suisse, Italie, Pays-Bas, Irlande, Espagne, Finlande et Pologne) totalisent 1,03 milliard de dollars, une somme à laquelle il faut ajouter 269,81 millions de

dollars promis par la Commission européenne. Les États-Unis ont promis 420,13 millions de dollars et le Canada, 52,47 millions de dollars. Du côté des organisations internationales, la Banque mondiale s'est engagée à fournir 270 millions de dollars et la Banque africaine de développement, 25,65 millions de dollars. Les fonds de l'ONU ont également été mis à contribution. Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) devra octroyer 43,64 millions de dollars et le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) 32 millions de dollars.

A l'instar de la stratégie régionale de lutte contre le terrorisme élaborée dans le cadre des pays de la CBLT, l'approche régionale du DDR dans la région du Bassin du Lac Tchad à travers un plan d'harmonisation des programmes nationaux des DDR (Cameroun, Tchad et Nigeria) apparaît comme une mesure de gouvernance globale et cohérente permettant de lutter efficacement contre le terrorisme, la prolifération des ALPC, le trafic illicite des ressources naturelles, le grand banditisme routier, la criminalité transnationale organisée ou le mercenariat dans un contexte de crises généralisées et de prise en compte des spécificités de chaque pays. Cette approche régionale des DDR pourrait également être élargie à l'espace frontalier Cameroun-Tchad-Centrafricain considéré comme le "triangle de la mort" ou un "no man's land" qui n'échappe pas à cette conjoncture sécuritaire.

Aussi, comme toute stratégie, pour atteindre ses objectifs, cette approche régionale du DDR nécessitera aussi que d'importantes ressources institutionnelles, humaines, financières, matérielles soient mobilisées. Autrement dit, l'implémentation réussie de ladite stratégie dépendra d'une prise de conscience géostratégique et géopolitique des Etats de la sous-région, de leur plein investissement et de l'engagement des partenaires au développement à l'instar de l'Union Africaine, des Nations Unies et des Etats partenaires des Etats du Bassin du Lac Tchad, de la CEEAC ou de la CEMAC.

## CONCLUSION

Depuis son introduction en Afrique dans les années 90, la pratique de DDR a évolué ces dernières décennies en s'adaptant à de nouveaux contextes et nécessitant ainsi des réformes institutionnelles. Les programmes DDR de "deuxième génération" se sont adaptés aux défis émergeant des nouvelles dynamiques des conflits. Ils apparaissent comme mesures de stabilisation et de consolidation de la paix assorties d'objectifs politiques et sécuritaires

immédiats<sup>6</sup>. Plutôt que de privilégier les actions physiques d'élimination des armes, ces politiques servent avant tout à les mettre hors d'usage. Ils occupent également un espace particulier dans l'ensemble des mesures liées à la paix : là où se trouve le lien entre les activités de sécurité et de développement<sup>7</sup>.

Une grille de lecture des programmes DDR en Afrique à partir du modèle camerounais fait ressortir une pluralité et une diversité de mécanismes et d'actions de prévention, de gestion et de sortie de crise. Il en ressort que les programmes de DDR constituent un élément essentiel dans les dispositifs de stabilisation post-conflit. Le programme DDR du Cameroun au sein duquel le Département joue un rôle important s'inscrit dans le champ doctrinal des DDR 2<sup>ème</sup> génération. Il vise à remettre à la vie civile non seulement les combattants sécessionnistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais aussi ceux de la secte terroriste Boko Haram qui sévissent dans la région de l'Extrême – Nord.

Dans une perspective plus régionale, la stratégie de redressement du Bassin du Lac Tchad permettra de mettre en cohérence, en harmonie et en synergie les différentes approches ou expériences nationales des DDR afin de s'attaquer efficacement aux racines du terrorisme, à la prolifération des ALPC et de tous les dangers périphériques sécuritaires auxquels cette région fait face. A travers l'opérationnalisation de la FMM, les pays concernés ont démontré leur volonté inébranlable et leur capacité à coopérer afin d'éradiquer un mal commun. Le succès des opérations civilo-militaires dont l'on pourrait se féliciter aujourd'hui est tributaire des actions concertées visant à renforcer les capacités des Etats de la région tant dans les domaines militaires tels que le renseignement prévisionnel d'une part, et socioéconomique à l'instar de l'éducation, la lutte contre la pauvreté et les changements climatiques d'autre part. L'urgence aujourd'hui est donc voir ces différents engagements des partenaires internationaux tenir la promesse de leurs fleurs. Le Cameroun, à l'instar des autres Etats du Bassin du Lac Tchad, sait pouvoir compter sur l'assistance multisectorielle et intégrée des acteurs de la Communauté internationale et des partenaires au développement investis dans cette lutte.

<sup>6</sup> Les pratiques de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) de «deuxième génération» dans les opérations de paix, une contribution aux discussions «Nouvel horizon» sur les défis et les opportunités du maintien de la paix de l'ONU.

<sup>7</sup> Idem.

## BIBLIOGRAPHIE

BERMAN Eric avec la participation de Louisa N. LOMBARD, *La République Centrafricaine et les armes légères, une poudrière régionale*, une publication du Small Arms Survey, 2008.

BUZAN Barry, in "People, states and fear, an agenda for international security studies in the post-cold war era", 1991.

Cameroon Tribune, "Désarmement-démobilisation-réinsertion", parution du 4 octobre 2019.

Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes.

Groupe régional de travail sur les Programmes DDR et la Gestion post-conflit en Afrique de l'Ouest, Atelier de mise en place organisé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE Abidjan (Côte d'Ivoire), 30 mai au 1er juin 2006, rapport final, décembre 2006.

Les pratiques de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) de "deuxième génération" dans les opérations de paix, une contribution aux discussions "Nouvel horizon" sur les défis et les opportunités du maintien de la paix de l'ONU [www.un.org](http://www.un.org).

MVELLE Guy, "l'Afrique Centrale face aux institutions de coopération inopérantes", [www.dfnat.fr/tribune](http://www.dfnat.fr/tribune) N295-296.

MVIE MEKA Elie, *Architecture de la sécurité et de la gouvernance démocratique dans la CEEAC*, Presses Universitaires d'Afrique, 2007.

Réunion du Groupe régional de travail organisée par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE en partenariat avec la CEDEAO, Praia (Cap Vert), du 28 février au 1er mars 2007.



Lasconi MOUNGUI MEDI  
Diplomate/Expert en Désarmement

# REVUE DU DDR EN TANT QUE CONCEPT IMPORTÉ : CONCEPTUALISATION ET MISE EN ŒUVRE AU CAMEROUN

Par LCL JING Emmanuel ACHU

*Depuis la fin de la Guerre Froide, les conflits armés, qui opposaient principalement les entités étatiques, ont cédé la place à une forme nouvelle et plus complexe de conflictualité (infraétatique) qui touche désormais les couches sociales en affectant leur essence et leur cohésion, et résultant des communautés plus chaotiques et instables. Cela a conduit à une augmentation de la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) et à une forte croissance du terrorisme djihadiste, insurrectionnel sur fond identitaire et idéologique et qui a plongé l'Afrique dans un cycle perpétuel de conflits, détruisant ainsi les efforts de paix et de sécurité sur le continent. Dans l'optique d'atténuer et freiner la violence en offrant une perspective mondiale de résolution durable des conflits, de sortie de crise et consolidation de la paix, en marge de la doctrine du maintien de la paix, impulsée par l'Organisation des Nations Unies (ONU), le concept opérationnel de Désarmement-Démobilisation-Réintégration (DDR) a vu le jour. En effet, il vise à surveiller le désengagement des groupes armés et à encadrer leur réintégration et leur réinsertion dans la société.*

*De manière générale, le succès des programmes de DDR dépend de quatre aspects cruciaux. Premièrement, il est essentiel de disposer d'une planification détaillée et complète fondée sur une recherche et une analyse solide qui prennent en compte les dynamiques et réalités locales et spécifiques des contextes de crises afin d'élaborer une stratégie réaliste. D'où la nécessité d'une contextualisation des programmes en fonction des environnements spécifiques de crises. Deuxièmement, que la volonté politique requise soit manifeste à tous les niveaux pour mettre en œuvre cette stratégie de manière efficace et efficiente. Troisièmement, ces programmes sont généralement coûteux, longs et exigent des ressources humaines (une expertise technique avérée), financières et logistiques importants. Quatrièmement, que les systèmes efficaces de suivi et d'évaluation soient inclus dans les processus DDR et fassent partie intégrante de la stratégie de mise en œuvre<sup>1</sup>.*

---

<sup>1</sup> Guy Lamb, *Approches récente de la conception et de la mise en œuvre du programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)*, p. 1.

Dans les années 90, au niveau international, les programmes de DDR ont été utilisés principalement pour faire face aux contestations opposant des armées nationales et des factions insurgées ou des rebellions. Lesdits processus s'opéraient à la suite des accords de paix dont les parties belligérantes étaient signataires. Depuis lors, d'autres types d'acteurs armés, tels que les milices, ont pris de l'importance et ont influencés la stabilité des gouvernements et la sécurité des populations civiles en faisant preuve d'un niveau élevé de flexibilité et d'adaptabilité aux circonstances changeantes<sup>2</sup>. En réponse à l'anatomie et la trajectoire changeante des conflits armés, le concept DDR a été de plus en plus reconfiguré pour faire face à des situations en perpétuelle évolution. Au milieu des années 2000, un changement paradigmatique s'est produit dans les approches du DDR. Les pratiques traditionnelles de DDR (DDR de première génération ou DDR classiques) étaient perçues comme insuffisantes pour répondre pleinement aux besoins de réintégration durable et de réinsertion effective ainsi qu'aux objectifs plus larges de consolidation de la paix dans les pays en crise. Ces changements ont conduit à l'apparition du DDR de 2eme génération et de la 3eme génération.

L'approche de deuxième génération par exemple se propose donc d'aller au-delà du désarmement et de la démobilisation en élargissant sa portée et en augmentant le nombre de bénéficiaires de la réintégration. Plus important encore, alors que les engagements de DDR de première génération se concentraient sur les individus qui ont quitté des groupes militaires, les engagements de deuxième génération s'appuient sur ces programmes pour adopter une approche plus globale et inclusive en impliquant des communautés entières dans le processus de retour et de réintégration<sup>3</sup>.

Dans les DDR de 2eme comme de 3eme génération, les cadres politiques et juridiques de cette formule de DDR sont moins transparents dans le cadre d'un conflit en cours et la détermination des critères d'éligibilité est souvent plus problématique. Par ailleurs, les environnements de sécurité non-permissifs entravent le processus de mise en œuvre du DDR parce que les membres des organismes internationaux peuvent constater que les civils ou les

processus de paix sont la cible d'extrémistes violents et de réseaux criminels<sup>4</sup>.

Le processus DDR au Cameroun intervient à la suite de deux conflits distincts aux dynamiques complexes à savoir : le terrorisme djihadiste de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord et le terrorisme insurrectionnel séparatiste dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest qui ont plongé ces régions du pays dans une situation d'instabilité. Pour y apporter des solutions durables et un retour à la stabilité, le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA a créé le Comité National de Désarmement, Démobilisation et de Réintégration (CNDDR) par décret n°2018/719 du 30 novembre 2018. Ledit Comité a pour mission d'organiser, de superviser et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest désireux de répondre favorablement à l'appel de paix du Chef de l'Etat en déposant les armes. La création de ce Comité a marqué une étape majeure franchie qui traduit clairement un fort engagement politique du Président de la République.

Cet article va se focaliser sur la réalité du terrain (I), l'action clé du Ministère de la Défense (II). Un accent particulier sera également mis sur le soutien des partenaires du Cameroun au processus DDR en cours (III), les avancées observées (IV), ainsi que les défis susceptibles d'entraver son efficacité (V) et les efforts à accomplir, à travers notamment la mise en contribution des personnels des forces de défense ayant une expérience avérée et éprouvée au sein des opérations de maintien de la paix (VI).

### **La situation sur le terrain : anatomie d'une institution de DDR, socle d'un engagement politique et républicain en faveur de la paix et de la stabilité**

D'après la troisième génération, champ auquel l'on pourrait rapprocher la pratique camerounaise, le DDR s'y caractérise en partie par changement d'orientation marqué par une vision politique, stratégique adossé à une dimension opérationnelle qui implique l'intégration des volets socio-économiques, le rétablissement de la confiance, pour renforcer l'engagement social et citoyen des ex-combattants et contribuer efficacement à la résolution de deux crises en cours dans la région de l'Extrême-Nord et les

<sup>2</sup> MUNIVE, J. and STEPPUTAT, F., 2015, "Repenser les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration"; *Stabilité: Journal international de sécurité et de développement*, p.1,

<sup>3</sup> OIM / ONU, 2010-2017 Désarmement, démobilisation et réintégration, *Recueil de projets Migration*; p. 4.

<sup>4</sup> OIM / ONU, 2010-2017 Désarmement, démobilisation et réintégration, *Recueil de projets Migration*; p. 5.

régions Nord-Ouest et Sud-Ouest (NOSO).

A travers leurs attaques dans ces régions, et eu égard à leur portée déstabilisatrice, violente pour l'Etat et ses démembrements, mais aussi sur l'intégrité physique des personnes et de leurs biens, les activités des combattants de Boko Haram et des groupes séparatistes du NOSO relèvent pour la plupart de l'objet et du champ d'application de la Loi n°2014/028 du 23 décembre 2014 portant répression des actes de terrorisme. Et lesdits actes relèveraient alors de la compétence des juridictions militaires. A cette option juridictionnelle, le Chef de l'Etat, lors de sa prestation de serment le 06 novembre 2018 a privilégié le choix d'une offre de paix formulée à l'endroit des ex-combattants de Boko Haram et des groupes séparatistes du NOSO, en les invitant vivement à "Déposer les armes... et retrouver le droit chemin ; [et en s'adressant] tout particulièrement aux jeunes qui se sont laissés entraîner dans une aventure

sans lendemain". La création du CNDDR offre une nouvelle possibilité aux ex-combattants de déposer les armes et de rejoindre les centres régionaux du DDR de Buea, de Mora et de Bamenda, lesquels constituent "une porte de sortie honorable à ces ex-combattants ainsi qu'une perspective de réinsertion sociale".

Tel que défini par le décret le créant, le Comité National de DDR (CNDDR) a pour principales missions de : (1) Désarmement : c'est-à-dire, l'accueil et le désarmement des ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, collecter, cataloguer et stocker des armes et munitions volontairement remises par d'anciens combattants, en prenant les mesures appropriées pour détruire lesdites armes, munitions et explosifs, en collaboration avec d'autres services gouvernementaux compétents. (2) Démobilisation : c'est-à-dire la mise en place et de la gestion de sites de cantonnement, de la surveillance et de la fourniture



Mars 2019, Stage de formation des cadres de jeunesse et d'animation, dans le cadre du Plan Triennal Spécial Jeunes et du (DDR) lancé par le gouvernement camerounais / afrilao.com

d'une assistance multiforme aux anciens combattants pour les préparer à un éventuel retour à la vie civile et (3) Réintégration: elle consiste à prendre les mesures nécessaires pour déradicaliser les ex-combattants, sensibiliser et fournir une assistance multiforme aux collectivités pour faciliter la réinsertion des ex-combattants dans la vie civile, notamment en organisant des formations de création d'activités génératrices de revenus et en leur fournissant des outils et des moyens de production.

Le Comité est composé d'un Conseil d'administration, d'une coordination nationale et de centres régionaux. Les centres DDR se trouvent à Buea pour la région du Sud-Ouest, Bamenda pour la région du Nord-Ouest et Mora pour la région de l'Extrême-Nord. Le décret portant création du CNDDR laisse place à la création éventuelle d'autres centres si cela est nécessaire, après recommandations du Conseil d'Administration. Ce Conseil, présidé par le Premier ministre (PM), chef du gouvernement est chargé de définir les orientations stratégiques et d'assurer le suivi et l'évaluation des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration. En complément, le Conseil est composé de hauts responsables, de treize ministres ou assimilés, du président de la Commission Nationale du Bilinguisme et du Multiculturalisme et des chefs de centres régionaux.

Le chapitre V du décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 décline l'origine des ressources du CNDDR. Selon les dispositions dudit chapitre, les ressources du Comité proviendront des subventions, dons et patrimoines de l'État, des contributions des partenaires techniques nationaux et internationaux et enfin et surtout d'autres ressources qui peuvent lui être allouées, conformément aux lois en vigueur. Cela renforce l'engagement politique du gouvernement à piloter efficacement le processus en cours au Cameroun et à en contrôler les trajectoires. Cette démarche se traduit plus amplement, dans le dernier chapitre du décret portant disposition diverses et finales, lequel insiste sur l'aspect collaboratif, partenarial et interinstitutionnel du programme DDR camerounais. En effet, l'article 9 dispose que dans le cadre de ses fonctions, le Comité collabore, en tant que de besoin, avec les services gouvernementaux compétents, les ONG et les partenaires internationaux, en particulier l'Organisation des Nations Unies.

Au niveau opérationnel, le Coordonnateur National est responsable de la mise en œuvre et de la gestion du programme de désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants. Les centres régionaux avec à leur tête, des chefs, sont

chargés de s'acquitter des fonctions du Comité au niveau local. Ils sont assistés dans la réalisation de leurs missions sur le terrain par les forces de défense et de sécurité et d'autres organismes sectoriels et partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Depuis sa création, l'action du CNDDR sur le terrain semblait hypothéquée par le préalable d'un dialogue inclusif et ouvert, longtemps souhaité par des acteurs issus de la sphère politique, civile et de la communauté internationale. La convocation, le 10 septembre 2019, par le

Chef de l'État, du Grand Dialogue National (GDN), organisé au Centre de Conférence de Yaoundé, du 30 septembre au 4 octobre 2019, et présidé par le Premier ministre, Chef du gouvernement Dion Ngute, a permis d'examiner les voies et moyens pour répondre efficacement aux aspirations profondes des populations des régions du NOSO, mais aussi des autres composantes du pays. Le GDN divisé en huit commissions chargées des questions suivantes : le bilinguisme, la diversité culturelle et la cohésion sociale, le système éducatif, le système judiciaire, la reconstruction et développement, la décentralisation et le développement local, le désarmement, démobilisation et réintégration et commission en charge des questions liées à la diaspora ; avait pour objectifs principaux : le retour à la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en particulier, la consolidation de l'identité Camerounaise de vivre ensemble et la coexistence de toutes les composantes de la Nation en général.

### **Le Ministère de la Défense : un acteur clé dans le processus DDR en cours**

Les deux conflits traités par le CNDDR diffèrent de par leurs causes, la complexité de la situation sur le terrain et des forces en présence. Contrairement à la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, enracinée dans un contexte socio-politique culturel et identitaire complexe, complexifiée par l'implication de groupes armés insurrectionnels et criminels aux velléités séparatistes et rentières. En revanche, les actes perpétrés par Boko Haram ont une dimension identitaire avec des référents religieux et idéologiques. Dans ces régions, le CNDDR est confronté à des défis majeurs à relever pour mener à bien le DDR en cours. La contribution du Ministère de la Défense est à cet effet non négligeable à travers la prise en charge des volets militaires du DDR et une collaboration étroite avec la composante civile du programme.

Au Centre régional de DDR de Buea (CRDDR) basé à l'Institut Borstal de Buea. Le chef de Centre est

“assisté” dans ses différentes missions par un bureau de surveillance composé des forces de défense (armée et gendarmerie) et de sécurité et sous la responsabilité d’un chef de section, un Sous-officier supérieur désigné par la hiérarchie. La mission du bureau est de filtrer les entrées et sorties du Centre, et d’interdire toute sortie non autorisée, le tout sur l’encadrement du responsable des opérations pour un meilleur suivi. Faute de personnels, plusieurs activités (séances de causerie morale) sont menées et coordonnées par les forces de défense et de sécurité au sein du Centre afin de s’assurer de la bonne rééducation des ex-combattants dans la perspective de leur permettre de mieux se réinsérer dans la société. Ces entretiens et évaluations morales permettent de détecter les qualités des uns et des autres et de les orienter dans les différentes activités socioprofessionnelles mises en place à cet effet.

Parce que les missions du CNDDR en matière de désarmement, démobilisation et réintégration demandent une certaine expertise technique, les compétences professionnelles des forces de défense et de sécurité sont indispensables pour l’opérationnalisation de ces différents volets du programme. Pour atteindre ces objectifs, certains règlements internes ont été mis en place. En ce qui concerne ce règlement intérieur du Centre régional de DDR de Buea, la gendarmerie, aux côtés des autres forces de défense intervient pour faire respecter le règlement intérieur et encadrer le processus d’admission dans le centre de DDR d’ex-combattants, lesquels recevront une formation morale, un ensemble de consignes de discipline et de mesures de protection et de sécurité à observer durant tout leur séjour.

L’article 7 de ce règlement intérieur stipule que l’admission des ex-combattants au CRDDR est soumise à un processus bien défini. Le centre accueille des ex-combattants sécessionnistes de la région du Sud-Ouest qui souhaitent répondre favorablement à l’offre de paix du chef de l’Etat en déposant les armes. Les ex-combattants peuvent déposer les armes directement au centre ou le faire à travers une tierce personne intermédiaire ou une autorité administrative compétente pour la zone. Cette autorité a la charge de mettre les armes déposées à la disposition de la Légion (Commandement régional) de la gendarmerie pour l’ouverture d’une enquête dite morale (enquête de l’ex-combattant).

Après les investigations nécessaires, l’ex-combattant est conduit au Centre régional, accompagné d’une fiche d’identification et d’information individuelle établie par le bureau d’enquête de la Légion de gendarmerie du Sud-Ouest,

où un dossier administratif est ouvert pour chaque ex-combattant admis au centre. Une section de discipline est également créée au sein du Centre conformément aux dispositions de l’article 4 du règlement intérieur. Cette section disciplinaire est composée d’une dizaine de gendarmes. Placés sous l’autorité d’un officier de gendarmerie, chef de section désigné par le Commandant de la gendarmerie régionale du Sud-Ouest (COLEGION) et en charge de la surveillance locale, de la surveillance physique, de la formation morale des ex-combattants admis au centre, ils coordonnent les activités telles que le hissage du drapeau national... Le chef de la section de discipline doit maintenir la discipline au sein du centre. Il reçoit et utilise les rapports d’enquête sur la moralité des nouveaux arrivants. L’officier de discipline jouit de tous les pouvoirs attachés à son poste pour mener des investigations approfondies.

Concernant la composante sécurité du centre, l’article 5 crée une section de sécurité placée sous la responsabilité d’un chef de section, un sous-officier désigné par le Commandant de la 21<sup>e</sup> Brigade d’Infanterie Motorisée. Il veille à la sécurité du centre et de tous ses habitants. Sa mission est de filtrer les entrées et sorties du centre et d’empêcher toute sortie non autorisée d’anciens combattants.

### **Le soutien des partenaires du Cameroun : une nécessité ?**

L’article 9 du décret portant création du CNDDR prévoit que le Comité coopère selon les besoins, avec les administrations compétentes, les ONG et les partenaires nationaux et internationaux, notamment ceux des Nations Unies. A titre d’exemple, l’Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) est un partenaire stratégique du CNDDR et joue un rôle important en veillant à ce que le processus DDR mis en œuvre par les autorités nationales soit fiable, transparent, efficace et juste. Cela implique que le CNDDR ne doit pas fonctionner sans objectifs stratégiques et une démarche opérationnelle bien définis. Cette collaboration, si elle est intensifiée, contribuera à l’atteinte des missions et objectifs du CNDDR.

L’ONU est en outre pleinement engagée dans les actions menées dans le cadre du Plan présidentiel de reconstruction pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest par le biais du Programme des Nations Unies pour le Développement (dans la conception et le suivi de l’exécution de certains projets). Ce qui témoigne de l’adhésion des institutions internationales au plan gouvernemental de relèvement et

d'apaisement dans les régions du NOSO. Pour rappel, les projets affectés au Plan présidentiel de reconstruction pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à (re)construire et à réhabiliter sont les suivants : 350 écoles, 115 centres de santé, 40 ponts, 400 points d'eau, 600 km de routes rurales, 45 marchés, 17000 logements privés, 25000 hectares de ferme, pâturages et 300 000 documents personnels détruits qui doivent être rétablis. Le gouvernement du Cameroun et les partenaires au développement financeront un plan qui coûtera environ 89 milliards de francs CFA.

Cependant, pour l'instant, ce soutien se traduit plus à travers des échanges visant à améliorer les performances de l'institution étatique, suivant les normes requises, notamment : les Conventions des Nations Unies sur le terrorisme, les droits de l'Homme et le genre, la Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad touchées par la crise de Boko Haram. Cette dernière initiative a été impulsée par l'Union africaine et la Commission du bassin du lac Tchad CBLT, à laquelle le Cameroun, le Nigéria, le Tchad et le Niger participent.

Le programme DDR camerounais, dans sa dimension régionale vient s'inscrire en droite des efforts et actions déjà menées jusque-là par les Etats de la région. En effet, dans un contexte insécuritaire créé par Boko Haram, une réponse régionale a été apportée, principalement grâce à la création de la Force Multinationale Mixte (FMM), en 2012, afin de renforcer la coopération militaire pour lutter contre la menace posée par le groupe terroriste. Bien que le FMM et les forces nationales aient atteint certains objectifs stratégiques et opérationnels fixés dans le cadre de leurs missions, de nombreux griefs communautaires en suspens et des problèmes de développement tardent à être résolus.

Dans ce contexte, la stratégie régionale a été adoptée à Abuja le 30 août 2018. Reconnaisant les expériences interdépendantes des communautés entourant le Bassin du Lac Tchad, elle définit neuf piliers prioritaires pour générer des politiques et des programmes applicables axés à court, moyen et long terme en vue d'une stabilisation et un développement durables de la région du Bassin du Lac Tchad. Le troisième pilier de cette stratégie est consacré au désarmement, à la démobilisation, à la réhabilitation, à la réinsertion et à la réinsertion des personnes associées à Boko Haram<sup>5</sup>. Ce qui témoigne de la

vision stratégique et opérationnelle des Etats de la région à adresser à la racine les principales causes de l'instabilité et de l'insécurité dans cette zone interlope que constitue le Bassin du Lac Tchad.

### **Le CNDDR : un catalyseur des efforts de paix du gouvernement dans les régions en crise**

Avant et après la création du CNDDR, le gouvernement a déployé une stratégie visant à adresser durablement les menaces dans les régions en crise. L'opérationnalisation des missions du CNDDR a permis de mieux canaliser ces efforts, d'où l'on observe certaines avancées tangibles sur le terrain.

Le Grand Dialogue National, moment historique d'un dialogue républicain a servi de cadre pour une relance effective du processus de décentralisation. Lequel a abouti à la création d'un statut spécial pour les régions NO et SO. Bien que cela ne résolve durablement pas toutes les causes profondes de la crise, cela entraînera certainement un niveau d'apaisement socio-politique nécessaire à la consolidation de la paix et améliorera également le succès du processus DDR dans le pays.

Par ailleurs, la mise en place du plan spécial pour venir en aide aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et aux victimes d'abus dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'inscrit dans la perspective de résoudre durablement cette crise. Ce plan d'assistance humanitaire d'urgence a été dévoilé à Yaoundé le mercredi 20 juin 2018 par le Premier ministre, Chef du gouvernement. Le principal objectif du fonds d'aide humanitaire de 12,7 milliards de FCFA est de protéger les PDI, de faciliter la reprise des activités économiques et agricoles et de promouvoir la cohésion sociale. Dans le même ordre d'idées, la mise en place du programme de reconstruction dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest par le gouvernement, lequel sera coordonné au niveau national par Monsieur Paul Tasong, en poste au Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, s'inscrit dans cette logique. L'effort de reconstruction est un programme d'accompagnement visant à apaiser le cœur des communautés dans les zones de conflit, contribuant ainsi à créer les conditions durables de mise en œuvre effective d'un processus DDR pour un retour durable de la paix et de la

perspectives des anciens associés de Boko Haram de la région de l'Extrême-Nord au Cameroun", p. 2.

<sup>5</sup> SAÏBOU Issa et Nadine MACHIKOU, février 2019, "Réintégration des

sécurité. Les différentes crises de sécurité en cours au Cameroun entravent réellement la forte cohésion sociale et nationale acquises et génèrent de plus en plus un effet dévastateur dans le pays et notamment dans les zones de conflit.

La création du CNDDR, la convocation du Grand Dialogue National, la mise en place du Plan présidentiel de reconstruction pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, de créer le Fonds National d'Urgence (12,7 milliards CFA) et autres efforts socio-économiques et politiques à l'Extrême-Nord, depuis 2014, sont autant de mesures qui participent d'une vision politique et stratégique visant à instaurer la paix qui, pendant longtemps, a constitué une véritable identité pour pays, tant en Afrique Centrale et dans le monde.

Dans le registre des actions du CNDDR proprement dit, dans la région du Nord-Ouest, les premières recrues étaient des ex-combattants ressortissants du village Oku, situé dans le département du Bui. Ils ont été admis le 27 décembre 2018 au centre de Bamenda. En octobre 2019, le centre avait accueilli 52 recrues qui étaient formées à diverses compétences agricoles, à savoir : l'élevage de porcs, l'aviculture, le jardinage, etc. Le centre prévoit d'élargir l'échelle de la formation pour inclure la couture, la coiffure, la menuiserie, la cordonnerie, la cosmétologie (la fabrication d'huile, de détergents et des savons de bain), la maintenance électrotechnique, la soudure, la mécanique, la construction et la conduite automobile. Dans ce centre, ils reçoivent également des conseils psychologiques, spirituels et pédagogiques qui les aident à changer leur état d'esprit ; à devenir des citoyens et les préparent à réintégrer la société. Des services complémentaires leur sont offerts au sein du centre. Il s'agit de conseils paramédicaux et toute autre assistance médicale pour traiter efficacement les troubles de stress post-traumatique.

Depuis l'ouverture du centre, cent douze anciens combattants ont été enregistrés. Le premier lot de trente-cinq a été transféré à Bafoussam dans la région de l'Ouest. La plupart de ces ex-combattants ont été recrutés dans une entreprise publique après obtention de leur diplôme le 12 avril 2020. On ne peut qu'être très optimiste quant à la réintégration de ce premier lot en entreprise, un emploi qui leur permettra d'être rémunérés au taux moyen national et attirera certainement d'autres combattants à déposer leurs armes et rejoindre les centres régionaux DDR. Pour le renforcement des capacités d'accueil du Centre, le gouvernement a alloué quatre hectares de terrain près de la base aérienne de Bamenda pour permettre une

nouvelle expansion et qui servira à construire le nouveau centre pour accueillir près de mille recrues.

Concernant le Centre de Buea, le 22 décembre 2018, ses premières recrues et ces ex-combattants ont été conduits au département du N'dian. En octobre 2019, ce centre a accueilli environ cent vingt-trois recrues (cent quatorze hommes et neuf femmes) qui sont en cours de formation dans divers domaines tels que : l'agriculture, l'élevage (élevage de porcs, aviculture et jardinage) et la conduite automobile. Ce centre prévoit d'élargir son champ de formation pour inclure la fabrication des barbelures (qui devraient commencer le 30 avril 2020), les TIC et la couture. Le centre, actuellement sous-équipé, dispose de quatre dortoirs pouvant accueillir 30 recrues par dortoir. Pour anticiper sur une augmentation éventuelle des pensionnaires du centre, et augmenter ses capacités d'accueil, le gouvernement a instruit au Gouverneur de la région du Sud-Ouest d'identifier un terrain adéquat à la construction d'un nouveau centre DDR. Le processus est en cours avec un comité mis en place pour l'identification du site.

Contrairement au processus de DDR dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le Centre de l'Extrême Nord, situé à Mora, a été moins avancé en raison d'un environnement sécuritaire plus complexe. Nonobstant, un total de cent treize anciens combattants de Boko Haram sont hébergés par le Secteur I de la Force Multinationale Mixte, dans leur quartier général de Mora. En collaboration avec le Ministère de la Justice, un ancien bâtiment pénitentiaire de Meri a été offert au CNDDR et est actuellement en cours de rénovation pour servir de centre pour le l'Extrême Nord. D'ici peu, les anciens combattants seront transférés dans ce nouvel établissement.

Les opérations du DDR n'échappent pas aux contraintes climatiques et sociopolitiques de la région. En effet, le changement climatique et le taux élevé de chômage ont fortement contribué à l'implantation de Boko Haram dans la région du Bassin du Lac Tchad. Les jeunes avec peu ou pas d'espoir d'un lendemain meilleur ont été facilement manipulés et recrutés par le groupe terroriste. Partageant ce point de vue, le Président de la République fédérale du Nigeria, Son Excellence Muhammadu BUHARI, lors de sa prise de parole à l'Assemblée générale des Nations Unies de 2018, plaidait pour une action mondiale sur la crise du lac Tchad. Il souligna ainsi que l'immigration clandestine n'est pas seulement une conséquence du conflit, mais elle est aussi l'un des impacts du changement climatique et du manque d'opportunités. Du haut de la tribune des Nations

Unies, il rappela que: "C'est le cas du Nigeria et de ses voisins dans le Bassin du Lac Tchad qui rétrécit et dessèche des terres autrefois fertiles. Le lac alimentait plus de 45 millions de personnes qui vivent aujourd'hui dans la pauvreté et sont exposées aux activités de groupes extrémistes. Cette instabilité provoque des mouvements de population dans la région, exacerbant encore les tensions économiques entre agriculteurs et éleveurs."<sup>6</sup>.

### Des défis à surmonter

Les défis à surmonter dans le cadre de la mise en œuvre de la politique camerounaise de DDR sont globaux et spécifiques en fonction des contextes de crises.

La dimension transnationale, notamment dans la gestion de la situation à l'Extrême-Nord, qui subit les affres de Boko Haram, groupe terroriste qui a vu son influence croître rapidement autour du Bassin du Lac Tchad, y compris dans l'État de Borno, en République fédérale du Nigeria, implique une mise en cohérence du processus de DDR camerounais avec la stratégie régionale. En effet, parce que les activités de la secte se déroulent principalement dans des zones où les services gouvernementaux sont insuffisants ou absents, laissant ainsi la place à des activités criminelles importantes, y compris de violentes attaques terroristes à travers les frontières poreuses, la porosité des frontières et la forte inclination religieuse de ses combattants font qu'il est relativement difficile pour le Comité d'atteindre pleinement les objectifs fixés dans son cahier de charges actuel.

Par ailleurs, les programmes de DDR sont très coûteux et demandent un investissement humain, financier et logistique important, à court, moyen et long terme, pour une réelle efficacité. Nouvellement créé et appelé à remplir des missions difficiles dans des environnements complexes, le manque ou l'absence d'une expertise technique qualifiée et disponible pour travailler avec le Coordonnateur National et les chefs de centres régionaux, tant à l'Extrême-Nord, que dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, est susceptible d'entraver l'efficacité opérationnelle du CNDDR. En effet, concernant par exemple le Centre de Buea, les personnels qui assistent actuellement les responsables du centre sont principalement des bénévoles à l'instar des neurologues (qui s'occupent de certaines des ex-combattants atteints par la dépression ou traumatisés par les actes de violence vécus ou subis) et un

neurochirurgien qui, bien qu'il ne soit pas un expert psychiatrique, fait de son mieux pour gérer les problèmes psychiatriques ainsi que les maladies post-traumatiques. Il s'agit pour la plupart du personnel de l'hôpital régional de Buea. L'instructeur en couture est un personnel féminin du Borstal Institute, tout comme le chauffeur en service. Jusqu'à présent, la mise en place du DDR dans ce centre se déroule normalement.

Cependant, l'avènement de la pandémie de COVID-19 et ses conséquences sur l'action des pouvoirs publics pourrait amplifier et accroître ces défis et hypothéquer gravement les actions dudit centre. En effet, les conséquences géopolitiques de la pandémie mondiale du COVID-19 sont perceptibles au Cameroun, tant sur les plans socio-économiques que sanitaires. Cette situation va incontestablement affecter les économies des États africains, car, comme à l'instar des autres, elles sont toutes interdépendantes. Ceci d'autant plus qu'ils ne disposent pas d'assez de moyens pour soutenir durablement leurs économies en les réorganisant en cas de récession. Qui plus est, l'impact du COVID-19 dans les zones en crise est inévitable à travers une accélération de la paupérisation et de la précarité de certaines populations, notamment les jeunes et les femmes, catégories sociales vulnérables et particulièrement exposées aux actions des groupes séparatistes et de Boko Haram. En effet, cela pourrait entraîner des difficultés et potentiellement aggraver les conflits internes. Certains pays africains comme la Guinée équatoriale, la République du Congo et le Gabon qui dépendent majoritairement du pétrole et dont la valeur sur le marché a brutalement chuté, vont probablement subir des effets négatifs énormes du COVID-19.

Par conséquent, l'inflation observée sur les prix de certains produits de première nécessité (conséquence de la fermeture des frontières, le confinement dans de nombreux pays à travers le monde, la réduction des importations et des exportations, une baisse de la production et de l'acheminement des vivres entre plusieurs villes du fait de la psychose créée par la pandémie), le chômage soudain observée, la diminution du pouvoir d'achat et l'aggravation et l'accélération des difficultés économiques pourraient pousser certains jeunes, dans les zones de crise, à rejoindre des groupes armés, rendant ainsi plus difficile la mise en œuvre et la gestion du processus de DDR en cours. Lequel nécessite, pour sa pleine mise en œuvre et son efficacité, comme nous l'avons souligné plus haut, de nombreux moyens financiers et matériels. À travers son économie diversifiée, l'on pourrait toutefois s'attendre à une certaine résilience

<sup>6</sup> Bordereau de l'AG de l'ONU, 2018

du Cameroun. Bien plus, un effet de débordement pourrait également résulter des pays voisins et avoir des effets induits au niveau de zones frontalières. Et affecter le processus DDR qui prend de l'ampleur et fournit des résultats appréciables.

En outre, la pandémie de COVID-19 a particulièrement affecté le bon fonctionnement du CNDDR. En effet, une session de son conseil d'administration qui devait se tenir en mars 2020, a dû reporter à une date ultérieure.

Étant donné la spécificité des missions du CNDDR et son champ d'action en tant qu'outil de l'État pour un retour durable à la paix et à la sécurité dans les régions en crise, adossé à la vision politique, stratégique et opérationnelle du Chef de l'État, en la matière, un renforcement de ses capacités stratégiques, opérationnelles pourrait s'avérer nécessaire pour une réelle montée en puissance de son action. A propos, le renforcement de ses ressources humaines à travers le recrutement d'une expertise qualifiée et d'autres personnels pourrait améliorer les initiatives et les actions du Comité sur le terrain.

## **VI. Renforcement des capacités stratégiques et opérationnelles du CNDDR à travers la mise à contribution des personnels des forces de défense ayant une culture des opérations de maintien de la paix et une expérience en matière de DDR**

La participation des forces de défense camerounaises dans les OMP s'inscrit dans la longue durée. C'est le Décret de 1995, instituant une unité spécialisée dans le maintien de la paix au sein des forces armées camerounaises qui en constitue l'acte fondateur. En général, à l'instar des autres pays qui y prennent part, cette participation revêt diverses formes. Elle peut être soit individuelle, c'est-à-dire, prendre la forme de la contractualisation individuelle d'un militaire à des niveaux stratégique, opérationnel ou purement tactique; soit collective, c'est-à-dire à travers la participation en unités constituées ou contingents. La participation à une OMP, au-delà de ses aspects culturels, symboliques voire pécuniaires, confère aux personnels qui y prennent part un véritable savoir-faire, autant de compétences susceptibles d'être valorisées au plan national, en cas de nécessité.

Aussi, notre participation à une OMP, en l'occurrence la Mission de Stabilisation de

l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) en qualité d'observateur militaire, d'officier de liaison et de force intérimaire du Quartier Général avancé, dans les villes de Kongolo, Kalemie, Katanga, Secteur militaire composé de quatre provinces ainsi que dans la ville de Bunia dans la Province de l'Ituri au cours de la période 2016-2017, nous a permis d'acquérir des compétences essentielles dans l'exécution des missions de défense dans des contextes de crises difficiles tant au niveau stratégique qu'opérationnel, et subséquemment à l'enrichissement desdites compétences dans le traitement et la compréhension des questions liées au DDR. En effet, durant cette période, nous avons travaillé en étroite collaboration avec la Section DDR de la ville de Kalemie dans la province de Tanganyika, en tant qu'officier de liaison des Forces Armées Nationales Congolaises (FARDC) à Bunia. Hormis les ex-combattants locaux qui avaient été pris en charge par la Section DDR de l'ONU, certains sont arrivés du Soudan du Sud et après avoir suivis le processus DDR ont été rapatriés pour une réinsertion.

Le programme d'intégration dans les rangs des FARDC de certains ex-combattants du groupe Mai-Mai Yakutumba, groupe rebelle qui contrôle encore la majeure partie du territoire de Fizi dans la province du Sud-Kivu en RDC a eu lieu à plusieurs reprises. Beaucoup de ces ex-combattants ont intégré la 61ème brigade d'infanterie de l'armée congolaise stationnée à Kalemie, et en constituent le pourcentage le plus élevé de ladite brigade. Par ailleurs, il a été observé que certains des ex-combattants ont déserté les Forces Armées nationales Congolaises et réintégré les armées Mai Mai Yakutumba. Dans d'autres cas, même des officiers supérieurs ont déserté et certains soldats ont emporté des armes et des munitions.

Eu égard à ce qui précède, nous pensons que la décision d'intégrer d'anciennes milices dans l'armée nationale est généralement une option politique qui entraverait le professionnalisme de certains militaires, l'esprit de corps, augmenterait la probabilité de violation des droits de l'homme et pourrait être potentiellement vectrice d'instabilité ou d'un retour rapide à la vie armée. Les efforts entrepris au Cameroun pour mettre en place des forces de défense et de sécurité tenaces et professionnelles peuvent être grandement compromis si une telle approche était expérimentée dans le processus de DDR en cours.

Notre expérience en RDC démontre qu'il n'est pas nécessaire de transposer le modèle congolais ou tout autre modèle dans le processus DDR camerounais car

toutes les institutions étatiques sécuritaires sont pleinement opérationnelles, d'où l'importance d'une contextualisation dans la mise en œuvre du DDR. L'option de réintégrer et de réinsérer les ex-combattants dans la vie civile, contribuerait à éviter certaines dérives observées çà et là.

## CONCLUSION

Pour conclure, nous constatons que le processus DDR, pratique importée au Cameroun, malgré les pesanteurs observées sur le terrain, progresse lentement avec des résultats louables enregistrés. Sous l'impulsion du Chef de l'Etat, les efforts du gouvernement témoignent d'une volonté politique manifeste de voir la paix restaurée dans le pays en général, notamment dans les régions en crise.

Cependant, une rapide observation de la scène internationale nous permet de dire qu'une importation et une expérimentation aveugles des modèles appliqués ailleurs, à l'instar du DDR en République démocratique du Congo dans lequel l'ONU, pourraient saper tous ces efforts et plonger le pays dans un cycle interminable de conflits. Bien que le processus du Cameroun se déroule sans la présence d'une mission de maintien de la paix, elle s'opère avec un soutien étroit des agences du système des Nations Unies (OIM, PNUD).

## Biographie

LAMB Guy, *Approches actuelles de la conception et de la mise en œuvre du programme de désarmement, démobilisation et réintégration* (DDR).

MUNIVE, J. et STEPPUTAT, F, *Repenser les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration*; *Stabilité: Journal international de sécurité et de développement*, 2015.

"Désarmement, démobilisation et réintégration, Recueil de projets Migration" OIM/ONU, 2010-2017.

SAÏBOU Issa et Nadine MACHIKOU, *Réintégration des perspectives des anciens associés de Boko Haram de la région de l'Extrême-Nord au Cameroun*, Février 2019

Transcription de l'Assemblée générale des Nations Unies, 2018.



LCL JING Emmanuel ACHU  
Conseiller Technique MINDEF

# GARDIENNE DE LA PAIX, LA POLICE CAMEROUNAISE, UN ACTEUR INCONTOURNABLE DU DDR INITIÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Par CD Founa 7 Hector Marcial

*Le processus de DDR initié en novembre 2018 au Cameroun bénéficie de l'appui de la Sûreté Nationale notamment dans le cadre de sa mission de protection des institutions, des personnes et des biens. Et en considération de sa longue et riche expérience dans les opérations de soutien à la paix des Nations Unies en Afrique et dans le monde, selon l'auteur<sup>1</sup>, le processus de DDR en cours pourrait se voir enrichi de son expertise. La Police<sup>2</sup> en tant que bras de l'État commis à la préservation de la paix et de la sécurité doit exploiter tout le potentiel du DDR, particulièrement en matière de renseignement. Elle disposerait alors d'un adjuvant non négligeable dans l'accomplissement de ses missions. Pour cela, il faudrait une définition consensuelle des objectifs par les différentes institutions impliquées, une répartition des charges tenant compte des avantages comparatifs et une mobilisation des capacités internationales et transnationales.*

1 FOUNA Hector est Commissaire Divisionnaire, en service à la Direction de la Formation de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale (DGSN). Il a servi au sein de la MINUSTAH (2011-2014), de la MINUSMA (2014-2015) et de la MINUSCA (2015-2018). Dans son dernier déploiement, il a servi comme chef d'état-major de la composante police.

2 Les vocables Police, Sûreté Nationale ou Police Camerounaise renvoient à la Délégation Nationale à la Sûreté Nationale.



La police camerounaise avec des boucliers anti-émeute patrouille dans une rue du quartier administratif de Buea le 1er octobre 2017 / CNN Travel

## INTRODUCTION

Confronté à des défis sécuritaires dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, animés entre autres par des camerounais, le Chef de l'État, garant de la paix et de la sécurité nationales, et poursuivant ses efforts engagés dans la résolution desdites crises, a, à l'occasion de son discours d'investiture le 6 novembre 2018, décliné son offre de paix à l'endroit des compatriotes impliqués dans ces actes de violence. Vingt-quatre jours plus tard, cette offre se concrétisait par le Décret 2018/719 portant création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR). L'objectif était d'offrir un cadre d'accueil et de réinsertion sociale aux repentis du Boko Haram et aux membres des groupes armés des Régions du Nord-Ouest et du

Sud-Ouest désireux de répondre à l'offre de paix<sup>3</sup>. Placé sous l'autorité du Premier ministre, le CNDDR est constitué des organes suivants : un Conseil de direction, une Coordination Nationale, et des Centres régionaux à Bamenda, Buea et Mora.

Né en marge des Opérations Multidimensionnelles de maintien de paix<sup>4</sup>, dans la réforme impulsée par le Secrétaire Général des Nations Unies d'alors, Boutros Boutros Ghali, et partant du constat selon lequel le continuum paix et sécurité ne saurait être assuré au sortir d'un conflit sans le retrait de la scène des armes

<sup>3</sup> Communiqué du Ministre d'Etat, Secrétaire Général de la Présidence de la République daté du 30 novembre 2018.

<sup>4</sup> Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies « Agenda pour la paix : Diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix » A/47/277 du 17 juin 1992 paragraphe 55.



et de ceux qui animent le conflit, le DDR<sup>5</sup> a connu plusieurs mutations. Si un consensus semble se dégager sur le contenu des deux premières générations de DDR, la troisième reçoit des contenus différents selon les auteurs<sup>6</sup>. Pour Dean Piedmont, originellement conçu comme un outil post conflit, le DDR est aujourd'hui convoqué dans des environnements de conflit actif pour des personnes associées au terrorisme<sup>7</sup>. C'est bien dans ce cadre que s'inscrit le processus initié au Cameroun en novembre 2018. Les réserves<sup>8</sup> émises sur ce processus ne tiennent que si l'on se cantonne aux deux premières générations de DDR. C'est donc avec des ingrédients anciens et en s'appuyant sur les expériences vécues et éprouvées, que le CNDDR est appelé à produire une approche originale en la matière qui réponde aux besoins, enjeux et défis actuels.

La Sûreté Nationale, par le biais de son Délégué Général siège au Conseil de Direction du CNDDR, au sein duquel l'on retrouve quatorze entités extérieures au CNDDR. Les activités de DDR ne rentrent pas le champ doctrinal originel de déploiement de ses principales missions statutaires. L'on pourrait donc se demander quelle plus-value cette institution apporte ou peut apporter dans la perspective d'une plus grande efficacité du CNDDR récemment créé et plus généralement dans la résorption des crises en cours. Pour répondre à cette interrogation, il faut se souvenir que la Police est au Cameroun la force de sécurité pionnière du maintien de la paix. Elle bénéficie d'une longue expérience et d'une culture acquise au sein des Opérations de Maintien de la Paix (OMP) des Nations Unies, traduisant par-là, l'adhésion du Cameroun, aux valeurs de paix, de solidarité et de sécurité collective et internationale. En effet, depuis 1992, près de 300 policiers déployés dans plus de quinze opérations de maintien de la paix des Nations Unies<sup>9</sup>, ont été des témoins privilégiés de l'évolution conceptuelle et de la

pratique du DDR. Forte de son expérience nationale et internationale, la Sûreté Nationale apparaît comme un facilitateur du DDR doté d'une véritable culture stratégique et opérationnelle (I) ; lequel DDR peut soutenir l'exécution de ses propres missions dont le succès constitue un gage de la vie en société (II). Pour ce faire, certaines conditions doivent être réunies (III).

## La Sûreté Nationale : une culture stratégique et opérationnelle à mettre en valeur dans l'implémentation du DDR au Cameroun

La Police Camerounaise, incontestablement, jouit d'une culture stratégique et opérationnelle acquise dans les OMP de l'ONU. Aussi, en tant que partenaire privilégié, elle contribue à la création d'un environnement sécurisé pour le déploiement du DDR (A). Cette action peut être renforcée par la mise à contribution de son expérience internationale (B).

### La contribution à la création d'un environnement sécurisé pour le déploiement du DRR

La fourniture de certaines garanties minimales de sécurité est l'une des conditions sine qua non du déploiement du DDR sur le terrain, et ceci, peu importe les contextes de crise. La Police y contribue à travers les opérations de rétablissement et de maintien de l'ordre public déployées dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (1) ainsi que la sécurisation des installations et des opérations sur CNDDR (2).

#### Le rétablissement de l'ordre public : condition primordiale pour la mise en œuvre du DDR sur le terrain

"Le maintien de l'ordre a pour objet de prévenir les troubles afin de n'avoir pas à les réprimer. Il comporte également, si l'ordre vient à être troublé, des mesures destinées à les rétablir" dispose l'article 1er du Décret n° 68/DF/33 du 29 Janvier 1968 fixant les missions de défense des forces régulières supplétives et auxiliaires. En prenant les armes contre le Cameroun, Boko Haram puis les groupes armés sécessionnistes ont imposé aux forces de défense et de sécurité des opérations tendant à restaurer l'ordre public. C'est ainsi que la Sûreté Nationale a déployé ses forces de deuxième catégorie sur les théâtres d'opérations dans les régions de l'Extrême-Nord puis celles du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Dans chacun de ces contextes sécuritaires volatiles et complexes, elle contribue, parfois jusqu'au sacrifice suprême (le cas des policiers

<sup>5</sup> Le DDR est défini dans la Note du Secrétaire Général des Nations Unies A/C.5/59/31 du 24 mai 2005

<sup>6</sup> Robert Muggah, "Next-Generation Disarmament, Demobilization and Reintegration", *World Politics Review* Tuesday, June 17, 2014 <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/13862/next-generation-disarmament-demobilization-and-reintegration>, consulté le 06 mai 2020.

<sup>7</sup> Dean Piedmont, "Advancing A New Approach to DDR and Stabilization" November 8, 2018, disponible à l'adresse <https://www.creativeassociatesinternational.com/insights/advancing-a-new-approach-to-ddr-and-stabilization/> consulté le 06 mai 2020.

<sup>8</sup> Voir Claude Biao, « Quelles perspectives pour la campagne de DDR au Cameroun », <https://stakvoirexperts.com/perspectives-ddr-au-cameroun/>, consulté le 01 avril 2020.

<sup>9</sup> Elève-Commissaire de Police EYINGA Suzanne Rolie, « La contribution de la police camerounaise aux opérations de maintien de la paix (OMP) de l'organisation des Nations Unies », mémoire de fin de formation, 2020.

tués dans le Sud-Ouest le 15 juin 2019 dans l'explosion d'un engin explosif improvisé entre Eyumodjock et Otu)<sup>10</sup>, au rétablissement d'un environnement dans lequel les structures du CNDDR ont pu se mettre en place. Depuis octobre 2016, par exemple, dans les régions d'expression anglaise, le Commandement Central des Groupements Mobiles d'Intervention, participe au rétablissement de l'ordre en contexte de crise, à travers des techniques d'intervention efficaces et une logistique adaptée

### **La sécurisation des installations et des activités du CNDDR**

L'offre de paix faite par le Chef de l'Etat n'a pas suscité l'adhésion de tous. Pour certains, cette offre représente un risque important de perte de positions de puissance et de pouvoir, résultant de la captation de certaines ressources tant financières que psychologiques induites de la déstabilisation ou de la permanence et la rémanence de la violence dans ces régions. Aussi, la perte d'influence et de ressources résultant de cette violence et insécurité "rentières" induit-elle la mobilisation de tous les efforts et moyens possibles pour faire dérailler le processus. Cela peut se traduire par des menaces à l'endroit des combattants qui décident de déposer les armes, du personnel du CNDDR dans les sites de Mora, Buea ou Bamenda, ou de la destruction des infrastructures desdits Centres régionaux.

Par conséquent, dans de tels contextes, il appartient donc à la Police de s'acquitter au profit du CNDDR de sa mission de protection des institutions, des personnes et des biens. Pour faire échec à l'éventualité de déstabilisation du processus de DDR, elle assure la protection des installations et du personnel du CNDDR. De même, dans le déploiement de ses activités sur le terrain, le CNDDR bénéficie de la couverture sécuritaire des forces de sécurité, ainsi que des forces de défense. Cet appui peut être étendu en tant que de besoin. La seule présence des forces de défense et de sécurité permet de créer et de renforcer les conditions d'une sécurité optimale et partant de réalisation en toute quiétude des missions des différents centres régionaux de DDR à travers le territoire national.

A Buea, par exemple, si la structure est sécurisée par l'armée, la Sûreté Nationale a mis en place une couverture discrète impliquant plusieurs de ses services qui permet de détecter et régler par anticipation certaines situations. Un dispositif semblable est

également mis en place à Bamenda. En effet, en plus de la couverture discrète, les fonctionnaires de police interviennent à l'intérieur du Centre Régional où, ils mènent des activités de counseling, de suivi psychologique et de résolution des conflits. Ces équipes, issues diverses unités, prennent en compte l'approche genre. Ainsi, les pensionnaires du Centre peuvent avoir toujours à disposition l'interlocuteur adéquat sans être confrontés à une barrière liée à la question genre. Laquelle, bien évidemment constitue une thématique transversale et essentielle des opérations de maintien de la paix, expertise et expérience acquises par les fonctionnaires de police à travers leur participation active et reconnue au niveau international.

### **La mise à contribution de l'expérience internationale de la DGSN**

Au sein d'une OMP, les personnels déployés, qu'ils soient civils, policiers ou militaires, acquièrent/développent une réelle culture de paix, mais aussi des cultures stratégique, organisationnelle, professionnelle et opérationnelle. L'expérience de la police peut s'avérer assez particulière. En effet, les fonctions de police des opérations de maintien de la paix des Nations Unies – UNPOL qui se déclinent en trois tâches majeures : "la fourniture d'une assistance d'experts et des missions politiques spéciales des Nations Unies peuvent consister à appuyer la réforme, la restructuration et le renforcement des institutions de police et de maintien de l'ordre de l'État hôte, à apporter un soutien opérationnel à la police de l'État hôte et aux autres services de maintien de l'ordre et à assurer à titre provisoire des services de police et de maintien de l'ordre"<sup>11</sup>. Son action se situe au cœur des communautés, d'où une certaine proximité et une réelle plus-value dans l'établissement des relations de confiance entre elle et les populations.

Par ailleurs, "la complexité des environnements en zone de guerre au niveau psychologique, social et culturel et les impacts des OMP sur la psyché collective et individuelle"<sup>12</sup> est un aspect non négligeable, susceptible d'être valorisé dans le contexte camerounais de mise en œuvre du DDR. En effet, les ressources humaines déployées dans les OMP en Afrique et dans le monde, au travers de leur expérience cumulée et accumulée ont acquis un véritable

<sup>10</sup> <https://www.aa.com.tr/fr/monde/cameroun-au-moins-5-policiers-tu%C3%A9s-dans-lexplosion-dune-mine-/1505542>, consulté le 18 mai 2020.

<sup>11</sup> Résolution 2185 (2014) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7317<sup>ème</sup> séance, le 20 novembre 2014 référence S/RES/2185 (2014)

<sup>12</sup> Tessier, M. (1999). "Le maintien de la paix : de la théorie et des acquis pratiques". *Études internationales*, 30 (1), p. 142.

“habitus”<sup>13</sup> et une culture des OMP et de la paix, de manière générale.

Dans ce contexte, la transmission de cet habitus, dans le sens de Norbert Elias, sous la forme d’un “processus de civilisation”<sup>14</sup> et de cette culture policière<sup>15</sup>, à travers un véritable partage des acquis pratiques, constituerait un réel bénéfice dans la mise en œuvre du processus en cours.

Dans les opérations de maintien de la paix des

Nations Unies, la nature éminemment politique du DDR place généralement les activités y relatives sous la responsabilité d’une section civile dédiée. Le soutien de la police des Nations Unies (UNPOL) à ces activités varie tout au long du processus. Les particularités du DDR camerounais imposent un tri dans la panoplie des actions que peut déployer une UNPOL. Au regard des missions assignées au CNDDR par l’article 2 du décret 2018/719 précité, l’expertise de la Sûreté Nationale peut être pleinement valorisée et constituer une plus-value dans le cadre des actions du désarmement.

Aussi, les compétences de ses fonctionnaires de la Sûreté Nationale en matière de dialogue, négociation, engagement des communautés développées au contact d’UNPOL peuvent s’avérer utiles dans le rétablissement de la confiance entre les ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés des régions de l’Extrême-Nord, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et leur Etat, notamment ceux désireux de répondre favorablement à l’offre de paix du Chef de l’Etat. Ce qui implique, au préalable une réelle connaissance, compréhension des enjeux et contraintes stratégiques et opérationnels imposés par ces crises ainsi que des réalités socio-politiques propres à ces régions.

<sup>13</sup> Selon Pierre Bourdieu, l’habitus est une « loi immanente, déposée en chaque agent par la prime éducation, qui est la condition non seulement de la concertation des pratiques mais aussi des pratiques de concertation, puisque les redressements et les ajustements consciemment opérés par les agents eux-mêmes supposent la maîtrise d’un code commun et que les entreprises de mobilisation collective ne peuvent réussir sans un minimum de concordance entre l’habitus des agents mobilisateurs (e. g. prophète, chef de parti, etc.) et les dispositions de ceux dont ils s’efforcent d’exprimer les aspirations. », BOURDIEU P., (2000). *Esquisse d’une théorie de la Pratique*. Paris, Éditions du seuil (essais, 405), p. 272.

<sup>14</sup> Norbert Elias (1939), *The Civilizing Process: Sociogenetic and Psychogenetic investigations*, Wiley, 2000. 592 pages.

<sup>15</sup> Lire dans ce sens l’analyse de Maury, S. & Tanner, S. sur la culture de la police canadienne dans les OMP. Dans MAURY, S. & Tanner, S. (2014). “Cultures policières et opérations internationales de paix”. *Criminologie*, 47 (2), 105–126. <https://doi.org/10.7202/1026730ar>.



Des membres de la police camerounaise patrouillent dans un quartier de Buea, Chef-lieu du Sud-Ouest anglophone / AFP

Par ailleurs, les unités de police peuvent servir de portes d'accès vers les centres régionaux du CNDDR. En effet rien n'empêche ces ex-combattants de prendre attache avec les unités de la Sûreté Nationale pour avoir accès au programme DDR. Il importe à cet égard de mettre en place un protocole standardisé de gestion des personnes désireuses de rejoindre le processus DDR. Ce protocole devrait prendre en compte les éléments suivants : la sécurité des primo-intervenants ; la sécurisation immédiate du ou des ex-combattant(s), les procédures de liaison avec le démantèlement du CNDDR concerné ainsi que les modalités de transfert vers le centre DDR le plus proche où leur savoir peut aider à l'accomplissement des missions de la Sûreté Nationale.

### **Le DDR, un adjuvant aux missions de la Sûreté Nationale**

Les ex-membres de Boko Haram ou des groupes armés sécessionnistes disposent d'une incommensurable richesse en termes de savoirs, véritables capitaux sur les organisations auxquelles ils ont appartenu. En cela, ils constituent de véritables ressources à valoriser. Leur exploitation constitue un atout dans l'exécution des missions des forces de sécurité notamment en matière de maintien de l'ordre (A) et de lutte contre la criminalité nationale, transnationale et internationale (B).

### **Appui au maintien de l'ordre**

Les activités de Boko Haram ou des groupes armés sécessionnistes constituent des menaces à l'ordre public et sont de véritables hypothèques à la cohésion sociale et à la paix et à la sécurité nationales. Parmi les plus récentes, l'on peut citer les attaques de Galim du 07 mars 2020 et l'attentat kamikaze d'Amchidé un mois plus tard. Bien que l'action des forces de défense et de sécurité ait grandement réduit le potentiel déstabilisateur de ces entités, ces attaques, par leur effet de surprise, ont quand même ébranlé les dispositifs en place.

Au regard de la complexification de ces crises internes qui s'opèrent au sein des communautés, il est nécessaire pour ces forces d'être en éveil et veille permanente. En effet, selon le Colonel Abraham Avi Sivan : "si l'ennemi vous surprend plus d'une fois, arrêtez-vous et refaites sa connaissance"<sup>16</sup>. Le DDR en cours au Cameroun offre une réelle opportunité de

réflexion, d'introspection et d'analyse évaluative et prospective des connaissances des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sur ces organisations, leurs stratégies, et modes d'action, afin de mieux les contrecarrer et d'annihiler les failles dont elles profitent dans les dispositifs en place pour mener leurs attaques. Du côté des FDS, c'est une excellente occasion, d'apporter les nécessaires évolutions et adaptations en termes de vision stratégique, modes opératoires, et de mise à niveau de moyens logistiques sur le terrain. L'objectif général étant d'assurer le maintien et de l'ordre par la prévention à travers une démarche proactive en vue d'une paix et d'une sécurité durables.

### **Le DDR, un ingrédient de la lutte contre la criminalité nationale et internationale**

Du point de vue des pratiques, il faudrait commencer par les usages des coupeurs de route. C'est un phénomène récurrent dans cette zone qui se manifeste en embuscades et raids sur des campements isolés et en vols de troupeaux. Une autre pratique consiste en des prises d'otages. Le kidnapping de personnes et personnalités s'exerce généralement sur des individus issus de familles rurales, en vue du paiement d'une rançon sous peine de l'assassinat des otages (Saibou 2006)<sup>17</sup>.

Cette description, bien que contextualisée dans le cadre de l'analyse des pratiques criminelles des coupeurs de route dans la région de l'Extrême-Nord, dans une certaine mesure, n'est pas très éloignée de celles déployées par Boko Haram dans la même région. Elle est tout aussi pertinente dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Dans l'un et l'autre cas, ces groupes tirent parti des réseaux et trafics divers qui alimentent l'économie souterraine. "Dans cet ensemble d'activités, la frontière sert de balancier entre l'État où est illicitement prélevée la ressource, souvent violemment, et celui où elle est stockée ou écoulée. Cette organisation spatiale confère aux activités concernées une portée internationale et favorise la connexion à des réseaux globaux de criminalité"<sup>18</sup>. Aussi, en plus de ses propres ressources, la Sûreté Nationale pourrait, de manière complémentaire mobiliser, grâce aux mécanismes de la coopération policière internationale, les ressources d'Interpol ou celles dédiées à la lutte contre la criminalité

<sup>17</sup> Cité par Etanislav Ngondi, « L'Afrique centrale face aux enjeux sécuritaires du XXI<sup>e</sup> siècle », *Les perspectives de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle*. Sous la direction de Joseph Gahama. Dakar, CODESRIA, 2015, P 88-89.

<sup>18</sup> Rodrigue Nana Ngassam, « insécurité aux frontières du Cameroun » S.E.R. mars 2014, pages 7 à 16, disponible à l'adresse <https://www.cairn.info/revue-etudes-2014-3-page-7.html>, consulté le 01 avril 2020.

<sup>16</sup> Cité par Bobbo Ousmanou, « Boko Haram, inextirpable ? » *L'œil du Sahel* N° 1319 du vendredi 24 janvier 2020 p.11.

transfrontalière et ou organisée. Pour plus d'efficacité, elle gagnerait donc à exploiter le potentiel que constituent les ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés sécessionnistes dans le cadre d'un processus durable de réintégration et de réinsertion. La fonctionnalité stratégique et opérationnelle du renseignement, en pareille situation, permettrait de mieux coordonner les différentes actions des forces sur le terrain ; encore faudrait-il que certaines conditions soient réunies.

### Conditions de la réalisation du potentiel du DDR

Pour que le potentiel que présente le processus DDR pour l'exécution des missions de la Sûreté Nationale soit optimal, il faut une forte coordination des acteurs intéressés (A) et un renforcement du partage des informations (B).

### La coordination des acteurs

Véritables viviers d'informations, les ex-combattants de Boko Haram ou des groupes armés sécessionnistes, en termes de renseignements fiables sur leurs anciennes organisations, leur structuration, organisation en interne, leurs modes d'action et capacités logistiques, présentent un énorme potentiel susceptible d'intéresser plusieurs institutions étatiques impliquées dans les secteurs de la sécurité et de la défense. Cependant, l'appareil et les dispositifs camerounais, en la matière, à travers la diversité de ses services et structures pourrait porter en lui-même, les germes d'une cacophonie pouvant entraîner une exploitation non optimale de ces différentes sources. D'où, l'exigence d'une véritable coordination, cohérence et complémentarité dans la gestion du renseignement et autres informations émanant des ex-combattants, dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, comme dans la région de l'Extrême-Nord. Concrètement, il serait donc souhaitable que des objectifs d'une recherche coordonnée et complémentaire soient définis par l'ensemble des parties prenantes et que des mécanismes de d'opérationnalisation de ces objectifs soient mis en œuvre. Le Conseil de Direction du CNDDR pourrait être le cadre idoine de conduite de ces discussions.

Après la définition des objectifs, des équipes mixtes constituées de représentants des entités concernées, mettant à profit les avantages comparatifs des structures d'origine des membres et dotées de ressources appropriées, pourraient être détachées auprès de chaque Centre régional pour la mise en œuvre des orientations arrêtées.

### Le renforcement du partage d'informations

Les informations susceptibles d'être recueillies par le biais du processus DDR sont de plusieurs ordres. Les armes et munitions collectées grâce au processus DDR peuvent fournir d'intéressantes indications sur les filières d'approvisionnement, les trafiquants, les mécanismes de paiement etc. L'exploitation des informations fournies par ce biais peut nécessiter le recours aux ressources d'organisations partenaires tel l'Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime. Une coopération internationale dynamique participerait à la pleine réalisation des missions de la Police en matière de renseignement dans la lutte contre la criminalité nationale et internationale.

Le partage d'informations dans le cadre de la coopération internationale suppose qu'au plan interne, les informations relatives aux armes à feu et des munitions, sont correctement traitées et conservées. Pour une plus grande efficacité des services de sécurité, il serait souhaitable qu'une plateforme numérique de partage d'information assise sur la base de données des armes collectées soit mise en place. Elle permettrait aux services concernés de prendre le relais

### Conclusion

Gardienne de la paix, la Sûreté Nationale est un acteur incontournable du DDR, tel qu'initié par le Chef de l'Etat. Aussi, le Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration et la Police Camerounaise sont-ils engagés dans une relation symbiotique dans laquelle la cette dernière peut apporter une plus-value substantielle, notamment par le biais de ses des compétences multivariées en matière de dialogue, négociation, maintien de l'ordre et engagement des communautés, héritées d'une expertise et d'une expérience internationales et nationales éprouvées et avérées. Pour que cette relation soit plus fructueuse, et partant contribue à une plus grande efficacité du CNDDR, une étroite coordination au sein du Conseil de Direction, doit être mise en place. Grâce au cercle vertueux ainsi enclenché, l'ordre public sera maintenu par le biais des mesures préventives. Dans cette perspective, la Sûreté Nationale doit garder à l'esprit que l'environnement post-DDR sera différent de celui qui l'a précédé. Il lui faut donc se réinventer afin de contribuer au mieux à la restauration du lien police/population ; citoyens/Etat. Ceci implique un changement de paradigme à l'image de celui initié par le "mendiant de la paix". La Sûreté Nationale pourra-t-elle relever ce défi ?

## SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BIAO (Claude), "Quelles perspectives pour la campagne de DDR au Cameroun", <https://stakvoireexperts.com/perspectives-ddr-au-cameroun/>.

BOBBO Ousmanou, "Boko Haram, inextirpable?" *L'œil du Sahel* N° 1319 du vendredi 24 janvier 2020.

BOURDIEU (Pierre), *Esquisse d'une théorie de la Pratique*. Paris, Éditions du seuil (essais, 405), 2000.

Communiqué du Ministre d'Etat, Secrétaire Général de la Présidence de la république daté du 30 novembre 2018.

ELIAS (Norbert), 1939, *The Civilizing Process: Sociogenetic and Psychogenetic investigations*, Wiley, 2000, 592 pages.

EYINGA (Suzanne Rolie), Elève-commissaire de police, "La contribution de la police camerounaise aux opérations de maintien de la paix (OMP) de l'Organisation des Nations Unies", Mémoire de fin de formation, 2020.

MAURY, S. & Tanner, S. (2014). "Cultures policières" et opérations internationales de paix". *Criminologie*, 47 (2), 105–126. <https://doi.org/10.7202/1026730ar>.

MUGGAH (Robert), "Next-Generation Disarmament, Demobilization and Reintegration", *World Politics Review* Tuesday, June 17, 2014, <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/13862/next-generation-disarmament-demobilization-and-reintegration>.

NANA NGASSAM (Rodrigue), "insécurité aux frontières du Cameroun" S.E.R. mars 2014, pages 7 à 16, <https://www.cairn.info/revue-etudes-2014-3-page-7.html>.

NGODI (Etanislav), "L'Afrique centrale face aux enjeux sécuritaires du XXIe siècle", *Les perspectives de l'Afrique au XXIe siècle*. Sous la direction de Joseph Gahama. Dakar, CODESRIA, 2015, P 88-89.

PIEDMONT (Dean), "Advancing A New Approach to DDR and Stabilization" November 8, 2018, <https://www.creativeassociatesinternational.com/insights/advancing-a-new-approach-to-ddr-and-stabilization/>.

Résolution 2185 (2014) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7317e séance, le 20 novembre 2014 ; S/RES/2185 (2014) <https://digitallibrary.un.org/record/783462?ln=fr>

Secrétaire Général des Nations Unies "Agenda pour la paix : Diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix" A/47/277 du 17 juin 1992 paragraphe 55.

Secrétaire Général des Nations Unies, "Note A/C.5/59/31", New York, Nations Unies, Assemblée Générale, 24 mai 2005, PP 1-2, disponible via <https://undocs.org/fr/A/C.5/59/31>.

*United Nations, Concepts, Policy and Strategy of the IDDRS: The UN Approach to DDR 2006.*

TESSIER M, (1999). "Le maintien de la paix : de la théorie et des acquis pratiques". *Études internationales*, 30 (1), 137–145. <https://doi.org/10.7202/703998ar>.

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/cameroun-au-moins-5-policiers-tu%C3%A9s-dans-lexplosion-dune-mine-/1505542>

Hector Marcial FOUNA 7  
Commissaire Divisionnaire  
Direction de la Formation DGSN



# DÉSARMEMENT DÉMOBILISATION ET RÉINTÉGRATION (DDR) : UN PARADIGME STRUCTURANT DANS LA RÉOLUTION DE LA CRISE ANGLOPHONE EN COURS AU CAMEROUN

Par René Ngek MONTEH, PhD

*Les conflits et guerres postcoloniales dans les pays africains sont toujours en augmentation, malgré de nombreux efforts pour y mettre fin. Depuis lors, certains États africains ont fait des progrès dans la consolidation de la paix après les conflits et la réconciliation intergroupes. Les attaques de terroristes dans la région de l'Extrême-Nord depuis plus de cinq ans et les violences propagées par les groupes armés séparatistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis 2016 ont laissé un impact écrasant sur la vie socio-économique et politique du Cameroun. La crise qui a commencé comme une revendication corporatiste dans les deux régions principalement d'expression anglaise du pays et auxquelles des solutions appropriées ont tardé à être apportées, a été détournée par le mouvement sécessionniste. C'est dans ce contexte que le Président de la République du Cameroun a signé un décret en novembre 2018 portant création du Comité National du DDR pour tenter de résoudre la crise anglophone en cours. Cet article examine la pertinence du DDR dans la réforme du secteur politique et de la sécurité dans les régions anglophones. Ce document utilise des méthodes mixtes pour vérifier cet objectif. Parmi les nombreux résultats, nous avons découvert que, le DDR dans ces régions peut contribuer de manière significative à la consolidation de la paix malgré les nombreux défis auxquels il est confronté.*

Mots clés: Crise anglophone, DDR, guerre civile, consolidation de la paix, séparatiste.



Répentis du NOSO au Grand Dialogue à Yaoundé

## Introduction

Le Cameroun, au cours de la dernière décennie, a connu une violence intense entre les forces gouvernementales et l'insurrection de Boko Haram dans la région de l'Extrême - Nord et, dernièrement, la lutte armée indépendantiste des Régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest). La crise a commencé en octobre 2016 avec des protestations d'enseignants et d'avocats qui se sont transformées en insurrection armée fin 2017 et ont depuis dégénéré en guerre civile. Le conflit a tué au moins 1850 personnes depuis septembre 2017 et ses conséquences sont maintenant perceptibles dans les régions de l'Ouest et du Littoral. Il a eu un impact social et humanitaire substantiel dans les régions anglophones : la plupart des écoles ont été fermées depuis près de quatre ans ; plus de 170 villages ont été détruits ; 530 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et 35 000 ont cherché refuge au Nigéria voisin. Le conflit a également dévasté l'économie locale, qui représente environ un cinquième du PIB du pays.<sup>1</sup>

La paix, la stabilité et la sauvegarde sont des éléments importants de la sécurité non seulement des États mais aussi de celle des citoyens et de leurs biens. Cela nous amène à la nécessité d'avoir des éléments transformationnels dans la société pour qu'il y ait un développement durable, en d'autres termes, les paramètres de sécurité transformationnels sont un élément important du développement durable, et cela n'est possible que lorsqu'il existe des synergies entre des efforts coordonnés à long et court terme. C'est dans ce contexte que le 30 novembre 2018, le Président Paul Biya a signé un décret créant le Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration, "CNDDR". Le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) opèrent la plupart du temps en même temps que les processus de justice transitionnelle dans les sociétés touchées par les conflits. Il s'agit d'un processus complexe aux dimensions politiques, militaires, sécuritaires, humanitaires et socio-économiques.

Dans ce contexte et conformément aux normes internationales conventionnelles et au cas particulier du Cameroun, une analyse technique du DDR hors de tout doute, témoigne d'une autre tentative futile pour faire face à cette crise. L'objectif principal de cet article est d'examiner la réalité du DDR dans ces régions. Il offre une évaluation critique des métriques et des méthodes

actuellement utilisées, met en évidence les défis persistants de l'évaluation d'impact dans des environnements volatils et propose des recommandations pour une évaluation plus rigoureuse de l'impact des programmes du DDR. Le décret met en lumière les lacunes fondamentales suivantes, ce qui en fait seulement un habillage de fenêtre et une autre priorité mal placée.

## 1. Cadre théorique

Dans une tentative de générer une théorie fondée sur le phénomène étudié, il semble important de discuter des perspectives des belligérants quant aux causes des interactions inter sociétales hostiles. L'antagonisme actuel est compris comme une sorte de conflit politiquement motivé avec des revendications sur l'égalité de traitement. En tant que tel, il est important de jeter un œil à certaines théories et analyses qui concernent les tentatives de paix actuelles dans la crise anglophone en cours au Cameroun. Ce faisant, notre analyse sera basée sur les travaux de certains économistes, historiens et anthropologues sociaux qui sont impliqués dans la théorisation des conflits politiques et ethniques. On verra dans quelle mesure ces théories sont applicables à notre étude de cas. Cette étude se reflète dans quatre théories de base, à savoir le conflit, le désarmement, la démobilisation et des théories de réinsertion/ réintégration.

### 1.1 Théorie des conflits

William Zartman, spécialiste des conflits, considère les conflits comme indispensables dans toutes les sociétés humaines et soutient que les conflits aident à mesurer les coûts et l'engagement, et orientent également les choix. Il existe donc des forces opposées dans la vie des individus, des groupes, des structures sociales et des sociétés en général. C'est à partir de ces forces et de la concurrence constante entre les individus et les groupes que la théorie du conflit part de cette hypothèse. Cette théorie soutient que dans toutes les sociétés humaines, toutes les relations politiques, sociales et économiques sont basées sur l'intérêt mutuel, la compréhension et la confiance. Pour Karl Max, les facteurs économiques et la concurrence sont à l'origine de tous les conflits qui entravent les sociétés humaines. L'idée qu'il a avancée était que les sociétés ne peuvent bien fonctionner que si la compréhension et la confiance mutuelles peuvent être identifiées. Dans une telle situation, les désaccords, les divergences de pensée, d'idées et d'intérêt ou mieux encore les situations de friction dans les approches, la rationalité des choix et des décisions seraient évitées. Il

<sup>1</sup> International Crisis Group (2019), « La crise anglophone au Cameroun : comment se rendre aux pourparlers ? », *Rapport Afrique* N° 272 /2, Bruxelles, Belgique, (Traduction du français) Mai 2019, p.2.

a affirmé que c'est le manque de consensus sur un courant de pensées ou du fait de leur caractère multidimensionnel que les conflits sont si répandus.<sup>2</sup>Par conséquent, il semble convaincant d'affirmer qu'une fois qu'il y a une baisse de l'intérêt mutuel, de la compréhension et de la confiance entre les groupes d'individus, le conflit prend le pas. Le principe principal qui sous-tend la théorie des conflits est la conviction que tous les membres de la société humaine n'ont pas les mêmes valeurs, intérêts et attentes. Il y a beaucoup d'écarts lorsqu'on prend en compte d'autres intrants/éléments comme la classe sociale, les privilèges, la position ou la richesse. Chaque société, qu'elle soit petite ou grande, comme cela a été noté dans la crise anglophone au Cameroun, a son propre type de conflits et une classe de personnes pour ses interprétations.

Ibn Khaldun a annoncé sa propre théorie du conflit qui était basée sur le fait que dans le monde arabe, la lutte entre les nomades et les laboureurs représentait les éléments fondamentaux de l'évolution de la civilisation arabe. Il a ensuite inspiré Niccolò Machiavelli dans *Le Prince*, qui considérait le développement de l'État et de ses institutions clés comme des piliers permanents des conflits. Des réflexions similaires sur les théories des conflits ont été faites par Charles Darwin en 1882 lorsqu'il a placé le comportement humain au niveau des espèces végétales. Darwin croyait, comme l'économiste Thomas Malthus, que les ressources étaient largement insuffisantes pour répondre aux besoins de la population croissante et affirmait qu'en raison de la concurrence constante, la vie et la survie étaient une question de forts (le plus fort).<sup>3</sup> Implicitement, Malthus et Darwin faisaient valoir que la concurrence et les conflits entre tous les êtres vivants (animés et inanimés) étaient très courants en raison de la rareté de la nourriture, de l'espace et d'autres ressources précieuses.<sup>4</sup> En substance, ils corroboraient simplement l'idée de Karl Marx.

La théorie des conflits nous expose donc à d'autres sous-théories telles que : les théories du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion/réintégration sont toutes pertinentes dans cet article.

## 1.2 Théorie du désarmement

<sup>2</sup> Comme cité par M. Darwin Wagner (1958), *Critique of a Heritage*, Garden City, NY Doubleday, p.9.

<sup>3</sup> C. Darwin (1872), *L'expression des émotions chez l'homme et les animaux*, Londres, John Murraq, pp.8-10.

<sup>4</sup> Robert H. Frank (2011), *The Darwin Economy: Liberty, Competition, and Common Good*, Princeton, Princeton University Press, p.6.

Selon Koubi<sup>5</sup> le désarmement est l'acte de réduire, de limiter ou d'abolir les armes. Pour lui, le désarmement des nations rivales ne peut avoir lieu que lorsque tous les pays concernés sont mieux lotis et qu'un critère de faisabilité est également satisfait. Le désarmement est plus probable lorsque les nations sont confrontées à un compromis similaire dans l'acquisition d'armes, lorsque l'évolution des capacités militaires peut être vérifiée rapidement et avec précision, et lorsque les systèmes d'armes existants sont facilement reproductibles. Un désarmement réussi exige également que la vitesse de disposition des armes ne soit ni trop rapide ni trop lente. Le désarmement général et complet a été défini par l'Assemblée Générale des Nations Unies,<sup>6</sup> comme la destruction de toutes les armes de destruction massive (ADM), couplée à la réduction équilibrée des forces armées et des armements conventionnels, fondée sur le principe de la sécurité non diminuée des parties en vue de promouvoir ou d'améliorer la stabilité à un niveau militaire inférieur, en prenant compte de la nécessité pour tous les États de protéger leur sécurité.

Freedman,<sup>7</sup> un théoricien du désarmement, soutient que le désarmement peut se produire mais seulement à la suite d'une réduction préalable de la tension. Le désarmement ne peut avoir lieu qu'à la suite d'un accord politique. Il postule que le désarmement nécessitait un système basé sur la responsabilité des États pour leur propre sécurité avec un système alternatif basé sur la sécurité collective. Le principe clé serait que tout acte d'agression, n'importe où, par n'importe qui, contre n'importe qui, fera l'objet d'une résistance collective de tous les membres du système; face à cette menace de puissance écrasante, aucun État ne recourra à l'agression. Une étape pratique vers un désarmement efficace, en prenant toutes les mesures nécessaires, permettrait de résoudre le problème de la paix durable dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

## 1.3 Théorie de la démobilisation

Selon les Nations Unies,<sup>8</sup> la démobilisation est le renvoi officiel et contrôlé de combattants actifs des forces armées ou d'autres groupes armés. La première

<sup>5</sup> Vally Koubi (1994) «Désarmement: une analyse théorique», dans *International Interactions*, 19: 4, 263-281.

<sup>6</sup> Assemblée Générale des Nations Unies, Documents sur le Désarmement 1945-1959, Vol.1, 1945-1956, Publication du Département d'État, 7008, 1960.

<sup>7</sup> Lawrence Freedman (1987), *Why Is Arms Control So Boring?*, Londres: Council for Arms Control, Faraday Discussion Paper n° 9.

<sup>8</sup> Nations Unies (2005), «Note du Secrétaire général sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies», A / C.5 / 59/31, 24 mai.

étape de la démobilisation peut s'étendre du traitement des combattants individuels dans des centres temporaires au regroupement des troupes dans les camps prévus à cet effet (cantonnement, campements, zones de rassemblement ou casernes). La deuxième étape de la démobilisation comprend le programme de soutien fourni aux démobilisés, qui est appelé réinsertion, c'est-à-dire l'assistance offerte aux ex-combattants pendant la démobilisation mais avant le processus de réintégration à plus long terme.

Selon Mc Gaughey<sup>9</sup>, la démobilisation est le processus de démissionner l'armée d'une nation du statut prêt au combat. Cela peut être dû à la victoire en guerre, ou parce qu'une crise a été résolue pacifiquement et qu'une force militaire ne sera pas nécessaire. L'opposé de la démobilisation est la mobilisation. Il a ajouté que la démobilisation d'un ennemi vaincu s'appelle démilitarisation et que la fin de la guerre n'est pas un événement, mais un processus.

Dans le cas à l'étude, la démobilisation aiderait les anciens combattants à les préparer à leur réintégration dans leur société et à être pleinement acceptés par leurs communautés. Le processus de démobilisation n'est pas encore bien efficace car la crise anglophone est toujours en cours de résolution. En outre, le nombre de combattants dans la brousse ne peut être comparé au nombre d'ex-combattants déjà existants dans les camps. Cela montre clairement que le programme de désarmement, démobilisation et réintégration fait encore face à de sérieux défis dans sa phase initiale.

#### 1.4 Théorie de la Réinsertion/ réintégration

La réinsertion est l'assistance offerte aux ex-combattants pendant la démobilisation mais avant le processus de réintégration à plus long terme. La réinsertion est une forme d'assistance transitoire destinée à couvrir les besoins fondamentaux des ex-combattants et de leurs familles et peut inclure des allocations transitoires de sécurité, de la nourriture, des vêtements, un abri, des services médicaux, une éducation à court terme, une formation, un emploi et des outils.<sup>10</sup> Alors que la réintégration est un processus de développement social et économique à long terme et continu, la réinsertion est une aide matérielle et/ou financière à court terme pour répondre aux besoins

immédiats et peut durer jusqu'à un an. Dans ce cas, la réintégration fait référence à un processus par lequel les ex-combattants acquièrent un statut civil et obtiennent un emploi et des revenus durables. La réintégration est essentiellement un processus social et économique avec un calendrier ouvert, se déroulant principalement dans les communautés au niveau local. Elle fait partie du développement général d'un pays et est une responsabilité nationale et nécessite souvent une assistance extérieure à long terme.<sup>11</sup>

Cependant, les causes profondes alléguées telles que le chômage, la marginalisation, la corruption et le manque général d'opportunités nécessitent des investissements importants et coûteux effectués sur de longues périodes. Le désarmement, la démobilisation et la réintégration, de par leur nature, ne peuvent apporter que quelques gains rapides. Il est généralement admis que l'éducation ou la formation professionnelle des ex-combattants est une première étape de la réintégration économique. Pour certains théoriciens critiques de la réintégration, la formation professionnelle persiste parce que c'est ce que les donateurs et les acteurs de la mise en œuvre savent et sont prêts à financer, et elle implique donc peu de risques. Certains ex-combattants des camps suivent déjà une formation qui les aidera à se réinsérer dans la société dans un avenir proche, lorsque le conflit armé doit prendre fin. Mais la question est de savoir comment la formation est-elle durable ? Cette formation leur rapportera-t-elle beaucoup d'argent à la fin du programme ? Auront-ils des marchés prêts pour la consommation des biens qu'ils produisent dans les centres ? Quelle garantie gardera un ex-combattant au camp pour apprendre un programme qu'il n'est pas sûr de lui rapporter beaucoup d'argent à la fin du mois par rapport aux rançons de millions qu'il réclame après avoir kidnappé des gens ?

Outre ces théories avancées dans cet article, on comprendra également que cette étude est donc l'incarnation d'un large éventail de théories sociologiques, chacune contribuant à la compréhension globale des idées spécifiques développées dans cet article.

## 2. Contexte historique et facteurs contribuant à la création du DDR

La crise anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun a suscité la création du Programme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration en novembre 2018. Le

<sup>9</sup> Enzo Nussio et Kimberly Howe (2016), « Quand la protection s'effondre : trajectoires post-démobilisation de la violence », dans *Terrorism and Political Violence*, 28 : 5, 848-867.

<sup>10</sup> Assemblée générale des Nations Unies (2006), Désarmement, démobilisation et réintégration, Rapport du Secrétaire général, soixantième session, Communiqué de presse SC / 6830.

<sup>11</sup> Ibid.

combat entre l'armée formelle et les groupes armés séparatistes et insurrectionnels a fait de nombreuses victimes dans les deux régions anglophones où des civils ont été largement touchés. Le Comité de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) a été créé lors de l'apogée des conflits armés dans les régions anglophones du Cameroun. Cependant, cela a été fait sans dialogue inclusif, accords de paix et cessez-le-feu entre les parties belligérantes. Depuis la création de ce Comité, il y a eu une violence continue. Cela a eu un impact négatif sur le système éducatif, le système judiciaire, accru les souffrances parmi la population, conduit à l'itinérance, à des décès, à des enlèvements, à la pauvreté, à des maladies, l'expulsion sociale, la perte de valeurs/dignité humaine, le déséquilibre politique, la destruction d'infrastructures importantes et surtout, la baisse du taux de la croissance économique/Produit intérieur brut (PIB) du Cameroun. Pendant longtemps, les régions anglophones n'ont pas adhéré à la politique gouvernementale de création du Comité de Désarmement, Démobilisation et Réintégration qui ne reflétait guère leurs aspirations<sup>12</sup>

La position du gouvernement dans la guerre en cours dans ces régions est qu'il est en guerre contre les terroristes, les séparatistes armés, les sécessionnistes et c'est pourquoi il a créé le Programme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration a été créé. Les combattants anglophones sont appelés séparatistes parce qu'ils veulent séparer la République du Cameroun. En effet, le motif sous-jacent de la lutte est la restauration de l'État du sud du Cameroun. La crise de la restauration de l'État du sud du Cameroun britannique n'est pas un phénomène nouveau. Elle ne s'est intensifiée et est devenue violente qu'en 2016. Cela s'est produit lorsque les avocats et les enseignants ont commencé. En effet, la crise anglophone a commencé par des mouvements pacifiques, les promenades et les marches qui sont progressivement devenus violents. Le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (DDR) était créé par le Président de la République dans l'optique de résoudre le problème des combattants séparatistes.<sup>13</sup>

Au figuré, au moins 235 soldats et policiers, 650 civils et près de 1 000 séparatistes ont perdu la vie. Le gouvernement estime à 1,600 morts (400 civils, 160 soldats et policiers et 1,000 séparatistes) ; les fédéralistes

anglophones estiment 3,000 à 5,000 morts ; les séparatistes estiment 5,000 à 10,000 morts ; plus de 170 villages ont été détruits ; 530,000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et 35,000 ont cherché refuge au Nigéria voisin. En comparaison, le nombre de morts dans le conflit avec Boko Haram au Cameroun est de 3,100 sur cinq ans (2014 avril 2019) : 1900 civils, 215 soldats et officiers de police et 1000 combattants. En outre, une centaine d'écoles ont été incendiées au cours des deux dernières années, la plupart par des séparatistes.<sup>14</sup> Il en appert de ce contexte que le DDR a été créé comme un moyen de résoudre rapidement la crise anglophone en cours. Les illustrations suivantes (carte, tableau et figure) donnent une vision vivante de la crise.

**Carte 1 : Carte de la crise anglophone du Cameroun**



Source : International Crisis Group (2019), p.30.

<sup>14</sup> International Crisis Group (2019), p.3.

<sup>12</sup> B. Berinyuy Mangong (2020), « Désarmement, démobilisation et réintégration dans la consolidation de la paix : une enquête sur la crise anglophone au Cameroun en mettant l'accent sur la région du Nord-Ouest », (Projet de travail de) *Mémoire de Master en paix et gestion des conflits avec les relations internationales*, Institut panafricain pour le développement, Buea, p.16.

<sup>13</sup> <https://cameroon-report.com/securite/disarmement-demobilisation-and-reintegration-committee-set-up/> publié le 4 décembre 2018, récupéré en avril 2020.

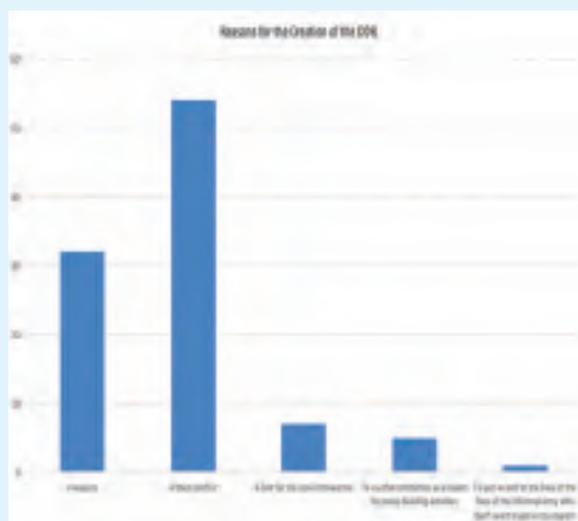
**Tableau 1 : Présence des séparatistes armés dans les régions anglophones**

Groupe	Chef	Bastion	Numéros (est.)
Manyu Tigers	Martin Ashu	Département de Manyu (sud-ouest)	500
Forces de défense du sud du Cameroun (SOCADEF)	Ebenezer Akwanga	Département de Meme	400
Forces de défense d'Ambazonie	Benedict Kuah	Les deux régions	200-500
Dragons rouges	Olivier Lekene Fongunueh (Field Marshall)	Département de Lebialeme (Sud-ouest)	200
Seven Kata		Département de Batibo et Momo (nord-ouest)	200
L'épée de Ambazonie (TSOA)		Département de Meme	200
Ambaland Quifor	Silas Zama	Département de Mezam (Nord-Ouest)	200
Forces de restauration du Cameroun méridional	"Général" RK	Département de Boyo (Nord-Ouest)	100
Guerriers de Nso	Guerriers de Nso	Département de Bui (Nord-Ouest)	100

Source: Collection de l'auteur aidé par International Crisis Group (2019).

Remarque : Il est difficile d'estimer le nombre de ces groupes armés car ils ont tendance à revendiquer un nombre plus élevé que ce qu'ils ont réellement. Par exemple, le chef de la SOCADEF a déclaré que son groupe comptait plus de 3 500 combattants actifs, mais il ne semble pas en avoir plus de 500. Dans ce cas, seuls les groupes répertoriés avec au moins 200 membres, un nom officiel et un chef identifiable étaient mentionnés dans cette table. Il existe également une vingtaine de petits groupes semi-criminels et semi-séparatistes qui comptent quelques dizaines de membres. Enfin, les attaques dans la région de l'Ouest (Départements du Noun, Bamboutos et Menoua) semblent être l'œuvre de quelques petits groupes basés dans le Département de Ngoketunjia (Babessi, Bambaland, Bamessing et Bamali) dans la région du Nord-Ouest.

**Figure 1 : Répartition des répondants par la création du DDR**



Source : BB Mangong (2020), p. 88.

La Figure 1 ci-dessus montre les raisons de la création du Désarmement, de la Démobilisation et de la Réintégration. La figure montre que le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration ont été créés pour les conflits armés, suivis de l'insécurité. Ces deux sont les principaux objectifs de la création du DDR. Toujours comme illustré sur la figure ci-dessus, la troisième raison pour laquelle le programme du DDR a été créé est le fait qu'il est utilisé comme mesure de confiance pour les membres des groupes séparatistes afin qu'il les incite à déposer facilement leurs armes afin de se réintégrer dans la société.

Sous cet angle, on peut dire à juste titre que le DDR a été créé pour les objectifs suivants :

- Contribuer à la sécurité et à la stabilité en facilitant la réintégration et en offrant un environnement propice à la réhabilitation et au relèvement pour commencer;
- Rétablir la confiance en la renforçant entre les factions en conflit et la population en général;
- Pour aider à prévenir ou à atténuer de futurs conflits violents;
- Contribuer à la réconciliation nationale; et
- Libérer des ressources humaines et financières et du capital social pour la reconstruction et le développement.

### 3. Organisation structurelle du DDR au Cameroun

Le DDR des ex-combattants est un processus complexe, aux dimensions politiques, militaires, sécuritaires, humanitaires et socio-économiques. Il vise à relever les défis de sécurité post-conflit qui découlent du fait que les ex-combattants se retrouvent sans moyens de subsistance ou réseaux de soutien, autres que leurs anciens camarades, pendant la période de transition critique du conflit à la paix et au développement. Le DDR cherche à soutenir la réintégration économique et sociale des ex-combattants, afin qu'ils puissent devenir des acteurs de la paix. Bien qu'une grande partie d'un programme DDR se concentre sur les ex-combattants, les principaux bénéficiaires du programme devraient en fin de compte être la communauté au sens large.

Le Comité National du DDR (CNDDR) est dirigé par l'ancien gouverneur Fai Yengo Francis. Il fonctionne sur la même base que les missions de maintien de la paix de l'ONU. D'un point de vue structurel, les opérations menées par le Comité se concentreront sur les régions d'où proviennent les militants concernés, du moins théoriquement. Les municipalités concernées sont Bamenda et Buea, les chefs-lieux respectifs des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et Mora dans l'Extrême-Nord.<sup>15</sup> Stratégiquement, l'objectif du DDR dans les régions anglophones est de rassembler les militants et sécessionnistes armés et de les aider à se réinsérer dans la vie civile. La planche 1 donne une vue d'ensemble du siège du DDR à Yaoundé.

Sous l'autorité du Premier Ministre, Chef du gouvernement et dirigé par un Coordonnateur National nommé par décret présidentiel, le comité dispose de centres régionaux à Bamenda, Buea et Mora dans lesquels le désarmement, la démobilisation et la préparation à la réintégration sont effectivement effectués.

Selon le décret 2018/719 du 30 novembre 2018, créant le Comité, collaborer avec les services gouvernementaux compétents, les ONG et les partenaires internationaux, en particulier les Nations Unies, pour collecter, répertorier et stocker les armes et munitions remises volontairement par les ex-combattants, en prenant les mesures appropriées des mesures visant à détruire les armes, les munitions et les explosifs, à mettre en place et à gérer des sites de cantonnement pour les anciens combattants, à fournir une assistance multiforme à ces anciens combattants pour les préparer à un retour à la vie civile, à prendre les mesures nécessaires pour déradicaliser les anciens combattants, faciliter leur réinsertion dans la société en les formant à des activités génératrices de revenus<sup>16</sup>. Le tableau 2 ci-dessous illustre les trois principaux composants du DDR.



Planche 1 : Siège du DDR Yaoundé

<sup>15</sup> <https://cameroon-report.com/securite/disarmement-demobilization-and-reintegration-committee-set-up/> publié le 4 décembre 2018, récupéré en avril 2020.

<sup>16</sup> Décret 2018/719 du 30 novembre 2018

**Tableau 2 : Les trois composantes du DDR**

Phase	Soutien
<b>Désarmement</b>	Assemblage de soldats, documentation, collecte et parfois destruction d'armes
<b>Démobilisation</b>	Cantonnement des soldats Répondre aux besoins de base, c.-à-d. la nourriture, les médicaments, le logement, les vêtements, l'éducation de base et conseils, le recensement, la documentation de sortie, parfois première partie du programme de réinsertion, le transport vers la ville d'origine.
<b>Réinsertion/ Réintégration</b>	Création et placement d'emplois; Éducation et formation ; Fourniture de trousseaux d'outils, de vêtements, de nourriture et de matériel de logement; Distribution de terres agricoles, Programmes de crédit.  Conseil psychologique, aide financière directe, c'est-à-dire paiements en espèces et prêts.

Source: Collection d'auteurs tirée de, Lilli Banholzer (2014), "Quand les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration réussissent-ils?", Document de travail, Institut allemand de développement, Bonn, 8/2014, p. 15.

Dans la région du Nord-Ouest, le décret du Premier Ministre a nommé l'éducateur Gabsa Sixtus, ancien Directeur du Lycée de Ndop, pour coordonner le Centre de DDR de Bamenda. Il a reconnu que ce sera une tâche ardue, mais il est resté optimiste qu'avec le soutien de toute la population, la paix reviendra dans la région du Nord-Ouest. Il a expliqué que le Centre est une main de camaraderie et de pardon offerte à ceux qui ont pris les armes et qu'il est prêt à leur recevoir ensuite, leur offrir une formation afin qu'ils puissent reprendre une vie durable.<sup>17</sup>

Au Centre régional de Buea, Fonju Njukang Bernard a été chargé de piloter les affaires du Centre régional du DDR du Sud-Ouest. Il a reconnu que la tâche exige

<sup>17</sup> Cynthia Efopa (2018), «Les chefs régionaux du comité de désarmement, démobilisation et réintégration nommés», publié par le *rapport du Cameroun*, 11 décembre 2018.

de travailler de manière transversale avec toutes les parties prenantes : population, forces de l'ordre, autorités administratives et traditionnelles, médias et organisations de la société civile. Cela exigera le dialogue, la bonne volonté, la préparation et la disponibilité, la tolérance et la réconciliation. Sa connaissance des relations internationales et des résolutions de conflits est une valeur ajoutée au travail qui nous attend.<sup>18</sup>

Pour finir, il convient également de noter qu'à Mora, l'Administrateur Civil, Oumar Bachir aura le devoir de mettre en œuvre la décision présidentielle du Chef de l'Etat dans la région de l'Extrême-Nord. Une région qu'il maîtrise si bien et qui peut mieux évaluer l'étendue, l'ampleur et la dimension de la tâche qui l'attend.

#### 4. Un bilan et les centres

Des groupes armés ont envahi les treize départements administratifs (sept au Nord-Ouest) et (six au Sud-Ouest). Surtout, la situation continue de se ternir avec des fermetures d'une semaine imposées qui nuisent aux activités socio-économiques de la Région et tuent de jeunes camerounais. Les enseignants et les élèves sont pourchassés pour faire respecter les menaces des "écoles fantômes". Les conséquences sont considérables, des centaines de milliers de personnes ayant fui leurs maisons, leurs villages rasés et la vie est devenue insupportable.

Cependant, poursuivant le dessein de soutenir la transition de la guerre à la paix, les interventions du DDR ont enregistré quelques réalisations impressionnantes en termes de démobilisation et le désarmement. Lors de l'évaluation de la première année du DDR le 30 novembre 2019, le Coordinateur National Fai Yengo Francis a révélé qu'au moins 120 combattants séparatistes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun avaient déposé les armes. Il est remarquable que toutes ces premières réalisations soient dues aux efforts impassables des forces de sécurité, des autorités administratives, de la collaboration de la population et de la tenue du Grand Dialogue National. Depuis le Grand Dialogue National (30 septembre - 4 octobre 2019), le nombre a augmenté à Buea de 50 à 70 et à Bamenda de 50 à 60.<sup>19</sup> De même, les différents comités ont déclaré que les combattants séparatistes sont progressivement réinsérés

<sup>18</sup> Ibid.

<sup>19</sup> Frédéric Takang (2020), «Au Cameroun, des dizaines de combattants déposent les armes», dans <https://www.bbc.com/fr/afrique/region-48288334>, Bamenda, BBC Afrique, 15 mai 2019, récupéré le 14 avril 2020.

dans les centres régionaux de désarmement de Bamenda et de Buea. Pendant le Grand Dialogue National, un bon nombre de contingents sont venus des centres de Bamenda et de Buea. Certains ont été chargés de chanter l'hymne national du Cameroun en langue anglaise.

En plus de cela, il était également regrettable qu'un des anciens dirigeants de l'ex-séparatiste se présente et s'excuse à Wum lors de l'installation du Sous-Préfet de Menchum puis le lendemain, il soit tué. Cela est arrivé parce qu'il n'a pas suivi l'entourage du Gouverneur mais a promis de passer la nuit à Wum et de le faire le lendemain au centre de Bamenda.<sup>20</sup> Il n'aurait pas été autorisé à retourner dans le quartier et c'est pourquoi le lendemain, il a été retrouvé mort par des inconnus.

Il faut savoir que le processus d'adhésion à ces centres en tant qu'ancien combattant se fait de plusieurs manières.

La phase 1 sont ceux qui viennent directement au Centre, bien sûr avec les forces de sécurité qui sont-elles mêmes basées dans les centres, elles les vérifient et essaient de savoir qui sont-ils, s'ils sont de vrais ex-combattants car dans certains cas, il y en avait au centre qui n'étaient pas de vrais ex-combattants, puis ils essayaient également de vérifier leur passé, puis ils venaient dans les centres.

Le deuxième groupe est constitué de ceux qui sont amenés par les forces de sécurité. Quand ils viennent, ils restent peut-être un ou deux jours avec les forces de sécurité pour ces mêmes contrôles, puis après ils sont jugés aptes pour les centres parce que les centres veulent emmener des gens sur qui compter.<sup>21</sup> Pour eux, ce mécanisme de contrôle est mis en place en raison de l'inconnu.

#### 4.1 DDR au centre de Bamenda

À ce jour, le Centre de DDR basé à Bamenda, enrôle maintenant environ 52 ex-combattants (hommes et femmes) et offrent des opportunités lucratives variées aux combattants qui déposent des armes et laissent des buissons. Ces jeunes, dont l'âge varie entre 14 et 25 ans, ont combattu dans les rangs des Ambas (séparatistes), nom donné aux séparatistes armés anglophones. Le Conseil d'administration du CNDDR est composé de 17 ministères.<sup>22</sup> Cela signifie qu'ils

fournissent des services sociaux, de santé, d'éducation, de formation professionnelle, etc. qui sont suivis de l'orientation de chaque individu selon son choix ou sa vocation.

Il est évident que le gouvernement a créé ce comité pour aider des centaines d'anciens combattants qui souhaitent déposer leurs armes et se faire pardonner. Le pardon est appelé AMNESTY, ce qui signifie que les anciens séparatistes ne seront pas en difficulté pour les crimes qu'ils ont commis en combattant avec les séparatistes. En tant que mesure directe, tout séparatiste qui veut laisser tomber ses armes devrait appeler le 115. Le numéro est gratuit. Dans le même sens, le DDR a mis en place un mécanisme d'établissement de cartes d'identité pour ceux qui n'en ont pas.<sup>23</sup> Il s'agit cependant de faciliter les identifications. La planche 2 illustre le Centre.

Les premières recrues du Centre remontent au 27 décembre 2018 lorsque deux ex-combattants ont été reçus du Département d'Oku-Bui. Dix mois après, le Centre enrôle maintenant 52 ex-combattants qui reçoivent des compétences professionnelles susceptibles de les transformer en de nouvelles personnes avec un nouvel état d'esprit. Le Centre offre des opportunités dans les disciplines principalement agricoles pour l'instant, en particulier dans l'élevage de volailles, l'élevage de porcs et le jardinage. La réparation de chaussures et la cosmétologie sont envisagées dans les jours les plus proches. Le dernier concerne la formation à la production d'huile de friture, de parfums et de détergents pour ne nommer que ceux-ci. Les métiers de la couture et de la coiffure ont également été introduits au début de l'année avec l'effectif d'environ 12 techniciens agricoles et personnel de soutien en service.<sup>24</sup> Chaque personne est relocalisée selon son choix, sa vocation ou son éducation.

Outre ces formations professionnelles, il existe de nombreuses formes d'activités de loisirs disponibles dans le centre. Ils comprennent ; jeux de société tels que le ludo, les cartes à jouer, les dames, les jeux de société contre la sécheresse, le football, le handball et le volleyball. Toutes ces installations récréatives gagnent en valeur en donnant une nouvelle forme de vie aux ex-séparatistes. En ce moment, un nombre sélectionné de plus de 20 ex-séparatistes suivent un programme de stage au Ministère des postes et télécommunications au

<sup>20</sup> <https://actu cameroun.com/2019/12/02/comite-national-de-desarmement-252-ex-combattants-deja-recenses/>, récupéré le 12 avril 2020.

<sup>21</sup> <https://actu cameroun.com/2019/12/02>.

<sup>22</sup> Entretien avec, Gabsa Sixtus, 58+, coordinateur DDR pour le centre de Bamenda, 9 avril 2020.

<sup>23</sup> KumKum Massa (2019), «Amnesty / Amnistie Cameroun offre des grâces et une amnistie à tous les garçons Amba qui lâchent leurs armes», disponible en, <https://kontripipo.com/amnesty/>, récupéré le 19 avril 2020.

<sup>24</sup> Choves Loh (2019), «Bamenda DDR Center - Varied Opportunities for Ex-Combatants» disponible en, <https://allafrica.com/stories/201909240164.html>, 23 septembre 2019, récupéré le 15 avril 2020.

siège régional de l'Ouest à Bafoussam. Leur sélection était principalement basée sur leur état avancé de valeurs morales.<sup>25</sup> Il faut également savoir que la ville de relocalisation est choisie par l'individu.

#### 4.2 DDR dans le Buea Center

À Buea, actuellement plus de 90 personnes, un nombre supérieur à celui de Bamenda connus sous le nom de rapatriés, rejoignent le centre du DDR. Le Centre régional du DDR de Buea, dirigé par Bernard Fonju, est situé dans les locaux de l'Institut Borstal de Buea, qui est une institution d'État qui a exercé des fonctions de réintégration similaires pour le compte du Gouvernement sous la tutelle du Ministère des affaires sociales.<sup>26</sup> Voir le DDR Buea dans la planche 3.

Les deux premiers (2) combattants rapatriés du Département de Ndiang ont déposé les armes et intégré le Centre le 22 décembre 2018. Depuis lors, leur nombre a augmenté de façon exponentielle avec la dernière arrivée de sept autres personnes reçues le 17

septembre 2019 à la suite du discours du Chef d'État à la Nation instituant un Grand Dialogue National. Le centre de Buea peut accueillir environ 120 stagiaires dans des conditions très décentes. Cependant, ce chiffre peut atteindre 160.<sup>27</sup> Mais en cas d'extrême nécessité, le centre peut recevoir quelque 200 personnes.

Les activités quotidiennes dans ce centre commencent d'abord par l'hygiène personnelle, un bain, une préparation normale pour commencer la journée. Mais officiellement, les activités de la journée commencent par une assemblée, le hissage du drapeau, le chant de l'Hymne National, le petit déjeuner et des cours pour une véritable éducation, notamment une éducation civique et un réarmement moral. Les instructeurs sont des professionnels du ministère des Affaires sociales. À 11 h, les cours théoriques se terminent et deux heures sont consacrées pour le temps de l'atelier.<sup>28</sup> Le temps d'atelier est destiné à des cours pratiques en conduite, agriculture, volaille, élevage de porcs et autres.

<sup>25</sup> Entretien avec Takor K. Nixon.

<sup>26</sup> <https://actucameroun.com/2019/12/02/comite-national-de-desarmement-252-ex-combattants-deja-recenses/>, récupéré le 12 avril 2020.

<sup>27</sup> Journal du Cameroun (2020), «Programme de réintégration d'anciens combattants d'Ambazonie lancé à Buea», publié le 2 janvier 2020.

<sup>28</sup> Journal du Cameroun (2020).



Le gouvernement lance un processus de réintégration pour les anciens combattants du sud-ouest / CHRONIQUES ATLANTIQUES

De nos sources, le Centre de Buea ne forme pas des fonctionnaires mais forme des personnes à acquérir des compétences qui peuvent les autonomiser et les responsabiliser. Selon le Directeur du Centre du DDR de Buea, les activités de l'institution sont destinées à la réadaptation et au développement personnel. Il dit que lorsque les stagiaires apprennent l'agriculture, cela ne les prépare pas à intégrer le Ministère de l'Agriculture ou à chercher un emploi. La formation dans le Centre vise à l'acquisition de compétences qui peuvent permettre aux apprenants de créer une ferme et de mener leurs activités lucratives personnelles dans la société. La formation en conduite automobile est un domaine très sollicité. Les ex-combattants peuvent travailler comme chauffeur de taxi. Ils peuvent également travailler dans des agences de voyages. On peut être employé par une entreprise privée, même par l'Administration.<sup>29</sup>

Dans ce centre, des parents et amis viennent rendre visite à des stagiaires, l'une des raisons étant que lorsqu'ils retournent dans leur communauté/famille, ils peuvent témoigner que les rapatriés sont vivants, pas maltraités et qu'ils sont bien pris en charge. Lorsque les gens entrent, il y a des fiches d'informations personnelles où ils fournissent les noms de leurs amis proches. Ainsi, lorsque ces amis proches se présentent, ils sont autorisés à leur rendre visite. Il existe une fiche personnelle de renseignement établi au niveau des services de sécurité, et des mesures strictes sont prises afin que personne ne vienne porter atteinte à l'intégrité physique des stagiaires. Ces données permettent de vérifier l'identité des visiteurs. Les contacts avec leurs proches et amis permettent aux gens de confirmer que le gouvernement ne les a pas emmenés en prison, ils n'ont pas disparu et ils sont bien pris en charge. Ce qui est une assurance suffisante pour dire à ceux qui sont toujours en brousse que s'ils décident de déposer les armes, ils n'ont rien à craindre.<sup>30</sup>

Le défi principal dans ce Centre est le suivi médical des ex-séparatistes. C'est aussi un défi pour pouvoir maintenir la discipline, les rassembler pour comprendre et se concentrer sur les mêmes objectifs.<sup>31</sup> Ils n'ont pas le même niveau d'éducation mais ils doivent suivre une formation. Tous ces défis sont liés.

## 5. Défis rencontrés par le DDR dans les régions anglophones

Le DDR des ex-combattants est un processus complexe, aux dimensions politique, militaire, sécuritaire, humanitaire et socio-économique. Il vise à relever les défis de sécurité post-conflit qui découlent du fait que les ex-combattants se retrouvent sans moyens de subsistance ou réseaux de soutien, autres que leurs anciens camarades, pendant la période de transition critique du conflit à la paix et au développement. Le DDR cherche à soutenir la réintégration économique et sociale des ex-combattants, afin qu'ils puissent devenir des acteurs de la paix. Bien qu'une grande partie d'un programme DDR se concentre sur les ex-combattants, les principaux bénéficiaires du programme devraient en fin de compte être la communauté au sens large. Aussi, quelles sont les difficultés rencontrées par le DDR dans les régions ci-dessus ?

L'un des défis auxquels est confronté le DDR dans la zone étudiée est que les ex-combattants, en particulier les jeunes, sont considérés comme une "génération perdue", ayant été privée d'éducation, d'emploi et de formation pendant la période du conflit, victimes de la guerre traumatisme. Ils deviennent accros à l'alcool et aux drogues, et dépendant des armes et de la violence comme modalités d'action et d'expression et seul moyen de se frayer un chemin dans la région. Lorsqu'ils perdent leur gagne-pain militaire, ils se heurtent à de graves difficultés pour s'adapter à la vie civile. La principale foire organisée par le DDR est que les ex-combattants de sexe masculin peuvent adopter un comportement antisocial au sein de leur famille et de leur communauté, contribuant à une augmentation de la violence économique et sociale, en particulier sexuelle.<sup>32</sup> Dans ce cas, la période de réinsertion peut durer plus longtemps que le temps prévu.

D'un autre côté, ces ex-combattants doivent comprendre que leur apaisement résulte de ce que les autorités ont dit, discuté, adopté et adapté des stratégies avec eux. Mais pour le moment, nous ne pouvons pas parler de désarmement, car la violence demeure réelle à travers des coups de feu, incendies des villages, des maisons et des foyers. Tant que le combat est toujours en cours, les combattants séparatistes posséderont toujours leurs armes. Même s'ils se battent toujours ou pas, ils ne peuvent jamais apporter toutes les armes aux centres du DDR. La simple vérité sur les armes (pistolets Danois) est que la plupart de ces armes sont

<sup>29</sup> Entretien avec Bernard Fonju Njukang, 50+, Directeur du centre de DDR de Buea, 20 avril 2020.

<sup>30</sup> Nkeze (2019), «Buea DDR Center: 50 Returnees on the Roll Call», *Cameroon-Tribune*, 23 septembre 2019.

<sup>31</sup> <https://actucameroun.com/2020/01/11/crise-anglophone-deboires-et-espoirs-des-ex-secessionnistes/>, récupéré le 19 avril 2020.

<sup>32</sup> «Groupe de travail régional sur les programmes DDR et la gestion post-conflit en Afrique de l'Ouest», Atelier d'installation organisé par le Club Sahel et Afrique de l'Ouest Abidjan (Côte d'Ivoire), 30 mai au 1er juin 2006 Volume 2, Documents de travail.

empruntées à des individus ou à des complexes puisque les habitants de ces régions utilisaient ces armes pour la chasse et lors des cérémonies funéraires. Dans ce cas, le prêteur le rend au propriétaire après usage, ce qui rend la tâche difficile au Centre de DDR de les obtenir.<sup>33</sup> Cependant, tout le monde doit être désarmé à la fois les combattants séparatistes et l'armée formelle pour une paix et une tranquillité durables dans les deux régions.

Une autre difficulté importante est que, les pays avec des revenus faibles comme le Cameroun confrontés à un conflit interne ne peuvent se passer du soutien de la communauté internationale qui, à travers l'ONU, promeut depuis plusieurs années une stratégie politique internationale fondée sur l'idée de sécurité humaine. Le caractère international de la menace pour la sécurité et la complexité pour un pays, voire d'un groupe de pays, de faire face à ces menaces seul, constituent de bonnes raisons de rechercher la solidarité internationale face à la crise.<sup>34</sup> Il est bien entendu que le CNDDR du Cameroun est encore une nouvelle institution qui a encore beaucoup à faire surtout dans les domaines de l'organisation structurelle, matérielle, la formation, la collaboration/partenariat, la main-d'œuvre, les dispositions financières, pour ne nommer que ceux-ci.

Pour résumer, il est bien compris que le DDR au Cameroun manque sérieusement de planification, des ressources humaines et financières appropriées spécifiquement dédiées aux centres, des évaluations efficaces afin d'apporter une aide ou un soutien adéquat aux combattants de retour et ainsi les empêcher d'être frustrés. La formation professionnelle et d'autres mesures éducatives sont d'excellents exemples. Celles-ci sont généralement fournies aux combattants de retour dans le but de jeter les bases d'une autonomisation à travers des activités pacifiques génératrices de revenus telles que l'agriculture, la maçonnerie, la menuiserie, la mécanique automobile, etc. Il est également noté que certains séparatistes démobilisés possèdent certaines capacités qui sont utiles sur le marché du travail civil mais qui ne se trouvent pas dans ces centres. En plus de cela, la langue française dominante utilisée par les instructeurs dans ces centres à certains moments ne joue pas en leur faveur.<sup>35</sup> En fait, ce sont quelques-uns des défis auxquels sont confrontés le CNDDR et les ex-combattants pour tenter de ramener la paix dans les régions anglophones.

<sup>33</sup> Entretien avec, Takor K. Nixon, 43 ans, professeur agrégé d'histoire, Université de Bamenda, 14 avril 2020.

<sup>34</sup> Entretien avec, M. Obame Jean Claude, 65+, Expert CNDDR, Yaoundé 20 avril 2020.

<sup>35</sup> Entretien avec, Lukong Clinton, 26 ans, ex-séparatiste DDR Bamenda de la division Bui, 20 avril 2020.

## 6. La voie à suivre

D'autres études accordent plus d'attention aux aspects techniques des programmes de DDR tels que le calendrier, le séquençage et la conception des programmes. Il convient toutefois de noter que les acteurs impliqués dans les programmes de DDR sont des autorités gouvernementales nationales et locales, des communautés, des agences des Nations Unies, des institutions financières internationales, des donateurs bilatéraux et des ONG internationales aux ONG locales, aux organisations de base et, bien sûr, aux combattants, ex-combattants et leurs personnes à charge.

Dans cette phase, ce qui manque aux ex-combattants de ces régions, ce ne sont pas les capacités mais les titres de compétences car ils ont souvent manqué d'une éducation formelle. L'opinion publique dans les régions anglophones insiste sur le fait que la formation soit adaptée à la demande de besoins spécifiques en compétences pour une meilleure insertion de tous dans l'économie, peu importe le domaine. Les anciens combattants peuvent avoir de grandes difficultés, au moment de la réinsertion, à trouver un emploi dans les domaines dans lesquels ils ont été formés.<sup>36</sup> En bref, la conception du programme devrait toujours inclure une évaluation approfondie du marché du travail et tenir compte des opportunités d'emploi disponibles au Cameroun. Cela explique pourquoi l'expertise, la formation et la coopération inter institutions, les évaluations d'impact doivent être systématisées, budgétisées et intégrées dans la programmation dès la phase de conceptualisation des programmes de DDR dans ces régions.

Les programmes de DDR au Cameroun doivent faire partie d'une stratégie nationale intégrée de relance. Cette stratégie devrait englober le développement économique, la réforme du secteur de la sécurité, les initiatives de justice et de réconciliation, ainsi que la réinstallation et la réintégration des ex-combattants et des déplacés internes. L'intégration du DDR dans la stratégie globale de rétablissement sert à reconnaître l'importance de cette tâche et le fait que de nombreux défis à la mise en œuvre des programmes de DDR ont des ramifications pour le processus de relèvement plus large. C'est aussi une stratégie qui doit permettre une plus grande collaboration/cohésion entre les ex-combattants, les communautés et le gouvernement. Si le succès du DDR a des implications sur la situation sécuritaire dans le pays, il dépend en

<sup>36</sup> Entretien avec, Ngam Confidence Nchia, 44 ans, professeur agrégé d'histoire, Université de Bamenda, 11 avril 2020.

fin de compte de la croissance économique et de la création d'emplois<sup>37</sup>. Les ex-combattants doivent pouvoir gagner leur vie par des moyens légitimes. Cependant, des taux de chômage élevés sont courants dans les sociétés sortant d'un conflit, ce qui rend difficile la démobilisation et la réintégration durable des combattants.

Les mécanismes pacifiques de résolution des conflits sont la négociation, la médiation, la médiation-arbitrage, la diplomatie et la consolidation de la paix créative. Si ces procédures ne sont pas strictement suivies pour résoudre la crise, alors le conflit continuera d'exister, ce qui rendra le DDR moins crédible. En effet, un peuple clairement identifié se plaint d'avoir perdu ce qui constitue son essence et fondement de sa cohésion, à savoir son identité. Il y a donc fondamentalement une crise culturelle et identitaire. Tant que la bonne procédure utilisée pour résoudre le conflit en cours n'est pas bien établie et strictement suivie pour être correctement résolue, le DDR ne pourra pas être pleinement efficace.<sup>38</sup> Ce DDR atteindra ses objectifs et sera efficace une fois les causes identifiées, analysées et résolues.

Dans les centres du DDR, aucune activité ne doit être créée et imposée aux ex-combattants. En revanche, leurs idées et leurs points de vue devraient être véritablement pris en compte. Cela pourrait se faire par le biais d'un entretien individuel avec les experts/conseillers. Dans un esprit similaire, le gouvernement de la République du Cameroun doit prendre en considération l'amnistie, pour libérer les prisonniers politiques. Ce serait un grand pas pour mettre fin à la crise.<sup>39</sup> Si cela était fait, les citoyens de ces deux régions seraient plus confiants et se réuniraient pour un dialogue inclusif libre et équitable qui facilitera à son tour l'implémentation effective des programmes du DDR.

En résumé, le DDR à lui seul ne peut cependant pas empêcher de nouveaux conflits et rétablir la stabilité au Cameroun. Elle doit s'accompagner d'autres réformes économiques, politiques et sociales. Le DDR doit donc être conceptualisé, conçu, planifié et mis en œuvre dans un cadre plus large de relèvement et de développement.

## Conclusion

Dans cet article, nous avons examiné la perspective du DDR nouvellement créé pour tenter de résoudre la crise anglophone en cours au Cameroun. Il convient de noter que, la transition de la guerre civile à une paix durable est difficile. La réintégration des ex-combattants, qui est sans doute l'élément le plus difficile du processus communément appelé DDR, a également l'impact le plus profond sur les perspectives d'une paix durable dans les régions anglophones. Sans désarmement, démobilisation et réinsertion réussie des combattants, une paix durable est impossible. De nombreux facteurs peuvent entraîner l'échec du DDR, comme le manque de financement ou de soutien international, un environnement stratégique instable discuté précédemment. Il n'y a cependant qu'une poignée de facteurs nécessaires ou même suffisants pour un DDR réussi.

La volonté de paix au Cameroun est à la base du démarrage d'un programme du DDR. En conséquence, plus la volonté de paix est grande, plus le DDR sera achevé et plus la réintégration réussira. Mais ce n'est que grâce aux mesures de confiance, à l'influence des facteurs push and pull avec des récompenses, de la persuasion et de la coercition que la volonté de paix peut être maintenue tout au long du programme DDR pour assurer une réintégration réussie des séparatistes. Cette paix peut facilement s'effondrer après la signature des cessez-le-feu et des accords de paix.

La réintégration représente la phase la plus exigeante du DDR. En concurrence avec des civils sans emploi, des réfugiés rapatriés du Nigéria voisin et des déplacés internes dans toute la Nation, il faut générer suffisamment d'emplois pour une réintégration réussie, laquelle ne sera possible qu'avec l'utilisation coordonnée de tous les outils de résolution des conflits disponibles. Cela s'applique à ces régions anglophones aux infrastructures faibles : ce n'est qu'en minimisant la violence structurelle et culturelle que la réintégration à long terme peut être réalisée dans ces régions sans déclencher de nouveaux cycles de conflit.

<sup>37</sup> Académie internationale de la paix (IPA) (2002), « Un cadre pour un désarmement, une démobilisation et une réintégration durables des anciens combattants dans les situations de crise », atelier IPA-PNUD Rapport, 12-13 décembre 2002, German House, New York, pp.5-6.

<sup>38</sup> Franziska Seethaler (2016), « Évaluer l'impact des programmes du DDR : possibilités et défis », Université des Nations Unies, New York, Policy Brief - mars 2016, p.10.

<sup>39</sup> BB Mangong (2020), p.117.

## Références

C. Darwin (1872), *L'expression des émotions chez l'homme et les animaux*, Londres, John Murraq.

Décret 2018/719 du 30 novembre 2018

Efopa Cynthia (2018), "Nomination du Comité régional des chefs du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration", Publié par *Cameroon-report*, 11 décembre 2018.

Freedman Lawrence (1987), *Why Is Arms Control So Boring?*, Londres: Council for Arms Control, Faraday Discussion Paper n° 9.

H. Frank Robert (2011), *The Darwin Economy: Liberty, Competition, and Common Good*, Princeton, Prince Town University Press.

<https://actucameroun.com/2019/12/02/comite-national-de-desarmement-252-ex-combattants-deja-recenses/>, récupéré le 12 avril 2020.

<https://actucameroun.com/2020/01/11/crise-anglophone-deboires-et-espoirs-des-ex-secessionnistes/>, récupéré le 19 avril 2020.

<https://cameroon-report.com/securite/disarmement-demobilisation-and-reintegration-committee-set-up/> publié le 4 décembre 2018, récupéré en avril 2020.

International Crisis Group (2019), "La crise anglophone au Cameroun : comment se rendre aux pourparlers ?", *Rapport Afrique N° 272 /2*, Bruxelles, Belgique, (Traduction du français) mai 2019.

Académie internationale de la paix (IPA) (2002), "Un cadre pour un désarmement, une démobilisation et une réintégration durables des anciens combattants dans les situations de crise", *atelier IPA-PNUD Rapport*, 12-13 décembre 2002, German House, New York.

*Journal du Cameroun* (2020), "Programme de réintégration d'anciens combattants d'Ambazonie lancé à Buea", publié le 2 janvier 2020.

Koubi Vally (1994), "Désarmement : une analyse théorique", dans *International Interactions*, 19: 4, 263-28.

KumKum Massa (2019), "Amnesty/Amnesty Cameroun offre des grâces et une amnistie à tous les garçons Amba qui lâchent leurs armes", disponible en, <https://kontripipo.com/amnesty/>, récupéré le 19 avril 2020.

Loh Choves (2019), "Bamenda DDR Center - Varied Opportunities for Ex-Combatants" disponible en, <https://allafrica.com/stories/201909240164.html>, 23 septembre 2019, récupéré le 15 avril 2020.

M. Darwin Wagner (1958), *Critique of a Heritage*, Garden City, NY Doubleday.

Mangong BB (2020), "Désarmement, démobilisation et réintégration dans la consolidation de la paix: une enquête sur la crise anglophone au Cameroun avec un accent sur la région du Nord-Ouest", (Projet de travail de) Mémoire de Master en gestion de la paix et des conflits avec les relations internationales, Institut Pan africain pour le développement, Buea.

Nkeze (2019), "Buea DDR Center: 50 Returnees On The Roll Call", *Cameroun-Tribune*, 23 septembre 2019.

Nussio Enzo et Howe Kimberly (2016), "Quand la protection s'effondre : trajectoires de violence post-démobilisation", dans *Terrorism and Political Violence*, 28: 5, 848-867.

Groupe de travail régional sur les programmes DDR et la gestion post-conflit en Afrique de l'Ouest, Atelier d'installation organisé par le Club Sahel et Afrique de l'Ouest Abidjan (Côte d'Ivoire), 30 mai au 1er juin 2006 Volume 2, Documents de travail.

Seethaler Franziska (2016), "Évaluer l'impact des programmes DDR: possibilités et défis", *Université des Nations Unies*, New York, Policy Brief - mars 2016, p.10.

Takang Frédéric (2019), "Au Cameroun, des dizaines de combattants déposent les armes", dans <https://www.bbc.com/afrique/region-48288334>, Bamenda, BBC Afrique, 15 mai 2019, récupéré le 14 avril 2020.

Nations Unies (2005), "Note du Secrétaire général sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies", A/C.5/59/31, 24 mai.

Assemblée générale des Nations Unies (2006), Désarmement, démobilisation et réintégration, Rapport du Secrétaire général, soixantième session, Communiqué de presse SC/6830.

Assemblée générale des Nations Unies, Documents on Disarmament 1945-1959, Vol.1, 1945-1956, Publication du Département d'État, 7008, 1960.

**René Ngek Monteh, PhD.**  
ENS/Université de Yaoundé 1



# LA POLITIQUE DU DDR : DÉFIS DES RÉALITÉS LOCALES ET PERSPECTIVES DANS LES RÉGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST DU CAMEROUN

Par Stephen NGAI NGONG, PhD

*L'éclatement des conflits armés et leurs modes de prolifération ont été un sujet de grande préoccupation dans l'histoire de l'existence humaine. L'évolution de l'histoire humaine a démontré la persistance de ce phénomène. Si par le passé, une grande attention était portée sur les mécanismes d'analyse, de prévention et de gestion des conflits entre États<sup>1</sup>, cette position a progressivement évolué vers la recherche de moyens de résoudre les conflits armés internes<sup>2</sup>. Depuis l'effondrement du Mur de Berlin et la fin de la Guerre Froide, le monde connaît une augmentation des conflits armés intra-étatiques<sup>3</sup>.*

*En effet, la majorité des conflits armés dans le monde, notamment en Afrique aujourd'hui, sont des conflits internes opposant les habitants d'un même pays. Bien que les conflits entre États puissent rapidement prendre fin grâce aux solutions diplomatiques, les conflits intra-étatiques sont souvent plus complexes et leurs solutions sont souvent plus difficiles à mettre en place<sup>4</sup>. La prolifération de ces conflits a amené les décideurs politiques à examiner constamment les moyens et les différents mécanismes de leur prévention, gestion et résolution.<sup>5</sup> L'un de ces mécanismes qui est au centre de notre réflexion dans cette étude est le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion, communément appelés "DDR".*

*Désarmement, Démobilisation et Réinsertion sont les éléments constitutifs essentiels. Ils sont rassemblés par les décideurs politiques dans un processus de paix afin de mettre fin à un conflit armé. En théorie, différentes circonstances et motivations justifient le choix et le moment de mise en place du programme de DDR dans chaque conflit<sup>6</sup>. Si le désarmement apparaît comme un outil classique de résolution des conflits classiques, il convient de rappeler que de nouvelles formes de conflits internes et violents ont nécessité le choix du DDR comme mode d'adaptation à ces formes de conflits.<sup>7</sup>*

<sup>1</sup> Probablement à cause des conséquences dévastatrices que les premières et deuxièmes guerres mondiales ont eues pour l'humanité.

<sup>2</sup> PEARSON Frederic S., « Le marché des armes après la guerre froide et les pays les moins développés », *Revue. Org, Culture et conflits*, 1991, p 2.

<sup>3</sup> Bernard ADAM, « Conflits en Afrique : Analyse des crises et des pistes pour une prévention », *Institut européen de recherche et d'information sur la paix et la sécurité*, Bruxelles, 1997, p. 10.

<sup>4</sup> ATCHE Bessou Raymond, « Les conflits armés internes en Afrique et le droit international », Thèse de Doctorat en Droit, Université de Cergy - Pontoise, novembre 2008, p. 29.

<sup>5</sup> TSHIKALA K. Biaya, « Acteurs et médiations dans la résolution et la prévention des conflits », CODESRIA et Clingendnel, La Haye, 1999, p 2.

<sup>6</sup> FERNANDES Rodrigo, « Désarmement ; une question de droit international », USP, Shelley de Botton, juillet 2007, p.2

<sup>7</sup> MAMERT Lié ONANA, « Maintien et consolidation de la paix dans les post colonies africaines : Démobilisation et réinsertion des combattants en contexte de transition politique », 2010, p. 307.

Afin de mieux évaluer le sujet à l'étude, une compréhension de ces termes est nécessaire pour une lecture plus approfondie. Dans cette optique, le désarmement est compris comme une mesure essentielle visant à stabiliser la paix dans un environnement où la tension armée est élevée et, en tant que telle, est définie comme un processus de collecte d'armes légères et lourdes, de munitions, d'explosifs et de toutes les autres armes utilisées par les combattants afin de les contrôler ou de les éliminer.<sup>8</sup> En effet, l'objectif du désarmement est de réduire la présence d'armes afin de procurer un environnement qui permette le retour à la paix et la résolution d'un conflit. Il s'agit d'une mesure essentielle visant à stabiliser la paix dans un environnement où les tensions armées sont fortes<sup>9</sup>. Son objectif vise également à réduire le niveau de violence afin de permettre un terrain propice à une résolution pacifique d'un conflit.

La démobilisation implique la limitation du recrutement de combattants au sein d'un groupe armé. En termes militaires, cela suppose le démantèlement d'une unité armée, les réduisant sous la supervision et le contrôle des autorités<sup>10</sup>. Le processus de démobilisation comprend différentes étapes en vue de les préparer à reprendre une vie normale. En théorie, il se compose essentiellement de plusieurs étapes ; notamment, la planification, le transfert des combattants dans des camps ou centres, l'enregistrement, l'information des combattants, préparation de leur retour à la vie civile et libération<sup>11</sup>. Cela implique également la mise en œuvre d'activités socio-économiques, civiques et culturelles telles que les soins médicaux, l'assistance, la formation, l'approvisionnement alimentaire, la restauration et l'éducation des ex-combattants afin de les préparer au processus de réinsertion.

La réinsertion de sa part est comprise comme un processus par lequel les ex-combattants reviennent à la vie normale communautaire. C'est un programme économique et social dont le calendrier ne se limite pas aux heures supplémentaires<sup>12</sup>. L'objectif de la

réinsertion est de soutenir l'intégration économique et sociale des ex-combattants et des victimes sociales d'un conflit afin de leur permettre de retrouver une vie normale. En effet, si le désarmement et la démobilisation cherchent à rétablir la confiance en laissant les ex-combattants déposer les armes, la réinsertion leur permet de renoncer à leur ancien statut afin de retrouver une vie normale dans la société.

Créé avec l'objectif de désarmer les militants de Boko Haram et les groupes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, la Comité National de Désarmement, Démobilisation et de Réintégration est devenu un instrument politique clé et véritable de désarmement, démobilisation et réinsertion au Cameroun. Cet instrument de mise en œuvre des politiques publiques, à travers ses cadres institutionnels et opérationnels, joue un rôle indispensable du fait des actions qu'il mène dans le processus de paix dans ces régions ébranlées par les conflits, en adéquation avec les réalités locales. Ce processus se poursuit sans référence à certains revers qui appellent des mesures d'amélioration.

## UN CADRE INSTITUTIONNEL ET OPÉRATIONNEL FACE AUX RÉALITÉS LOCALES

La volonté de chaque gouvernement qui veut maintenir la paix dans une zone minée par les conflits se manifeste toujours par un instrument politique qui est mis en place afin de mettre un terme à la situation et de rétablir une paix durable. Dans la théorie générale de la dynamique des conflits, nous distinguons trois phases que chaque décideur politique peut fixer pour parvenir à la paix dans une telle situation. Elles sont ; la phase de prévention, la phase de gestion et la phase de consolidation de la paix<sup>13</sup>. En d'autres termes, les instruments de consolidation de la paix d'avant et d'après-guerre doivent être soigneusement déployés pour instaurer une paix durable. Le désarmement par essence, constitue un instrument de consolidation de la paix qui peut intervenir lors de la gestion d'un conflit afin de réduire la tension des bras, ou lors de la phase de consolidation ou de l'après-crise, afin de reconstruire un climat de paix durable.

En effet, la politique publique du DDR n'est pas un processus statique car les conflits ne sont pas les mêmes

<sup>8</sup> ALFONSO GARCIA Robles, "Mesures de désarmement dans les zones particulièrement", *Académie de droit international de La Haye*, 1991, p. 52.

<sup>9</sup> ALFREDO LAZARTE HOYLE, et DAN CUNNIAH, *Prévention et résolution des conflits violents et armés*, manuel de formation à l'usage des organisations syndicales, bureau des activités pour les travailleurs, et programmes sur la réponse à la crise de la reconstruction, Genève, 2010, p. 7.

<sup>10</sup> MAMERT Lié ONANA, « Maintien et consolidation de la paix dans les postes colonies Africaines ; Démobilisation et réinsertion des combattants en contexte de transition politique », op, cit, p. 311.

<sup>11</sup> IAN Douglas, Adiran WILKINSON, Coln GLEICHMANN, *Désarmement, démobilisation et réintégration*, GTZ, Centre pearson, Charaf El Ghernati, Canada, 2003, p. 49.

<sup>12</sup> HUGON Philippe, « L'économie des conflits en Afrique », *revue internationale et*

*stratégique*, n° 43, 2001, p. 14.

<sup>13</sup> Bernard ADAM, "Conflits en Afrique : Analyse des crises et des pistes pour une prévention", *Institut européen de recherche et d'information sur la paix et la sécurité*, Bruxelles, 1997, P. 61.

partout<sup>14</sup>. Au Cameroun, le conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a présenté ses propres réalités et a incité le gouvernement à mettre en place un programme politique de DDR sous la coordination du Comité National de Désarmement, Démobilisation et la Réintégration. Placé sous la responsabilité du Premier ministre, il a pour mission d'organiser, de suivre et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants des groupes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et des groupes armés de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du pays. Pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le Comité dispose de deux centres régionaux, à Bamenda et Buea. Le Comité a pour mission d'organiser, de suivre et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des

ex-combattants et groupes armés désireux d'écouter l'appel à déposer les armes<sup>15</sup>.

La mise en place de la politique de DDR dans les deux régions révèle son essence particulière en ce sens que comme dans la région de l'Extrême Nord où l'origine du conflit est externe, dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest (communément appelées NOSO), la dynamique du conflit est essentiellement fondée sur des revendications internes, bien que le lien avec ceux qui agissent hors du pays ne puisse être négligé. Cette politique publique implique la responsabilité de veiller à ce que ces ex-combattants et victimes du conflit soient réintégrés dans la vie socio-économique. Une tâche qui nécessite de multiples actions qui sont entreprises dans un contexte dont les réalités de terrain révèlent des caractéristiques distinctives, et dans lesquelles des adaptations sont nécessaires pour faciliter la réussite du processus. Une réussite qui dépend des stratégies institutionnelles et organisationnelles mises en place et des différentes actions entreprises pour atteindre la mission qui lui est assignée.

<sup>14</sup>Tous les conflits n'ont pas la même nature de fait qu'ils n'ont pas les mêmes causes. Certains conflits sont d'origine interne. Alors que certains concernent l'armée, d'autres impliquent des civils militaires et armés. Sur la base de ces paramètres différenciés, le processus de désarmement doit prendre en compte différentes méthodes pour être efficace. Ce point de vue a également été défendu par MARIANE FERME et DANIEL HOFFMAN dans « Combattants irréguliers et discours international des droits de l'homme dans les Guerres civiles africaines », *Politique africaine* n° 88 décembre 2002, p. 40.

<sup>15</sup> Article 2 du décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création de la Commission nationale du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion.



Lancement du processus de réintégration dans le cadre du programme DDR au Sud-Ouest à Buéa / Journal du Cameroun.com

## Un cadre institutionnel en quête d'efficacité dans un contexte de spécificités locales

Le succès du processus de DDR détermine les conditions et les modalités d'une transition d'une situation de conflit à une situation de paix. Selon le contexte, la nature du conflit et les acteurs impliqués, la mise en place des organes de gestion, des projets, des structures, des programmes et des outils du DDR doit prendre en compte les spécificités locales du conflit. Ces vecteurs institutionnels et organisationnels servent à préparer le terrain pour une meilleure réinsertion des ex-combattants<sup>16</sup>. Le processus de DDR dans le NOSO du Cameroun se trouve inscrit dans un contexte de spécificités locales dont la structure institutionnelle et opérationnelle cherche à obtenir des résultats efficaces. Dans cette perspective, le Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration a été créé le 30 novembre 2018 avec une mission élargie qui intègre divers segments d'activités qui visent à établir le cadre de base dans le processus de sortie de crise et de base d'une consolidation de la paix inclusive<sup>17</sup>. La

<sup>16</sup>MAMERT Lie ONANA, « Maintien et consolidation de la paix dans les postes colonies africaines, Démobilisation et réinsertion des combattants en contexte de transition politique », op, cit, p. 320.

structure institutionnelle reflète la base fondamentale des principes du DDR, mais cherche à atteindre une efficacité optimale dans un environnement de réalités locales pleines de ses spécificités. Cet état de fait se caractérise par la réalité des mécanismes existants et opérationnels que cette institution se propose d'atteindre.

## Un mécanisme opérationnel adaptable aux réalités locales

Il est admis en théorie que la mise en place du DDR est un processus complexe du fait que chaque contexte dépeint ses réalités locales et plus souvent, il est difficile de démobiliser en même temps, tous les combattants en conflit pour des raisons liées à la logistique, aux ressources financières et à d'autres contraintes, mais en cela, une méthodologie opérationnelle peut être choisie, un plan d'action mis en place et un mécanisme de contrôle adopté, ce qui conduit souvent au succès du processus. Ces outils opérationnels prévus concernent les outils juridiques, organisationnels, fonctionnels et même structurels mis en place pour s'adapter à la situation.

<sup>17</sup> Voir décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018.



Mission d'écoute de la Commission Musonge à Bamenda le 31 mai 2018 / Intégration

Par décret présidentiel, le Comité National du DDR a été créé avec pour mission d'organiser, de suivre et de gérer le DDR des ex-combattants, y compris ceux des anciens combattants du NOSO<sup>18</sup>. Cet instrument juridique précise les actions à mener en matière de désarmement, démobilisation et réinsertion<sup>19</sup>. Le succès de cette mission dépend du dispositif opérationnel mis en place et de son adaptation aux réalités locales.

Implantée à Bamenda et Buea, le DDR pour le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a deux centres. Ces centres constituent essentiellement l'une des premières étapes de la mise en place effective de la démobilisation. Ces centres sont dotés d'infrastructures adaptées au programme mis en place pour préparer les ex-combattants à la réinsertion. Il permet ainsi à l'organisme de contrôler les ex-combattants et de mener des programmes de démobilisation. Ces ex-combattants sont répartis en différents groupes selon leur sexe et leur âge.

Les centres sont également dotés d'un programme de formation pour préparer ces ex-combattants à un retour à la vie civique. En théorie, il est admis qu'il est difficile de convaincre un groupe de laisser tomber les armes si les programmes de DDR ne sont pas durables.<sup>20</sup> C'est pourquoi il n'est pas conseillé de mettre en place un programme de DDR sans avoir identifié les ressources disponibles. Dans les centres de Buea et Bamenda, de nombreux programmes de formation comme la menuiserie, la maçonnerie, le petit commerce, les écoles, les techniques agricoles et une vaste gamme de programmes de formation sont entrepris pour préparer les ex-combattants à reprendre une vie normale. Ces programmes sont adaptés aux potentialités locales qui peuvent leur permettre d'obtenir un emploi après la formation.

Les centres sont également dotés d'infrastructures et d'installations logistiques pour permettre à ces ex-combattants de mener une vie décente. Ils sont dotés également d'équipements sociaux tels que des infrastructures ponctuelles, des centres d'animation, des centres d'art et une foule d'équipements sociaux. Ces commodités sont des aspects qui, s'ils sont négligés, peuvent compromettre le rendement et l'efficacité du processus. Les centres doivent être la première mesure de confiance pour les ex-combattants en cours de DDR et doivent être organisés de manière attrayante afin d'encourager d'autres combattants à abandonner les buissons et à rejoindre ceux des camps. Il faut aussi

veiller à ce que le niveau de vie de ces ex-combattants ne soit pas trop confortable, sinon certains préféreront rester dans les centres sans intention de retourner à la vie civile. En théorie, les centres doivent être équipés de nourriture, médicaments, eau potable et autres équipements parce qu'un manque peut mener à l'indiscipline et la frustration de certains ex-combattants.<sup>21</sup> Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ces centres sont situés dans les chefs-lieux régionaux, donnant la possibilité à ces ex-combattants des buissons d'avoir accès à un plus grand nombre d'installations dans les centres. Ces centres dans les villes donnent également la proximité à tant d'institutions de formation et d'activités sectorielles qui sont plus dotées dans les villes que dans les zones locales. Les programmes de DDR visent également à assurer la sécurité individuelle de ces ex-combattants et à leur donner la possibilité de gagner des revenus personnels à l'avenir. En effet, ces ex-combattants doivent avoir la conviction qu'il existe des programmes intéressants et attractifs afin de les encourager à renoncer à l'option des armes. En effet, la première mesure de confiance dans le processus de DDR commence par les composantes institutionnelles et organisationnelles attrayantes des centres de DDR<sup>22</sup>. En effet, en ce qui concerne le contexte actuel où la plupart des combattants opèrent dans des zones reculées, ces deux centres pourraient être considérés comme une sorte de centralisation excessive, et que si des branches divisionnaires pouvaient être créées pour permettre la proximité de l'action dans des zones reculées où certains de ces combattants continuent de terroriser la population, le processus de DDR pourrait aller plus vite.

Les spécificités organisationnelles et institutionnelles observées dans les deux régions peuvent être considérées comme une réponse aux causes et à la nature du conflit. D'origine interne et alimentés par des forces exogènes, les programmes, équipements, l'organisation et les infrastructures, lorsqu'ils seront attractifs, renforceront la confiance dans l'esprit des combattants afin de les rassurer sur leur libération. Les composantes organisationnelles et institutionnelles ne peuvent être envisagées avec succès que si les processus de sortie des ex-combattants de leurs cachettes sont couronnés de succès. En effet, les processus de désarmement et de démobilisation des ex-combattants sont entrepris à la suite d'un certain nombre d'actions dont l'efficacité tient compte des réalités locales.

18 Voir article 2 du décret n° 2018/19 précité

19 Voir l'article 2 du décret ci-dessus.

20 Guy Andre KIGFFER, « Armée ivoirienne : Le refus du déclassement, Côte d'Ivoire, la tentation ethno nationaliste », *Politique africaine*, n° 78, juin 2000, p. 30.

21 ZARTMAN William, *La résolution des conflits en Afrique*, édition, L'Harmattan, 1990, p. 85.

22 ALFREDO LAZARTE HOYLE et DAN CUNNIAH, "Prévention et Résolution des Conflits violents et armés", Op, Cit, P. 51.

## B- UN PROCESSUS DE RÉALISATION DES ACTIONS POLITIQUES DANS UN CONTEXTE DE DÉFIS LOCAUX.

La réalisation du processus de DDR dans le NOSO est pleine d'actions diverses en fonction des différentes réalités du terrain. Ces actions sont réalisées en différentes étapes par des acteurs civils et militaires et à différents niveaux afin d'atteindre l'objectif du DDR dans ces régions. Le programme de DDR ne peut réussir si les ex-combattants ne lâchent pas leurs armes. Les actions pour amener les ex-combattants et leurs co-acteurs à dénoncer leur option sont nombreuses, impliquant différentes méthodes, étapes et étapes. Ils comprennent également les différents acteurs et les moyens déployés pour permettre aux combattants de déposer les armes.

Après la création du Comité National du DDR et l'appel lancé par le Président de la République à tous les groupes armés pour qu'ils abandonnent volontairement leurs armes et rejoignent les autres compatriotes dans la vie normale, plusieurs actions se sont déroulées sur le terrain dans le cadre du DDR du NOSO. Ces actions en cours se déroulent dans le cadre de la bonne exécution et mise en place du processus de DDR.

La collecte d'armes peut être volontaire ou forcée. C'est pourquoi la coopération civilo-militaire est nécessaire à l'exercice du DDR. Dans ce contexte, la dévolution des rôles en fonction de chaque cas doit être prise en considération. Selon RODRIGI Fernandes MORE, "une planification et une mise en œuvre durables des politiques de désarmement par l'État ne peuvent pas être limitées à des administrations spécifiques"<sup>23</sup>. La définition des différents groupes qui constituent le sujet de la démobilisation est également identifiée dans leur planification des actions. Dans cette optique, l'établissement de besoins spécifiques de ces différents groupes est également une action intéressante à entreprendre dans ces centres.

### Contribution des actions civiles au DDR dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Parmi les acteurs du processus de DDR au NOSO, nous avons les acteurs civils qui sont impliqués dans le processus de désarmement, démobilisation et réintégration. L'implication des acteurs civils n'est pas nouvelle dans les mécanismes de résolution des

conflits intra-étatiques<sup>24</sup>. Le processus de DDR doit être soutenu par la sensibilisation et l'information des autorités civiles afin de restaurer un climat de confiance. Cette restauration des mesures de confiance encourage également les combattants armés et les civils à révéler où les armes sont cachées. Dans le processus du NOSO, les autorités administratives, travaillant directement avec la population, les dirigeants traditionnels, l'élite politique, les chefs religieux et les personnalités influentes ont également un rôle actif, en particulier dans le processus de désarmement et de démobilisation. Le rôle des partis politiques apparaît ici important car une identité politique basée sur des composantes ethniques ne peut pas construire une nation<sup>25</sup>. Le processus de sensibilisation de la population locale et des personnes impliquées dans le conflit est en grande partie mené par les autorités administratives locales qui, par divers moyens de sensibilisation, font écho à l'appel lancé aux combattants pour qu'ils abandonnent volontairement les armes et soient accompagnés dans les centres DDR. De nombreux combattants ont cédé à ces messages de sensibilisation et se sont vus faciliter l'accès aux centres de DDR par les forces de sécurité et de défense.

Les autorités traditionnelles ont également joué un rôle clé dans le processus. Le défi ici est que la plupart des autorités traditionnelles ont abandonné leurs villages par crainte de la répression, des enlèvements, des règlements de comptes, des enlèvements contre rançon, des demandes énergiques et de certains actes indésirables qu'ils ont rencontrés dans les villages touchés. Même en dehors de leurs villages, les souverains traditionnels de bonne volonté ont joué un rôle de médiation pour permettre à la plupart des combattants d'abandonner la lutte armée et de rejoindre les centres du DDR. Les chefs traditionnels sont les auxiliaires de l'administration<sup>26</sup> et ont un rôle très important dans la consolidation de la paix en tant que gardiens de la tradition. S'ils reçoivent plus de protection et sont habilités par le gouvernement dans la politique de DDR au sein du NOSO, le processus gagnera en impulsion. En effet, la diffusion du message du désarmement et de la démobilisation à travers les langues locales pourrait avoir plus de sens et d'impact si elle était reprise par ces dirigeants traditionnels. Ces chefs peuvent également agir dans

<sup>23</sup> RODRIGI Fernandes MORE, « Le désarmement, une question de droit international », op. cit, p.17.

<sup>24</sup> TSHIKALA K. Biaya, « Acteurs et médiations dans la résolution et la prévention des conflits », op. cit, p.57.

<sup>25</sup> MOUICHE Ibrahim, « Mutations socio-politiques et réponses identitaires en Afrique : le cas du Cameroun », *Afri. J.*, Vol 1, N° 2, 1996, p.188.

<sup>26</sup> Voir décret du 77/245 du 15 juillet 1977 portant organisation des chefferies traditionnelles au Cameroun.

le processus de réconciliation de la population et des ex-combattants, et cet aspect est très important dans le processus de réinsertion car il permet aux ex-combattants de revenir dans la communauté villageoise après avoir vécu dans les centres.

Cette expérience a été testée fructueuse dans d'autres zones de conflit comme au Nord du Kenya et au Somali land où les structures gouvernementales informelles ont joué un rôle clé pour ramener les combattants et à mettre fin aux conflits<sup>27</sup>. D'autres acteurs incluent l'élite politique et les chefs religieux. Des personnalités importantes, tant au sein de la diaspora que dans la diaspora, qui ont opté pour la paix, ont été des acteurs clés du DDR, en convaincant ces combattants de dénoncer l'option de la guerre et de se joindre à l'appel au désarmement. Ces acteurs n'ont pas joué ce rôle sans quelques revers. En effet, la plupart d'entre eux vivent également dans les communautés. La nécessité de les impliquer dans le processus de planification du DDR peut aider à faciliter

le processus en général.

Il convient de mentionner que le Grand Dialogue National organisé par le gouvernement a donné un nouvel élan au processus de DDR au NOSO. La présence de certains ex-combattants à ces pourparlers de paix était la preuve d'une action de désarmement et de démobilisation qui a permis à d'autres combattants de voir l'espoir d'un avenir meilleur s'ils abandonnaient l'option des armes. Dans la doctrine théorique de la mise en place du programme de DDR, la participation des ex-combattants aux pourparlers et discussions de paix est toujours un impératif qui peut permettre de sortir d'une crise.

Outre la contribution civile, les actions militaires sont tellement indispensables en ce sens que le désarmement peut être volontaire ou non volontaire.<sup>28</sup>. Les différents groupes armés qui opèrent dans le NOSO sont des groupes civils armés. La plupart d'entre eux, dans plusieurs domaines, ont eu recours

<sup>27</sup> KAREL ARNAUT, «Gouvernance et ethnographie en temps de crise», dans *Politique africaine : Gouverner entre guerre et paix*, éditions KARTHARA, Abidjan, 2008, p.37.

<sup>28</sup> SUR SERGE, *Vérification en matière de désarmement*, édition Montchrestien, Paris, 2001, p.29.



Une délégation de repentis du NOSO au Grand Dialogue National / CL2P

à des enlèvements, des agressions, des viols, une forte demande de contributions financières, des attaques contre les forces de défense et de sécurité, et ne sont pas disposés à laisser tomber leurs armes. La plupart de ces combattants sont constitués dans des camps tandis que d'autres, en particulier dans les zones rurales où les forces de sécurité ne sont pas présentes, vivent au sein de la population et dictent leurs lois. Certains, en raison des gains financiers des sponsors à l'étranger ou à l'intérieur, ne sont pas prêts à renoncer au recours aux armes. Le désarmement forcé vise donc à amener cette catégorie de combattants dans les centres de désarmement.

La mission de ce DDR de désarmer les combattants pourrait également examiner comment ces groupes armés sont financés afin de démanteler le réseau. Cela incite certains d'entre eux à abandonner la lutte une fois que la source de financement n'est plus là. En effet, la nécessité de réguler les transferts financiers peut atténuer la situation, car ce biais constitue l'un des moyens de financer ce conflit.

Une étape essentielle de la procédure est la collecte d'armes. Cette étape, pour être réussie, nécessite une expertise militaire de la part de personnes capables de gérer les problèmes d'armement. Il s'agit de réduire autant que possible les risques de déplacement de munitions et d'explosifs et de les conserver et les détruire de manière sûre.

Le défi dans le NOSO est celui d'obtenir des informations sur la plupart de ces armes et à temps. La plupart des armes utilisées par les combattants sont des armes fabriquées localement. Le Nord-Ouest a depuis longtemps une culture des armes fabriquées localement qui sont utilisées lors des cérémonies funéraires et des cérémonies de danse traditionnelle. La nécessité de revoir une stratégie visant à limiter la production de ces armes utilisées actuellement pour terroriser la population revêt une grande importance.

### **Le transfert et la transition des combattants vers les centres de DDR**

La transition des combattants vers les centres DDR pourrait se faire soit par une intention délibérée des combattants, soit par le biais d'autres acteurs. Par un mouvement volontaire, les combattants désireux de désarmer abandonnent leurs activités et, par le biais de sympathisants, se présentent aux autorités ou aux personnes de bonne volonté, ou à l'élite désireuse de les aider à se rendre aux centres de DDR.

Dans la plupart des cas, l'administration assure la sécurité et la sûreté de ces ex-combattants par des escortes des forces de sécurité. L'une des raisons pour garantir la sécurité de ces ex-combattants est que certains combattants qui ne souhaitent toujours pas désarmer essaient toujours d'attaquer ceux qui



Les Centres NW / SW DDR Diplômés Du Premier Lot D'anciens Combattants / The Sun

décident de désarmer volontairement ou souhaitent abandonner<sup>29</sup> le groupe. Une autre raison est la crainte d'être attaqué par la population qui avait, d'une manière ou d'une autre, souffert des actes de violence de ces combattants.

En suivant la doctrine du processus de mise en œuvre du DDR, la transition des combattants vers des centres temporaires ou permanents a pour objectif de les identifier, de les enregistrer et de les contrôler afin de les préparer au retour à la vie civile.

### **Identification, enregistrement et suivi des combattants**

Dans les centres de DDR du NOSO, certains ex-combattants et victimes arrivent sans documents d'identification. Dans cette optique, le défi consiste à établir l'identité de l'ex-combattant. Dans ce cas, les autorités du centre effectuent les enquêtes nécessaires pour recueillir des informations sur la personne et, par la suite, établissent les documents d'identification nécessaires pour préparer et permettre leur retour dans la communauté à la fin du processus. Cette phase d'identification constitue un aspect important du processus de démobilisation. En effet, ces documents d'identification facilitent le processus d'enregistrement des ex-combattants et les actions de planification des programmes de réinsertion. Cela explique pourquoi de nombreux départements et secteurs ministériels sont impliqués dans le programme de DDR<sup>30</sup>.

L'enregistrement permet aux autorités de connaître le nombre total d'ex-combattants et de victimes à suivre dans le processus de démobilisation et de réinsertion. C'est par l'inscription que le centre peut planifier ses activités car il leur permet de connaître le lieu d'origine des combattants et permet aux centres de se préparer adéquatement au retour dans leurs communautés respectives. En effet, le processus d'enregistrement est un élément essentiel de la planification des mesures de réinsertion des ex-combattants dans la vie civile. Les données obtenues leur permettent de mieux se préparer. Le défi dans ces centres est la difficulté d'obtenir à temps toutes les informations personnelles de certains anciens combattants et victimes. Dans certains cas, certains ex-combattants ne donnent pas d'informations précises.

Les centres de DDR prennent également en charge

les enfants et les femmes enrôlés volontairement ou de force ou ceux qui ont fui les violences du conflit et sont portés disparus de leurs maisons. Ces centres de DDR veillent à identifier et à réintégrer ces enfants et ces femmes dans le tissu social de leur communauté d'origine.

Il est à noter que lors des processus de démobilisation, il est nécessaire de concevoir des programmes qui informent sur le processus de réinsertion afin de préparer les ex-combattants démobilisés à développer l'intérêt pour différents programmes qui leur permettront de retourner à la vie civile avec une profession pour leur permettre de gagner leur vie. À ce niveau, ils sont éduqués et informés des différentes perspectives et opportunités offertes pour améliorer leur vie. Ces informations les préparent psychologiquement à affronter la vie après avoir vécu dans les centres. Cette étape est importante pour la planification de la réinsertion. Ceci est également important car le processus implique la mise en place d'une formation adaptée pour leur donner une bonne orientation professionnelle dans la société après les centres. Cette phase de démobilisation permet aux centres d'engager le processus de réintégration ou de réinsertion. Malgré ces actions, certains revers sont encore perceptibles. Ces revers appellent des perspectives et des vues.

### **Les enjeux et perspectives de la mise en place du DDR dans les Régions.**

La phase de réinsertion du DDR est une étape cruciale et finale qui vise à préparer les ex-combattants à retrouver une vie communautaire normale. Dans le contexte du DDR pour le NOSO, de nombreux programmes ont été mis en place, impliquant de nombreux secteurs de la vie et des départements ministériels avec la dévolution des rôles sous la coordination du Comité National du DDR. Les programmes de formation sont adaptés aux différentes catégories d'ex-combattants, en fonction de leur sexe, âge, niveau académique et talents. La priorité est accordée aux programmes socio-économiques qui permettraient aux ex-combattants d'être socialement et économiquement indépendants après avoir quittés les centres.

Dotés de programmes et d'équipements socio-économiques, les centres assurent l'éducation et la formation des ex-combattants dans des domaines divers comme l'agriculture,<sup>31</sup> le commerce, l'art et la

<sup>29</sup> Des entretiens ont été recueillis auprès de certains combattants qui ont volontairement abandonné l'aventure armée et ont demandé de l'aide pour se rendre dans les centres DDR. Ils ont également exprimé le souhait d'être sécurisés car ils n'étaient pas en possession de documents d'identification.

<sup>30</sup> Voir décret de 2018/19 précité.

<sup>31</sup> Élevage de volailles, techniques d'élevage de porcs, production de fleurs et plusieurs formes de production d'élevage de semis, de production de cacao, etc.

transformation afin qu'ils quittent les centres avec la capacité de s'intégrer socialement dans la société<sup>32</sup>. De grands efforts ont déjà été accomplis dans le processus de rétablissement de la paix dans le NOSO grâce aux actions des centres de DDR car, par leurs actions sur le terrain, le processus de désarmement et de démobilisation a contribué de manière significative à la réduction de la tension armée et le retour à la paix est en cours. Cependant, une paix durable ne sera atteinte que si des actions continues sont entreprises pour mettre un terme à certains défis qui continuent de ralentir le processus de consolidation de la paix engagé par le DDR pour les régions.

En ce qui concerne le désarmement des combattants, malgré les efforts politiques déployés par le DDR dans les deux régions, l'un des principaux

<sup>32</sup> Les activités commerciales incluent ici le petit commerce, les techniques de restauration, la production d'art, la couture, la menuiserie, la construction et la mécanique et les techniques électriques.

revers qui semble ralentir le processus est la prolifération continue des armes légères et des armes dangereuses, notamment dans certaines localités éloignées des régions où la sensibilisation semble encore faible. En effet, la nature longue et poreuse des frontières avec les pays voisins permet à certains de ces combattants de chercher des cachettes au Nigéria pour se reconstituer. En outre, la circulation continue d'armes à feu fabriquées localement, d'armes légères et d'armes dangereuses pourrait constituer un immense revers pour le processus. En effet, la détention continue d'armes par la plupart de ces combattants dans certaines de ces localités n'empêche pas seulement les mouvements humanitaires, mais décourage également le retour des personnes déplacées par crainte de violences, d'enlèvements et d'autres actes de criminalité. Dans les études théoriques, la prolifération de ces armes prolonge généralement les conflits armés et pourrait conduire à une reproduction de nouvelles formes de violence.



Un représentant des ex-combattants avec le Premier Ministre / KOACI

En perspective, il est nécessaire que le programme de DDR étende ses efforts de désarmement et travaille avec ses partenaires pour contrôler la circulation des armes légères et dangereuses, en particulier dans les localités éloignées et frontalières. Les partenaires au développement et les organisations régionales peuvent aider dans cette direction, car l'objectif pour la paix est également dans leur ligne d'action<sup>33</sup>

Certains anciens combattants n'ont pas réussi à sortir des buissons des centres. Cette catégorie d'ex-combattants pourrait constituer une menace pour les communautés d'accueil. Pour aller de l'avant, la publicité des programmes intéressants proposés par les centres pourrait inciter non seulement cette catégorie à opter et à se présenter à la formation, mais aussi à ceux qui hésitent encore à abandonner les armes.

Un grand nombre d'ex-combattants démobilisés ne possèdent pas les conditions de base pour suivre certains programmes intéressés proposés par le centre. En effet, des programmes adaptés doivent être renforcés pour répondre à toutes les catégories de personnes. La mise en place de la politique de DDR pourrait être retardée si les capacités des programmes de réinsertion sont insuffisantes. En effet, la nécessité de doter en permanence les centres de programmes diversifiés et intéressants dans les domaines du sport, de l'art, de la gestion des affaires et d'autres domaines diversifiés, pourrait renforcer les capacités de toutes les catégories d'anciens combattants afin qu'ils reviennent dans la société avec une certaine compétence fiable.

Après la libération des ex-combattants, la nécessité de suivre leur pleine réinsertion dans la société est importante. En effet, on constate que les plus grands problèmes rencontrés par certains de ces ex-combattants doivent être acceptés par leurs communautés compte tenu des actes d'atrocités que certains d'entre eux ont causés aux communautés d'accueil. Ces actes comprennent les enlèvements, la torture et la violence. Le défi est d'être accepté par ces communautés sans être stigmatisé. Le suivi social et psychologique est également très nécessaire dans les centres, et même après leur libération car certains souffrent souvent de traumatismes suite au conflit<sup>34</sup>.

La préparation et la participation des communautés qui recevront ces ex-combattants libérés est une étape essentielle de la réconciliation et

contribue à soutenir le processus de réinsertion. La préparation du retour des ex-combattants à la vie sociale est également une mission essentielle du DDR. A ce stade, les profils sociaux des ex-combattants sont évalués et l'évaluation économique des opportunités est également examinée afin de les orienter vers une vie socialement intégrée. Dans cette perspective, un système de surveillance ou de suivi pour identifier les besoins des ex-combattants pendant leur vie de cure est également nécessaire. Des programmes d'éducation civique sont nécessaires à ce niveau afin de leur permettre une intégration sociale acceptable. Pour cette raison, la transition de la démobilisation à la réinsertion doit être bien planifiée.

Le tissu économique des régions a été fortement dévasté par les effets néfastes du conflit. Le processus de DDR, en particulier la phase de réinsertion, exige que les ex-combattants acquièrent non seulement une autonomisation sociale, mais aussi un pouvoir économique qui leur permettra de prendre position. Avec des potentiels économiques dégradés, notamment les CDC et PALMOL, les écoles, les entreprises, les emplois perdus et la production ralentie, la reconstruction économique lancée par le gouvernement laisse espérer une meilleure réinsertion de ces ex-combattants dans la vie communautaire normale.

## CONCLUSION

La politique de mise en place de programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration en tant que moyen de résoudre un conflit, de toutes les indications ne semble pas être un problème statique. La politique varie d'une forme de conflit à l'autre même si certaines caractéristiques fondamentales sont toujours essentielles partout. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, la mise en place de cette politique par le gouvernement à travers le Comité National créé à cet effet, fait ses preuves en s'adaptant aux réalités locales afin de mettre fin au conflit dans les deux régions. Si l'on donne une impulsion supplémentaire à ces politiques pour surmonter certains de ces défis locaux, le processus de DDR dans les régions connaîtra un grand succès.

<sup>33</sup> ATCHE BASSOU RAYMOND, *Les conflits armés internes en Afrique et le droit international*, op, cit, p.289.

<sup>34</sup> HANSTTE MAJO, *Briser le piège des conflits : guerre civile et politique de développement*, Édition Boeck et Larcier, Bruxelles, 2005, p.47.

## BIBLIOGRAPHIE/OUVRAGES PUBLIES

1 - ALFONSO GARCIA Robles, *Mesures de désarmement dans les zones particulière*, La Haye, 176 Pages

2- ALFREDO LAZARTE HOYLE, et DAN CUNNIAH, *Prévention et résolution des conflits violents et armés*, manuel de formation à l'usage des organisations syndicales, bureau des activités pour les travailleurs, et programmes sur la réponse à la crise de la reconstruction, Genève, 134 Page.

3- Bernard ADAM, *Conflits en Afrique : Analyse des crises et des pistes pour une prévention*, Institut européen de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, Bruxelles, 1997, 293 pages.

4- HANSTTE MAJO, *Briser le piège des conflits : guerre civile et politique de développement*, Édition Boeck et Larcier, Bruxelles, 2005, 241 pages.

IAN Douglas, Adiran WILKINSON, Coln GLEICHMANN, *Désarmement, démobilisation et réintégration*, GTZ, Centre pearson, Charaf El Ghernati, Canada, 2003, 86 pages.

SUR SERGE, *Vérification en matière de désarmement*, édition Montchrestien, Paris, 2001, 162 Pages.

ZARTMAN William, *la résolution des conflits en Afrique*, édition, l'Harmattan, 1990, 258 Pages.

## ARTICLES

Guy Andre KIGFFER, "Armée ivoirienne : Le refus du déclassement, Côte d'Ivoire, la tentation ethno nationaliste", *Politique africaine*, n ° 78, juin 2000, pp 22-44.

HUGON Philippe, "L'économie des conflits en Afrique", *revue internationale et stratégique*, n ° 43, 2001, p. 54-76.

KAREL ARNAUT, "Gouvernance et ethnographie en temps de crise", dans *Politique africaine : Gouverner entre guerre et paix*, éditions KARTHARA, Abidjan, 2008, pp 05-21.

MAMERT Lie ONANA, "Maintien et consolidation de la paix dans les post colonies africaines, Démobilisation et réinsertion des combattants en contexte de transition politique", pp 308-322.

MARIANE FERME et DANIEL HOFFMAN, "Combattants irréguliers et discours international des droits de l'homme dans les Guerres civiles africaines", *Politique africaine* n ° 88 décembre 2002, pp 43-58.

MOUICHE Ibrahim, "Mutations socio politiques et réponses identitaires en Afrique : le cas du Cameroun", *Afri. J.*, Vol 1, N ° 2, 1996, pp 177-201.

TSHIKALA K. Biaya, "Acteurs et médiations dans la résolution et la prévention des conflits", pp 34-52.

## DÉCRETS

Décret n ° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création d'une commission nationale du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion

Décret n ° 77/245 du 15 juillet 1977 portant organisation des chefferies traditionnelles au Camer

Par Dr. Stephen NGAI NGONG  
Sous-préfet d'Idenau  
Ph.D en Droit Public



# DOMESTIQUER LA VIOLENCE ARMÉE DANS LA RÉGION AGITÉE DU NORD-OUEST DU CAMEROUN: ORDRE DU JOUR DU COMITÉ NATIONAL DE DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET RÉINTÉGRATION.

Par Nixon KAHJUM TAKOR, PhD

*Selon les contextes, rien ne permet de penser que les fondements de la guerre et les mécanismes de rétablissement de la paix n'exigent pas des approches similaires. Quel que soit le contexte, le désir de passer de la belligérance à la consolidation de la paix reste une constante dans le discours de crise. Au Cameroun, la crise socio-politique anglophone qui a commencé avec les agitations corporatistes des plaignants en octobre 2016 et s'est transformée en une résistance armée asymétrique complexe à partir de 2017, a incité le gouvernement à engager des actions qui pourraient recréer la paix et favoriser la cohésion nationale. C'est dans cette perspective que l'article examine l'agenda du Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR) comme l'une des multiples stratégies pour rétablir la normalité dans la région agitée du Nord-Ouest. L'article soutient que, comme un paradigme adopté de construction de paix, les actions et la vision prospective du Centre de DDR dans la région du Nord-Ouest sont implémentées de manière collective par le degré de conformité pour étendre des bonnes pratiques et l'adaptation aux réalités locales.*

Mots clés : Désarmement, Démobilisation, Réintégration, Domestication, Conformité, Adaptation



Une cache d'arme des terroristes démantelée en zone anglophone / Cameroun24.Net

## INTRODUCTION

Le processus de désarmement, de démobilisation, de réinsertion et de réintégration des ex-combattants de la belligérance au temps de paix occupe une place cruciale dans les études sur les conflits. Il a été et reste l'une des principales panacées utilisées par les États dans les conflits armés et utilisé par les structures internationales, notamment le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour négocier et suivre les accords de paix. Inutile de souligner que si les conflits, à l'instar d'un jeu à somme nulle où les gagnants obtiennent tout, la recherche d'une paix durable implique généralement des compromis croisés entre les belligérants, quel que soit leur sort dans la guerre. Bien que considéré comme une boîte à outils la paix, le DDR a mis l'accent sur l'érudition. Ozerdem,<sup>1</sup> estime que la réinsertion sociale des ex-délinquants qui constitue la matrice entre la famille et la communauté, l'emploi durable, et les responsabilités civiques sont l'aspect le plus important du DDR. Cela

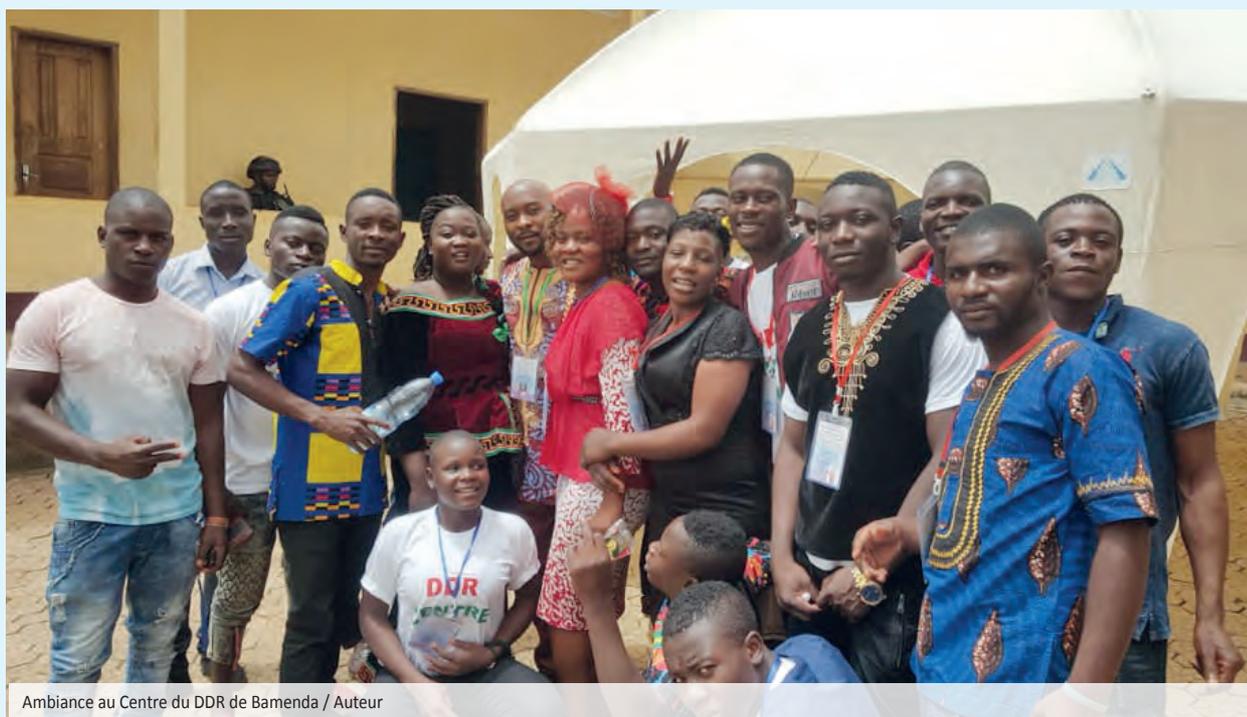
devrait cependant s'accompagner d'initiatives politiques et économiques. Sans une approche de réintégration sociale dans la planification et la mise en œuvre des programmes de DDR, de nombreuses opportunités de passerelles entre les anciens combattants et leurs communautés d'accueil seraient manquées et, par conséquent, les programmes officiels de DDR ne parviendront probablement pas à atteindre l'objectif de réintégration.

Pour Bryden et Scherrer, le DDR est apparu comme un processus destiné à démilitariser, réduire, dimensionner et/ou professionnaliser les anciennes armées et les groupes armés non statutaires à la suite d'un accord de paix et d'un cessez-le-feu. Bien que cette définition intègre les différentes phases du DDR, elle ne fournit cependant pas de pistes adéquates sur la meilleure trajectoire pour optimiser l'initiative de paix. Le DDR implique généralement deux activités parallèles. En principe, un processus de filtrage pour garantir qu'une certaine proportion des anciens combattants est détournée vers les services de sécurité réguliers<sup>2</sup>. D'un

\* Nixon Kahjum Takor est actuellement professeur agrégé d'histoire et directeur du département d'histoire et d'archéologie de la Faculté des arts de l'Université de Bamenda au Cameroun. Il est membre de la Cameroon History Society.

<sup>1</sup> Alpaslan Özerdem, «A Re-conceptualization of Ex-combatant Reintegration: 'Social Reintegration' Approach», *Conflict, Security & Development*, (2012), 12: 1, 51-73, DOI: 10.1080 / 14678802.2012.667661.

<sup>2</sup> Ce fut le cas du groupe rebelle des Forces Nouvelles en Côte d'Ivoire qui avait intégré certains de ses combattants dans l'armée après la signature de l'accord de paix entre le Président Laurent Gbagbo et Guillaume Soro, chef du groupe rebelle des Forces Nouvelles. Voir Andrew Meldrum, «L'accord de paix met fin à la guerre en Côte d'Ivoire», <https://www.theguardian.com/world/2005/apr/07/southafrica.westafrica>,



Ambiance au Centre du DDR de Bamenda / Auteur

autre côté, ceux qui optent pour un retrait volontaire ou, considérés comme inaptes au service, recevront un soutien pour accéder au statut civil grâce à une combinaison d'incitations et de programmes de soutien pour assurer leur réintégration. Bien qu'il s'agisse d'un processus simple en principe, la réalité des opérations de DDR est souvent beaucoup plus complexe et controversée. C'est pourquoi les activités sur le terrain ressemblent le plus souvent marginalement aux programmes préconisés plus haut.<sup>3</sup>

Il n'y a pas un consensus entre les universitaires sur ce qui devrait carrément représenter le protocole pour parvenir à une paix durable après une situation de guerre. Cependant, l'approche DDR recoupe plusieurs missions et visions en ce qu'elle décrit rapidement les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration comme trois contours clés autour desquels le radicalisme armé pourrait être converti en entreprises pacifiques dans les domaines politique, économique et social. L'opérationnalisation de ces mesures dépendra bien entendu des réalités du terrain, donc tout en modélisant les meilleures pratiques existantes ; la situation sur le terrain ne peut guère échapper au contexte de crise et aux opportunités qu'elle peut offrir pour resocialiser les ex-combattants<sup>4</sup>. C'est dans ce contexte mosaïque analytique qu'au Cameroun, le Centre de Bamenda du CNDDR a été établi en marge du débordement et la dégénération de la crise Anglophone a une guerre séparatiste armée depuis 2017. Cet article analyse l'agenda du Centre du DDR de Bamenda pour domestiquer et transformer la violence armée en une paix durable dans la région du Nord-Ouest assiégée. Inspirée par un modèle DDR conceptuel plus large, l'étude examine dans quelle mesure la structure, compte tenu de son fonctionnement actuel et de son programme prospectif, se décline à travers le compromis entre ses missions statutaires et les exigences d'adaptation locale. L'article relie le contexte du conflit à la création et au fonctionnement du Centre de DDR de Bamenda.

consulté le 24 avril 2020.

<sup>3</sup>Alan Bryden et Vincenza Scherrer (éd.), *Désarmement, démobilisation et réintégration et réformes du secteur de la sécurité, Perspectives tirées de l'expérience des Nations Unies en Afghanistan, au Burundi, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo*, Genève, (mars 2012), 7.

<sup>4</sup> Le mot «séparatiste» est utilisé en relation avec le récit des militants sur les bouleversements socio-politiques anglophones qui appelaient à la restauration de l'ancien État semi-autonome du Cameroun méridional comme renflouement pour parvenir à une solution durable à ce qu'ils appelaient la «marginalisation anglophone». Ceux qui ont défendu cette cause se sont solidarisés derrière différents groupes armés militant pour un État imaginaire appelé Ambazonie, probablement associé à l'emplacement géostratégique du territoire en question le long du Golfe de Guinée, précédemment nommé Amba Bay par les Britanniques lors de leur administration au Cameroun. En accord avec ce nom, la milice est diversement appelée combattants d'Amba.

## II. Contexte

### A. Contexte du conflit

Depuis de nombreuses années, la région du Nord-Ouest est réputée être une région avec de nombreux atouts. Avant novembre 2016, lorsque la crise anglophone était en gestation, c'était incontestablement le fleuron du système éducatif anglo-saxon avec des académies primaires, secondaires et tertiaires de premier plan formées au caractère et à l'apprentissage. Dans toute la région, il y a eu une augmentation régulière des projets de développement public initiés en grande partie par les collectivités locales décentralisées (Municipalités). Ces évolutions ne sont cependant pas restées sans défis tels que la dépréciation régulière des infrastructures routières ainsi que la baisse régulière des opportunités d'emploi.

Il convient de noter que presque toutes les familles de la région du Nord-Ouest comptent un ou plusieurs de ses membres dans la diaspora, notamment aux États-Unis, au Canada et dans différents pays européens. Ces personnes, bien qu'à l'étranger et éloignées, ont gardé des liens sociaux intimes avec leur famille. Ils ont également été les piliers du financement de leur développement communautaire et du renforcement de leurs liens culturels. Eu égard à l'étroitesse de leurs liens familiaux et à leur attachement fraternel, animés par les idées révolutionnaires occidentales, il était facile de communiquer et de coordonner la résistance contre l'État au lendemain de la crise. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu d'initiatives locales dans le mouvement de pression qui a abouti au conflit des armes<sup>5</sup>. Mais comme dans tout contexte de guerre, ceux qui commandaient les moyens dictaient le ton. Ils pourraient facilement utiliser leurs positions privilégiées pour construire un récit intangible d'un État indépendant avec des opportunités sterling. De cette illusion a été tracée une rhétorique d'espoir dans les plus brefs délais et diffusée auprès de groupes désenchantés de personnes, principalement des jeunes, qui ont facilement adopté l'ordre du jour comme une religion.

D'une manière générale, bien qu'il y ait motivations différentielles, la plupart de leurs motivations sinon la totalité sont liées aux contextes socio-politiques de la région qui présentent des défis et enjeux émotionnels qui peuvent être facilement exploités. C'est ce cadre qui a été rapidement exploité par les militants du pays et en particulier de la diaspora, pour forger un artifice d'un

<sup>5</sup> Lionel Awangang, Ex-combattants Centre du CNDDR de Bamenda, interviewé par Takor Kahjum Nixon, Centre du DDR de Bamenda, 9 avril 2020.

éventuel "État d'Ambazonie" indépendant<sup>6</sup>. La phase armée du conflit a eu des répercussions incommensurables sur l'ordre social de la région du Nord-Ouest en termes de pertes en vies humaines et de destruction de biens. De plus et surtout, il y a eu une rupture complète des modes de vie communautaire, fraternel et hospitalier qui caractérisaient la plupart des gens. Alors que le conflit continue, les conséquences en termes de pertes en vies et de destruction de biens font de cette région, autrefois en développement rapide, une région en ruine et en stagnation. Dans ces circonstances, l'État a été suffisamment clairvoyant pour adopter la formule bien connue de construction de la paix du DDR pour domestiquer la violence dans la région.

### III. Création et périmètre d'intervention du Centre du DDR de Bamenda

#### A. La création du Centre du CNDDR à Bamenda

Après des tentatives infructueuses de contenir efficacement le radicalisme par des arrestations et des incarcérations, la déclaration de guerre et la répression des insurrections, des discours publics et des ouvertures de dialogue pacifique, le gouvernement par l'intermédiaire du Chef de l'État, S.E. Paul Biya lors de sa prestation de serment, dans le cadre de son 7<sup>e</sup> mandat, le 6 novembre 2018 à l'Assemblée Nationale, a appelé les combattants à éviter la violence et à déposer les armes en échange d'une grâce de l'exécutif. C'est sur cette base que le Comité du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (CNDDR) a été créé en 2018. Le décret présidentiel n° 2018/719 du 30 novembre 2018 a orienté le DDRC pour organiser, superviser et gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest désireux d'obéir à l'appel à la paix de capituler. Ce Comité, dont le siège est à Yaoundé, a été placé sous la tutelle du Premier ministre, chef du gouvernement et d'un Coordinateur National. Les paramètres opérationnels du Comité devaient fonctionner dans trois centres régionaux ; Mora, Buea et Bamenda<sup>7</sup>. Comme indiqué dans le texte créant l'instance, l'Unité régionale de

coordination a dû aligner ses missions sur les opérations de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants dans la Région.

#### B. Objectifs du Centre

(1) Désarmement : recevoir et désarmer les ex-combattants des groupes armés de la Région ; collecter, répertorier et stocker les armes et munitions remises volontairement par d'anciens combattants ; prendre les mesures appropriées pour détruire lesdites armes, munitions et explosifs, en collaboration avec d'autres services gouvernementaux compétents.

(2) Démobilisation : créer et gérer des sites de cantonnement pour les anciens combattants ; superviser les anciens combattants ; fournir une assistance multiforme aux ex-combattants pour les préparer à un retour à la vie civile.

(3) Réintégration: Prendre les mesures nécessaires pour dé-radicaliser les ex-combattants; sensibiliser et fournir une assistance multiforme aux communautés d'origine pour faciliter la réintégration des ex-combattants; aider à réintégrer les anciens combattants dans la vie civile, notamment en organisant, en formant et en leur fournissant des outils et des moyens de production et une assistance pour la création d'activités génératrices de revenus<sup>8</sup>.

Armé de ces objectifs larges mais de positionnement, le Centre du DDR de Bamenda est devenu opérationnel en décembre 2018 avec la nomination du Coordonnateur du Centre pionnier, M. Gabsa Nyugha Sixtus, sans aucun délai pour réfléchir et adopter un plan directeur spécifique reflétant le contexte concernant la structure, les ressources humaines nécessaires, les programmes et la logistique. Il s'agissait d'un défi préliminaire majeur qui a été rapidement relevé par des improvisations faites par le Coordinateur National, en collaboration avec le Coordinateur du Centre. L'absence d'un cadre opérationnel clairement défini suggère que le CNDDR était une nouveauté dans l'art de gérer les conflits armés au Cameroun. Cela signifie également que les initiatives lancées sous la pression des circonstances ont été improvisées et adaptées de manière progressive. Il convient également de noter qu'en l'absence d'une idée claire du fonctionnement du DDR, il était nécessaire d'acquérir des expériences pratiques. C'est dans cette circonstance que le Coordonnateur du Centre a effectué quelques missions de collecte de connaissances dans des pays ayant une histoire

<sup>6</sup> Différentes factions belligérantes ont été créées pour lutter pour l'indépendance du Cameroun méridional, les plus remarquables étant les Forces de défense d'Ambazonie (ADF) parrainées par Lucas Ayaba Cho et Benedict Nwana Kuah et les Forces de défense du Cameroun méridional (SOCADEF) dirigées par Ebenezer Akwanga . Voir VJ Ngho, Cameroon 1884-Present (2018): The History of a people (Limbe: Design House, 2019), 403 pour les autres groupes dissidents.

<sup>7</sup> République du Cameroun, décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration.

<sup>8</sup> Ibid.

enviable de DDR, notamment l'Égypte et le Nigéria. Cette familiarisation ne visait pas nécessairement à reproduire les pratiques existantes mais à s'approprier les meilleures pratiques et à les adapter aux réalités locales de la région.<sup>9</sup> Il serait important d'apprécier les stratégies actuelles et futures du Centre de Bamenda dans les missions entrelacées de désarmement, démobilisation et réintégration.

## IV. Portée de l'intervention

### A. Désarmement

L'introduction d'armes dans les actions de manifestation, de contestation ou de revendication complique le plus souvent les initiatives de reconstruction de la paix. En effet, ceux qui possèdent des armes créent généralement des sphères de pouvoir avec une estime de soi sans compromis. C'est peut-être la raison pour laquelle un désarmement approprié doit précéder toute tentative de réinsertion et de réintégration des ex-combattants. Dans ce cas, l'expertise est entre les mains des forces armées officielles. C'est pourquoi dans la plupart des pays, le DDR a été piloté par des officiels militaires. Le cas de la région du Nord-Ouest est quelque peu différent. Le Centre est dirigé par un civil qui travaille main dans la main avec les Forces de défense et de sécurité, comme l'un des acteurs décisifs au processus en cours. Cette collaboration ne se limite pas seulement au désarmement mais s'étend à d'autres interventions civiles comme la prestation de soins de santé.

À partir de décembre 2020, lorsque les activités du Centre du CNDDR de Bamenda sont devenues opérationnelles, certaines initiatives ont été prises pour réduire la taille de l'artillerie des combattants séparatistes qui ont observé l'appel présidentiel à déposer les armes. Lors du protocole de collecte des armes, les combattants contactent directement le Centre ou toute connaissance digne de confiance qui pourrait transmettre leur désir de capituler à l'unité de coordination. À partir de ces informations, le Coordonnateur du Centre sollicite les services d'une escouade spécialisée des Forces de défense et de sécurité pour se rendre au lieu où se trouvent des ex-combattant (s) et les transporter subrepticement sur le site du cantonnement. Avant d'accueillir l'ex-combattant dans le Centre, les militaires le confinent pendant un certain temps, généralement quelques jours, pour recueillir des informations vitales, en

particulier concernant la nature des munitions et les tactiques de combat.

D'après la plupart des témoignages recueillis par le coordonnateur du centre ainsi que par le chef d'état-major du 5<sup>e</sup> bataillon militaire, le Colonel Onambebe Louis, point focal chargé des opérations de défense et de sécurité au centre du DDR de Bamenda, le niveau de désarmement a été timide. La plupart des campeurs du site de cantonnement qui jouaient un rôle actif de combattant ne sont pas venus avec leurs munitions. Une poignée seulement ont indiqué qu'ils avaient caché leurs armes à certains endroits par crainte de représailles de toute opération militaire surprise ou de la colère de combattants de première ligne inflexibles qui n'avaient aucune intention de capituler et qui pouvaient juger leur décision comme une trahison. Quelques-uns qui avaient exprimé leur volonté de rendre leurs armes, une fois au Centre, étaient retournées sous escorte militaire pour récupérer leurs armes dans les zones qu'ils avaient stockées<sup>10</sup>. Ce fut le cas de l'un des ex-guerriers, Lukong Clinton, de Sob dans le Département de Bui, une base importante des combattants séparatistes. Il convient de souligner que le projet de récupération secrète des armes stockées des ex-combattants est étouffé par des écarts de confiance.

La plupart des combattants décampés ne font pas confiance aux unités des Forces de défense et de sécurité ou aux autorités administratives sur la base des localités assiégées comme lieux où elles peuvent rendre leurs armes. C'est la raison de plus pour laquelle un bon nombre de ceux qui se sont rendus ont pris des voies de sortie alternatives plutôt que l'option du DDR. En raison de leurs actes atroces au cours d'engagements actifs dans le conflit, ils ne se sentent pas en sécurité pour rejoindre leurs familles ou leur communauté ou pour venir dans le cantonnement de Bamenda. Ils ont préféré se déplacer furtivement hors de la Région vers d'autres régions du pays, notamment vers l'Ouest, le Littoral et le Centre où ils peuvent obtenir des sanctuaires sûrs. Bien qu'il s'agisse d'une étape bien accueillie en vue de la réduction de l'extrémisme violent dans la région du Nord-Ouest, il pose des problèmes sociaux et de sécurité dans la mission du CNDDR. Il est difficile de situer où ils ont laissé leurs armes et s'ils peuvent ou non se désarmer moralement (déradicaliser) de façon indépendante pour se réintégrer dans leurs nouvelles communautés d'accueil. On soupçonne en outre que toute frustration sur le chemin de la resocialisation et en particulier de

<sup>9</sup> Nyugha Sixtus Gabsa, 60 ans, Coordonnateur du Centre du CNDDR de Bamenda Up-Station, Interview de Takor Kahjum Nixon, Bamenda, 9 avril 2020.

<sup>10</sup> Le Colonel Louis Onambebe, âgé d'environ c. 60 ans, chef d'état-major, 5<sup>e</sup> bataillon militaire, entretien avec Takor Kahjum Nixon, Bamenda, 9 avril 2020.

la réinsertion socioprofessionnelle pourrait raviver les souvenirs de guerre en rechute. Cela pourrait les inciter à ré-adopter les accolades de la criminalité comme stratégie de survie. Ils pourraient dans ce sens devenir le pivot de réseaux de criminalité armée avancée, traduisant ainsi la mutation potentielle des conflits.

Le projet de désarmement est également étouffé par la politique d'armement des combattants. Les séparatistes ont une politique de contrôle des armements très stricte qui rend difficile pour tout combattant qui n'est pas en mission de commandement de les utiliser. Le plus souvent, il y avait numériquement moins de munitions par rapport au nombre de combattants actifs. Un campement de 120 combattants pourrait avoir le privilège d'avoir à peine 40 armes. Il y avait donc la philosophie selon laquelle, quelle que soit la provenance des armes, leur utilisation était une donnée collective. Ainsi, aucun combattant ne "possède d'armes", il appartient au groupe et est strictement supervisé par les chefs de groupe, les généraux ou commandants d'Amba dans l'intérêt du groupe. La plupart de ces armes sont des armes à feu légères apportées par les combattants de leur milieu familial ou données par des adeptes de l'idéologie au sein des communautés. Cela est compréhensible, car il est de coutume au sein des collectivités de Bamenda Grasslands que les chefs de famille et autres notables possèdent des pistolets Danois qui sont diversement utilisés pour la chasse, le tir d'armes à feu lors des funérailles et d'autres festivités traditionnelles. Compte tenu de ce contexte historique complexe et établi depuis longtemps de la possession et de l'utilisation d'armes à feu, la plupart des ex-combattants ne veulent délibérément pas les remettre aux militaires car pour eux, les armes sont un héritage familial<sup>11</sup>.

Les restrictions imposées par les extrémistes de la milice Amba qui se sont transformés en entrepreneurs de guerre contrôlant d'énormes sommes d'argent provenant de sources illicites comme des rançons d'enlèvements et d'autres structures de solidarité, notamment de sponsors de la diaspora, constituent un défi majeur pour le programme de désarmement du Centre du DDR de Bamenda. L'appel lancé aux combattants pour qu'ils déposent les armes a favorablement plu à plusieurs combattants qui étaient prêts à emboîter le pas. Cependant, le processus de sortie du champ de bataille n'a pas été facile en raison des règles et règlements enchevêtrés des structures d'Amba qui considéraient tout acte de remise comme

trahison et passible de la peine de mort<sup>12</sup>. Cette position a manifestement été imitée à Wum lorsque le général Ekeom Polycarp, l'un des chefs de guerre d'Amba qui s'est rendu et a publiquement appelé ses compatriotes à reprendre une vie normale, a été assassiné par une conspiration dans son propre ancien réseau le 17 octobre 2019.<sup>13</sup> Les chefs de guerre purs et durs appelés localement généraux en raison de leur caractère audacieux, de leurs capacités à posséder des munitions sophistiquées et à contrôler les amulettes, les combattants et les sphères illusoire d'influence étendues, ont gardé une approche "sans retraite ni reddition" pour l'appel au désarmement.<sup>14</sup>

### Démobilisation

Il faut souligner que le désarmement sans démobilisation dans le contexte d'une guerre en cours reste une moquerie totale et une réalité lointaine. En effet, la possibilité pour ces combattants de "s'échapper" des centres et de reprendre leurs activités antiétatiques devient plus élevée si les combattants ne voient aucune possibilité de sécurité, un avenir prometteur et un sanctuaire sûr pour eux. C'est à partir de cette prémisse que l'unité du CNDDR à Bamenda a réservé des pistes ciblant la démobilisation effective des ex-combattants à un niveau qui les soutiendrait et détournerait leur attention de la reconnexion aux vieilles habitudes. Considérant les exigences très élastiques du processus de démobilisation, le Centre devrait entrer en partenariat avec d'autres parties contractantes majeures dans la région en vue de transformer les combattants en citoyens responsables et patriotique de la patrie.

La première préoccupation majeure du Centre a été d'obtenir un site de cantonnement sécurisé pour les ex-combattants. Le bâtiment vacant du poste de santé Nta-Mbang surplombant l'hôtel Ayaba dans la vieille ville de Mankon a été choisi et sert actuellement de campement pour les ex-combattants. Dans cet établissement, les ex-combattants ont reçu un logement, un restaurant et des espaces d'enseignement-apprentissage pour leurs programmes de réinsertion. Le camp compte actuellement 102<sup>15</sup> retraités de guerre, 98 hommes et 04 femmes.

12 Clinton Lukong, 24 ans, ancien combattant, centre du CNDDR de Bamenda, entretien avec Takor Kahjum Nixon, DDR Centre Bamenda, 9 avril 2020.

13 Lionel Awangang

14 Idem.

15 Il convient de mentionner que ces personnes n'étaient pas toutes des combattants de guerre actifs. Certains ont joué des rôles associatifs comme des espions, des cuisiniers et des aides-soignants. Par exemple, Florence Keng était la cuisinière en chef affectueusement appelée «maman originale» en raison de sa dextérité dans l'espionnage.

11 Lionel Awangang.

Étant donné la projection selon laquelle il y aurait encore beaucoup de combattants à rejoindre les camps et avec l'aide de ceux déjà dé-radicalisés pour courtiser leurs anciens acolytes, le gouvernement est en train de construire un nouveau cantonnement à Bafut d'une capacité initiale de 500 retraités avec une extension possible à 1000. Ce camp sera compartimenté en unités spécialisées de réinsertion et de réintégration<sup>16</sup>. En plus de fournir un espace de vie agréable aux ex-combattants, le Centre se concentre principalement sur leur dé-radicalisation et leur réinsertion. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) :

La démobilisation s'accompagne généralement de prestations pour l'ex-combattant et les autres participants. Généralement, une sorte de soutien transitoire de subsistance (TSS) est fourni pour les besoins immédiats et fondamentaux du combattant et de ses personnes à charge ... il est destiné à fournir aux anciens combattants et à leurs personnes à charge un moyen de subsister en attendant une aide à la réintégration.<sup>17</sup>

<sup>16</sup> Gabsa Nyugha Sixtus.

<sup>17</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement, Désarmement, Démobilisation et Réintégration des ex-combattants, 46.

Dans ce prisme, les ex-combattants du Centre de DDR se sont vus offrir non seulement un logement. On leur a également offert des vêtements et des allocations leur permettant de subvenir à leurs besoins essentiels. Quelques élites<sup>18</sup> des régions ont également fait des subventions financières volontaires à ces ex-combattants. Ce fut le cas en décembre 2019 où une élite a offert une aide financière aux combattants pour les aider à célébrer les fêtes de fin d'année et à booster leur moral.<sup>19</sup> Le Centre du DDR de Bamenda a également travaillé en étroite collaboration avec le Délégué régional à la santé publique, Directeur de l'hôpital régional et de l'hôpital militaire pour fournir une assistance sanitaire aux ex-combattants. Les factures de santé sont de loin prises en charge par le Centre. Les neurologues ont effectué des visites régulières au Centre pour gérer la crise post-traumatique de la plupart des anciens combattants et des ordonnances de désintoxication sont systématiquement prescrites à ceux qui arrivent au Centre affectés par de longs mois de toxicomanie intensive.

<sup>18</sup> M. Atanga Nji Paul (Ministre de l'Administration Territoriale du Cameroun) a donné la somme de trois cent dix mille francs (310 000 FCFA) en cadeau de Noël aux ex-combattants tandis que le Professeur Paul Ghogomo Mingo (Ministre chargé de Missions à la Présidence de la République-Cameroun) a donné la somme de deux millions de francs (2 000 000 FCFA) pour la lutte contre l'hépatite B au Centre.

<sup>19</sup> Florence Keng, 24 ans, ex-combattante, Centre du DDR de Bamenda, entretien avec Takor Kahjum Nixon, DDR Centre Bamenda, 9 avril 2020.



Jeunes sécessionnistes armés qui ont laissé la guerre, ici à la commission sur la "décentralisation et le développement local" dans le cadre du grand dialogue national au Cameroun / Afric24Monde

### C. Vers la réinsertion et la réintégration

Le plus souvent, le processus de réinsertion, l'aide matérielle et/ou financière à court terme pour répondre aux besoins immédiats des ex-combattants, qui peut durer jusqu'à un an, sont généralement confondus avec la réintégration, un processus social et économique à long terme et continu du développement des ex-combattants à assumer des moyens de subsistance autonomes. Contrairement aux expériences au Nigéria où les ex-combattants étaient regroupés dans des sections de spécialisations en cours de réinsertion vers la réintégration, le Centre du DDR de Bamenda a adopté une approche holistique où les ex-combattants sont collectivement ré-conscientisés à travers un programme de réforme psychosociale et mentale. Ces ex-combattants, gravement touchés par des troubles mentaux, ne peuvent pas profiter pleinement des activités psychosociales et de réintégration tant qu'ils restent dans un état de handicap sévère. Ainsi, les anciens combattants ont besoin d'un soutien spirituel adéquat pour les tirer parti des situations de conflit<sup>20</sup>.

La présence d'un expert psychosocial attaché au Centre a contribué à transformer l'esprit des combattants. Ces ex-combattants ont révélé que les leçons de réarmement moral les avaient aidés à changer d'état d'esprit. Avant d'atteindre le Centre, la plupart des ex-combattants ont affirmé qu'ils étaient em pêtrés dans des alliances "démoniaques" (charmes) qui, selon eux, leur conféraient une force surnaturelle<sup>21</sup>. Le programme psycho-spirituel mettait l'accent sur le médium du baptême pour détruire les charmes et remodeler l'esprit des ex-combattants. Le recours à la fois au baptême et aux prières a aidé ces ex-combattants à abandonner leurs charmes et a permis à l'autorité psycho-spirituelle de créer un groupe de prière au Centre de DDR. En outre, les combattants ont été enrichis de connaissances sur le leadership, le développement du caractère et les normes sociétales. Par ailleurs, le programme psycho-spirituel était axé non seulement sur le spirituel mais aussi sur les services de conseil qui se tenaient pendant les jours hebdomadaires pour assurer un suivi approprié<sup>22</sup>. Ce programme de réarmement moral couplé à des

instructions assidues en éducation civique a abouti à l'amélioration des habitudes vestimentaires et plus généralement au comportement des ex-combattants. Ces valeurs ont jeté les bases solides de leur transformation progressive en des citoyens davantage imprégnés des valeurs citoyennes, du sens patriotique et épris de paix. La plupart de ces ex-combattants du Centre après la phase de réarmement moral, apprécient désormais l'importance de symboles d'État comme le drapeau national et l'hymne<sup>23</sup> et regardent l'avenir avec optimisme quant à leur réintégration effective.

Étant donné que la réintégration est une énorme entreprise avec un calendrier ouvert conçu pour faciliter l'adaptation des ex-combattants grâce à une formation professionnelle à vie et à des projets génératrices de revenus durables,<sup>24</sup> il faut s'accompagner de structures d'appui comme l'État et d'autres acteurs. Dans le cadre du Centre du DDR de Bamenda, un partenariat a été établi avec des services gouvernementaux tels que la Délégation régionale de la jeunesse et de l'éducation civique, la Délégation régionale de la formation professionnelle et avec l'Agence nationale des services civiques pour la participation au programme de développement. Toutes ces parties prenantes répondent à la vision politique plus large du gouvernement camerounais qui va de pair avec la perspective de réintégration sociale post-conflit d'Özerdem qui maintient, entre autres, que "l'emploi durable" et "les responsabilités civiques" seraient le modèle le plus efficace pour la réinsertion des combattants<sup>25</sup>, en particulier dans le contexte où la guerre était engendrée par un accès inadéquat ou inégalitaire aux opportunités socio-économiques.

Le programme de réintégration impliquait des actions de formation et d'autonomisation financière qui pourraient permettre aux ex-combattants de définir des moyens de subsistance indépendants et durables. Sous ce prisme, le Service Civique National pour la Participation au Développement a lancé un programme de formation en aviculture pour 70 des retraités. Après la formation, le service fournira un capital de démarrage aux stagiaires. En outre, les services décentralisés du Ministère de l'agriculture et du développement rural et du Ministère de l'élevage, de la pêche et des industries animales ont mis à la disposition du Centre des exercices spécialisés sur les

<sup>20</sup> Ian Douglas et al, *Disarmament, Demobilisation and Reintegration: A Practical Field and Classroom Guide* (Frankfurt: Druckerei Hassmüller Graphische Betriebe GmbH & Co. KG, 2004), 90.

<sup>21</sup> Lionel Awangang et Clinton Lukong, deux des ex-combattants de première ligne ont témoigné que ces amulettes avaient été obtenues auprès de sorciers dans les communautés et dans les communautés frontalières du Nigéria où ils auraient été formés pour perfectionner leurs compétences en matière de guerre.

<sup>22</sup> Loveline Ngeminang, âgée de c. 37, Pasteur & Directeur Spirituel du Centre du DDR de Bamenda, Interview par Takor Kahjum Nixon, 10 avril 2020.

<sup>23</sup> Lionel Awangang.

<sup>24</sup> W. Andy Knight, « Désarmement, Démobilisation et Réintégration et consolidation de la paix après les conflits en Afrique: un aperçu », *Journal of African Security*, Volume 1, numéro 1, 2008, <https://www.tandfonline.com/doi/complet/10.1080/19362200802285757>, consulté le 10 avril 2020.

<sup>25</sup> Özerdem, 53.

aspects du maraîchage et de l'élevage d'espèces vendables<sup>26</sup>. L'un des ex-combattants, bénéficiaire de ces initiatives, n'a pu dissimuler sa satisfaction face aux connaissances très polyvalentes qu'il avait acquises en agriculture commerciale lors de son court séjour au Centre<sup>27</sup>. Bien que la formation et le soutien financier pour créer des startups semblent louables, il est nécessaire de créer un environnement favorable et sûr caractérisé par l'acceptation par la communauté des ex-combattants et la sécurisation de ces derniers, étant donné que le processus de DDR se déroule dans un contexte où il n'y a pas encore de consensus sur une trêve pour mettre fin à l'intempérance armée.

La réalisation la plus concrète de la phase de réintégration a été la mise en place en avril 2020 d'un stage de pré-emploi d'un mois en vue du placement de quelque 32 ex-combattants au Cameroun Télécommunications parapubliques, CAMTEL, Agence de Bafoussam. Pendant le stage, les frais d'entretien des stagiaires ont été entièrement pris en charge par l'État.<sup>28</sup> Toutes ces initiatives sont des aides à l'intervention visant à transformer les ex-combattants en acteurs de paix.<sup>29</sup> Bien qu'importants, certains ne suivent pas le paradigme du passage des compétences acquises au point de démobilisation à la mise en œuvre à la phase de réintégration. Cela est évident avec le cas des 32 ex-combattants envoyés à CAMTEL après avoir passés plus d'un an à s'approprier des compétences en cultures commerciales et en élevage.<sup>30</sup>

Comme on peut le constater, le Centre régional du DDR de Bamenda a adopté une approche plus ou moins civile pour la mise en œuvre du processus de DDR. La hiérarchie du Ministère de la Défense a systématiquement rejeté les suggestions concernant le filtrage et l'intégration des ex-combattants dans la Force régulière. L'argument a été qu'en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone où l'option a été expérimentée, ses résultats n'ont pas été satisfaisants. Bien qu'il s'agisse d'une mesure de sécurité pour une dégénérescence potentielle en conflits, l'intention révèle des défaillances dans les mécanismes de renforcement de la confiance qui vont de pair avec une véritable vérité et des pourparlers de réconciliation comme un renflouement à la crise.

## V. Conclusion

L'expérience actuelle du CNDDR à Bamenda consiste à apprivoiser la violence armée par un désarmement systématique, à resocialiser les anciens délinquants de l'État dans les mentalités humaines et patriotiques traditionnelles par la démobilisation et à les réintégrer après une formation pratique qui peut leur donner des moyens durables de subsistance. Cette approche, calquée sur le paradigme du DDR dans les scénarios de conflits internationaux, n'a pas été reproduite dans la région du Nord-Ouest en raison de sa spécificité. En moins de deux ans de fonctionnement, malgré certains défis, le Centre du CNDDR de Bamenda a façonné son programme pour répondre aux exigences de la violence domestique dans le présent et pour l'avenir. Malgré ces trajectoires pleines d'espoir, le déroulement efficace de la déradicalisation des combattants armés ne dépend pas exclusivement de la structure du CNDDR. Plutôt, le succès de l'entreprise dépend en grande partie de la volonté politique du gouvernement camerounais de soutenir toutes ces initiatives locales qui nécessitent d'énormes ressources financières et logistiques. Elle repose également sur un véritable engagement de l'État à mettre en place des mesures de confiance sans entraves et à s'attaquer aux problèmes globaux du chômage, de frustration et des inégalités qui constituent un terrain fertile pour la construction d'un sentiment de négligence dans de multiples dimensions. La convocation du Grand Dialogue National du 30 septembre au 4 octobre 2019 par le Chef de l'État, S.E. Paul Biya, s'inscrit dans cette logique en réunissant toutes les sensibilités et opinions politiques et sociales, y compris les ex-combattants, ont convergé pour fournir un corpus politique qui pourrait enrailler la violence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cet événement a été salué comme une étape vers la recherche de solutions durables à la crise.

<sup>26</sup> Sixtus Nyugha Gabasa.

<sup>27</sup> Florence Keng.

<sup>28</sup> Idem.

<sup>29</sup> Özerdem, 55 ans.

<sup>30</sup> Clinton Lukong.

## Sources consultées

Bryden, Alan et Vincenza Scherrer (éd.). *Désarmement, Démobilisation et Réintégration et réforme du secteur de la sécurité*. Aperçu de l'expérience des Nations Unies en Afghanistan, au Burundi, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo. Genève. 2012.

Douglas, Ian et al. *Désarmement, Démobilisation et Réintégration: un guide pratique sur le terrain et en classe*. Francfort, Druckerei Hassmüller Graphische Betriebe GmbH & Co. KG. 2004.

Knight, W. Andy. "Désarmement, démobilisation et réintégration et consolidation de la paix après les conflits en Afrique: un aperçu". *Journal de la sécurité en Afrique*, volume 1, numéro 1, (2008). <https://www.tandfonline.com/doi/complete/10.1080/19362200802285757>

Özdem, Alpaslan. "Une re-conceptualisation de la réintégration des ex-combattants: approche de la "réintégration sociale"". *Conflict, Security & Development*, 12: 1, 51-73, (2012). DOI: 10.1080/14678802.2012.667661.

Rodriguez, Maivel, Eleni Andreouli et Caroline Howarth. "Des anciens combattants aux citoyens; Connecter la citoyenneté quotidienne et la réinsertion sociale en Colombie". *Journal of Social and Political Psychology*, vol. 3. (2005).

Programme des Nations Unies pour le Développement. *Désarmement, Démobilisation et Réintégration des ex-combattants*. New York. Dakota du Nord

## Entrevues

Awangang, Lionel. Aged 25. Interview, Ex-combattants, Centre du CNDDR de Bamenda, 9 avril 2020.

Keng, Florence, 24 ans, ancien combattant, Centre du CNDDR de Bamenda, Centre de DDR Bamenda, 9 avril 2020

Gabsa, Nyugha Sixtus. 60 ans. Coordinateur Centre du CNDDR de Bamenda Up-Station. Bamenda, 9 avril 2020.

Lukong, Clinton. 24 ans. Ex Combattant, Centre du CNDDR de Bamenda, 9 avril 2020,

Ngeminang, Loveline. Agé c. 37. Pasteur du centre et directeur spirituel Centre du CNDDR de Bamenda 9 avril 2020.

Onambebe, Louis. Agé c. 60. Colonel et Chef d'Etat-Major, 5e bataillon militaire, Bamenda, 10 Avril 2020.

Document officiel

Rep. du Cameroun. Décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité National du Désarmement, Démobilisation et Réintégration.



Nixon Kahjum Takor\* PhD  
Université de Bamenda

# EVALUATION DE LA RÉPONSE DU COMITÉ NATIONAL DE DÉSARMEMENT, DE DÉMOBILISATION ET DE RÉINTÉGRATION DU CAMEROUN AU CONFLIT DANS LA RÉGION DU SUD-OUEST: EXPÉRIMENTER UNE APPROCHE PAYS SPÉCIFIQUE A LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DURABLES

PAR ROSE FRII-MANYI ANJOH, PHD

*L'initiative de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) en cours d'expérimentation au Cameroun est l'œuvre du Président Paul Biya à la suite de ses efforts pour instaurer une paix et une sécurité durables dans les trois épicentres de conflit affectant les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. Contrairement à de nombreux programmes de réponse DDR en Afrique qui sont initiés et facilités par l'ONU, le DDR camerounais est unique en ce qu'il n'a pas suivi l'approche traditionnelle et conventionnelle mais relève de la politique gouvernementale. L'essentiel de cet article est d'interroger le programme de réponse du DDR conçu et mis en œuvre dans la région du Sud-Ouest depuis 2018 contre le recul des objectifs fixés à sa création, qui étaient centrés sur la résolution du problème du Cameroun par les Camerounais. Les sources primaires et secondaires ont été consultées à l'aide d'instruments variés tels que l'étude de documents, un guide d'entrevue et un groupe de discussion. Les participants à l'étude comprenaient des catégories d'anciens combattants, des responsables du DDR et le personnel du Bolster Institute de Buea. Le document devrait démontrer l'unicité succincte de l'expérience endogène du Cameroun avec le programme de réponse DDR en Afrique. Il fait valoir que, bien que le Centre Régional du DDR de Buea ait rencontré des défis, ses succès en tant que précurseurs dans la résolution des problèmes camerounais en utilisant des ressources à domicile restent louables et nécessitent plus d'élan pour renforcer la confiance et ouvrir la voie à une paix et une sécurité durables dans la région.*

Mots clés: désarmement, démobilisation, réintégration, paix et sécurité durables



Programme Présidentiel pour la Reconstruction et le Développement (PPRD) des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'appui du PNUD / Camer Press Agency

## Introduction

Le Cameroun connaît des conflits violents depuis 2014 de la part des insurgés de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord et à partir de 2016 dans les deux régions anglophones correspondant au Nord-Ouest et au Sud-Ouest. Le pays souffre également de violences structurelles particulièrement visibles dans la région de l'Est suite à l'afflux de réfugiés de la République centrafricaine et des concessions minières chinoises dans la région (Anjoh, Nkweta et Lyonga, 2019). Cependant, les réponses du gouvernement pour arrêter la recrudescence de la crise dans le pays dépendent de la philosophie du Cameroun. La création du Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (NDDRC) intervient à la demande d'autres actions gouvernementales pour rétablir la paix dans les deux régions anglophones réticentes. La première de ces mesures concernait la création du Comité ad hoc interministériel du 6 décembre 2016 mis en place par le Premier ministre de l'époque Philemon Yang et dirigé par le professeur Paul Ghogomu Mingho et le comité ad hoc sur les réclamations des avocats créé le 22 décembre 2016, dirigé par le ministre délégué au ministère de la Justice, Jean Pierre Fogui. Ces comités constitués exclusivement de Camerounais ont tenu des séances de négociation à Bamenda avec les membres du Consortium de la société civile anglophone du Cameroun et des avocats de common law à Yaoundé. Les difficultés qui ont suivi pour résoudre les griefs soulevés par les avocats et enseignants anglophones, concernant l'instauration d'une garantie (retour au système fédéral) qui défendra les valeurs des systèmes éducatifs de common law et anglo-saxons a conduit la lutte à glisser entre les mains d'un groupe radical de la diaspora qui réclamait un État séparé pour le Sud du Cameroun. Le résultat a été la déclaration d'indépendance de la république fédérale d'Ambazonie le 1er octobre 2017 et la guerre a éclaté le mois prochain le 30 novembre entre les groupes rebelles militaires et armés désireux de créer un État séparé pour les deux régions anglophones de l'ancien Sud du Cameroun, qu'ils ont nommé république fédérale d'Ambazonie (Tala et Ngange, 2019).

Avec le déclenchement de la violence entre les rebelles composés en grande partie de jeunes appelés "Amba boys" et de l'armée régulière de l'État du Cameroun, le Président Paul Biya, garant de la cohésion, la paix et la sécurité nationales, dans le but de juguler les hostilités, a introduit certaines mesures de lutte contre les conflits. Une telle mesure selon Knight (2010) "est de trouver un moyen de démanteler les institutions nourricières des conflits et de les remplacer

par des institutions capables de maintenir la paix". L'une d'entre elles était de mettre en place la Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme créée le 23 janvier 2017 chargée de promouvoir le bilinguisme et le multiculturalisme au Cameroun en vue de maintenir la paix, de consolider l'unité nationale du pays et de renforcer la volonté de son peuple au quotidien en ce qui concerne le vivre ensemble. (<https://www.prc.cm>). Par ailleurs, le gouvernement a pris d'autres mesures pour remédier à certains problèmes onéreux comme la traduction de la loi OHADA en langue anglaise, le recrutement de 1500 enseignants bilingues et la tenue du Grand Dialogue National du 30 septembre au 4 octobre 2019. Cependant, la violence a persisté. À la lumière de la violence continue, S.E. Paul Biya a appelé à plusieurs reprises les combattants séparatistes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à déposer leurs armes et à se faire pardonner en se rendant au CNDDR qui a vu le jour le 30 novembre 2018 dans le but de désarmer, de démobiliser et réintégrer les anciens combattants de Boko Haram dans l'Extrême-Nord et les combattants séparatistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

À cette fin, Kindzeka (2018) rapporte que le Gouverneur de la région du Sud-Ouest Bernard Okalia Bilai a déclaré concernant l'appel du Président selon lequel "personne ne devrait avoir peur parce que le Président Paul Biya, Commandant en Chef des Armées, a donné des instructions fermes pour qu'aucun combattant qui laisse tomber ses armes en signe de repentir ne soit arrêté, tué ou envoyé en prison." Il a ajouté que "les combattants devraient faire confiance au gouvernement et être informés qu'ils seront réintégrés socialement et économiquement dès leur désarmement". C'est sur la base de cette affirmation que le centre régional de DDR a entrepris d'accomplir son mandat et sa mission dans la région du Sud-Ouest du Cameroun. Le document évalue le succès du programme de DDR dans la région. Il se concentre sur la composante civile dans l'analyse de DDR au Cameroun. Cependant, afin de faire ressortir la force et l'unicité de l'approche camerounaise du DDR, j'ai étudié certains programmes de DDR en Afrique. Je soutiens dans cet article que le maintien de la philosophie spécifique au pays ou camerounaise dans la mise en œuvre du programme DDR est une condition préalable pour jeter des bases solides afin d'encourager ceux qui croient encore à tort que des solutions viendront d'ailleurs pour rendre ou déposer les armes. Le document décrit le lien complémentaire entre le désarmement, la démobilisation et la réintégration et va plus loin pour analyser explicitement les acteurs impliqués dans le DDR dans la région du Sud-Ouest

ainsi qu'une analyse réfléchie de l'impact du DDR sur la paix et la sécurité durables dans la région.

## Le DDR du Cameroun dans le contexte africain

Ce n'est pas surprenant que le processus de DDR doit sa genèse à la conception de l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali (1992 et 1995), de la consolidation de la paix après un conflit, en tant que cadre pour garantir qu'aucun conflit violent ne se produise dans des situations d'après conflit. C'est également une réponse au rapport Brahimi qui relie explicitement les fonctions de maintien de la paix, de consolidation de la paix et de développement socio-économique du système des Nations Unies. Lequel a été élaboré à nouveau par Kofi Annan en 1998, en précisant que les actions de résolution d'un conflit nécessitent en plus d'une action militaire, un effort intégré de consolidation de la paix est nécessaire pour faire face aux divers facteurs qui ont provoqué le conflit. Dans ce sens, la consolidation de la paix implique entre autres, la création d'une institution de réintégration et de reprise de la normalité (Knight, 2010). Outre le concept de DDR, en 2001, le concept de responsabilité de protéger a pris de l'ampleur et il parle de l'exigence de déléguer l'autorité et la capacité aux gouvernements nationaux pour assurer le bien-être de tous les citoyens (Baranyi et Meephram, 2006). Dans Knight (2010), la responsabilité de protéger est conceptuellement et pragmatiquement liée au DDR et est conçue comme un élément important dans la mesure où des acteurs extérieurs comme l'ONU cèdent la responsabilité de la consolidation de la paix aux gouvernements des États. Cependant, ces gouvernements doivent indiquer leur ferme engagement à respecter leurs obligations démocratiques et à fournir à leurs citoyens la protection qui vient du secteur de la sécurité.

La solution du Président camerounais pour lancer un appel aux combattants à déposer leurs armes et à se soumettre aux centres régionaux de DDR s'inscrit dans le cadre de la responsabilité de protéger à laquelle le Président de la République du Cameroun a édicté le décret no. 2018/719 du 30 novembre 2018 pour créer le Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration, sous l'autorité du Premier ministre chef du gouvernement, Chief Dr Joseph Dion Ngute, dont le siège est à Yaoundé et les centres régionaux de Mora, Bamenda et Buea. Bien que la structure du Comité ressemble à celle du Soudan, qui émanait de l'Accord de paix global (CPA) avec trois structures (le Conseil National de Coordination de DDR

et deux organes régionaux, à savoir la Commission de DDR du Soudan du Nord et la Commission de DDR du Soudan du Sud) signé le 9 janvier 2005, la construction camerounaise se démarque par son originalité. Le CNDDR du Cameroun est chargé dans son article 2 du chapitre II: (1) de la "responsabilité d'organiser la supervision et la gestion du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest prêts à répondre favorablement à l'appel de paix du Chef de l'État en déposant les armes".

Le Conseil d'Administration du Comité, dirigé par le Premier ministre, est chargé de "définir les orientations stratégiques et d'assurer le suivi et l'évaluation du programme de désarmement, démobilisation et réintégration dans les régions concernées et au niveau national". Sa composition est limitée aux représentants du gouvernement. Cela représente à nouveau un changement de paradigme de nombreuses commissions de DDR à travers l'Afrique qui étaient le produit de règlements négociés et la commission, dans ces cas, était constituée à la fois de représentants du gouvernement et de ceux des factions belligérantes, y compris le soutien de l'extérieur comme l'ONU. Plusieurs cas abondent, mais pour cette étude, les cas de l'Angola, de la République Démocratique du Congo, de la Côte d'Ivoire et de la Sierra Leone seront présentés pour illustrer l'écart apparemment par rapport aux pratiques traditionnelles et conventionnelles.

En Angola, les Accords Bicesse négociés entre le gouvernement et l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) en mai 1991 a prévu des dispositions pour le DDR pour désarmer les ex-combattants et a créé une armée nationale intégrée ainsi que d'autres démobilisés. Bien qu'il ait échoué en 1992 en raison du refus de l'UNITA d'accepter les résultats des élections, dans l'Accord de paix de Lusaka de 1993, une autre tentative a été faite en matière de DDR avec la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale et de réconciliation et l'intégration de certains combattants de l'UNITA dans l'armée nationale. Le processus a toujours échoué en raison du refus de l'UNITA d'y adhérer pleinement. Cependant, le conflit qui a repris en 1988 a pris fin en 2002 suite au meurtre de Jonas Savimbi dans la province de Moxico par les forces gouvernementales. Jose Eduardo Dos Santos a annoncé un cessez-le-feu qui comprenait un accord de paix qui accordait l'amnistie générale aux soldats de l'UNITA et leur ouvrait la voie pour déposer les armes (Cauvin, 2002). Une commission mixte a été créée pour superviser le

DDR en Angola. (<http://www.un.org/africa/osaa/reports/DDR>, consulté en avril 2020). La réintégration des ex-combattants démobilisés a commencé en 2003 et a été mise en œuvre par le biais de l'Institut de réinsertion socioprofessionnelle des ex-combattants, y compris d'autres ONG nationales et internationales.

En RDC, il y a eu un renversement successif de ses dirigeants de 1961 avec Patrice Lumumba jusqu'en 2001 avec l'assassinat de Laurent Kabila. Bien que Joseph Kabila ait été élu président en 2006, la RDC a été témoin d'une violence continue depuis l'époque de Mobutu Sesse Seko, compliquée par la situation géographique du pays et le conflit séparé dans la région de l'Ituri. Le programme de DDR a été mis en œuvre sous les auspices de la mission de maintien de la paix des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) entre 1999 et 2003 avec le mandat non seulement de maintenir la paix mais aussi de désarmer, démobiliser et réintégrer les ex-combattants ainsi que le retour des insurgés étrangers de retour dans leur pays. Cependant, la mission a rencontré des difficultés en raison de la poursuite des hostilités et de l'insuffisance de l'armée nationale congolaise unifiée pour diriger le DDR (<http://www.unddr.org/country-programms>, accessed avril 2020).

La Côte d'Ivoire qui était autrefois un pays stable, a sombré dans un conflit majeur le 19 septembre 2002, après une tentative infructueuse de renverser Laurent Gbagbo. Cela s'est rapidement transformé en une rébellion qui a littéralement divisé le pays en deux avec le gouvernement contrôlant le Sud et les Forces nouvelles rebelles prenant le contrôle du Nord. Un sommet sur la crise a été convoqué à Accra au Ghana le 29 septembre par le Président sénégalais et président de la CEDEAO, Abdulaye Wade. L'Accord d'Accra I a émergé de ce sommet. Il a appelé tous les groupes armés du pays à cesser les combats et à engager un dialogue afin de résoudre pacifiquement la crise. Un Accord a été signé le 9 juillet 2005 et l'Accord de paix de Ouagadougou du 4 mars 2007 entre le gouvernement ivoirien et les Forces Nouvelles. C'est dans le cadre de cet Accord qu'un programme de DDR a été lancé. Le problème précaire était le statut des plus de 3,5 millions de personnes dans le nord musulman, des immigrants du Burkina-Faso, du Mali et de la Guinée qui avaient joué un rôle important dans l'édification de la nation après l'indépendance en 1960. Bien que le DDR ait entamé un processus d'identification, l'insécurité empêchant des progrès significatifs. La crise de longue date de 2002 à 2010 a pris fin avec l'arrestation du Président Laurent Gbagbo

alors que les élections étaient prévues pour cette année 2010. Mais le conflit postélectoral s'est poursuivi en 2011 lorsque le décret gouvernemental du 8 août 2012 a créé l'Autorité du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDRA) qui visait les ex-combattants. L'autorité a achevé sa mission en 2015. Sur les 78 000 bénéficiaires, 64 000 ont été sélectionnés et 55 000 ont été réintégrés dans l'armée, l'administration et le secteur privé.

La Sierra Leone a, pour sa part, été témoin d'une longue décennie de conflit civil qui a pris fin officiellement en 2002. Suite à une voie difficile de règlement de paix négocié comprenant des dispositions pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants ainsi que la création de la Commission Nationale pour le Désarmement, la Démobilisation et Réintégration (NCDDR) pour gérer le processus au cours de la deuxième phase. Il était composé de représentants de diverses parties au conflit ainsi que de l'ONU, de la CEDEAO et d'autres acteurs externes. L'Accord de paix a été signé en trois phases : Accord d'Abidjan 1997, mais les hostilités ont repris en décembre 1998 et ont conduit à l'Accord de Lomé en 1999 sous la supervision de la mission d'observation des Nations Unies (MONUSIL). Ces accords ont été conclus entre le gouvernement et le Front Révolutionnaire Uni (FRU). Les hostilités ont de nouveau refait surface en 2001 avec la prise en otage de 500 observateurs de l'ONU par les rebelles et une troisième phase de l'Accord de paix a été lancée en mai 2001 à la suite de l'Accord de cessez-le-feu d'Abuja de novembre 2000 et de la cessation des hostilités. Cette phase a également vu le renouvellement de la mission du mandat de maintien de la paix des Nations Unies (MINUSIL) et l'augmentation de ses troupes. Au total, 72 500 combattants ont été désarmés et 2 600 autres ont été intégrés à la nouvelle armée par le biais du Programme de Réintégration Militaire (PRM), 46 435 armes ont été collectées et 1 million de munitions.

Ainsi, la plupart des programmes de DDR en Afrique se sont déroulés dans des scénarios de maintien de la paix et de non maintien de la paix. Cependant, le facteur sous-jacent du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des ex-combattants est de mettre un terme à la guerre civile et d'ouvrir la voie à la démocratisation, à la justice et au développement.

## Évaluation du DDR dans la région du Sud-Ouest

L'opérationnalisation de la stratégie de réponse du

CNDDR au Cameroun et dans la région du Sud-Ouest est un processus complexe, avec des dimensions politiques, militaires, sécuritaires, humanitaires et socio-économiques. Elle vise à répondre aux facteurs de conflit et aux problèmes de sécurité qui peuvent survenir. Notamment, les combattants qui ne tiennent pas compte des appels du Président à déposer les armes, à se rendre au CNDDR ainsi qu'aux ex-combattants, laissés sans moyens de subsistance ni soutien, leur désarmement et se déplacent vers d'autres villes sans aide. Les programmes de DDR sont spécifiques au contexte et sont conçus pour prendre en compte la nature sous-jacente du conflit et la capacité de toutes les parties prenantes au conflit à avoir une compréhension succincte des notions ou concepts clés utilisés dans le milieu du DDR au Cameroun. Selon Nangorgo (2019), il existe un consensus sur les deux "D" qui dénotent le désarmement et la démobilisation des combattants. Mais le "R" indique plusieurs concepts: réinsertion, réadaptation, réintégration et réinstallation. Cependant, le DDR dans ce document est utilisé pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, bien qu'une exploration des concepts pertinents tels que la réinsertion, qui traduit la situation des ex-combattants au sein des communautés d'accueil.

Une compréhension du rôle complémentaire des concepts que j'ai utilisés est importante pour le succès du DDR. Dans cette optique, le désarmement a été utilisé comme processus de collecte, de documentation, de contrôle et d'élimination des armes légères, des munitions, des explosifs et des armes légères et lourdes des combattants qu'ils déposent volontairement dans ce cas, aux militaires dans leurs différentes localités. Elle exclut cependant le développement de programmes de gestion responsable des armes au sein de la CNDDR au Cameroun puisque cet aspect n'est pas traité dans ce document. La démobilisation concerne quant à elle la libération officielle et contrôlée des combattants actifs des groupes armés de la région. La première étape de la démobilisation a lieu dans le camp militaire, en particulier avec le BIR dans la localité des combattants. Plus tard, la sélection des combattants individuels se fait dans le bureau du Commandant de la Légion à Buea, temporairement avant la réforme des ex-combattants dans le camp désigné à Bolster Institut. La deuxième étape comprend l'ensemble de soutiens fournis pour démobiliser les ex-combattants lorsqu'ils arrivent au campement, ce qu'on appelle la réinsertion. La réinsertion implique l'assistance offerte aux ex-combattants pendant la démobilisation mais avant le processus de réintégration à plus long terme. En ce sens, la réinsertion est une forme d'assistance provisoire destinée à couvrir les besoins essentiels des ex-combattants et de leurs familles. Cependant, dans le

cas du centre régional du DDR de Buea, l'assistance aux familles n'est pas statutaire mais est fournie occasionnellement pendant des périodes spéciales comme la rentrée scolaire ou les saisons de fête comme Noël, bien que seuls ceux qui déclarent avoir une famille (conjoint et enfants) soient concernés. La couverture des besoins de base comprend les soins de santé, la nourriture, le bain, les vêtements, le logement, le processus social continu ou l'éducation civique et le développement économique. Il s'agit d'une aide matérielle et/ou financière à court terme pour répondre à des besoins immédiats qui durent au moins sept mois mais qui peuvent aller jusqu'à un an et au-delà étant donné que le premier lot de stagiaires a passé un an quatre mois.

Pendant la réintégration, les ex-combattants acquièrent le statut civil et obtiennent des emplois et des revenus durables. La réintégration est essentiellement un processus social et économique qui se déroule principalement dans des communautés désignées par le gouvernement pour tenir compte de la sécurité des ex-combattants. Elle s'inscrit dans le développement général du pays et une responsabilité nationale de l'État. Pendant ce temps, les ex-combattants font référence à des hommes, des femmes, des garçons et des filles qui ont servi dans les groupes armés, bien que tous ne détenaient pas réellement des armes mais étaient activement engagés dans des tâches logistiques et d'autres activités de soutien comme le sexe, la cuisine, sollicités comme des messagers et informateurs ainsi que les enfants associés aux forces combattantes et autres personnes à charge. Les communautés d'accueil désignent des communautés accueillant d'anciens combattants. Pour le DDR du Sud-Ouest, le retour des ex-combattants dans leurs communautés d'origine était analysé et il a été décidé que cela pourra créer des véritables défis sécuritaires. Par conséquent, le premier lot des ex-combattants était réintégré dans la ville de Douala comme cela est la tendance actuelle dans plusieurs autres programmes de DDR.

Après avoir élucidé les concepts clés et l'esprit du DDR dans la région, il est important de préciser que la responsabilité de la mise en œuvre du DDR dans la région du Sud-Ouest était inscrite à la section III de l'article 7 (1) du décret de 2018 créant le CNDDR. Selon ce décret, le centre régional créé à Buea sera chargé de remplir les fonctions du comité au niveau local et sera placé sous la direction du centre nommé par le Premier Ministre, Chef du gouvernement le 7 décembre 2018 en la personne de Fonju Njukang Bernard. (<https://www.prc.cm>). Il a été installé par le gouverneur de la région en présence des collaborateurs du gouverneur le 11 décembre. Les responsabilités qui

lui sont attribuées, telles que stipulées dans le décret concernant le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants, sont exercées en collaboration avec le chef d'Etat-major de la Légion de gendarmerie pour le Sud-Ouest et celui de la 21<sup>e</sup> Brigade d'infanterie motorisée, le Colonel Zam et le Colonel Ewane, respectivement. Dans l'exercice de leur rôle complémentaire, la gendarmerie nationale et le BIR ont pour missions : de faciliter le désarmement des combattants en accueillant d'anciens combattants de groupes armés dans la région du Sud-Ouest; collecter, répertorier et stocker les armes et munitions remises volontairement par d'anciens combattants; et prendre les mesures appropriées pour détruire lesdites armes, munitions et explosifs. Ils lancent le processus de démobilisation et travaillent en collaboration avec le coordinateur régional du DDR pour poursuivre le processus de démobilisation et de réintégration de l'ex-combattant. Ils supervisent l'installation et gèrent le campement des ex-combattants; supervisent-les et prennent les mesures nécessaires pour dé-radicaliser les ex-combattants. Le coordinateur du centre est responsable de l'administration courante et fournit aux ex-combattants des outils et des moyens de production et une assistance pour la création d'activités génératrices de revenus qui conduiront à leur réintégration dans la vie civile.

Le centre du DDR de Buea réside dans l'institut

Bolster, une structure appartenant au gouvernement située dans la zone de Bokwango et créée depuis 1965 (voir figure 1 ci-dessous). Le rôle principal de l'institut Bolster a été de réhabiliter les jeunes délinquants essentiellement mineurs et donc adaptés à la réhabilitation des ex-combattants puisque la mission est similaire à celle qui devait être effectuée par le centre du DDR. L'hébergement du DDR dans les locaux de l'institut est également important parce que le programme de DDR utilise l'expérience du personnel qui a traité des cas de délinquance par le passé et fournit également un vaste espace pour les bureaux, un terrain de football, des dortoirs, des salles de classe, des ateliers et des sites de démonstration pour les activités agricoles, entre autres.

Les premiers ex-combattants, au nombre de 2, qui ont déposé les armes à la suite de l'appel lancé le 8 novembre 2018 par le Chef de l'État, le Président Paul Biya, sont arrivés au centre le 22 décembre du Département de N'dian. En septembre 2019, avant la tenue du Grand Dialogue National, beaucoup d'autres avaient déposé les armes et s'étaient intégrés au centre. Pendant ce temps, la période post dialogue a continué à assister à l'arrivée de plus en plus de stagiaires. Au total, 115 ex-combattants ont été reçus dans le centre, parmi lesquelles 9 femmes. Sur ce nombre, 33 hommes et 5 femmes, soit un total de 38, ont quitté le centre le 27 mars 2020 et ont été effectivement réintégrés le 1<sup>er</sup>



Figure 1: Bloc administratif hébergeant le Centre Régional DDR Sud-Ouest à Buea. /. Source: photo prise par l'auteur lors de recherches sur le terrain, 29 avril 2020.

avril de la même année, principalement hors de la zone où ils avaient été impliqués dans les combats et en particulier au Cameroon Telecommunication Company à Douala. Au début de cette recherche, il y avait 74 stagiaires mais 3 nouveaux ont été reçus en ma présence le 28 avril 2020 portant le chiffre à 77.

Il est important de préciser que le programme de DDR comprend deux composantes clés: la composante militaire qui s'occupe du désarmement des ex-combattants et la composante civile qui vise à assurer la sécurité des internés qui déposent volontairement leurs armes, leur redonnant une nouvelle vie et les réinstallant dans les communautés. Pour entreprendre la composante civile, les principaux acteurs du centre comprennent le coordonnateur régional Bernard Fonju Njungkang, le chef de service de l'adjudant-chef de la gendarmerie Mvineko Oumarou et le chef de l'officier supérieur militaire Essome Eugene. Ils reçoivent un soutien adéquat du personnel du Bolster Institute et de bénévoles individuels. Certaines organisations de la société civile de la région ont également manifesté leur intérêt à soutenir les activités du centre.

Ce document n'a pas abordé succinctement la dimension du désarmement, qui est purement militaire mais se contente de l'aspect démobilisation et réintégration. Cependant, il vaut la peine d'informer le lecteur qu'avant la démobilisation, la plupart des combattants ont été conduit auprès du chef administratif le plus proche, que ce soit l'officier de sous-division ou l'officier de division qui organise ensuite l'armée pour amener l'ancien combattant à la Légion à Buea ou ils sont allés directement au camp du BIR où ils ont été interrogés et escortés à la Légion de Buea avant d'être finalement amenés au centre. Ces organes sont répartis dans tous les villages et villes de la région pour faciliter le processus. Quelques-uns ont dit que leurs proches les avaient emmenés à l'officier administratif et d'autres ont dit qu'ils avaient été informés par leurs amis qui s'étaient rendus et se trouvaient au centre du DDR de Buea. Quoi qu'il en soit, le processus de désarmement est resté le même et dans ce processus, le combattant qui s'y rend passe quelques jours à une semaine dans la localité avant d'être escorté à la Légion de Buea. Ici, l'interrogatoire continue de vérifier la volonté de se soumettre à l'autorité constituée, surtout parce qu'avant, ils avaient perdu leur nationalité et devaient la retrouver. Encore une fois, beaucoup d'entre eux viennent de différents camps avec des idéologies variées, ils ont donc dû recevoir une éducation morale et civique avant de les amener au centre régional DDR.

Une fois reçu au centre du DDR, le combattant qui pose l'arme est ensuite examiné et admis au centre.

L'exercice de dépistage nécessite de recueillir les informations suivantes auprès de l'ex-combattant : Département d'origine, âge, sexe, niveau d'instruction et compétences. Les informations concernant le groupe ethnique, l'état civil, les personnes à charge. Le rang au sein de la force combattante, l'utilisation d'armes ne sont pas mentionnés dans le cadre de la composante civile pour permettre aux anciens combattants d'être traités sur un pied d'égalité et aucun groupe ethnique ne devrait être stigmatisé pour avoir perpétré la violence. Ces informations sont restées au niveau de la Légion. Au cours du premier lot, certains des stagiaires n'avaient pas réellement été impliqués dans les forces combattantes, mais ceux reçus dans le lot actuel étaient directement impliqués dans les forces combattantes, soit dans les combats de première ligne, jouant un rôle logistique ou octroyant n'importe quel soutien qui a contribué au maintien de la violence.

Outre la routine quotidienne du coordonnateur régional du centre, l'adjudant-chef de la gendarmerie, l'adjudant-chef de l'armée et du personnel de l'Institut Bolster ainsi que certains bénévoles se relaient pour assurer le fonctionnement du centre. Dans cette section je ferai ressortir les témoignages de ceux qui travaillent quotidiennement au centre et celui des stagiaires. Dans ma communication avec l'adjudant chef Mvineko Oumarou, qui est très bilingue, il a déclaré que la mission de la gendarmerie est triple: "enquêter sur ceux qui ont déposé leurs armes, leur fournir une éducation civique et assurer la discipline et la sécurité de l'ex-combattants ou combattants au centre". La sécurité des ex-combattants est assurée en collaboration avec le chef des militaires du centre l'adjudant-chef Essome Eugene qui supervise la garde du centre. Ils ont tous deux neuf et huit éléments pour aider à maintenir l'ordre et la discipline dans le centre et dans une situation où les internés veulent sortir du centre, ils leur fournissent une sortie, délivrée par le gendarme et contrôlée par le personnel militaire à l'entrée. Cependant, il y a eu des cas où certains ont désobéi aux règles et traversé la clôture.

Les gendarmes centrent leur formation sur l'éducation civique et morale sur la citoyenneté, le respect de la loi, certains emblèmes nationaux tels que le drapeau et le chant de l'hymne national et sur l'importance de la carte d'identité nationale. Les activités de formation pédagogique sont associées par celles données par le psycho-sociologue Dr Emanuel... .. qui est un membre du personnel de l'Institut Bolster mais se propose de fournir un soutien psychosocial aux internés. Selon lui la prise en charge des internés qui sont d'anciens combattants viennent de la nature et immédiatement après leur arrivée au centre, ils sont mis

en quarantaine pendant environ deux semaines. Pendant cette période, nous sondons leurs esprits pour obtenir ce qui les a incités à porter des armes contre leur État. Après quoi, nous découvrons les problèmes qu'ils ont rencontrés dans la brousse et pourquoi ils ont décidé de déposer les armes et de sortir de la brousse pour que le gouvernement les accepte et leur pardonne".

Il a en outre déclaré que, pendant les sept mois prescrits par l'État pour qu'ils restent au campement, lui, aux côtés des gendarmes, continue de sonder et d'évaluer l'état d'esprit des ex-combattants pour vérifier s'ils sont aptes pour être réintégrés dans la société. S'ils sont déclarés aptes, la hiérarchie sera informée mais ils pourront rester au centre après sept mois jusqu'à leur réintégration. Cependant, aucun programme d'études n'a été conçu à cet effet et l'exercice éducatif consiste davantage à conseiller et à renforcer la confiance, car au moment où ils quittent la brousse, ils ont un sentiment de désespoir. Pendant le premier lot, l'enseignement a été dispensé principalement dans les salles de classe, mais dans ce deuxième lot, le nombre a augmenté et les salles de classe ont été converties en dortoirs. Comme un tel apprentissage est effectué dans des environnements informels, par exemple sous l'arbre ou devant leurs dortoirs. Il souligne que "lorsque nous identifions qu'ils ont des problèmes particuliers, nous les localisons et les conseillons. Au centre, ils sont

occupés à différentes activités".

Selon le coordinateur régional Fonju Njünkang Bernard, ces activités sont des activités de cycle court car la durée stipulée de l'ex-combattant pour rester dans le centre est de sept mois. Ces activités comprennent la conduite, l'élevage de volailles, l'élevage de porcs et l'élevage de cultures agricoles comme les tomates, le maïs et les légumes ainsi que des activités sociales comme les sports et la signature. La figure 2 montre la porcherie du centre du DDR gérée par un stagiaire volontaire. Il y a un autre ancien combattant volontaire pour la volaille. Le centre a également un programme de couture pour les filles mais qui n'est pas efficace car le personnel de Bolster est entré en conflit avec les stagiaires et a cessé de venir. D'autres activités envisagées mais non encore lancées sont la coiffure et le laboratoire qui ont été installés mais attendent d'être opérationnels. L'essentiel de ces formations est de développer les compétences et de ne pas nécessairement les occuper dans ce qu'elles devront s'engager en quittant le centre pour la réintégration. Au moment de la réintégration, ils font un choix de ce qu'ils voudront faire et le gouvernement verra ce qui est disponible parmi les choix faits. Chacune de ces activités est coordonnée soit par un personnel du Bolster Institute, soit par un volontaire extérieur et un volontaire parmi les stagiaires.



Figure 2: Projet de porcherie du Centre régional du DDR, sud-ouest. - Source: photo prise par l'auteur lors de recherches sur le terrain, 29 avril 2020

Mbobi Derek Ngai est coordinateur sportif et membre du personnel du Bolster Institute. Il organise des matchs amicaux entre les stagiaires et entre eux et les équipes extérieures. Au cours du premier lot, les activités sportives comprenaient des exercices physiques, le tennis de table et le football, mais pour ce deuxième lot, ils ne sont pas intéressés par le tennis de table, ils effectuent donc uniquement l'exercice physique quotidien et jouent au football deux fois par semaine. En 2019, ils ont organisé une compétition de football qui a réuni des équipes du centre. Cette année en raison de la pandémie actuelle de COVID-19 qui est apparue pour la première fois au Cameroun le 6 mars 2020 et suite aux instructions du Président par le biais du Premier Ministre, émises le 17 mars sur le respect de certaines réglementations pour freiner la propagation de la maladie, un tournoi de football a été organisé et lancé le 30 avril 2020 uniquement avec les stagiaires. Cela devrait durer jusqu'en juin 2020. Selon le coordinateur régional, toutes les dispositions ont été prises pour respecter la prescription du gouvernement et aucun des stagiaires n'a été testé positif au virus jusqu'à présent. Les stagiaires ont été répartis en quatre équipes à savoir CNDDR, BIB, Peace FC et United FC. United FC est un nouveau club qui a remplacé Educam du premier lot. L'importance des matchs programmés est de renforcer la solidarité, la paix et l'unité parmi les stagiaires de la famille Bolster. La figure 3 ci-dessous montre les équipes qui ont été programmées pour le lancement du tournoi.

Un certain nombre de témoignages ont également été recueillis auprès des ex-combattants sur les raisons pour lesquelles ils ont ramassé des armes contre l'État, pourquoi ils ont laissé tomber leurs armes et leur expérience au centre du DDR. J'ai décidé d'en inclure quelques-uns pour nous donner des informations de première main et aussi pour entendre les voix des ex-combattants eux-mêmes. L'un des ex-combattants qui est leur porte-parole dans le centre a déclaré qu'il venait du Département de Ndian précisément l'arrondissement de Bamuso. Il dit que d'autres stagiaires viennent du Département de Fako, Lebiale, Manyu, Meme et Koupe-Manengouba. Concernant la question de savoir pourquoi il a pris les armes contre l'État, il a dit ceci :

J'ai pris les armes à cause de la marginalisation. Je suis titulaire d'un Diplôme Supérieur Professionnel en Gestion des Ressources Humaines et d'un baccalauréat dans la même discipline de l'Institut supérieur de gestion des entreprises et de la FOMIC Polytechnic. Après ma scolarité, j'ai eu du mal à trouver un emploi en vain. J'ai abandonné des candidatures dans de



Figure 3: Stagiaires en maillots colorés lors de la préparation du tournoi 2020  
Source: photo prise par l'auteur lors d'une recherche sur le terrain le 30 avril 2020

nombreux bureaux mais sans emploi. Un jour férié, j'ai décidé d'aller au village et mes amis m'ont forcé à rejoindre et à me battre pour améliorer ma vie et mon Département. Qu'en combattant, vous puissiez gagner une position après avoir atteint notre objectif d'indépendance et que certains nous brutalisaient, nous qui n'avions pas adhéré. J'ai donc décidé de me joindre pour lutter pour la restauration de l'indépendance du Sud du Cameroun-Ambazonie.

Il a poursuivi en disant qu'il avait été encouragé par son oncle à Yaoundé à abandonner ses armes alors qu'il l'informait que le gouvernement avait créé un centre à Buea pour ceux qui abandonnaient leurs armes. Au cours de nos discussions, il a déclaré: "J'ai volontairement pris la décision de déposer les armes et je suis venu ici et j'ai découvert qu'il existe en fait un centre pour les personnes qui déposent les armes". Il a dit avoir encouragé ses amis et quatre d'entre eux sont partis le même jour sur 25 combattants de leur camp. Il ne portait en réalité pas d'arme à feu sur le front de guerre mais a agi en tant qu'informateur des combattants. Il décrit les activités quotidiennes du centre en ces termes:

À 7 heures du matin, nous venons pour le rassemblement du matin pour hisser notre drapeau. Après quoi, nous allons prendre le petit déjeuner. Par la suite, d'autres activités commencent. Ceux qui vont pour la conduite, l'aviculture, l'élevage de porcs et l'élevage de cultures agricoles le font aussi bien que ceux qui font du sport. Chaque personne est autorisée à

choisir les activités auxquelles vous souhaitez appartenir. Nous avons une journée bien remplie. De plus, nous avons des nécessités de base (comme des babouches, lait corporel, draps de lit, dentifrice/brosse, seaux de bain, savon de bain et savon de toilette entre autres). On nous donne le lancement et le dîner et nous aidons souvent les femmes à cuisiner pour nous. Bien que nous n'ayons pas d'allocation légale, le gouvernement accorde de telles prestations pendant des périodes remarquables comme Noël et la reprise des études, car certains d'entre nous sont mariés avec des enfants.

Il est au centre depuis neuf mois deux semaines et il raconte que beaucoup de choses ont changé dans sa vie. Il dit que "la façon dont je pensais dans la brousse n'est pas la façon dont je pense maintenant". Il a dit "avant, je ne savais pas conduire mais maintenant je peux conduire, je n'avais pas d'idées en jardinage mais maintenant je peux le faire et en raison de l'orientation de mes professeurs, j'ai été impacté avec beaucoup de sagesse. Si je quitte ce centre, je ne veux pas prendre les armes contre mon État.". Il faisait partie de ceux qui ont participé au Grand Dialogue National (GDN) et participé au comité de l'éducation. Tous les autres anciens combattants ont été répartis dans différents comités. Son impression sur le GDN est positive même si toutes les recommandations n'ont pas été suivies; il dit: "Je prie pour que le gouvernement fasse quelque chose pour respecter toutes les mesures prises pendant

le dialogue".

Un autre ancien combattant de Lebialem a déclaré que

Je rejoins la lutte pour lutter pour un pays séparé. Ils nous avaient dit que nous souffrons. La République du Cameroun nous maltraitait donc nous voulions avoir un bon niveau de vie. Field Marshall était notre entraîneur. J'étais fatigué de me battre alors j'ai décidé de baisser les armes pour venir entendre ce que le Président avait pour nous. Je suis venu après le Grand Dialogue National. Le 10 mai 2020 me fera six mois. J'ai laissé tomber mes armes à travers le Sous - Préfet d'Alor. Il m'a amené à Dschang et à Buea. Dans notre camp, nous étions près de 60 combattants. Nous avons une sous-base et une base principale. J'étais à Mock et la base principale était à Azi, Fontem. Je suis parti avec quatre d'entre nous à partir d'une base et d'autres partis de bases différentes alors nous voici 8. Quand je suis arrivé ici, j'ai appelé d'autres personnes qui avaient baissé les bras mais qui ne croyaient pas au centre, alors elles se sont déplacées vers d'autres villes comme Douala et Yaoundé pour se débrouiller seules. J'avais une vue similaire. Les deux premières semaines n'ont pas été faciles pour moi. Mon impression était que c'était un moyen à utiliser pour nous capturer et nous tuer. Mais pendant la première semaine, j'ai vu des gens qui avaient fait un an et rien de tel ne leur



Figure 5: Culture de légumes et tomates dans le DDR à Buea. - Source: photo prise par l'auteur lors d'une recherche sur le terrain le 29 avril 2020

est arrivé, alors j'ai réalisé que c'était vrai. Encore une fois, les combattants que j'ai vus dans le dialogue, je les ai rencontrés au centre, alors je savais que c'était vrai.

Il a poursuivi: "Je ne peux plus prendre les armes contre mon État parce que j'ai réalisé que le Cameroun ne peut jamais être séparé et nous remercions le Président pour l'initiative". Cet ancien combattant est le volontaire qui dirige le projet d'agriculture agricole et forme d'autres ex-combattants intéressés par l'agriculture (voir figure 5 ci-dessous) pour différentes cultures. Il travaille sous la supervision d'Eseme Harry recommandé au centre DDR par la délégation régionale de l'agriculture en tant que vulgarisateur.

Des quatre filles du centre, deux venaient de Meme, une de Ndian et l'autre de Manyu. L'une des filles de Meme que j'ai interviewée a dit qu'elle avait quitté l'école en deuxième année et avait rejoint un camp à Fiango Kumba. Aucun corps ne l'a forcée mais elle voulait faire partie de la lutte et était là pendant un an. Elle cuisinait dans le camp. Elle dit qu'ils étaient 50 dans leur camp et 5 d'entre eux se sont rendus le même jour alors qu'ils se rendaient dans un camp BIR autour de la route Kumba Mamfe. Ils ont été gardés quelques jours puis escortés à la Légion de Buea et ils ont finalement été emmenés au centre du DDR en janvier. L'histoire de l'autre fille de Ndian était très triste car elle a dit qu'elle était un combattant de secours dans le camp d'Elioni à Bamuso et qu'elle est allée se battre lorsque la bataille était féroce, même si les garçons ne voulaient pas vraiment qu'elle risque sa vie. D'autres fois, elle cuisinera pour eux. Elle a expliqué que son camp comptait 25 combattants et que de Mufako à Mboua Bakundu, il y avait environ 150 combattants, mais certains sont allés au Nigéria, certains sont morts et d'autres se battent toujours. Au centre, elle et les autres filles s'intéressaient à la couture, mais le professeur de Bolster pour les aider n'était pas disponible. Elle a changé d'avis pour se coiffer dans un salon à proximité car il n'en existe pas encore au centre.

## Conclusion, contraintes et recommandations

La création du CNDDR au Cameroun est l'un des nombreux efforts entrepris par le Président Paul Biya, Chef de l'État de la République du Cameroun pour rétablir la paix et ramener la vie à la normalité dans les trois zones de conflit du pays, notamment l'Extrême-Nord, les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Dans sa philosophie d'utiliser les Camerounais pour résoudre les problèmes du Cameroun, des centres

régionaux de DDR ont été ouverts dans les régions en crise afin d'offrir aux combattants la possibilité d'avoir un espace officiel où le gouvernement peut les écouter et, avec eux, fournir des solutions dans les limites de la nature républicaine du pays. Une interaction étroite avec le centre régional de DDR à Buea résidant dans les locaux de l'Institut Bolster me donne l'occasion de dire que l'expérience d'une entreprise de réponse du DDR spécifique au pays mérite d'être encouragée. Le centre n'a peut-être pas autant d'installations que d'autres en Afrique, mais il existe un esprit de solidarité, d'amour et d'unité entre les anciens combattants et toutes les autres parties prenantes travaillant sans relâche pour donner de l'espoir et reconstruire la vie des combattants en détresse est remarquable. La transformation est visible sur les visages de tous les ex-combattants alors qu'ils ont l'air vif et heureux, attendant avec impatience de reprendre un nouveau chapitre de leur chemin individuel vers la croissance et contribuant au développement du Cameroun.

Le centre régional du DDR de Buea, qui a ouvert ses portes aux stagiaires le 11 décembre 2018, compte désormais un an et quatre mois. On peut dire qu'il est encore tôt pour évaluer sa fonctionnalité et ses succès mais en se basant sur le fait qu'il a réintégré le premier lot de trente-huit ex-combattants et l'expansion des activités en cours dans le centre le place sur une voie durable vers le retour d'une paix jadis chérie au Cameroun. Malgré cela, de nombreux défis comme la fourniture d'équipements de bureau pour une bonne tenue des dossiers, l'absence d'un plan de communication pour sensibiliser le public et en particulier les nombreux "ex-combattants qui ont abandonné la brousse mais se vautrent dans les rues des grandes villes et pourraient croire que le centre est là pour les capturer et les tuer, d'où la difficulté pour eux à intégrer le centre pour un exercice de réforme. Encore, l'absence d'un programme d'enseignement et d'un programme standard et l'absence d'un manuel opérationnel du DDR du Cameroun continuent d'entraver le bon fonctionnement du centre. Il convient également de signaler que les activités du centre du CNDDR dans la région et au Cameroun dans son ensemble sont insuffisantes pour résoudre la crise socio-politique. C'est pourquoi, il devrait fonctionner en synergie avec d'autres programmes nationaux de reconstruction afin de parvenir à une paix et une sécurité durables dans la région et le pays. Pendant ce temps, dans le cadre d'un programme holistique de reconstruction des régions dévastées et du Cameroun, un régime national de sécurité sociale pour les chômeurs des zones urbaines et de ceux qui vivent dans les villages est impératif pour qu'une paix et une sécurité durables prévalent au Cameroun.

## Références

Anjoh Rose Frii-Manyi, Nkwetta Ajong Aquilas et Adolf Ngundu Lyonga (2019). "Jeunes et Processus de Consolidation de la Paix au Cameroun: Contraintes, Opportunités et Perspectives". Document présenté au Symposium National sur la participation des jeunes aux processus de paix au Cameroun, organisé par Local Youth Corner, 22-24 octobre 2019.

Boutros-Gali, Boutros (1992). *An Agenda for Peace* (New York: Nations Unies).

Boutros-Gali, Boutros (1995). *Supplément à un Agenda pour la paix* (New York: Nations Unies) Document ONU A/50/60-S/1995/1 (3 janvier)

Cauvin, HE (2002). "Les rebelles angolais font face à un désarroi depuis la mort de Savimbi". *New York Times*, Section A (26 février)

Kindzeka, Moki Edwin (2018). "Le Cameroun crée un comité du désarmement au milieu du scepticisme" VOA. 7 décembre 2018, publié le 8 décembre 2018, consulté le 15 avril 2020.

(2019). Le Cameroun dit que 250 anciens combattants se sont rendus en 2019"VOA, 3 décembre 2019, voanews.com/Africa/Cameroon, consulté le 15 avril 2020.

Knight, W. Andy, (2010). "Lier le DDR et la RSS dans la consolidation de la paix après les conflits en Afrique : un panorama "dans *African Journal of Political Science and International Relations*, vol. 4 (1).Pp029-054, janvier 2010.

Tala, Kashim I. et Kingsley L.Ngange, Ed (2019). *Grèves des avocats et des enseignants anglophones au Cameroun (2016-2017): une perspective multidimensionnelle* (LesPuy: Yaoundé

Ngangoro, Yeo Leopold (2019). "Démobilisation, réhabilitation et réintégration en Côte d'Ivoire" Dans Christine Atieno et Colin Robinson (Ed). *Sécurité Post-Conflit, Paix et Développement: Perspectives de l'Afrique* (vol. 13, pp. 83-96. Amérique latine, Europe et Nouvelle-Zélande. Springer: Kenya. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-1740-8>.

PNUD (sd). "Note pratique : Désarmement, démobilisation et réintégration des anciens combattants" One United Nation Plaza, New York, [www.undp.org](http://www.undp.org)



Rose Frii-Manyi Anjoh, PhD  
Professeur agrégé d'Histoire des  
Relations Internationales  
Université de Buea, Cameroun

# LE DDR CONTRE BOKO HARAM À L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN : CONTEXTE, CONCEPT ET DÉFIS

Par Dr Mbarkoutou Mahamat Henri

*En novembre 2018, le Cameroun met sur pied le Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR) pour encourager le retour à la paix dans les Régions affectées par l'insécurité. De façon statutaire, le Comité a pour mission d'organiser, d'encadrer et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants du Boko Haram et des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest désireux de répondre favorablement à l'offre de paix du Chef de l'Etat en déposant les armes. La création du CNDDR marque l'étape finale d'un processus de mise en place des dispositifs de réhabilitation des ex-combattants de Boko Haram dans les pays autour du lac Tchad. Autant elle est louable et saluée parce que revendiquée par les organisations internationales et les communautés à la base, la création du CNDDR dévoile cependant un concept que le contexte va mettre à rude épreuve, en même temps qu'il va faire face à des défis structurels et conjoncturels imposés par la morphologie des communautés touchées, la persistance des exactions de Boko Haram et les contraintes d'ordre méthodologique et programmatique.*

*Le présent papier vise à faire une lecture critique du dispositif DDR mis en place à l'Extrême-Nord et de sa capacité d'adaptation et de résilience face aux contraintes d'un environnement terroriste particulièrement incandescent. L'analyse décrit le contexte de crise, questionne le concept DDR que le Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR) met en œuvre en rapport avec les réalités sociologiques du terrorisme local et évalue les modalités d'action en cours pour traduire en réalité le concept. L'étude s'appuie sur les données collectées sur le terrain auprès des communautés affectées, des ressources documentaires des organisations agissant dans le DDR et des rapports d'étude.*



Ex-combattants du camp de la Force Multinationale Mixte de Mora / Fadji Magazine

## Un contexte sécuritaire particulier et mal compris

Le contexte généré par la crise Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun doit être cerné dans son environnement géoculturel et socioéconomique d'influences mutuelles au niveau régional. Deux aspects majeurs peuvent être dégagés et vont déterminer l'embranchement du dispositif DDR au contexte spécifique du terrorisme à l'Extrême-Nord.

### 1.1. Evolution du contexte sécuritaire et crise humanitaire

Jusqu'en 2018, la crise Boko Haram qui a littéralement affecté les quatre pays autour du lac Tchad affiche des records en termes d'impacts humanitaires. Selon la vice-Secrétaire Générale de l'ONU, la situation humanitaire dans la région du Bassin du Lac Tchad reste terrible, avec 10,7 millions de personnes ayant besoin d'une assistance vitale. On compte notamment 2,3 millions de personnes déplacées dans toute la région et des milliers de morts et de jeunes femmes et enfants enlevés et séquestrés à des fins de terreur<sup>1</sup>.

Il est important de rappeler que dans sa stratégie d'expansion vers l'Extrême-Nord du Cameroun, Boko

Haram a massivement recruté dans les communautés frontalières afin d'assurer le fonctionnement de sa chaîne logistique et renforcer/renouveler en combattants ses unités opérationnelles. Ainsi, ce sont environ 4000 jeunes qui ont été enrôlés au Cameroun<sup>2</sup>. Dans la seule commune de Mayo-Moskoto, ils sont estimés à environ 2000 personnes ayant rejoint le groupe terroriste, originaires des cantons de Moskoto et de Mozogo<sup>3</sup>. Ils sont plus nombreux qui ont été enlevés, enrôlés de force et gardés sur les territoires sous contrôle de Boko Haram. L'itinéraire de ces différentes catégories d'acteurs, cibles, collaborateurs ou victimes qu'on regroupe sous le vocable de "ex-associés" de Boko Haram, est peu connu, comme l'est le nombre exact dédié aux charges spécifiques de logistique, de combat, de tâches domestiques ou d'épouses/compagnes.

Devant un tableau aussi sombre, la réaction de l'Etat s'est voulue résolument ferme. L'option militaire a été privilégiée afin de ramener la paix et la sécurité dans les zones affectées. Outre le recours à l'armée nationale, des opérations baptisées sont mises sur pied. Avec des missions spécifiques et de territoires d'actions désignés, les opérations Alpha et Emergence 4 se déploient dans toute la 4ème région militaire. Dans l'ensemble, toute la région de l'Extrême-Nord connaît une militarisation

<sup>1</sup> ONU, « Le Conseil de sécurité examine la situation dans la région du lac Tchad sous le triple plan sécuritaire, humanitaire et du développement », *Communiqué presse*, Séance 8212E du 22 mars 2018, <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13259.doc.html> page consultée le 13 avril 2020.

<sup>2</sup> L'Express.fr, « Boko Haram entraîne de jeunes Camerounais pour attaquer leur propre pays », En ligne, consulté le 15 octobre 2017. URL : [www.lexpress.fr/actualites/1/monde/boko-haram-entraîne-de-jeunes-camerounais-pour-attaquer-leur-propre-pays\\_1564480.html](http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/boko-haram-entraîne-de-jeunes-camerounais-pour-attaquer-leur-propre-pays_1564480.html).

<sup>3</sup> Viché Yatahad, « 2000 jeunes de Mayo-Moskoto ont rejoint Boko Haram », *L'Œil du Sahel*, n°914 du lundi 17 avril 2017



Armes saisies lors de cette offensive de l'armée camerounaise contre Boko Haram au Nigéria février 2016 / VOA

renforcée, avec un ancrage sur les localités affectées, en particulier celles en bordure du lac Tchad dont on sait que l'insurrection Boko Haram veut en faire un sanctuaire. Des bases militaires opérationnelles sont créés le long de la frontière avec le Nigeria et autour de la partie camerounaise du lac Tchad.

Harcelées de toutes parts, les unités de Boko Haram sont progressivement défaits, cédant peu à peu les territoires conquis. Les attaques sont moins nombreuses, les attentats encore moins tandis que certaines localités retrouvent la sécurité et la sérénité. A partir de 2017, les acteurs militaires et civils du conflit envisagent la phase de la stabilisation. Les actions d'influence menées par le secteur 1 de la Force Mixte Multinationale, avec le soutien des autorités administratives et traditionnelles, aboutissent aux premiers retours des ex-combattants de Boko Haram. Déjà en février 2016, on enregistre le retour de plus de 400 ex-otages de Boko Haram dans les Cantons de Moskota et Mozogo qui s'installent dans l'infortune dans l'enceinte de la mairie de Mozogo. Ce retour inattendu ouvre une phase nouvelle de la crise. En l'absence d'un cadre formel aménagé pour le retour des ex-associés de Boko Haram, les retours enregistrés sont timides et peu organisés. A partir d'octobre 2017, des combattants de Boko Haram se rendent aux communautés. Sur la centaine de combattants "rendus", plusieurs sont encore gardés au sein de la Force Mixte Multinationale (FMM) à Mora. D'autres, dont l'effectif n'est pas connu, vivent dans leurs communautés de départ ou celles d'accueil dans différents villages le long de la frontière avec le Nigeria<sup>4</sup>. A côté de cette catégorie, d'autres ex-associés de Boko Haram sont retournés dans leurs communautés d'origine de manière diverse dont certains sont passés par des mécanismes traditionnels de réhabilitation post-Boko Haram, en particulier la repentance sur le Saint Coran à Tolkomari. Depuis lors, plusieurs ex-combattants se sont rendus, des ex-otages sont retournés en communautés dans plusieurs villages des communes de Mora et Kolofata dans le département du Mayo-Sava ainsi que dans des villages des communes de Mokolo, Mayo-Moskota et Koza dans le département du Mayo-Tsanaga, d'où la nécessité de comprendre les mécanismes de réintégration de ces ex-associés de Boko Haram dans les communautés d'accueil.

Les réponses à cette mouvance générale de retour des ex-associés de Boko Haram sont graduelles, contextuelles et multifformes. Le Nigeria et le Niger connaissent des expériences plus ou moins différentes

de réintégration des ex-associés. Au niveau continental, l'Union Africaine a affirmé "la nécessité de disposer de ressources suffisantes pour faciliter la réhabilitation socioéconomique des combattants de Boko Haram qui font défection au groupe terroriste"<sup>5</sup>. Au niveau régional, la Stratégie régionale pour la stabilisation, le rétablissement et la résilience des zones du Bassin du Lac Tchad touchées par Boko Haram a été adoptée à Abuja en août 2018. Le principe 3 de cette stratégie consacre l'axe d'intervention sur le désarmement, démobilisation, réhabilitation, réinsertion et réintégration des personnes associés à Boko Haram<sup>6</sup>.

Le Cameroun jusqu'alors, à défaut d'avoir mis sur pied un programme de réintégration, s'est adapté à la nouvelle donne de retour. Ce n'est qu'en décembre 2017, au cours de la tenue du Comité Régional de maintien de l'ordre et de sécurité à Mora que le Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord pose explicitement la question du retour des ex-combattants de Boko Haram. Dès lors, la volonté marquée de l'Etat à encadrer les transfuges de Boko Haram et retournés en communauté n'est pas suivie d'actions concrètes. Jusqu'en octobre 2018, 113 ex-combattants étaient en cours d'observation dans le camp du secteur 1 de la Force Mixte Multinationale à Mora, les 400 ex-otages de retour à Mozogo sont installés à Zamay, de centaines de femmes ex-otages sont retournées en communauté, des hommes enlevés et faits otages sont aussi rentrés en communautés. Les itinéraires de réintégration sont nombreux, les mécanismes de réintégration sont variés en fonction du contexte de chaque communauté. Mais, ces différentes méthodes sont mal connues, peu explorées.

## **1.2. Des victimes aux profils inédits et une réintégration communautaire en cours**

Lorsque le CNDDR voit le jour, les réalités nées de la dynamique de Boko Haram sur le terrain sont complexes. On constate que les associés à l'entreprise Boko Haram représente une galaxie d'acteurs variés et que dans les communautés, les premiers retours des personnes affranchies de la terreur de Boko Haram, déclenchent un processus de réintégration multiforme. Ainsi, après un séjour plus ou moins prolongé au sein ou dans les zones sous contrôle de Boko Haram, plusieurs catégories d'ex-associés<sup>7</sup> sont enregistrées.

5 Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine (UA), 680ème réunion, Addis Abeba, le 18 avril 2017

6 CBLT/UA, Stratégie régionale pour la stabilisation, le rétablissement et ma résilience des zones du Bassin du Lac Tchad touchées par Boko Haram, adoptée à Abuja, le 30 août 2018.

7 Terme employé par les intervenants dans l'Extrême-Nord du Cameroun pour

4 Si les chefs de villages et de ménages disent qu'il n'y a pas d'ex-combattants qui vivent en communautés, des informateurs et agents identificateurs confirment que quelques ex-combattants sont retournés et vivent en communauté sous la protection de leurs familles dans les villages de la commune de Kolofata.

### Les ex-combattants

Il est difficile d'affirmer avec exactitude le moment précis de retour des ex-combattants de Boko Haram en communautés. On sait que l'épisode de retour à Mozogo dans le département du Mayo-Tsanaga d'environ 400 personnes, composées de chefs de ménages, femmes, enfants, y compris chefs de villages revenant des zones sous contrôle de Boko Haram en avril 2016, a laissé beaucoup de doute sur le profil réel des individus qu'on a plus tard qualifiés d'ex-otages et réinstallés à Zamay. Ensuite, des vagues minoritaires de 2 à 6 ex-combattants reviennent au sein des communautés, en particulier dans les communes de Kolofata et Mayo-Moskota. Si plusieurs, au nombre de 186, originaires de 16 villages frontaliers du Mayo-Sava, ont été recueillis et gardés dans la base du secteur n°1 de la FMM depuis janvier 2018, plusieurs autres individus bénéficiant de la présomption d'enlèvement au départ sont tolérés en communauté, notamment à Kolofata, Tolkomari, Gouzoudou, Kouyapé et Gancé.

Dans le Mayo-Tsanaga, la situation du retour en communautés des ex-combattants reste peu transparente. En l'absence d'une base d'accueil, plusieurs d'entre eux qui reviennent sont reçus par les chefs traditionnels via les comités de vigilance locaux. La méthodologie articule trois étapes essentielles : débriefing par les forces de défense ou de sécurité ; soit orientation du concerné vers la communauté qui "déchargé"<sup>8</sup> par un membre de la famille, soit approfondissement des enquêtes qui généralement aboutit à l'incarcération à Maroua du prévenu ; requalification des certains, considérés comme ex-otages et orientés vers le site de Zamay. Le nombre n'est pas connu, mais les données collectées sur le terrain attestent de ce que plusieurs ex-combattants résident dans plusieurs villages qui les ont accueillis. Une vingtaine de villages a, à ce titre, enregistré, entre novembre 2017 et novembre 2018, plusieurs ex-combattants de Boko Haram.

Depuis la création du CNDDR le 30 novembre 2018, la tendance au retour des ex-combattants n'est

pas perceptible. Dans le Mayo-Tsanaga, très peu d'ex-combattants revenant de Boko Haram ont été enregistrés. Pourtant, des individus considérés à tort ou à raison d'ex-combattants sont retournés en communautés, en particulier dans le canton de Moskota ainsi que dans les localités de Mokolo, Koza, Mozogo, Hidoua, Hitawa, Gossi, Tourou, Mabass, Maxi. Rien que sur le site de Zamay, une étude du PNUD de 2018 a enregistré plus de 3000 ex-otages vivant au sein des communautés<sup>9</sup>. Ils sont aujourd'hui de plus en plus nombreux, tolérés par les communautés, mais surtout exposés à la récidive faute de prise en charge effective.

### Les femmes et enfants enlevés

Les femmes et les enfants sont les catégories les plus concernées par le retour des ex-associés à Boko Haram en communautés. On les rencontre dans tous les villages affectés par la crise, essayant de retrouver une vie normale après un séjour plus ou moins prolongé au sein de Boko Haram ou dans les zones sous son contrôle. Pour les femmes, elles sont âgées 20 et 67 ans, enlevées au cours de différentes opérations de Boko Haram. Ce sont aussi des mères de familles parties à la recherche de leurs progénitures (garçons et filles) en zone sous contrôle Boko Haram. Dans la plupart des cas, elles ont subi les exactions de Boko Haram.

En ce qui concerne les enfants, ce sont des garçons et filles dont l'âge varie entre 2 et 15 ans, enlevés en même temps que leurs parents. Il s'agit aussi des enfants nés dans les zones sous contrôle, soit d'un père combattant parti de la communauté, soit d'un père combattant rencontré au sein de Boko Haram. Ces enfants subissent les conditions précaires de leurs parents. Ils sont les plus nombreux. On estime à des dizaines d'enfants revenus de Boko Haram avec leurs parents<sup>10</sup>. Il y a enfin des enfants non accompagnés, repêchés par les populations, les forces de défense et de sécurité ou les membres des comités de vigilance en errance au cours d'une fuite consécutive à une attaque. Ici, ces enfants dont le nombre reste encore inconnu sous la protection d'une famille d'accueil.

### Les épouses des ex-combattants

Elles constituent un sous-groupe important des femmes qui sont revenues des zones de Boko Haram. Âgées entre 13 et 35 ans, elles sont majoritairement

désigner toutes les personnes qui, indépendamment des circonstances qui les y ont conduits ou de ce qu'ils y ont fait ou pas, ont partagé la vie des membres de Boko Haram dans leurs zones ou camps de retranchement. Tous les ex-associés font l'objet d'une classification (triage, profilage) afin de déterminer ceux qui doivent être poursuivis pénalement, sont éligibles pour le processus de réhabilitation et réintégration, ou peuvent réintégrer directement leur communauté. Confère à ce sujet, Saibou Issa, Mbarkoutou Mahamat, Bana Barka & Andoul-Aziz Yaouba, 2019, « Lexique des termes communs de CVE et DDR en usage dans le bassin du lac Tchad », *Rapport d'étude*, PAIC

<sup>8</sup> Action de se porter garant d'une personne anciennement associée à Boko Haram et qui, à la suite d'une enquête de profilage, est jugée apte par la gendarmerie à être confiée aux soins de sa famille ou des représentants de sa communauté d'origine.

<sup>9</sup> PNUD, « Besoins de réintégration des ex-otages de Boko Haram à Zamay et dispositions de leurs communautés d'origine dans le Mayo-Moskota », *Rapport d'étude*, novembre 2018

<sup>10</sup> Les chiffres ne sont pas disponibles. Mais, les descentes de terrain ont permis d'en identifier des dizaines en compagnie de leurs mères dans les localités de Kolofata, Gancé, Kerawa, Kouyapé, Amchidé, Limani, Doublé, Tourou, Moskota.

issues des communautés Kanuri, Gamergu, Mandara, Mafa. Pour la plupart, elles étaient mariées au départ, même si on sait par ailleurs que des jeunes filles de Bornori et Brouvaré sont parties étant célibataires espérant s’y marier. La majorité est mère de 1 à 8 enfants dont certains sont encore dans les zones sous contrôle Boko Haram. Elles y ont séjourné dans les bornes chronologiques de 2014 à 2017.

Les motifs de départ varient en fonction de l’itinéraire de chacune d’elle. On identifie d’abord les femmes parties librement avec leurs maris pendant les premières années du conflit (2013-2016). Ensuite, on a, entre autres, celles qui ont rejoint leurs maris en zone Boko Haram librement comme à Bornori, Brouvaré, Tolkomari-Hassana dans le Mayo-Sava, celles qui ont été contraintes par leurs maris devenus combattants à travers un enlèvement au village ou celles enlevées et mariées au sein de Boko Haram. Ce dernier cas de figure est dominant dans les zones frontalières du Mayo-Tsanaga. Il y a enfin celles qui étaient déjà mariées et vivaient au Nigeria avant le conflit et qui rentrent à la suite de la disparition de leurs maris. Elles sont évaluées à plusieurs centaines qui vivent sous la chape d’une stigmatisation constante, se livrant par intermittence à quelques activités champêtres génératrices de revenus<sup>11</sup>. Elles vivent un cycle incertain qui constitue une potentielle source de recrutement pour Boko Haram.

### **Les hommes enlevés**

Très peu est dit au sujet des hommes revenus de Boko Haram. Craignant qu’ils soient assimilés aux ex-combattants, les communautés au sein desquelles quelques ex-otages hommes résident restent peu dissertes à propos. Pourtant, déjà en octobre 2017, au plus fort des premières défections de combattants de Boko Haram enregistrées notamment à Tolkomari, quelques individus seraient rentrés et sont restés sous la protection des communautés d’accueil. Toutefois, la situation varie selon les localités. Dans le Mayo-Sava, on admet que le mécanisme d’alerte et de récupération systématique des rendus de Boko Haram a considérablement réduit leur présence en communautés. Il n’en est pas pour le Mayo-Tsanaga où faute de structure locale d’accueil, le système d’alerte et d’identification ne capte rigoureusement pas tous les rendus de Boko Haram, d’où la présence de rendus en communautés. Par ailleurs, le site de Zamay qui accueille plusieurs transfuges de Boko Haram apparaît aujourd’hui comme un réceptacle des ex-associés de tout acabit dont il est important de s’assurer les profils.

## **II. Un concept DDR mis à rude épreuve**

Concept expérimenté sur plusieurs théâtres de crises à travers le monde, le DDR se veut une étape déterminante de sortie de conflit. Mais, comme le rappellent bien Yvan Conoir et Gérard Verna, “le DDR n’est pas une science exacte”<sup>12</sup>. En tant que phénomène humain, social et politique, le DDR se veut une pratique intelligente qui n’a cessé de raffiner ses techniques par une constante adaptation au contexte spécifique des conflits.

### **II.1. Rationalité et irrationalité du CNDDR**

Par un processus consistant à désarmer les membres des groupes armés, à libérer ces combattants de leurs groupes et à les aider à réintégrer la société civile, le DDR vise à soutenir les ex-combattants et ceux associés aux groupes armés, afin qu’ils puissent devenir des participants actifs au processus de paix<sup>13</sup>. Au demeurant, construit autour de trois termes clés “désarmement, démobilisation et réintégration”, le DDR tel que développé au Cameroun semble s’être nourri des expériences antérieures. De par le contexte de terrorisme qu’il souhaite résoudre, le DDR que met en application le CNDDR se classe a priori dans la troisième génération qui vise à adresser les situations particulièrement confuses où le niveau de conflictualité présentes des formes inabouties. Dans ce cas précis, les institutions de bases ne sont pas mises en place, les didacticiels de réponse doivent être imposés par le contexte de la crise, il n’existe pas de cadre légal ni de processus de paix parce que le conflit est en cours. En plus, il faut y associer des programmes de déradicalisation, une volonté d’instaurer un système de justice en plaçant le profilage au cœur du processus communautaire de réhabilitation. C’est un modèle qui se construit de façon empirique de sorte que les causes, les acteurs et les enjeux déterminent les formes dominantes des réponses à mettre en œuvre. Le DDR de troisième génération se trouve dès lors à un double niveau d’articulation des solutions : réhabilitation individuelle des personnes affectées, en particulier ceux ayant participé par l’usage de la violence à la déliquescence de la situation et réhabilitation communautaire par des dispositifs de reconstruction infrastructurelle, de relance économique et de renforcement de la cohésion communautaire. Si on admet que le CNDDR s’inscrit dans cette mouvance de proposer une voie de décrispation du conflit Boko Haram par le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants, il reste que la

<sup>11</sup> Mbarkoutou Mahamat & Bana Barka, 2018, « Case Studies. Developing case studies to understand Reintegration status in PAIC targeted areas », *Rapport d’étude*, PAIC

<sup>12</sup> Y. Conoir & G. Verna, 2006, *DDR, désarmer, démobiliser et réintégrer : défis humains et enjeux globaux*, Presses Universitaires, Laval.

<sup>13</sup> <https://peacekeeping.un.org/fr/disarmament-demobilization-and-reintegration>

formulation de ce nexus sécurité et développement présente des points critiques.

Il est important de questionner la pertinence conceptuelle du DDR tel que formulé au Cameroun. Au-delà de la réintégration, dont-on sait qu'elle connaît des dynamiques plurielles au sein des communautés, la mise en application du désarmement et de la démobilisation (DD) reste un réel défi sur le terrain des opérations. Pour les experts familiers de la réalité terroriste à l'Extrême-Nord du Cameroun, il est important de corréliser les processus de production de la violence aux stratégies de sortie de crise. On sait que l'évolution de la crise au Cameroun a donné lieu à plusieurs itinéraires individuels et communautaires d'association à Boko Haram qui rendent caduques toutes perspectives de désarmement et de démobilisation.

A priori, il faut comprendre que les stratégies et modes d'enrôlement des populations des zones frontalières par Boko Haram ont abouti à un processus d'autonomisation de la terreur dans les villages. En dehors de la violence importée par les assaillants de Boko Haram par les attaques et attentats, on observe une recrudescence de la violence locale. Ce nouveau modèle de violence, orchestrée par les enfants du terroir, se produit dès 2014 dans un double contexte de montée en puissance de la répression militaire en cours de régionalisation et de succès militaire spectaculaire de Boko Haram sur les fronts du lac Tchad et des localités frontalières avec le Niger et le Cameroun. Sans s'inscrire dans une logique de rupture par rapport aux attaques et incursions opérées par les assaillants de Boko Haram venus du Nigeria, les nouvelles formes d'exactions se produisent lorsque les recrues camerounaises de Boko Haram réalisent que le projet collectif (Califat de Gwoza, application de la sharia,) et individuel (meilleures conditions de vie, retour à une foi dogmatique) laissent percevoir une utopie. Sous la pression des armées nigérianes et camerounaises, la mégastructure de Boko Haram se fissure progressivement, laissant en errance une bonne partie de ses combattants qui, pour exister et survivre, opèrent une mutation par autonomisation ou par dispersion. Les recompositions qui s'opèrent permettent la constitution des groupes furtifs, légers et mobiles, agissant par circonstance, dont le but ne s'inscrit plus dans un projet global islamiste, mais dans une survivance par itinérance.

La destruction des groupes d'assaillants originels de Boko Haram n'a seulement pas libéré les adeptes partis des villages frontaliers du Cameroun, elle a également permis une circulation plus opportune des armes et une révision des itinéraires des combattants. Ainsi, en bande de deux, trois à dix combattants, les adeptes de Boko Haram produisent désormais la même forme de

violence que Boko Haram. Deux étapes peuvent être constatées dans le processus de continuité de la barbarie de Boko Haram : d'abord, le retour progressif à proximité des villages de départ dont ils sont par ailleurs connaisseurs de la géographie et du niveau des avoirs matériels et alimentaires disponibles. Cet itinéraire de rapprochement vers les villages traduit la mutation de la violence islamiste vers une violence désormais criminelle. Ensuite, la perpétration des actes de razzias du bétail, des récoltes en céréales, de raids mortels sur les villageois s'inscrit dans une forme de résilience de ces groupes criminels face à la réduction de leurs espaces d'expression. A niveaux variables, l'itinérance de groupes criminels se manifeste donc par une double articulation, d'abord à la proximité des localités d'origine, ensuite par des stratégies de prédation et de survivance.

Dans ces conditions particulièrement fugaces, le désarmement et la démobilisation des groupes affiliés à Boko Haram devient vite une chimère. Concernant le désarmement, le principe bute à une réalité implacable. La plupart des groupes démantelés ne disposaient pas de plusieurs armes. Le plus souvent, les petits groupes de moins de cinq assaillants ne disposent que d'une seule arme. Plusieurs groupes de jeunes qui se sont rendus ne se sont pas présentés avec des armes. Jusqu'en 2019, sur la centaine d'ex-combattants qui étaient gardés à la base du secteur n°1 de la Force Multinationale Mixte à Mora, une seule arme avait été récupérée auprès d'un ex-combattant. Ensuite, du fait de leur proximité avec les villages qu'ils écument, les jeunes qui veulent se rendre se préparent à être inoffensifs à leurs communautés de départ. Ce qui rend improbables toutes actions de désarmement. Concernant la démobilisation, on constate que face à la riposte militaire, la résilience des adeptes de Boko Haram a consisté en l'éclatement des cohortes de combattants en petites unités particulièrement soporifiques qui gardent une grande capacité de mobilité et de nuisance. De ce fait, l'idée même de la démobilisation est apparue peu réaliste au vu de l'absence des zones de cantonnement et des voies de circulation vers la reddition. La démobilisation reste elle aussi un leurre dans un contexte où le déficit d'accord (politique) rend difficile les possibilités de regroupement/cantonnement et démobilisation.

Dans la mise en œuvre fonctionnelle du désarmement et démobilisation, le concept camerounais appliqué à l'Extrême-Nord souffre d'un déficit de mesures incitatives. Elles auraient servi à récupérer les armes dans un processus de reddition individuelle ou collective. Ces mesures incitatives se déclinent en promesses claires et pertinentes portant, entre autres,

sur l'échange de l'arme contre de la nourriture ou des biens, une assistance technique ou l'appui au développement. Il s'agit de répondre aux besoins des ex-combattants de sorte à adresser les motifs des départs au sein des groupes armés. Pourtant, face à Boko Haram, le projet DDR en application à l'Extrême-Nord est présenté comme une offre de paix du chef de l'Etat, une sorte de providence qui suffirait à apprivoiser les appétits des membres de Boko Haram. Ici aussi, la mauvaise compréhension du contexte de radicalisation et de passage à l'extrémisme violent débouche sur une tentative d'instrumentaliser un processus de sortie de crise.

On sait à l'extrême-Nord que deux principaux déterminants ont conduit les jeunes à se radicaliser. Le premier est socioéconomique et montre que la précarité et la pauvreté ont favorisé l'adhésion opportuniste des populations au projet de Boko Haram. A ce sujet, on constate que les facteurs socioéconomiques sont pour beaucoup dans le recrutement des jeunes au sein de Boko Haram dans le Mayo-Sava<sup>14</sup>. Ensuite, il y a le facteur idéologique, dont-on sait qu'il est déterminant dans les types de réponses apportées. Au niveau africain, une étude du PNUD montre que 57% des répondants se sont radicalisés pour des raisons religieuses tandis que 78% ne font pas confiance au gouvernement et à ses structures<sup>15</sup>. Cette distanciation qui est symptomatique du rejet des systèmes gouvernants, alimente la radicalisation et le passage à l'extrémisme violent. Qu'ils soient idéologiques ou économiques, ces deux motifs dominants d'adhésion à Boko Haram expliquent a priori le rejet ou la faible démobilisation des ex-combattants de Boko Haram malgré la création du CNDDR.

## II.2. Défis pratiques, méthodologiques et programmatiques

Trois principaux défis se présente à la mise en œuvre du DDR à l'extrême-Nord du Cameroun.

Le premier défi est d'ordre pratique, car il renvoie aux mécanismes d'articulation adéquate entre les initiatives de réintégration en cours au sein des communautés et les actions de réintégration à mettre en place par le CNDDR. Quelles initiatives de réintégration faut-il que le CNDDR favorise dans un environnement communautaire où des actions de réintégration sont en

cours ? Comme il est souligné plus haut, les communautés ont déjà engagé le processus de réintégration de leurs membres plus ou moins associés à Boko Haram dès lors qu'ils ont commencé à se rendre. Déjà en avril 2016, environ 400 personnes composées de chefs de ménages, femmes, enfants, y compris chefs de villages reviennent des zones sous contrôle de Boko Haram. La difficulté de qualifier leur statut réel donne lieu à un imbroglio au terme duquel, ni la communauté de départ, ni les autorités administratives et sécuritaires, ni les ONG trouvent une solution de prise en charge de ces "ex-otages" installés pendant plusieurs mois à Mozogo. Ensuite, des vagues minoritaires de 2 à 6 ex-associés, en particulier des ex-combattants reviennent au sein des communautés, en particulier dans les communes de Kolofata et Mayo-Moskoto. Si plusieurs, au nombre de 186, originaires de 16 villages frontaliers du Mayo-Sava, ont été recueillis et gardés dans la base du secteur n°1 de la FMM depuis janvier 2018, plusieurs autres sont résidents en communauté à Tolkomari, Gouzoudou. Successivement, une vingtaine de villages a enregistré, entre novembre 2017 et septembre 2018, plusieurs dizaines d'ex-associés de Boko Haram. Ce sont des ex-combattants, d'ex-otages, d'ex-servantes ou d'ex-épouses dont l'itinéraire de réintégration dans les communautés reste aujourd'hui connu. En fonction des catégories identifiées, plusieurs acteurs concourent à la réalisation du processus de retour au sein des communautés.

Dans les communautés, les femmes et les enfants bénéficient de l'acceptation de vivre en communauté après une expérience au sein de Boko Haram. Plusieurs villages ont déjà accueilli des femmes, des enfants et quelques hommes revenus des zones sous contrôle de Boko Haram. Cette expérience de retour des ex-associés est bien connue des communautés. Les itinéraires de retour des ex-associés présentent des points de chute qui sont aussi des foyers majeurs d'accueil. Les communautés ont adopté une approche sélective d'accueil en tolérant systématiquement les femmes et les enfants. Dans l'ensemble, l'attitude des communautés vis-à-vis des femmes et enfants ex-associés varie d'une localité à l'autre. Elle dépend de certains facteurs.

Dans les villages de départ massif (Tolokomari, Sandawadjiri, Bamé, Amchidé) dans le Mayo-Sava, les populations sont plus réceptives et tolérantes vis-à-vis de ces femmes. Cela est dû au fait que ces populations sont majoritairement concernées par la situation de ces femmes qui sont soit une sœur, une cousine, soit une fille, soit une belle fille. A Amchidé par exemple, elles ont même retrouvé une place normale en famille et participent activement à la vie de la communauté, nonobstant des griefs de stigmatisation qu'elles

<sup>14</sup> PAIC/CERPSI, « Analyse des déterminants, de l'impact de l'extrémisme et des opportunités de construction d'un relèvement pacifique à Mora », *Rapport d'étude*, Maroua, 2015

<sup>15</sup> PNUD, « Le chemin de l'extrémisme violent en Afrique : facteurs, motivations et éléments déclencheurs du recrutement. Prévenir et répondre à l'extrémisme violent en Afrique », New York, 2017

Acteurs	Rôle	Contraintes
Parents/réseau familial	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Principal canal de communication avec les ex-associés vivant encore sous le joug de BH ;</li> <li>-Soutien et encouragement au retour ;</li> <li>-Accueil et protection des ex-associés en communautés;</li> <li>-Facilitations diverses pour les premiers besoins et le retour à la vie normale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Précarité des familles d'accueil ;</li> <li>-Suspicion de connivence avec les complices de Boko Haram ;</li> <li>-Parents incapables de soutenir les familles ex-associés de BH.</li> </ul>
Membres comités de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Accueil des rendus ou otages</li> <li>-Orientation et facilitation du lien avec les chefs traditionnels et responsables militaires</li> <li>-Assistance aux opérations de débriefing des rendus et des otages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Capacité de détection et de triage encore faible ;</li> <li>-Exposition aux risques d'attaques et d'attentats</li> </ul>
Autorités traditionnelles (Lamido, Lawans, Blamas)	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Pré-identification des ex-associés ou otages</li> <li>-Information des autorités administratives</li> <li>-Facilitation et garant du retour des ex otages au sein de leurs familles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Risques de représailles de la part de Boko Haram</li> <li>-Moyens insuffisants de prise en charge des ex-associés</li> <li>-Plusieurs chefs de villages déplacés</li> </ul>
Responsables militaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Profilage et identification approfondie des rendus</li> <li>-Evaluation du niveau d'aptitudes militaires des rendus</li> <li>-Garde, convoi et transfert les rendus à la FMM -Transfert des ex-associés aux communautés via chefs villages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Collaboration encore insuffisante des populations -</li> <li>Observation prolongée des ex-combattants à Mora</li> </ul>
Autorités administratives	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exercice de l'autorité de l'Etat et garant de la légalité des procédures et initiatives de retour en communautés des Ex-associés</li> <li>-Coordination des opérations de retour</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Absence d'un cadre institutionnel organisé en faveur du retour et de la réintégration</li> <li>-Tous les secteurs de production sont sinistrés,</li> </ul>

Tableau 1 : Acteurs impliqués et contraintes dans la réintégration des ex-associés à Boko Haram avant la création du CNDDR

dénoncent ouvertement. Les femmes et les enfants bénéficient de fait d'une prime au genre et à l'enfance qui les disqualifient comme acteurs de terrorisme. Ils sont jugés moins dangereux, même comme plusieurs interviewés reconnaissent que les femmes et les enfants jouent un rôle important dans la production de la violence de Boko Haram. Malgré cette acceptation tacite, les populations d'accueil se montrent particulièrement indifférentes à l'égard des ex-associés de Boko Haram, elles-mêmes vivant dans la peur et la précarité. Dans l'ensemble, les trajectoires de réintégration communautaire avant le CNDDR ont été laborieuses, sélectives et pratiques<sup>16</sup>.

Le deuxième défi est d'ordre méthodologique, car la conduite des opérations DDR reste éminemment

adossée à un protocole méthodologique rigoureux et fondamentalement inspiré du contexte spécifique de la crise. Plusieurs types d'acteurs interviennent dans la problématique DDR au Cameroun : le CNDDR, les organes du Système des Nations Unies (OIM, PNUD, UNICEF, UNFPA), les organisations non gouvernementales et de la société civile, les communautés. Cette pluralité des acteurs nécessite de trouver une méthodologie consensuelle ou des cadres de référence incluant les standards internationaux de prise en charge afin d'agir efficacement sur le terrain. Le leadership de l'Etat en la matière étant encore embryonnaire compte tenu de la création tardive du CNDDR, différentes organisations rivalisent d'imagination et de procédés pour mettre en application l'appel au désarmement du Chef de l'Etat. Si l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) s'est positionnée auprès gouvernement du Cameroun

<sup>16</sup> Mbarkoutou Mahamat & Bana Barka, 2018, « Understanding Boko Haram Reintegration in Cameroon », *Rapport*, USAID.

comme un interlocuteur riche de plusieurs années d'expériences DDR à travers le monde, d'autres acteurs comme la CBLT au niveau sous régional et les organisations de la société civile à l'échelle locale, contribuent à contextualiser les réponses dans les zones affectées. Les principaux points d'achoppement ont été les procédures communes de profilage et de triage applicables par les quatre pays du Bassin du Lac Tchad touchés par la crise.

A ce titre, entre profilage<sup>17</sup> et triage, des orientations méthodologiques ont été arrêtées portant notamment sur les triages initial et approfondi. Un formulaire de triage a été adopté lors de l'atelier sous régional pour les pays du Bassin du Lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad) sur les approches cohérentes en matière de filtrage et de poursuite des personnes associées à Boko Haram, tenu à Ndjamena du 17 au 19 juillet 2018. Cet effort de consensus méthodologique et de coordination des opérations DDR à l'Extrême-Nord du Cameroun a consisté aussi en la création d'un Comité technique DDR dont le secrétariat est assuré par l'OIM et des appuis techniques à l'adoption d'un outil pour faciliter l'enregistrement, le Profilage et la réhabilitation des personnes associées à Boko Haram. Dans ce sens, un atelier national sur les approches en matières de triage et de poursuite des personnes associées à Boko Haram au Cameroun s'est tenu à Yaoundé au Cameroun du 11 au 13 décembre 2018<sup>18</sup> afin de promouvoir les résultats de l'atelier de Ndjamena et les domaines concernés par la Stratégie régionale de stabilisation de la CBLT adopté le 30 août 2018 à Abuja au Nigeria.

Le troisième défi est programmatique dans la mesure où il concerne la poursuite du processus de désarmement et démobilisation dans une double approche d'inclusion et d'impact aussi bien de la grande diversité des ex-associés et d'acteurs que des communautés par la reconstruction des villages détruits. La voie à suivre paraît claire, mais elle reste affaiblie par les pesanteurs d'un contexte de crise irradié par plusieurs échelles de réponses : offensives militaires, contreterrorisme, lutte contre l'extrémisme violent, environnement non permissif<sup>19</sup>. Le croisement des

agendas qui charrient des enjeux locaux de relèvement et de stabilité et ceux nationaux se traduisant par des efforts transversaux dans les secteurs de la sécurité, de réhabilitation urgente des localités touchées, du développement des zones frontalières et de la stabilisation sous régionale. Il devient difficile dans un tel environnement de trier les victimes de Boko Haram au détriment d'autres pauvres, indirectement victimes de la barbarie du groupe terroriste.

La combinaison de ces différents enjeux a littéralement obstrué la transparence des mécanismes de passage d'une crise sécuritaire aigue à une opportunité de transformation positive des confins du lac Tchad. Jusqu'à ce jour, très peu de choses ont changé autour des victimes de Boko Haram entraînant de fait un désenchantement général des populations dont le désarroi se mesure désormais à l'aune de la lente opérationnalisation de la réintégration. La situation est presque similaire pour les ex-combattants qui attendent toujours d'être transférés au centre d'accueil et de cantonnement de Méri, site provisoire de leur prise en charge en attendant la construction complète du centre d'accueil et de réinsertion sociale des ex-Boko Haram, non loin de Mémé dans le département du Mayo-Sava<sup>20</sup>. Le contexte sécuritaire encore fragile produit de nouvelles catégories de porteurs de risques. Il s'agit en particulier des jeunes mototaximen dont l'activité est devenue presque la seule à occuper les jeunes. C'est aussi le cas des jeunes praticiens de la frontière. Ils sont bergers transhumants, mécaniciens moto, contrebandiers, passeurs de frontière, manutentionnaires dans les gares routières qui continuent à faire fonctionner les frontières avec le Nigeria et le Tchad, recréant ainsi les mêmes conditions qui avaient permis à l'idéologie réformatrice de Boko Haram de prospérer<sup>21</sup>. Il est urgent que la mise en œuvre du DDR à l'Extrême-Nord s'accompagne d'autres programmes de réhabilitation des jeunes post-Boko Haram pour éviter que leur quête de bien être croise encore le chemin d'un groupe armé.

## Conclusion

On aurait cru à une solution pertinente lors de sa création que le DDR, en cours de mise en œuvre à l'Extrême-Nord du Cameroun, s'est progressivement dévoilé comme un concept piégé par le contexte et les enjeux. Ce qui a inéluctablement débouché sur une

<sup>17</sup> Processus initial qui sert à déterminer le profil et le statut juridique, afin de recommander un traitement particulier, y compris un complément d'enquête, une poursuite judiciaire ou la participation directe dans un programme de réhabilitation et/ou réintégration.

<sup>18</sup> United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), Atelier National sur les approches en matière de triage et de poursuite des personnes associées à Boko Haram au Cameroun, Yaoundé, 11-13 décembre 2018.

<sup>19</sup> Vanda Felbab-Brown, « DDR in the Context of Military Operations, Counterterrorism, CVE and Non-Permissive Environments. Key Questions, Challenges, and Considerations » in J. Cockyne & Siobhan O'Neil (éds), 2015, *UN DDR in an Era of Violent Extremism : Is it Fit for Purpose ?*, United Nations University, pp. 36-61

<sup>20</sup> J. Kaldaoussa, « Méri : la prison secondaire devient le centre de cantonnement des ex-Boko Haram », *Mutations*, 24 décembre 2019.

<sup>21</sup> APA/CERPSI, 2020, « Cartographie et profilage des jeunes à risques pour la stabilisation et la consolidation de la paix dans les Régions de l'Extrême-Nord », *Rapport d'étude*, UNFPA.

phase d'amorce laborieuse au cours de laquelle la persistance de l'insécurité, les dynamiques communautaires de réintégration particulièrement fécondes, diverses contraintes programmatiques et méthodologiques restent rédhibitoires. Entre les imaginations communautaires d'autorégulation qui ont jusque-là facilité la réintégration des ex-associés à Boko Haram et la quête d'une méthodologie consensuelle à l'échelle sous régionale, le fossé semble abyssal entre différents protagonistes qui suggère de nouvelles perspectives de lecture d'une réalité endogène encore mal cernée. Le CNDDR, principal acteur de mis en œuvre du DDR au Cameroun se doit de relever le défi de la contextualisation du lieu crise-approche DDR en même temps qu'il est nécessaire, du point de vue conceptuel, de sortir d'une camisole de force du tout DDR alors même que sa cible est éclectique, diverse et multisectorielle. Si la rigueur des procédés doit être envisagée, il ne faut surtout pas oublier que le DDR à l'extrême-Nord du Cameroun doit englober toutes les vulnérabilités et pauvretés des zones affectées au risque de perdre toute clairvoyance de discernement.

## Bibliographie

APA/CERPSI, 2020, "Cartographie et profilage des jeunes à risques pour la stabilisation et la consolidation de la paix dans les Régions de l'Extrême-Nord", *Rapport d'étude*, UNFPA.

CBLT/UA, Stratégie régionale pour la stabilisation, le rétablissement et la résilience des zones du Bassin du Lac Tchad touchées par Boko Haram, adoptée à Abuja, le 30 août 2018.

Conoir Y. & Verna, G., 2006, *DDR, désarmer, démobiliser et réintégrer : défis humains et enjeux globaux*, Presses Universitaires, Laval.

Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine (UA), 680ème réunion, Addis Abeba, le 18 avril 2017.

<https://peacekeeping.un.org/fr/disarmament-demobilization-and-reintegration>.

Kaldaoussa, J., "Mérid : la prison secondaire devient le centre de cantonnement des ex-Boko Haram", *Mutations*, 24 décembre 2019.

L'Express.fr, "Boko Haram entraîne de jeunes Camerounais pour attaquer leur propre pays", En ligne, consulté le 15 octobre 2017. URL : [www.lexpress.fr/actualites/1/monde/boko-haram-entraîne-de-jeunes-camerounais-pour-attaquer-leur-propre-pays\\_1564480.html](http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/boko-haram-entraîne-de-jeunes-camerounais-pour-attaquer-leur-propre-pays_1564480.html).

Mbarkoutou Mahamat & Bana Barka, 2018, "Case Studies. Developing case studies to understand Reintegration status in PAIC targeted areas", *Rapport d'étude*, PAIC.

Mbarkoutou Mahamat & Bana Barka, 2018, "Understanding Boko Haram Reintegration in Cameroon", *Rapport*, USAID.

ONU, "Le Conseil de sécurité examine la situation dans la région du lac Tchad sous le triple plan sécuritaire, humanitaire et du développement", Communiqué presse, Séance 8212E du 22 mars 2018, <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13259.doc.htm> page consultée le 13 avril 2020.

PAIC/CERPSI, "Analyse des déterminants, de l'impact de l'extrémisme et des opportunités de construction d'un relèvement pacifique à Mora", *Rapport d'étude*, Maroua, 2015.

PNUD, "Besoins de réintégration des ex-otages de Boko Haram à Zamay et dispositions de leurs communautés d'origine dans le Mayo-Moskoto", *Rapport d'étude*, novembre 2018.

PNUD, *Le chemin de l'extrémisme violent en Afrique : facteurs, motivations et éléments déclencheurs du recrutement. Prévenir et répondre à l'extrémisme violent en Afrique*, New York, 2017.

Saibou Issa, Mbarkoutou Mahamat, Bana Barka & Andoul-Aziz Yaouba, 2019, "Lexique des termes communs de CVE et DDR en usage dans le bassin du lac Tchad", *Rapport d'étude*, PAIC.

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), Atelier National sur les approches en matière de triage et de poursuite des personnes associées à Boko Haram au Cameroun, Yaoundé, 11-13 décembre 2018.

Vanda Felbab-Brown, "DDR in the Context of Military Operations, Counterterrorism, CVE and Non-Permissive Environments. Key Questions, Challenges, and Considerations" in J. Cockyne & Siobhan O'Neil (éds), 2015, *UN DDR in an Era of Violent Extremism : Is it Fit for Purpose ?*, United Nations University, pp. 36-61.

Viché Yatahad, "2000 jeunes de Mayo-Moskoto ont rejoint Boko Haram", *L'CEil du Sahel*, n°914 du lundi 17 avril 2017.

Dr Mbarkoutou Mahamat Henri  
CERPSI/Université de Maroua



## CONSTRUIRE DES MESURES DE CONFIANCE POUR UN DDR OPTIMAL DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

Par Dr Pierre Claver OYONO AFANE

*La reddition dès 2016, de nombreux combattants et associés de Boko Haram dans les Etats du Bassin du Lac Tchad a motivé la mise sur pied de cadres institutionnels et opérationnels de gestion de cette catégorie de personnes. A l'heure d'un premier bilan, il apparaît que les initiatives lancées ne portent pas encore les fruits escomptés. De ce fait, il y a lieu de s'interroger sur l'effectivité et la pertinence des mesures de confiance prises dans l'optique à la fois d'assurer une prise en charge efficace des déserteurs et de catalyser le désengagement de ceux qui poursuivent encore la lutte armée.*



Fai Yengo Francis, Coordinateur national du Comité de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration Et Midjyawa Bakary, Gouverneur de l'Extrême-Nord / Fadiri

## Introduction

Depuis le lancement des grandes opérations militaires Gama Aiki (22 juin 2016) et Lafiya Dole (juillet 2016) par la Force multinationale Mixte (FMM), Boko Haram a essuyé d'importants revers matérialisés par un démantèlement progressif de son appareil combattant. En effet, nombreux de ses membres ont déserté, vraisemblablement affectés par des événements traumatiques, qui ont créé en eux une ouverture cognitive et les ont contraints à reconsidérer leur posture adhésive à l'égard de l'organisation djihadiste<sup>1</sup>. La reddition de ces "ex-combattants", "ex-associés" ou "retournés" selon la terminologie consacrée et selon leurs rôles au sein de la secte, a conduit les Etats du Bassin du Lac Tchad à mettre sur pied des Programmes de prise en charge et d'accélération des défections au sein de l'insurrection.

Dans le cas spécifique du Cameroun, le Président de la République, Paul Biya, a créé le Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR) des ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, le 30 novembre 2018. Toutefois, malgré le satisfecit du Coordonnateur de cette institution, Fai Yengo Francis, lors d'une communication faite en janvier 2020, le bilan est moins élogieux. En effet, seulement 122 ex-combattants de Boko Haram étaient présents dans le centre d'accueil de Mora à cette date<sup>2</sup>. Si l'on tient compte de la situation dans les autres Etats du pourtour du Lac Tchad où l'engouement n'est pas toujours au rendez-vous, alors la préoccupation serait d'interroger le potentiel des mesures de DDR existantes à générer la confiance parmi les insurgés.

En tant que concept, la confiance est l'attitude mentale d'un agent a envers un agent b. Son postulat de départ est le suivant : "un agent a fait confiance à l'agent b si a croit que b agira conformément à une norme que a croit que b accepte"<sup>3</sup>. Elle désigne de ce fait "la croyance ferme en la compétence d'une entité à agir de manière fiable au travers d'un contexte

spécifique"<sup>4</sup>. De manière fondamentale, la confiance est conditionnée par la sincérité dans les actes posés et la diffusion d'informations pertinentes<sup>5</sup>. Bien plus, pour qu'émerge la croyance à la base de la confiance, il est important que soit connu un certain nombre d'éléments concrets nécessaires à la justification de l'idée à laquelle on croit. Cette attitude mentale s'appuie sur la véracité des faits ; sur la réputation de l'entité qui veut susciter la confiance ; ainsi que sur l'observation et l'analyse de la situation. Gagner la confiance d'un interlocuteur nécessite non seulement que l'on présente des compétences et qualités propres, potentiellement favorables à une action efficace, mais aussi que l'on accumule des états de services probants faisant l'objet de commentaires élogieux<sup>6</sup>. On se demande bien à quel point ces principes et préalables sont pris en compte par les concepteurs et les exécutants des politiques de DDR dans le Bassin du Lac Tchad.

Plus clairement, quelle évaluation peut-on faire des mesures de confiance prises par les Etats pour convaincre les djihadistes à revenir à la République ? Une observation préliminaire laisse transparaître que lesdites mesures sont encore assez marginales parce que la "confiance" ne semble pas constituer le socle prioritaire de la politique de DDR tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale. Pourtant, elle pourrait avantageusement s'ériger en référentiel dominant de ces efforts.

## La marginalité de la confiance dans les efforts nationaux et régionaux de démantèlement de Boko Haram

L'évaluation des mesures de DDR en vigueur dans le Bassin du Lac Tchad permet de mettre en relief le caractère marginal de la confiance, pas encore suffisamment priorisée par les Etats. Ce, malgré quelques initiatives salutaires prises jusqu'ici.

## Une relative prise en compte des mesures de confiance

Au plan national camerounais, la première mesure de confiance est l'appel lancé par les autorités camerounaises aux combattants djihadistes en échange d'une amnistie de facto. La campagne de "déradicalisation" lancée par le Gouverneur de

<sup>1</sup> Dans la littérature anglo-saxonne, les facteurs à la base d'une telle désertion sont appelés « Push and Pull factors ». Voir à ce sujet Renee Garfinkel, "Personal transformations. Moving from violence to peace," Washington, United States Institute for Peace, 2007, disponible sur (<https://www.usip.org/publications/2007/04/-personal-transformations-moving-violence-peace>), consulté le 21 avril 2020.

<sup>2</sup> « Comité national de désarmement : 252 ex combattants déjà recensés », 2 Déc 2019, disponible sur <https://actucameroun.com/2019/12/02/comite-national-de-desarmement-252-ex-combattants-deja-recenses/>, consulté le 10 mai 2020.

<sup>3</sup> Andrew J. I. Jones, cité par Robert Demolombe, "Reasoning About Trust: A Formal Logical Framework," in Christian Jensen, Stefan Poslad, Theo Dimitrakos (eds.), *Trust Management: Second International Conference*, iTrust 2004, Oxford, UK, March/April 2004 Proceeding, Lecture Notes in Computer Science books series (LNCS, volume 2995), Berlin, Springer, p. 292.

<sup>4</sup> T. Grandisson, M. Sloman, "A survey of trust in internet applications. Communications Surveys & Tutorials," *IEEE*, vol. 3, no 4, 2000, pp. 2-16.

<sup>5</sup> E. Lorini, R. Demolombe, "From binary trust to graded trust in information sources: A logical perspective," *LNAI 5396*, 2008, pp. 205-225.

<sup>6</sup> Robert Demolombe, op. cit., pp. 291-292.

l'Extrême-Nord à cet effet et la publicisation des activités de réintégration communautaire témoignaient de la véracité des promesses faites dans le discours officiel. A travers la multiplication de cérémonies de repentance publique et leur aboutissement sur le pardon<sup>7</sup>, l'Etat a pu se construire une réputation d'acteur fidèle à ses projections. Il offrait ainsi aux nombreux insurgés encore engagés dans la lutte armée, le justificatif à une croyance éventuelle à la crédibilité et à l'authenticité des informations véhiculées sur une possibilité d'amnistie.

La deuxième grande mesure de confiance mise sur pied pour convaincre les djihadistes à déposer les armes est la création du CNDDR, qui marque le lancement d'un programme national de prise en charge globale des "retournés" de Boko Haram. Cet organe a, entre autres, pour mission "d'apporter une assistance multidimensionnelle aux ex-combattants dans le cadre de leur préparation à un retour à la vie civile", et aussi "d'aider à la réinsertion dans la vie civile [...], notamment par l'organisation, la formation, la mise à disposition d'outils ou moyens de production et l'assistance à la création d'activités génératrices de revenus"<sup>8</sup>. Conformément à ces missions, les pensionnaires du centre de DDR de Mora sont formés et engagés dans des activités porteuses telles que l'agriculture, l'élevage et bien d'autres. On pourrait y ajouter, ne serait-ce que théoriquement, des conditions de vie attrayantes dans les centres de DDR, notamment des couchés relativement confortables, des repas réguliers, ainsi qu'une prise en charge médicale et psychologique.

Même s'ils ne sont pas encore assez développés, ces activités et cadres, de par leur existence, constituent des catalyseurs d'une relative croyance dans la validité et la fiabilité du CNDDR aux yeux des djihadistes encore au combat. Les points de presse du Coordonnateur national de cette instance rendant compte du déroulement effectif d'activités de formation professionnelle et d'auto-emploi au sein de ces installations seraient de nature à susciter la confiance et donc l'adhésion des insurgés.

Au plan régional, les Etats du Bassin du Lac Tchad se sont également inscrits dans une logique de DDR avec quelques mesures de confiance. Le Nigéria par exemple a lancé en décembre 2017, le Plan d'action

pour la démobilisation, la dissociation, la réintégration et la réconciliation au profit des ex-associés et combattants de Boko Haram. Il s'agit d'un programme de réhabilitation à faible échelle privilégiant des retournés de basse échelle dans la hiérarchie de la secte terroriste<sup>9</sup>. Au Niger, le Centre de réinsertion des repentis de Boko Haram situé à Goudoumaria opère bien avant la création du CNDDR. Un important travail est fait dans le sens de la réhabilitation et de la réinsertion. En témoigne la sortie le 7 décembre 2019 de 110 anciens djihadistes en fin de réhabilitation, dotés d'attestations, d'une formation professionnelle et prêts à se réinsérer dans leurs communautés d'origine<sup>10</sup>. De son côté, le Tchad a dû mettre sur pied des sites d'internement aux alentours de Baga Sola pour cantonner les repentis de Boko Haram dont les rééditions ont débuté en janvier 2016. Beaucoup d'entre eux retournaient dans leurs communautés sous la supervision des autorités<sup>11</sup>. De telles mesures, tout comme celles prises par les autres Etats du Bassin du Lac Tchad comportent des éléments catalyseurs de confiance. Le simple fait d'accepter le retour des repentis en faisant l'impasse sur des sanctions pénales, ainsi que la création d'un cadre de prise en charge sont de nature à inciter les autres à se rendre. Toutefois, ces efforts s'avèrent encore assez limités, car de véritables mesures de confiance exigent un engagement plus prononcé.

### Faible structuration et systématisation d'initiatives génératrices de reddition

Si des politiques et des initiatives sont lancées dans l'optique de dégarnir Boko Haram de ses combattants à travers des manœuvres psychologiques<sup>12</sup>, un regard plus attentif impose un constat de déficit. Et pour cause, les mesures de confiance ne sont pas encore suffisamment considérées comme des catalyseurs d'un désengagement supplémentaire des combattants. Malgré les mesures prises dans ce sens, force est de souligner leur caractère parcellaire et inconstant. La volonté étatique semble encore torpillée par le caractère terroriste des ex-combattants et la complicité

7 Saïbou Issa et Nadine Machikou, « Réintégration des ex-associés de Boko Haram Perspectives de la région de l'Extrême Nord du Cameroun », *Note Politique*, Global Center on Cooperative Security, Février 2019, disponible sur le lien ([https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2019/02/GCCS\\_Reintegration-des-ex-associés-de-Boko-Haram.pdf](https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2019/02/GCCS_Reintegration-des-ex-associés-de-Boko-Haram.pdf)), consulté le 12 avril 2020, p. 4.

8 Article 2, alinéa 3 et 2 du Décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

9 Saskia Brechenmacher, "Achieving Peace in Northeast Nigeria : The réintégration Challenge," Carnegie Endowment for international Peace," September 05, 2018, disponible sur <https://carnegieendowment.org/2018/09/05/achieving-peace-in-northeast-nigeria-reintegration-challenge-pub-77177>, consulté le 9 mai 2020.

10 « Centre de réinsertion socio-économique de Goudoumaria (Diffa) : sortie de la ère vague de 110 éléments réhabilités de Boko Haram », 9 décembre 2019, disponible sur, consulté le 3 mai 2020.

11 International Crisis Group, « Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire », Mars 2017, disponible sur <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/chad/246-fighting-boko-haram-chad-beyond-military-measures>, consulté le 8 mai 2020.

12 François Gere, *La guerre psychologique*, Paris, Economica, 1997.

présumée des ex-associés, dans un contexte où tout pardon pourrait s'assimiler, aux yeux de la population, à une forme de légitimation des exactions<sup>13</sup>. Consécutivement, les concessions, pourtant génératrices de confiance, sont encore faites avec beaucoup de prudence. Par exemple, si une absence de sanction pénale est pratiquée par tous les Etats, elle s'avère parfois limitée, tant la probabilité de poursuites judiciaires persiste.

Au Nigéria notamment, la dispensation de procès ne concerne que les femmes et les enfants anciennement associés à Boko Haram, car ils sont considérés comme représentant moins de risques. Mais pour les combattants à proprement parler, des procès restent envisageables et la détention se fait dans des camps militaires, souvent dans des conditions les plus difficiles<sup>14</sup>. Similairement, les troupes de la FMM au

<sup>13</sup> Sten Hagberg, « Comprendre sans légitimer: Corruption, impunité et une anthropologie engagée », in Thomas Bierschenk, Giorgio Blundo, Y. Jaffre et Mahaman Tidjani Alou (dir.), *Une anthropologie entre rigueur et engagement: essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, Paris/Leiden, coédition APAD-Karthala, 2007, pp. 360-364.

<sup>14</sup> Saskia Brechenmacher, op. cit.

premier contact avec les retournés lors de leur reddition se sont montrées très suspicieuses, d'où leur cantonnement dans la base de cette force à Mora, qui faisait office de centre de détention. En l'absence d'une prise en charge orientée vers la réhabilitation, eu égard aux promesses qui leur ont été faites, la prévalence du sentiment d'être dans une prison a motivé certains retournés à tenter des évasions de la base<sup>15</sup>. Les frustrations éprouvées par ces personnes sont révélatrices de l'érosion du peu de confiance qu'ils pouvaient avoir à l'égard de la main tendue de l'Etat. A cela on peut ajouter le triage/profilage qui permet de séparer les "retournés" en fonction de plusieurs catégories, étant donné que les plus dangereux d'entre eux sont susceptibles d'être traduits en justice.

Il est évident qu'une telle prudence est conforme à la nécessité de préserver la sécurité des personnes et des biens face à l'arrivée des anciens membres de Boko Haram. Toutefois, elle réduit drastiquement le capital de confiance chez les insurgés qui sont encore dans les forêts, surtout que le processus est militarisé

<sup>15</sup> Saïbou Issa et Nadine Machikou, op. cit., p. 5.



Cameroun mardi 7 mai 2019 : 165 combattants de boko haram déposent les armes selon le cordonnateur du CNDDR / faceAfrique

de bout en bout. Bien plus, l'offre de paix que représente le programme de DDR peine encore à convaincre. Au Cameroun, si une communication du Coordonnateur du CNDDR faisait état en janvier 2020, d'activités de réinsertion en cours au centre de DDR de Mora, d'autres sources font état d'ex-combattants toujours dans l'attente d'un transfèrement au Centre d'accueil et de cantonnement provisoire de Méri, avant leur installation future au centre d'accueil et de réinsertion sociale encore en construction près de Mémé dans le Mayo-Sava<sup>16</sup>. Concomitamment, le processus de réintégration fait l'objet d'une opérationnalisation très lente.

Par ailleurs, on ne devrait pas perdre de vue que les désertions s'accompagnent souvent de pressions sociales exercées par les organisations terroristes sur leurs anciens membres. Des soutiens ou des menaces peuvent être adressés à leurs familles selon que les ex-combattants refusent ou acceptent de s'engager dans des programmes de déradicalisation<sup>17</sup>. En effet, si d'un côté, le groupe peut se montrer indulgent face à la désertion de membres avec un faible niveau d'intégration et de responsabilité au sein de l'organisation, étant donné que ceux-ci ne sont pas susceptibles de diffuser des informations très compromettantes, il en est tout autrement s'agissant des déserteurs plus importants avec une longue expérience au sein du groupe. Dans ce cas, des agressions verbales et/ou physiques contre eux ou contre leurs familles sont possibles<sup>18</sup>. Des perspectives si sombres constituent des facteurs inhibiteurs au désengagement des extrémistes. Or dans le Bassin du Lac Tchad, les familles des ex-combattants sont traitées avec une certaine insouciance. Si des sites de cantonnement abritent certaines d'entre elles, celles qui vivent en communauté ne font pas toujours l'objet de mesures spéciales de protection pour les prémunir d'éventuelles représailles. Un tel niveau d'exposition à la menace réduit la confiance des insurgés encore actifs, qui craindraient pour leurs proches en cas de désertion.

### **L'impérative articulation du DDR autour du référentiel de la confiance**

Marginalisée dans les programmes et la pratique du DDR dans les Etats du Bassin du Lac Tchad, la

confiance se présente pourtant comme le point nodal de toute politique de déradicalisation et de désengagement qui se veut porteuse de résultats. Toutefois, sa réalisation est conditionnée par divers préalables examinés ci-dessous.

#### **Réquisits théoriques et praxéologiques de la confiance comme catalyseur de désengagement**

En tant que concept scientifique, la confiance a quelques propriétés épistémiques<sup>19</sup> que sont la sincérité, la coopération, la crédibilité (compétence), la vigilance, la validité de l'acteur et la complétude relative à l'intégrité des informations diffusées envers un interlocuteur. Construire la confiance, eu égard à ces propriétés, n'est pas aisée. Elle nécessite de la part de l'Etat, d'importantes concessions opposées au souverainisme traditionnel.

En fait, pour que des mesures de confiance soient effectives et efficaces, il est important que les interlocuteurs, djihadistes en l'occurrence, prennent connaissance et observent un ensemble d'activités et possèdent des informations vérifiables, qui leur permettent d'attester de l'authenticité de l'offre de paix des Etats, et donc de croire à la véracité de la main tendue des gouvernements. Dans cet ordre d'idées, la sincérité, en tant qu'élément catalyseur de la confiance impliquerait que les autorités étatiques communiquent davantage sur les centres de désarmement, sur les activités qui y sont menées, ainsi que sur les résultats obtenus. Rendre compte des activités et du cadre de vie dans les camps sensibiliserait plus encore ceux qui hésitent à se désengager sur les avantages qu'il y a à y vivre, au lieu de rester dans la forêt dans des conditions particulièrement difficiles.

En célébrant davantage les camps, avec une insistance sur les conditions de vie, on pourrait plus attirer et motiver les combattants à déposer les armes. La diffusion régulière des résultats des activités de réinsertion, eu égard à l'agenda prévu en termes de formation professionnelle, d'assistance psychologique et d'impulsion entrepreneuriale des ex-combattants pourrait engendrer plus de désengagements. Ce, par la réduction de l'incertitude en vigueur dans les rangs de djihadistes sur la véracité et l'authenticité des promesses des autorités. Cela leur offrirait, de manière concrète, une alternative sérieuse à leur carrière de combattant particulièrement périlleuse. Il est en effet établi que les groupes terroristes s'organisent sous le modèle de sociétés contractuelles en offrant à leurs membres, des profils de carrière au sein de leurs

16 J. Kaldaoussa, « Méri : la prison secondaire devient le centre de cantonnement des ex-Boko Haram », *Mutation*, 24 décembre 2019.

17 B. Ganor and O. Falk, "De-radicalization in Israel's prison system," *Studies in Conflict and Terrorism*, 36(2), 2013, pp. 125-126.

18 T. Bjorgo & J. Horgan (Eds.), *Leaving terrorism behind: Individual and collective disengagement*, New York, Routledge, 2009, pp. 40-49.

19 Robert Demolombe, op. cit., pp. 292-293.

organisations, afin que ceux-ci s'accomplissent professionnellement. De toute évidence, ces derniers ne sont pas disposés à ruiner leur "carrière". Cela nécessite la création, dans le cadre du DDR, de perspectives socio-professionnelles plus prometteuses et plus satisfaisantes que les dividendes générés par leur carrière de combattants<sup>20</sup>. Par ce biais, de nombreux combattants pourraient être encouragés à se désengager<sup>21</sup> en rejoignant la République.

De surcroît, la sincérité à la base de la confiance voudrait qu'il n'y ait pas de dissimulation d'informations sur le fonctionnement et les activités menées au sein des camps. Notamment sur d'éventuels interrogatoires que subirait les anciens combattants en coulisse et dont la divulgation par de voies informelles pourrait éroder la confiance au sein de la sphère combattante.

Par ailleurs, la confiance dépend des objectifs des Etats et des djihadistes. Raison pour laquelle elle est relativement prise en compte par des autorités qui ont intérêt à susciter le maximum de redditions. A cet effet, elles sont contraintes à la sincérité pour gagner les cœurs et les esprits des insurgés. Aussi, la dépendance de la confiance à la convergence d'intérêts entre deux ou plusieurs acteurs suppose que l'offre de paix des gouvernements rencontre les desideratas de ceux dont l'engagement armé a été favorisé par la précarité et le manque d'éducation ou de considération. Il importerait donc de créer un terrain de convergence d'intérêts entre gouvernements et combattants dans le cadre du DDR.

#### ***La densification des mesures de confiance comme option stratégique et opérationnelle de la déradicalisation***

A titre de rappel, les mesures de confiance, telles qu'analysées dans cette étude, sont celles qui témoignent de l'authenticité et de la véracité des offres de paix faites par les gouvernements aux yeux de la sphère combattante de Boko Haram, afin de provoquer leur désertion pour de meilleures perspectives au sein de la République. Cependant, lorsqu'elles sont consistantes, lesdites mesures n'ont pas de conséquences avantageuses uniquement sur des acteurs externes au système de DDR en termes de désengagement, mais elles impactent aussi les perceptions et les rationalités des acteurs déjà insérés dans le système.

Dans ce cadre, des mesures de confiance plus

<sup>20</sup> Grâce à leurs armes, ils jouissent entre autres de l'honneur, du sentiment de puissance, des biens matériels provenant des pillages.

<sup>21</sup> T. Bjorgo & J. Horgan, op. cit.

étouffées pourraient jouer un rôle déterminant dans la déradicalisation durable des déserteurs. Il y a lieu de préciser ici que contrairement au désengagement fondé uniquement sur un abandon du comportement violent, la déradicalisation implique un changement idéologique orienté vers l'abandon de l'extrémisme. Elle a été posée comme préalable par certains experts pour la réussite des programmes de prise en charge des ex-combattants, étant donné que la méprise de la dimension idéologique dans ce processus pourrait entraîner des récidives<sup>22</sup>. On comprend logiquement pourquoi l'une des missions du CNDDR camerounais est "de prendre les dispositions nécessaires à la déradicalisation des ex-combattants" et "d'assurer l'encadrement des ex-combattants"<sup>23</sup>. Elle prévoit à ce titre des initiatives pour y parvenir.

Au cas où elles seraient densifiées, des mesures de confiance telles qu'une véritable amnistie, une prise en charge consistante aux plans éducatif et socioprofessionnel, accompagnée de dotations suffisantes pour le démarrage d'une activité économique, pourraient engendrer une perception favorable chez les pensionnaires des camps. De plus, grâce à une assistance psychologique poussée, il pourrait s'amorcer un travail psychologique de resocialisation, orienté vers l'abandon de l'idéologie extrémiste. La confiance ainsi créée pourrait notamment offrir une opportunité de déconstruction de la pertinence idéologique de Boko Haram aux yeux des "retournés", et d'ouverture d'un nouvel horizon idéal de facture orthodoxe et républicaine.

La confiance émanée de la pertinence et de la constance des mesures gouvernementales préparerait les "retournés" installés dans les camps à un environnement différent de celui de Boko Haram ; une société normée et animée non pas par un projet de destruction, mais plutôt par un projet collectif de construction d'une existence articulée autour de la liberté, de l'épanouissement et de la prospérité.

De ce fait, les centres de DDR, où pourrait se fertiliser la confiance chez les ex-Boko Haram, pourraient contribuer à une approche bidirectionnelle de déradicalisation fondée à la fois sur la distanciation à l'égard de la vie radicale et sur le réengagement dans un environnement non radical. Dans ce sens, trois changements d'identité pourraient alors intervenir chez

<sup>22</sup> Angel Rabasa, Stacie L. Pettyjohn, Jeremy J. Ghez, Christopher Boucek, "Deradicalizing Islamist Extremists, Rand Corporation, 2010, disponible sur ([https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2010/RAND\\_MG1053.pdf](https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2010/RAND_MG1053.pdf)), consulté le 21 avril 2020; John G. Horgan, op. cit.

<sup>23</sup> Article 2, alinéa 3 et 2 successivement du Décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

les "retournés", à savoir, la réduction de l'intensité de leur engagement envers le groupe extrémiste ; le développement d'une nouvelle identité personnelle ; et la recherche d'une nouvelle personne ou entité à laquelle s'identifier<sup>24</sup>. Cela supposerait que les centres de DDR tels que celui de Mora ou de Goudoumaria, dans leur fonctionnalité stratégique et opérationnelle, instaurent une rupture étanche entre leurs pensionnaires et les djihadistes. Il leur permettrait en outre de développer une nouvelle identité, non plus celle d'un agent opérationnel propagateur de la mort et de la destruction, mais celle d'un citoyen nécessaire d'une aide multidimensionnelle en vue de sa réinsertion sociale. Par ailleurs, ils cesseraient de s'identifier à leurs anciens commandants impitoyables et à leur mouvement armé, ils s'identifieraient plutôt au Centre dans lequel ils vivent et à ses responsables. Pour tout dire, le Centre de désarmement offre un cadre de préparation de l'intégration des ex-combattants à la vie ordinaire.

En définitive, le lancement d'initiatives visant à prendre en charge les ex-associés et les ex-combattants de Boko Haram témoigne de la volonté des États à réduire progressivement l'option martiale de neutralisation tous azimuts des combattants ennemis, au profit de l'ouverture de cadres institutionnels de réconciliation et de réhabilitation sociale d'une frange de la population jadis engagée dans l'insurrection. Toutefois, cette volonté politique à l'échelle du Bassin du Lac Tchad ne semble pas encore s'accompagner d'une prise en compte primordiale de la confiance en tant que référentiel de prise en charge optimale des anciens membres de la secte djihadiste. Eu égard aux limites observées ça-et-là, il y aurait de l'intérêt à opter résolument pour un renforcement et une amélioration des mesures de confiance. A l'échelle régionale, cette orientation passerait par une prise en compte de la Coopération, Cohérence, Complémentarité (3C) dans les politiques nationales de prise en charge des "retournés". Il serait particulièrement intéressant de conjurer la tentative de sécuritisation de centres de DDR, qui deviendraient alors des lieux de détention pour la collecte des renseignements, avec pour conséquence potentielle, l'érosion de la confiance et l'instauration d'un sentiment de peur chez les pensionnaires, qui se sentiraient contraints de coopérer comme ils l'étaient sous Boko Haram, en tout cas pour certains. Une telle option est susceptible de compromettre l'ensemble du processus prioritairement axé sur la restauration de la confiance et du sens de l'adhésion volontaire chez les personnes en pleine réhabilitation.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

"Centre de réinsertion socio-économique de Goudoumaria (Diffa) : sortie de la ère vague de 110 éléments réhabilités de Boko Haram", 9 décembre 2019, disponible sur, consulté le 3 mai 2020.

"Comité national de désarmement : 252 ex combattants déjà recensés", 2 Déc 2019 à, disponible sur <https://actucameroun.com/2019/12/02/comite-national-de-desarmement-252-ex-combattants-deja-recenses/>, consulté le 10 mai 2020.

BARRELLE Kate, "Pro-interrogation: Disengagement from and life after extremism," *Behavioural Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 7(2), 2015, pp. 129-142.

BJORGO T. & HORGAN J. (Eds.), *Leaving terrorism behind: Individual and collective disengagement*, New York, Routledge, 2009.

BRECHENMACHER Saskia, "Achieving Peace in Northeast Nigeria: The réintégration Challenge," *Canergie Endowment for international Peace*, "September 05, 2018, disponible sur <https://carnegieendowment.org/2018/09/05/achieving-peace-in-northeast-nigeria-reintegration-challenge-pub-7717-7>, consulté le 9 mai 2020.

DECHESNE Mark, "Deradicalization : Not Soft, but strategic," *Crime, Law and Social Change*, 55(4), 2011, pp. 287-292.

Décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

DEMOLOMBE Robert, "Reasoning About Trust: A Formal Logical Framework," in JENSEN Christian, POSLAD Stefan, Theo Dimitrakos (eds.), *Trust Management: Second International Conference*, iTrust 2004, Oxford, UK, March/April 2004 Proceeding, Lecture Notes in Computer Science books series (LNCS, volume 2995), Berlin, Springer, pp. 291-303.

FINK Naureen Chowdhury & HEARNE Ellie, "Beyond terrorism: Deradicalisation and disengagement from violent extremism, 11 octobre 2008, disponible sur (<https://www.ipinst.org/2008/10/beyond-terrorism-deradicalization-and-disengagement-from-violent-extremism>), consulté le 21 avril 2020.

International Crisis Group, "Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire", Mars 2017, disponible sur <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/-central-africa/chad/246-fighting-boko-haram-chad-beyond-military-measures>, consulté le 8 mai 2020.

GANOR B. and FALK O., "De-radicalization in Israel's prison system," *Studies in Conflict and Terrorism*, 36(2), 2013, pp. 116-131.

GARFINKEL Renee, "Personal transformations. Moving from violence to peace," Washington, United States Institute for Peace, 2007, disponible sur (<https://www.usip.org/-publications/2007/04/personal-transformations-moving-violence-peace>), consulté le 21 avril 2020.

<sup>24</sup> Kate Barrelle, op. cit.

GERE François, *La guerre psychologique*, Paris, Economica, 1997.

GRANDISSON T., SLOMAN M., "A survey of trust in internet applications. Communications Surveys & Tutorials," *IEEE*, vol. 3, no 4, 2000, pp. 2-16.

HAGBERG Sten, "Comprendre sans légitimer: Corruption, impunité et une anthropologie engagée", in BIERSCHEK Thomas, BLUNDO Giorgio, JAFFRE Y. et TIDJANI Mahaman Alou (dir.), *Une anthropologie entre rigueur et engagement: essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, Paris/Leiden, coédition APAD-Karthala, 2007, pp. 355-369.

HORGAN John G., *Walking Away from Terrorism: Accounts of Disengagement from Radical and Extremist Movements*, London, Routledge, 2009.

KALDAOUSSA J., "Méri : la prison secondaire devient le centre de cantonnement des ex-Boko Haram", *Mutation*, 24 décembre 2019.

KOEHLER Daniel, *Understanding Deradicalization: Methods, tools and programs for countering violent extremism*, Abingdon, Routledge, 2017.

LORINI E., DEMOLOMBE R., "From binary trust to graded trust in information sources: A logical perspective," *LNAI 5396*, 2008, pp. 205-225.

RABASA Angel, PETTYJOHN Stacie L., GHEZ Jeremy J., BOUCEK Christopher, "Deradicalizing Islamist Extremists, Rand Corporation, 2010, disponible sur ([https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2010/RAND\\_MG1053.pdf](https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2010/RAND_MG1053.pdf)), consulté le 21 avril 2020.

SAÏBOU Issa et MACHIKOU Nadine, "Réintégration des ex-associés de Boko Haram Perspectives de la région de l'Extrême Nord du Cameroun", *Note Politique*, Global Center on Cooperative Security, Février 2019, disponible sur le lien ([https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2019/02/GCCS\\_Reintegration-des-ex-associés-de-Boko-Haram.pdf](https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2019/02/GCCS_Reintegration-des-ex-associés-de-Boko-Haram.pdf)), consulté le 12 avril 2020.

Par : OYONO AFANE PIERRE CLAVER,  
Diplomate, Docteur en science politique et en  
Relations internationales ;  
Enseignant à l'Université de Douala,  
Cameroun



## EVALUATION PROSPECTIVE DU DDR DANS L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN

Par Professeur SAÏBOU Issa

*En février 2017, des centaines de personnes vraisemblablement échappées des zones sous emprise de Boko Haram dans l'Etat d'Adamawa, sont conduites à l'esplanade de la Commune de Mozogo dans le Département du Mayo Tsanaga. Les autorités procèdent à un tri sommaire permettant de rediriger la plupart vers le camp des déplacés internes de Zamaï, près de Mokolo. Elles sont présumées être des ex-otages, mais leurs villages d'origine s'opposent à leur retour.*

*Puis, des dizaines d'ex-combattants, essentiellement des jeunes parfois accompagnés de leurs épouses et enfants, se rendent aux autorités traditionnelles du Département du Mayo Sava. Bien qu'affirmant avoir été enlevés et contraints de combattre dans les rangs de Boko Haram, ils ne peuvent pas rentrer dans leurs communautés de départ et reprendre une vie quotidienne amnésique des actes terroristes qu'ils ont commis et de la radicalisation qui les habiterait encore. Aussi, passé les moments de compassion et de repentir public, les ex-combattants sont extraits des villages et conduits au Quartier général du Secteur n° 1 de la Force Mixte Multinationale (FMM) à Mora pour attendre l'activation d'un mécanisme de gestion approprié. Discrètement, quelques personnes précédemment kidnappées réintègrent les villages et se fondent dans la vie quotidienne.*



Un temps fort du Grand Dialogue National partie importante du DDR

Les enquêtes de terrain montrent que de tels retours sont enregistrés avant 2017, particulièrement des femmes qui ont profité des opérations de l'armée pour s'échapper. Indépendamment des circonstances qui les ont conduits à résider dans les zones sous emprise de Boko Haram ou de la nature des actes qu'ils ont posés sous cette emprise, tous ceux qui en reviennent sont désignés par l'expression "personnes associées à Boko Haram" par la Stratégie de stabilisation<sup>1</sup> adoptée en septembre 2018 par les quatre pays affectés par les menées terroristes. "Ex-associés" est également employé.

C'est dans ces circonstances qu'intervient l'appel du Président de la République du Cameroun à la reddition volontaire en contrepartie d'un processus devant conduire les rendus vers la réinsertion socioéconomique et la réintégration sociale. Le DDR du Cameroun est formulé selon cette offre. Sa mise en œuvre est confiée au Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR). Ce dernier l'implémente pour ceux qui s'extraieraient aussi bien de la crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest que de celle à la frontière entre le Nord-Est du Nigeria et l'Extrême-Nord du Cameroun.

## Défis d'une opérationnalisation triangulaire

Une vision, des normes et des principes encadrent tout processus de DDR. Son acception classique implique un processus ordonné de retour de combattants à la vie civile au terme d'un accord formel de cessation des hostilités entre des belligérants plus ou moins conventionnels. La mutation de la lutte politique avec l'apparition de nouvelles catégories d'acteurs de la violence politico-militaire, constitués de groupes armés comprenant massivement des civils armés, a induit une réadaptation du DDR. L'expansion du terrorisme, singulièrement depuis les années 2000, transforme les déterminants et les modalités de la violence de masse, marquée par l'extrémisme. Au-delà du phénomène des enfants-soldats connu dans la phase précédente, des jeunes, des femmes et des communautés sont directement concernés en tant qu'acteurs, victimes ou partie prenante à la quête de mécanismes de prévention durable de la radicalisation. La démarche pour y parvenir appelle une nouvelle perspective de la causalité de la violence et la mobilisation de moyens et outils non militaires. C'est là l'esprit du DDR actuel, celui qui sied au contexte de l'Extrême-Nord. Trois logiques s'y côtoient.

<sup>1</sup> UA/CBLT, Stratégie régionale de de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram du bassin du lac Tchad, 2018.

## Une logique politique et donc pragmatique

Le Décret du 30 novembre 2018<sup>2</sup> confie au CNDDR une mission formulée, a priori, dans les termes d'un DDR classique. Il s'agit de recevoir les armes des combattants en situation de reddition, puis les cantonner et les préparer à la réinsertion socioéconomique, et organiser leur réintégration économique et sociale de préférence dans les communautés d'origine. Cette démarche appelle quelques constats.

Premièrement, l'amorce du DDR ne vient pas après la satisfaction des préalables politiques tels que la signature d'un accord de paix servant de cadre juridique au processus, la confiance dans l'aboutissement du processus de paix, l'engagement des parties prenantes au conflit à s'impliquer dans le DDR ou les garanties de sécurité pour ceux qui se rendent.<sup>3</sup>

Deuxièmement, il ne s'agit pas d'un processus linéaire comprenant nécessairement les trois étapes ; d'ailleurs la quasi-totalité de ceux qui se sont rendus aux autorités sont revenus sans armes. Dans le cas d'espèce, le désarmement moral est plus important que la restitution symbolique de l'arme, d'où l'impératif de la déradicalisation.

Troisièmement, les combattants n'ont pas été "mobilisés" au sens où l'entend le vocabulaire stratégique. Ils ont été précisément recrutés (incitation financière), enrôlés (conditionnement idéologique) ou embrigadés (enlevés et contraints de combattre).

Quatrièmement, la réintégration doit être comprise au sens large, à savoir la Réhabilitation psychologique, la Réinsertion socioéconomique et la Réconciliation communautaire pour créer un environnement favorable au retour des ex-combattants dans les villages. La phase de la Réconciliation peut s'avérer délicate si le pardon des victimes paraît malaisé à obtenir ; d'où la pertinence d'envisager une éventuelle Réinstallation loin de la contrée d'origine.

## Une logique humanitaire sous le prisme de l'urgence

C'est l'impression que donne l'approche des partenaires internationaux. Depuis les premiers retours des présumés ex-otages à Mozogo, divers intervenants

<sup>2</sup> Décret N° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration.

<sup>3</sup> Voir Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Les pratiques de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) de « deuxième génération » dans les opérations de paix, 2010.

ont offert leur expertise ou leurs ressources pour faire face aux besoins pressants, participer à la formulation d'une réponse ou mener des actions en faveur des femmes et des enfants d'ex-combattants ou ex-otages revenus dans leurs familles. Ces actions ne concernent pas les ex-combattants.

C'est l'Organisation Mondiale pour les Migrations (OIM) qui est la tête de proue du partenariat entre le gouvernement camerounais et les agences du Système des Nations Unies en matière de mise en œuvre du DDR dans l'Extrême-Nord. Le canevas d'accompagnement de l'OIM est en principe celui du Désengagement, Désassociation, Réconciliation et Réintégration (DDRR). Cette approche implique que l'on procède à la séparation physique des combattants d'avec le groupe armé d'appartenance, puis effectue la séparation mentale (déradicalisation) avant de passer à une pédagogie du pardon au sein des communautés qui vont recevoir ceux qui y retournent au bout du processus. Selon l'approche de l'OIM, les centres de DDR que le Décret du 30 novembre 2018 a créés sont des escales où les ex-combattants devraient passer généralement peu de temps. C'est pourquoi l'on parle de camps de transit.

### Une logique principale et holiste

Peu avant la création du CNDDR, le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad ont, sous l'égide de la CBLT et de l'Union Africaine, et l'accompagnement du PNUD, adopté la Stratégie régionale mentionnée ci-dessus. La Stratégie comprend un pilier "Désarmement, démobilisation, réhabilitation, réinsertion et réintégration des personnes associées à Boko Haram".

Toutefois, la démarche opérationnelle du DDR que la Stratégie régionale recommande est la suivante : Triage, Poursuite, Réhabilitation, Réintégration. Le Cameroun a adhéré au TPRR<sup>4</sup>. Ce qui implique que son DDR devrait comprendre non seulement les ex-combattants, mais aussi tous ceux qui ont été sous l'emprise de Boko Haram. D'où l'expression "personnes associées à Boko Haram". En outre, la Stratégie recommande la démobilisation des comités de vigilance et leur réinsertion socioéconomique. L'on aura également remarqué que c'est le triage qui détermine la canalisation des individus soit vers un centre de réhabilitation, soit vers les instances judiciaires, soit vers une réintégration immédiate dans les communautés d'origine. Or, pour l'instant, la question de la poursuite reste sujette à débat : l'offre

politique du Chef de l'Etat vaut-elle amnistie pour tous ceux qui se rendent volontairement ? Quid de l'application des normes internationales, en l'occurrence des Résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui prescrivent la reddition des comptes ?<sup>5</sup>

Entre enjeux nationaux, volonté d'une réponse harmonisée au niveau régional et respect des normes internationales, particulièrement pour ce qui est des personnes associées à la commission d'actes terroristes, la mise en œuvre du DDR dans l'Extrême-Nord tarde encore à se dynamiser.

### L'attente d'une stratégie nationale et les contours du Centre de transit

La réflexion sur l'effectuation du DDR au Cameroun court depuis 2018. Plusieurs cadres d'échanges ont formulé des recommandations à caractère pratique ou normatif. Si les mécanismes du DDR sont connus, l'expertise pour leur mise en œuvre adaptée au contexte reste à mobiliser. Le cadre général de réalisation devrait être spécifié, notamment à travers ses articulations spatiales et temporelles. Le groupe cible du DDR a besoin d'être redéfini. La coordination des interventions n'en est pas moins urgente. Ceci appelle la formulation d'une stratégie assortie d'un plan d'action. Cette stratégie serait en gestation. Elle pourrait s'enrichir des questions suivantes.

### Définir des piliers transversaux aux trois Régions, avec des sous-piliers adressant les particularités régionales.

A défaut de dissocier les deux types de crises qui requièrent des mécanismes distincts de déradicalisation, les piliers d'une stratégie nationale devraient comprendre, pour ce qui est des ex-combattants de Boko Haram et consorts, l'élargissement du champ conceptuel encadrant les actions à mener. Cependant, une sous-stratégie découlant de la Stratégie régionale répondrait mieux à la situation de l'Extrême-Nord clairement définie comme victime d'une menace terroriste régionale. Ce qui n'est pas le cas du Nord-Ouest et du Sud-Ouest dont les groupes insurgés ne sont pas listés parmi les organisations terroristes. Par conséquent, le prisme d'action post-conflit n'est pas identique. La vision

<sup>4</sup> L'abréviation couramment employée est SPRR (Screening, Prosecution, Rehabilitation and Reintegration).

<sup>5</sup> L'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) en partenariat avec le Global Center for Cooperative Security (New York) a organisé plusieurs discussions sur ce sujet dans le cadre des formations en matière de gouvernance en contexte de lutte contre le terrorisme dispensées aux acteurs de la chaîne judiciaire et aux administrateurs des zones affectées par le terrorisme.

devrait se refléter dans le cadre légal du DDR, lequel devra mettre en cohérence la Loi antiterroriste de 2014<sup>6</sup>, le Code pénal, le Décret de 2018 créant le CNDDR et les instruments régionaux et internationaux encadrant le traitement des personnes associées à Boko Haram.

### Où réhabiliter les ex-combattants : Méri ou Mémé ?

Le Centre du CNDDR chargé d'accueillir et de gérer les ex-combattants camerounais de Boko Haram a ses bureaux à Mora, chef-lieu du Département du Mayo Sava. Le Centre de transit où seront transférés les ex-combattants en attente à la FMM depuis 2017, est situé à Méri, dans les locaux de la prison dont les bâtiments ont été réfectionnés. Le transfert à Méri devrait se faire incessamment, un plan d'opérationnalisation du centre ayant été élaboré. Un moment manifestement fort attendu par toutes les parties prenantes à la gestion actuelle et à venir des ex-combattants. Tous sont partisans de l'immédiateté et de l'effet domino.

Toutefois, il convient de relever que la configuration du Centre de Méri conserve une sensation d'enfermement, d'exiguïté et d'insécurité. A moins d'élargir son périmètre et d'installer un dispositif de

sécurité conséquent, le Centre ne pourrait pas offrir tous les espaces de vie, d'intimité, d'apprentissage et d'encadrement administratif, sanitaire et autres nécessaires à l'accomplissement d'une transition réussie vers la vie en société. La question spatiale pourrait se poser assez vite si les effets attendus de la réhabilitation et de la réinsertion des pensionnaires du Centre, stimulaient le retour d'un nombre plus important d'ex-combattants. Alors entrerait en scène le point de vue de ceux qui pensent que parallèlement au démarrage du processus de DDR à Méri, l'on devrait entamer la construction du centre définitif de Mémé (à la périphérie de Mora) où un site d'une dizaine d'hectares a été retenu pour abriter le Centre DDR dédié aux ex-combattants de Boko Haram.

Au 05 mai 2020, ce sont 115 ex-combattants (dont des mineurs) accompagnés de 53 femmes et 111 enfants, soit 278 personnes qui attendent à Mora. Le Centre de transit prévu pour accueillir les ex-combattants recevra-t-il les membres de leur famille ? Leur présence est un adjuvant aux facilités de réhabilitation et de nature à encourager les ex-combattants à s'impliquer dans le processus qui les verra, à terme, reprendre une vie normale en société. Si à la base du Secteur n° 1 de la FMM des adaptations leur permettent de vivre en famille sous des abris sommaires, une telle perspective ne semble pas avoir été envisagée à Méri, du moins pour l'instant. D'où

<sup>6</sup> Loi N° 2014/028 du 23 décembre 2014 portant répression des actes de terrorisme.



CAMEROUN: Retour volontaire de près de 200 anciens membres de Boko Haram / ASPAMNEWS

l'intérêt d'une extension du périmètre extérieur du Centre et l'urgence d'aménagements pertinents. Le sort des enfants 'ex-combattants' oscille encore entre deux écoles : l'application des principes internationaux - qui prévoient de les traiter en victimes et donc d'envisager leur réhabilitation à l'Institution Camerounaise de l'Enfance (ICE) de Maroua ; leur suivi à Méri compte tenu de la perception du risque qu'ils représentent, mais sous un régime adapté à leurs besoins de développement mental et d'instruction.

Au Nigeria, en marge du camp de Gombe qui accueille les hommes, les femmes et les enfants sont reçus dans un autre centre à Bulunkutu. Bien qu'ils n'aient vraisemblablement pas combattu, les épouses et les enfants des ex-combattants sont appelés à suivre un programme de reprise en main, pour ne pas dire de déradicalisation. Qu'ils repartent en communauté ou qu'ils restent dans le sillage de leurs époux et pères, ils restent des "personnes associées à Boko Haram".

### Quelle(s) cible(s) pour le DDR ?

La mission du CNDDR telle qu'encadrée par le Décret de 2018, concerne exclusivement les ex-combattants. Ce qui est logique dans l'esprit d'un DDR traditionnel aménagé pour faciliter la reddition de certains acteurs de la violence armée dans le Nord-ouest et le Sud-Ouest. Mais ce n'est pas assez pour les zones affectées par Boko Haram. S'en tenir aux ex-combattants, c'est-à-dire une centaine pour l'instant, alors que des centaines de personnes associées à Boko Haram restent en dehors de tout processus formel, n'est pas cohérent avec la stabilisation espérée dans l'ensemble des zones affectées par Boko Haram.

En effet, il faudra un autre mécanisme de gestion des présumés ex-otages que l'on estime à tort être intégrés dans la zone de Zamay, loin de leurs villages d'origine, et de suivi des personnes revenues en communauté. Leur nombre croît. Leur suivi psychosocial est essentiel à la stabilisation des villages, en attendant qu'un accompagnement socioéconomique leur soit fait dans le cadre des initiatives globales de relèvement des communautés affectées. La mission du CNDDR dans l'Extrême-Nord risquerait d'être de courte durée dans la mesure où toute la démarche qui va de l'accueil des ex-combattants à leur réinsertion et/ou réintégration peut se réaliser en quelques mois. Elle risquerait également d'être partielle, car en achevant la réintégration des personnes réhabilitées dans le centre de transit, son mandat s'achèverait également. Pourtant, la mission du CNDDR dans l'Extrême-Nord comporte une dimension stratégique sous-jacente, en l'occurrence

dans le processus de stabilisation des zones affectées.

### Synergie des acteurs et plan d'action régional.

Alors que se met encore en place le dispositif d'accueil des ex-combattants à Méri, il y a longtemps que certains partenaires internationaux et des organisations de la société civile (OSC) ont entrepris des activités de facilitation de la réintégration.

Des évaluations<sup>7</sup> et études diverses<sup>8</sup> ont dressé la cartographie des personnes associées à Boko Haram revenues dans le Mayo Sava et le Mayo Tsanaga. Les effectifs par catégories et les besoins prioritaires sont identifiés. Les potentialités locales de réintégration sont connues, notamment les forces et les faiblesses des mécanismes endogènes de promotion du pardon et de la réconciliation. A travers des jeux de rôle, le théâtre et d'autres formes ludiques sont mobilisés pour aiguillonner la tolérance envers ceux qui reviennent dans les communautés, y compris les ex-combattants. Des OSC chargées de la mise en œuvre des activités assistent les femmes et les enfants (enlevés ou proches d'ex-combattants), notamment pour leur procurer des pièces d'état civil. D'autres fournissent des aides matérielles (construction de magasins de stockage, distribution de matériels aratoires et de kits solaires, etc.).

Sans agir directement sur les ex-combattants, ils préparent les communautés à les recevoir. Les données collectées ne semblent pas indiquer que le CNDDR supervise ou participe à ces activités qui relèvent pourtant de son mandat, à savoir, en matière de réintégration, "de mener des actions de sensibilisation et d'apporter une assistance multidimensionnelle aux communautés d'origine aux fins de faciliter la réintégration des ex-combattants".<sup>9</sup> Les responsables du CNDDR n'ont pas manqué de recadrer certains acteurs, confirmant qu'il subsistait une incompréhension autour des modalités de réalisation

7 Entre autres : COHEB International-Cameroun, Rapport de l'évaluation rapide des besoins psychologiques des présumés ex-otages de Zamai, décembre 2018 ; PNUD Cameroun, Besoins de réintégration des ex-associés à Boko Haram dans huit communes de l'Extrême-Nord du Cameroun, août 2018 ; PNUD/Groupe PVE, Maroua, Besoins de réintégration des ex-otages de Boko Haram installés à Zamay, Extrême-Nord du Cameroun, novembre 2018.

8 Voir notamment: Audu Bulama Bukarti and Rachel Bryson, "Dealing with Boko Haram defectors in the Lake Chad Basin". Lessons from Nigeria, Tony Blair Institute for Global Change, 2019 ; PAIC (USAID/OTI), "Understanding Boko Haram Reintegration in Cameroon", October 2018 ; Saïbou Issa, Nadine Machikou, « Reintegrating Former Boko Haram Associates. Perspectives from the Faïr North Region of Cameroon », *Global Center for Cooperative Security Policy Briefing*, February 2019.

9 Article 2 (3) du Décret du 30 novembre 2018.

d'une politique de réintégration dont le plan d'action et les bénéficiaires sont encore attendus.

La création du sous-comité technique chargé d'accompagner le Chef du centre dans l'élaboration, le suivi et la mise en œuvre d'un plan d'action régional arrimé à une stratégie nationale, a institué un cadre de concertation entre le CNDDR, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, les administrations sectorielles, les forces de défense et de sécurité et les organisations de la société civile concernées.<sup>10</sup> L'on notera cependant que l'enjeu pressant reste l'opérationnalisation du centre de transit de Méri. Entre ceux qui défendent la primauté de leur expertise, ceux qui tiennent à l'application rigoureuse des normes internationales relatives à la gestion de certaines catégories d'ex-combattants (enfants particulièrement) et ceux qui ont à donner et attendent d'être plus impliqués, l'engouement des partenaires est manifeste. Mais il semble résister de moins en moins aux délais de démarrage des activités du centre de Méri et d'affinement du cadre légal du DDR.

Comme l'a recommandé la Commission en charge

<sup>10</sup> TDR du sous-comité technique ; rapports des sessions du sous-comité ; échanges.

du DDR lors du Grand Dialogue National tenu à Yaoundé du 30 septembre au 04 octobre 2019, le Centre de Méri tout comme ceux de Bamenda et de Buea, ont besoin que les administrations sectorielles mettent à leur disposition les personnels requis (psychologues, enseignants, infirmiers, formateurs divers...). Ces personnels devront suivre un programme rapide de renforcement des capacités pour cerner les enjeux et les défis du DDR appliqué spécifiquement aux pensionnaires de Méri. Du reste, il en va de la constitution d'une équipe de professionnels mobilisables si des circonstances similaires se produisaient dans l'avenir.

### Relancer les redditions

Le DDR est une modalité de gestion post conflit. Dans le contexte d'une guerre dont les belligérants sont clairement identifiés et disposés à entrer dans une discussion politique, il offre aux parties en conflit une plateforme de sortie de crise et de sauvegarde d'une paix durable. Ce n'est pas le cas dans l'Extrême-Nord.

Boko Haram n'est pas un groupe armé. C'est l'idéologie qui a fertilisé l'émergence de la secte Jamatu Ahlis Sunna Lidawati wal Jihad (JAS) sous la conduite du



Reddition de membres présumés de Boko Haram dans le nord Cameroun

prédicateur Muhammad Yusuf auquel Abubakar Shekau a succédé à sa mort en 2009. JAS a éclaté en deux. L'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) est né en 2016 et s'est installé dans la zone du lac Tchad. Son leader Habib Yusuf a pris le nom de guerre Abu Musab Al-Barnawi et s'est allié à Mamman Nur, fondateur du groupe Ansaru. Nur a été exécuté à la demande du leadership central de Daech en août 2018.<sup>11</sup> Al-Barnawi a été destitué en 2019. Abdullahi Lawan et son adjoint Ba Idrissa seraient les nouveaux leaders de l'EIAO. Courant 2019, une nouvelle faction connue sous l'appellation de Ba Koura, s'est extraite de l'EIAO. Elle opère généralement dans les parties nigérienne et tchadienne du lac et affronte parfois les forces de l'EIAO.

Sans que leur affiliation à l'une ou l'autre de ces trois factions soit établie, des groupuscules attaquent des villages, tuent, pillent, tendent des embuscades dans la zone de circulation de JAS (Shekau) ouvrant sur le Mayo Sava et le Mayo Tsanaga. Sous couvert de 'Boko Haram', ils s'approvisionnent en vivres, vêtements, médicaments, bétail... Terrorisme et banditisme cohabitent. Selon des OSC qui ont mené des enquêtes dans des villages du Mayo Sava, les auteurs de ces violences de survivance seraient des personnes en errance, dépourvues de nourriture et désireuses de se rendre si l'évidence de la réintégration de ceux qui sont rentrés depuis 2017 est attestée.

Il est évident que l'enjeu du DDR n'est pas tant l'aboutissement de la réintégration de la centaine d'ex-combattants attendus au Centre de Méri. Ici comme à Bamenda et à Buea, ils seront les indicateurs de l'effectivité de la politique de DDR. Ainsi pourrait-on voir revenir les sceptiques parmi ceux qui ont eu le temps d'évaluer les retombées de leur séjour dans les rangs de 'Boko Haram'. Partis pour des raisons idéologiques, par appât du gain ou enrôlés de force, la plupart chercheraient à mettre leurs femmes et enfants à l'abri de la faim, de la maladie et des représailles, espérant pour eux-mêmes une alternative à l'emprisonnement ou à la gâchette des forces de défense qui les traquent au front.<sup>12</sup>

C'est pourquoi, bien que timidement, ils continuent de se rendre tandis que certains 'repentis' tentent de s'évader. En dehors de l'effet psychologique que produiront forcément la nouvelle du démarrage du Centre de transit et la communication autour de son plan d'action, il importe de réactiver simultanément les

mécanismes qui ont facilité les redditions de 2017. Tactiquement, Shekau et consorts pourraient intensifier les actions dissuasives, conscients de ce que leurs effectifs seront dégarnis. D'où l'opportunité d'ouvrir des couloirs de reddition sécurisés praticables même en saison des pluies. Le CNDDR devrait participer à la formulation de cette campagne de redditions et coordonner le triage, le référencement et le profilage subséquent de toutes les personnes associées à 'Boko Haram', indépendamment de qui les accueille en premier. C'est du reste ce qui ressort de l'atelier de Maroua de juillet 2019<sup>13</sup>.

## Conclusion

Depuis trois ans, la problématique de la gestion des personnes ayant vécu sous l'emprise des auteurs des actes terroristes labellisés 'Boko Haram'. Les comités de vigilance et les militaires continuent de les accueillir au premier point de retour. Les chefs traditionnels "déchargent" toujours les non combattants et s'en portent garants pour les ramener dans leurs villages d'origine. Les partenaires internationaux et les organisations de la société civile continuent de suivre les dynamiques de retour et les besoins en communauté. Les autorités administratives coordonnent les dispositifs locaux de suivi des personnes associées vivant en communauté ou dans les camps de déplacés internes, en même temps qu'elles assistent les partenaires dans leur déploiement auprès des personnes cibles. A la FMM, la réflexion sur les pratiques et les défis du DDR appliqué aux terroristes est continue et laisse transparaître son implication active dans l'incitation aux redditions, mais aussi toutes les contraintes que lui impose la présence prolongée des ex-combattants dans ses locaux. C'est donc dire qu'au moment où le CNDDR a été créé, tous les échelons de la chaîne d'intervention dans la réalisation du cheminement vers la réintégration, était assez sensibilisé et participait déjà à certaines activités préalables telles que le triage et le référencement. A travers le Forum des Gouverneurs des régions affectées, l'autorité administrative avait une vision holistique de la situation dans l'ensemble du Bassin du Lac Tchad. A travers ce cadre régional d'échanges et les discussions entre les partenaires, les experts militaires et sécuritaires et bien d'autres parties prenantes sous l'égide de la CBLT, les approches nationales ont croisé la perspective régionale moulée dans les normes internationales. La mise en œuvre d'un "DDR camerounais" n'est pas antinomique au

<sup>11</sup> Sedik Abba, Mahamadou Lawaly Dan Dano, 2019, Voyage au cœur de Boko Haram. Enquête sur le djihad en Afrique subsaharienne, Paris, L'Harmattan, David Zen, « Boko haram's ultra-extremist side resurfaces : from the execution of Mamman Nur to humanitarian workers », 2019, Terrorism Monitor, vol XVI, Issue 20, p. 9-10.

<sup>12</sup> Interviews de personnes associées à Boko Haram, sources diverses.

<sup>13</sup> CNDDR et OIM, Atelier de partage sur la gestion des personnes associées à Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun, Maroua, 25-26 juillet 2019.

TPRR régional contenu dans la stratégie de stabilisation. Il s'agit, comme dans chaque pays qui a traversé une crise similaire, de faire en sorte que le pragmatisme national et les standards internationaux cohabitent. Ici, paix et punition ne sont pas antinomiques, pourvu qu'à travers la multiplication des redditions, offenseurs et victimes aient en fin de compte un sentiment d'apaisement. L'atteinte des objectifs fixés au CNDDR requiert notamment la densification de sa structure administrative et technique, des ressources conséquentes, un manuel des procédures, plan d'action à hypothèses proactives et davantage de présence auprès des communautés ainsi que d'implication dans la mise en œuvre de la Stratégie de stabilisation.

## Références indicatives

Audu Bulama Bukarti and Rachel Bryson, *Dealing with Boko Haram defectors in the Lake Chad Basin. Lessons from Nigeria*, Tony Blair Institute for Global Change, 2019.

CNDDR et OIM, *Atelier de partage sur la gestion des personnes associées à Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun*, Maroua, 25-26 juillet 2019.

COHEB International-Cameroun, *Rapport de l'évaluation rapide des besoins psychologiques des présumés ex-otages de Zamai*, décembre 2018.

Crisis Group, *"Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram"*, *Rapport Afrique* N° 263, 14 août 2018.

Décret N° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration.

Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, *Les pratiques de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) de "deuxième génération" dans les opérations de paix*, 2010.

Loi N° 2014/028 du 23 décembre 2014 portant répression des actes de terrorisme.

PAIC (USAID/OTI), *Understanding Boko Haram Reintegration in Cameroon*, October 2018.

PNUD Cameroun, *Besoins de réintégration des ex-associés à Boko Haram dans huit communes de l'Extrême-Nord du Cameroun*, août 2018.

PNUD/Groupe PVE, Maroua, *Besoins de réintégration des ex-otages de Boko Haram installés à Zamay, Extrême-Nord du Cameroun*, novembre 2018.

Rapport général de l'Atelier de partage sur la gestion des personnes associées à Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun Maroua, du 25 au 26 juillet 2019.

Rapport général de l'atelier régional de partage d'expériences sur la gestion des personnes désengagées de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad, Maroua, 13-14 février 2018.

Saïbou Issa, Nadine Machikou, *"Reintegrating Former Boko Haram Associates. Perspectives from the Far North Region of Cameroon"*, *Global Center for Cooperative Security Policy Briefing*, February 2019.

Sedik Abba, Mahamadou Lawaly Dan Dano, 2019, *Voyage au cœur de Boko Haram. Enquête sur le djihad en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan.

UA/CBLT, *Stratégie régionale de de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du bassin du lac Tchad affectées par la crise Boko Haram du bassin du lac Tchad*, 2018.

Zen David, *"Boko Haram's ultra-extremist side resurfaces : from the execution of Mamman Nur to humanitarian workers"*, 2019, *Terrorism Monitor*, vol XVI, Issue 20, p. 9-10.



Professeur SAÏBOU Issa  
Université de Maroua

# LES PERSPECTIVES DU DDR DANS LA GOUVERNANCE PUBLIQUE DÉCENTRALISÉE AU CAMEROUN : POUR UNE SYNERGIE AGISSANTE ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES

Par Pr Jean Claude TCHEUWA

*La trajectoire historique de notre pays indique que celui-ci est engagé dans la gouvernance publique décentralisée depuis au moins la période des indépendances. En effet, elle tire son origine de la période où le Cameroun était sous mandat et sous tutelle. Les administrations française et britannique, dans le cadre de la politique de tutelle mise en place par les Nations Unies, ont reproduit au Cameroun leurs modèles respectifs de gouvernance publique décentralisée.*

*Cette gouvernance qui renvoie à un mode particulier de gestion de la cité par une implication plus directe des populations à la gestion de leurs affaires s'est affirmée progressivement à partir de 1974 pour s'enraciner définitivement en 1996 avec la Constitution du 18 janvier 1996 qui fait du Cameroun un Etat unitaire décentralisée.*

*La gouvernance publique décentralisée peut ainsi se définir à la fois, comme la création d'entités infra étatiques auxquelles l'Etat, seul maître sur son territoire, transfère des compétences et des ressources nécessaires en vue d'un développement harmonieux du territoire. C'est aussi une école de la démocratie et de la gestion des affaires locales par une implication poussée des populations en vue d'un bien-être collectif. La dimension pacificatrice de la gouvernance publique décentralisée, parfois perdue de vue à tort, fait irruption dans l'ordonnement juridique et socio-politique du Cameroun avec les replis identitaires soudains et les autres revendications corporatistes et certaines velléités sécessionnistes. Elle apparaît dès lors non seulement comme une politique publique, mais aussi comme une réponse à cette demande sociale nouvelle. D'où, la place accordée à cette gouvernance publique décentralisée lors du Grand Dialogue National tenu au Palais des Congrès de Yaoundé du 30 septembre au 04 octobre 2019, et structuré autour de huit commissions dont la 8ème consacrée à la gouvernance publique décentralisée ou, plus exactement, à la décentralisation et au développement local.*

Le mécanisme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR), est un processus qui consiste à désarmer les membres des groupes armés, à libérer ces combattants de leurs groupes et à les aider à réintégrer la société civile. Il vise à soutenir les ex-combattants et ceux associés aux groupes armés, afin qu'ils puissent devenir des participants actifs au processus de paix. En outre, il jette les bases de la sauvegarde et du maintien des communautés dans lesquelles ces personnes retournent, tout en renforçant les capacités en faveur de la paix, de la sécurité et du développement à long terme. Mis en place au Cameroun, non pas à travers une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies (ce qui est classique), mais bien par acte du Président de la République, le DDR entend ramener une paix durable dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, à travers un Comité dont la mission consiste à "encadrer et à gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants du Boko Haram et des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest désireux de répondre favorablement à l'offre de paix du Chef de l'État en déposant les armes"<sup>(1)</sup>.

L'analyse croisée des débats et recommandations issues des commissions n° 5, n° 6 et n° 8 du Grand Dialogue National <sup>(2)</sup> permet de considérer que la gouvernance publique décentralisée peut servir de creuset pour une opérationnalisation plus réussie du processus de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration, pour une stabilité durable du Cameroun. Cette prise en compte des autorités municipales apparaissait déjà en filigrane dans l'une des recommandations faites par des chercheurs camerounais en 2019 <sup>(3)</sup>.

Pour y arriver, notamment dans les régions en crise, le processus de DDR devrait, sur la base d'une réforme institutionnelle et normative, d'une part considérer la gouvernance publique décentralisée comme une offre politique à prendre en compte (I) et, d'autre part, exploiter les opportunités que celle-ci offre en termes de réintégration (II).

1 Voir l'article 2 du décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration.

2 La Commission n° 5 était chargée de la reconstruction et du développement des régions touchées par le conflit, la Commission n° 6 était chargée du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des ex-combattants, tandis que la Commission n° 8 était chargée de la décentralisation et du développement local.

3 Voir Saïbou Issa et Nadine Machikou, "Réintégration des ex-associés de Boko-Haram : Perspectives de la région de l'extrême-Nord du Cameroun", *Global Center on Cooperative Security*, février 2019.

## La gouvernance publique décentralisée, une offre politique au désarmement et à la démobilisation

Le caractère stato-centré des processus de DDR n'a pas toujours permis aux États d'atteindre les objectifs escomptés. En effet, sur un plan général, l'on n'a pas toujours intégré la dimension territoriale de ces mécanismes et les exigences de proximité nécessaire à la démobilisation et à la réintégration des ex-combattants. L'articulation du mécanisme au Cameroun et ailleurs l'atteste à suffisance. Aussi, les prochaines générations de DDR devraient elles tenir compte de l'organisation décentralisée de l'État, pour faire des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) des partenaires dans le mécanisme. Les missions et les compétences de la commune (A), ainsi que celles des régions (B) tendent à faire d'elles des véritables acteurs du mécanisme. La Constitution et le Code Général des CTD en donnent des orientations <sup>(4)</sup>.

### La commune, cadre spatial d'opérationnalisation du processus de DDR

Les conflits et les autres crises naissent le plus souvent et se développent sur les territoires, entendus comme espace dont la gestion de proximité est dévolue à une commune. Considérée comme la plus ancienne collectivité territoriale dans l'architecture institutionnelle de la gouvernance publique décentralisée, la commune est de nature à servir de relai de l'État dans l'opérationnalisation du processus de DDR. Elle représente en effet la collectivité territoriale de base où se conjugue le vivre ensemble harmonieux, avec une mission générale de développement local et d'amélioration du cadre et des conditions de vie de ses habitants. En l'état actuel le Cameroun compte 360 communes créées par décret du Président de la République. Elles s'administrent librement par deux organes, un conseil municipal et un exécutif communal, tous deux procédant d'une élection dite locale.

Dans le cadre de la lutte contre Boko-Haram, certaines communes de l'Extrême-Nord ont reçu des dotations spéciales destinées au financement partiel du Programme d'Investissement Prioritaire (PIP), ainsi que des appuis destinés à soutenir leur résilience face à cette nébuleuse.

L'implication de l' élu local, notamment le maire a été d'un apport considérable dans certains États en phase de sortie de crise. L'explication donnée à souvent

4 Article 55 de la Constitution et article 8 du CGCTD

été celle de sa légitimité, de sa proximité avec les différents acteurs et de sa parfaite maîtrise de l'environnement concerné. L'élu local dispose à cet effet d'importants outils de resocialisation des acteurs. Les exemples de la Côte d'Ivoire <sup>(5)</sup> et de la RCA sont évocateurs. La désignation de Monsieur Donatus Njong Fonyuy, ancien maire de Kumbo, comme l'un des piliers du Plan de Reconstruction et de Développement du NOSO, offre déjà cette perspective tendant à ouvrir le mécanisme DDR à une synergie Etat-Commune. Sur un plan plus général, le Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées (CGCTD) en fournit un cadre juridique approprié, notamment en ce qu'il consacre la possibilité pour les exécutifs locaux se s'appuyer sur les associations de quartiers et de villages pour l'implémentation de certaines politiques de proximité <sup>(6)</sup>.

### La région, instrument institutionnel de sortie de crise

La région, CTD, offre davantage de perspective à la mise en œuvre réussie du processus DDR. En effet, cette dimension s'est singularisée lors des débats et

échanges issus du Grand Dialogue National. Un lien très étroit a immédiatement été fait entre la commission n° 8 et celle compétente en matière de DDR. Il était question en réalité de faire de la régionalisation, un mécanisme de sortie de crise notamment dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Tel est le lien organique que l'on peut faire entre les processus DDR et la gouvernance publique locale.

A cet égard, sur un plan plus général, la région qui représente le second échelon de l'architecture de décentralisation au Cameroun, est d'avènement récent. En effet, la Constitution du 18 janvier 1996 a, en ses articles 56 à 61 esquissé un régime général applicable à toutes les régions, tout en précisant en son article 62 que, sans préjudice de ce régime général, la loi peut tenir compte des spécificités de certaines régions dans leur organisation et leur fonctionnement ; d'où le régime spécial applicable aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, offre politique en vue de la sortie de crise. Ce statut spécial est fondé sur leur spécificité linguistique et leur héritage historique.

Se démarquant des huit autres, ces deux régions sont structurées autour d'un organe délibérant, Assemblée Régionale, constituée de deux chambres, d'une part, la House of Divisional Representatives et, d'autre part, la House of Chiefs. Elles bénéficient aussi des mécanismes de fonctionnement particulier, en ce qu'elles siègent séparément aux mêmes dates, avec la

<sup>5</sup> Sur la pratique ivoirienne, voir Franziska Ehlert, Quelle viabilité pour le processus de désarmement, démobilisation et réintégration de la Côte d'Ivoire ? Friedrich Ebert Stiftung, juin 2018.

<sup>6</sup> Voir article 41 du CGCTD



Conseil National de la Décentralisation : Le premier Ministre prescrit plus de moyens pour les communes

possibilité d'une navette entre les deux chambres. Au regard de l'importance de certaines questions, les deux chambres peuvent siéger en formations réunies.

Elles bénéficient d'un supplément de compétences et peuvent être soit consultées sur certaines questions, soit être associées à la gestion de certains services publics implantés dans leurs territoires.

Sur un plan purement théorique et, se fondant sur les réussites déjà observées dans la pratique des communes, les régions peuvent servir de relai opérationnel à la mise en œuvre d'un processus de DDR élaboré par l'Etat. Leur contribution pourrait ainsi s'articuler autour de la mission générale de progrès économique et social dont elles sont investies et qui participe du développement harmonieux, équilibré, solidaire et durable du territoire. Le décret portant création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration avait déjà perçu cette nécessité, mais sans aller aussi loin, du fait notamment de la non mise en place à date des Régions entendues comme CTD. En effet, son article 3 qui porte sur les aspects institutionnels, crée des centres régionaux chargés de la mise en œuvre au niveau local des missions du Comité (7).

### Les opportunités offertes au processus de DDR par la gouvernance publique décentralisée

Si on peut considérer que la gouvernance publique décentralisée n'est pas véritablement concernée par la dimension démilitarisation, il peut cependant être plus difficile de l'écarter des dimensions démobilisation, réintégration ou réinsertion. En effet, les attributions dévolues au comité national DDR (8) s'intègrent harmonieusement dans les matières transférées par l'Etat aux CTD (A), de même que les emplois types disponibles au niveau de ces entités peuvent servir de gisement pour la réintégration sociale (B).

### D'importantes compétences mobilisables dans le cadre de la gouvernance publique décentralisée

La gouvernance publique locale est un processus par lequel l'Etat central transfère des compétences et des ressources aux entités infra que sont les communes et régions aux fins de promotion du développement des espaces territoriaux. Ainsi, la constitution de 1996

retient que "les conseils des CTD ont pour mission de promouvoir le développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif de ces collectivités"(9). Cette mission générale à elles dévolue par le constituant de 1996 intègre bien les matières qui relèvent soit de la démobilisation, soit de la réintégration (10). Il en est ainsi de la mise en place des sites de cantonnement et de l'assistance multidimensionnelles à apporter aux ex-combattants (11). Le volet réintégration peut davantage retenir l'attention, s'agissant de la prise en compte de la gouvernance publique décentralisée dans l'opérationnalisation du processus DDR. Ainsi, les actions de sensibilisation, d'aide à la réinsertion dans la vie civile, de formation, de mise à disposition d'outils ou moyens de production et d'assistance à la création d'activités génératrices de revenus, peuvent être considérées comme des actions de proximité relevant des CTD (12).

A cet égard, on pourrait simplement rappeler que le CGCTD a retenu trois grands domaines de compétences qui couvrent lesdites matières et qui ont été transférées aux CTD. On peut notamment citer l'action économique, l'action sociale, l'éducation, la formation professionnelle, la jeunesse, le sport, la culture et les loisirs (13).

Au regard de ces compétences les CTD peuvent très utilement être mises à contribution, tant pour la démobilisation, que pour la réintégration entendue comme le processus grâce auquel les ex-combattants accèdent au statut de civil et acquiert un emploi et un revenu stable (14). La prise en compte des CTD à cette phase est d'autant plus importante que la réintégration est un processus social et économique nécessairement mis en œuvre par les communautés locales. L'approche à base communautaire est fondamentale pour bâtir des mécanismes de cohésion sociale et de

7 Voir les articles 3 et 7 du décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration.

8 Voir article 2 du décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration.

9 Voir article 55 de la loi du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008.

10 Sur la réintégration en général, voir Cornelis Steeken, Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) : tour d'horizon pratique, Institut de formation aux opérations de paix, 2017.

11 Voir article 2 de décret 2018/719 op cit.

12 Voir notamment :

Le décret n° 2010/0243/PM du 26 février 2010 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière d'attribution des aides et des secours aux indigents et aux nécessiteux ;

Voir décret n° 2012/0877/PM du 27 mars 2012 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière d'appui aux micro-projets générateurs de revenus et d'emplois.

13 Voir les articles 156, 160, 161, 162 et 163 du CGCTD

14 Voir Note du SG des NU sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, du 24 mai 2005 (A/C 5/59/31)

responsabilisation et pour incorporer les groupes vulnérables dans le processus général de gouvernance local et de gestion des conflits <sup>(15)</sup>. On en veut pour preuve, le rôle que jouent ces entités en matière de promotion des activités de production agricole <sup>(16)</sup>, d'appui aux micro-projets générateurs de revenu et d'emploi <sup>(17)</sup>. A cet égard, les communes peuvent attribuer des appuis aux organisations communautaires à la base en ce qui concerne notamment la transformation de produits de l'agriculture de l'élevage, de la pêche et de la forêt.

### Un gisement d'emploi offert à la réintégration

La réintégration suppose la réinsertion dans la vie sociale. Elle consiste en des programmes et mesures d'assistance destinées aux anciens combattants, ainsi qu'à leurs familles visant à favoriser leur réinsertion socioéconomique. Sa mise en œuvre réussie suppose la disponibilité d'emplois ou la création de projets susceptibles de répondre aux demandes nouvelles formulées. La mise en place de la politique publique de décentralisation est de nature à offrir de nombreux emplois, au regard des compétences transférées par l'Etat aux CTD.

Ainsi, à travers notamment les Centres de promotion de la femme et de la famille <sup>(18)</sup>, des activités de cantonnement routier <sup>(19)</sup>, des opérations de réinsertion sociale ou de formation et de réinsertion professionnelle, les communes et les régions peuvent être d'une utilité indéniable pour l'opérationnalisation du DDR.

L'implication des communes dans la réalisation des certaines activités à fort impact social est même déjà une réalité dans certains domaines. On ne se limitera pas au concours donné à l'Etat par les communes dans la lutte contre le COVID-19 dans la mise en œuvre des mesures barrière instruites par le Président de la République et rendues publiques par le Premier

Ministre, Chef du Gouvernement.

Ainsi, antérieurement déjà le gouvernement de la République a encadré la mise en œuvre de l'approche haute intensité de mains d'œuvre (HIMO) par les communes. En réalité, cette technique combine de façon optimale la main d'œuvre et l'équipement généralement léger, en favorisant la valorisation des ressources locales (humaines et matérielles) dans la réalisation des projets d'intérêt communautaire <sup>(20)</sup>. Au plan pratique, on a pu voir certaines communes de l'Extrême-Nord, du Centre, du Nord et de l'Ouest entre autres, mettre en œuvre avec beaucoup de succès cette approche, à travers le recrutement des jeunes et l'utilisation des matériaux locaux pour la construction des routes et autres ouvrages.

Sur un plan opérationnel, le décret rendant exécutoire les tableaux-types des emplois communaux donne un aperçu des emplois susceptibles d'être mobilisés au niveau des communes si ces dernières sont interpellées pour la mise en œuvre d'un processus de DDR dans son volet réintégration <sup>(21)</sup>. Ledit arrêté qui prend en compte à la fois les familles de métiers et les filières, a retenu environ 57 familles professionnelles et 107 emplois. On y retrouve des architectes, des techniciens en bâtiment, des responsables d'espaces verts, des responsables d'hygiène publique, des conducteurs de camions, d'engins et de responsables de voiries et de réseaux. Il s'agit à n'en point douter d'un gisement d'emplois stables qui peut servir la cause d'un processus de réintégration et de réinsertion mis en place par l'Etat dans le cadre de l'opérationnalisation du DDR.

En conclusion, le processus de DDR en vigueur au Cameroun apparaît comme une innovation inachevée. En effet, elle est et reste une initiative du Président de la République, mendiant de la paix, contrairement à celles expérimentées dans d'autres Etats voisins <sup>(22)</sup> dont le fondement réside dans une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies <sup>(23)</sup>. Elle reste cependant inachevée en ce qu'on pourrait regretter une implication insuffisante des CTD, acteurs majeurs de la gouvernance publique décentralisée et réceptacles de toute opérationnalisation de DDR.

<sup>15</sup> Voir Rapport du département de maintien de la paix des NU, « Les pratiques de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) de deuxième génération dans les opérations de paix », 18 janvier 2010.

<sup>16</sup> Voir le décret 2010/0242/PM du 26 février 2010 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière de promotion des activités de production agricole et de développement rural.

<sup>17</sup> Voir décret n° 2012/0877/PM du 27 mars 2012 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière d'appui aux micro-projets générateurs de revenus et d'emplois.

<sup>18</sup> Voir décret n° 2010/0241/PM du 26 février 201 fixant les modalités d'exercice des compétences transférées par l'Etat aux communes en matière d'entretien et de gestion des Centres de promotion de la femme et de la famille.

<sup>19</sup> Voir le décret n° 2012/2324/PM du 13 août 2012 fixant les modalités d'exercice de la compétence transférées par l'Etat aux communes en matière de réalisation des travaux de cantonnement routier.

<sup>20</sup> Voir décret 2014/0611/PM du 24 mars 2014 fixant les conditions de recours et d'application des approches à haute intensité de main d'œuvre.

<sup>21</sup> Voir arrêté n° 00136/A/MINATD/DCTD du 24 août 2009 rendant exécutoire les tableaux-types des emplois communaux.

<sup>22</sup> Notre pays suit en cela l'exemple du Congo dont un décret du 18 décembre 2003 institue une Commission Nationale du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (CONADER).

<sup>23</sup> C'est le cas en Côte d'Ivoire, en République Centrafricaine, au Darfour, au Soudan du Sud et en Somalie.

## BIBLIOGRAPHIE

Arrêté n° 00136/A/MINATD/DCTD du 24 août 2009 rendant exécutoire les tableaux-types des emplois communaux.

Décret 2014/0611/PM du 24 mars 2014 fixant les conditions de recours et d'application des approches à haute intensité de main d'œuvre.

Décret n° 2012/2324/PM du 13 août 2012 fixant les modalités d'exercice de la compétence transférée par l'État aux communes en matière de réalisation des travaux de cantonnement routier.

Décret 2010/0242/PM du 26 février 2010 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'État aux communes en matière de promotion des activités de production agricole et de développement rural.

Décret n° 2012/0877/PM du 27 mars 2012 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'État aux communes en matière d'appui aux micro-projets générateurs de revenus et d'emplois.

Décret n° 2012/0877/PM du 27 mars 2012 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'État aux communes en matière d'appui aux micro-projets générateurs de revenus et d'emplois.

Décret n° 2010/0241/PM du 26 février 2010 fixant les modalités d'exercice des compétences transférées par l'État aux communes en matière d'entretien et de gestion des Centres de promotion de la femme et de la famille.

Décret n° 2010/0243/PM du 26 février 2010 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'État aux communes en matière d'attribution des aides et des secours aux indigents et aux nécessiteux.

Décret n° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité National de Désarmement, de démobilisation et de Réintégration.

EHLERT Franziska, *Quelle viabilité pour le processus de désarmement, démobilisation et réintégration de la Côte d'Ivoire ?* Friedrich Ebert Stiftung, juin 2018.

EKO'O AKOUAFANE Jean Claude, *La décentralisation administrative au Cameroun*, Harmattan 2009.

FONDATION Paul ANGO ELA, *Les politiques de la décentralisation au Cameroun, Jeux, Enjeux et Perspectives*, (dir), Harmattan 2013.

Loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008

Loi n° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées.

Note du SG des NU sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, du 24 mai 2005 (A/C 5/59/31).

Rapport du département de maintien de la paix des NU, "Les pratiques de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) de deuxième génération dans les opérations de paix", 18 janvier 2010.

Rapport du Rapporteur Général du Grand Dialogue National tenu au Cameroun du 30 novembre au 04 octobre 2019.

SAÏBOU Issa et Nadine MACHIKOU, "Réintégration des ex-associés de Boko-Haram : Perspectives de la région de l'extrême-Nord du Cameroun", *Global Center on Cooperative Security*, février 2019.

STEKEN Cornelis, *Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) : tour d'horizon pratique*, Institut de formation aux opérations de paix, 2017.

TCHEUWA Jean Claude, "Les transferts des compétences de l'État vers les collectivités territoriales décentralisées au Cameroun", in *Les politiques de la décentralisation au Cameroun, Jeux, Enjeux et Perspectives*, (dir) Fondation Paul Ango Ela, Harmattan 2013.



Jean Claude TCHEUWA  
Agrégé des Facultés de Droit  
Professeur Titulaire des Universités